

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE** : Capacité du marché des capitaux (suite) — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers de la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## CAPACITE DU MARCHE DES CAPITAUX (suite)

On trouvera ci-dessous la suite du rapport élaboré par le groupe de travail qui, au sein de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique, était chargé d'étudier les moyens propres à évaluer périodiquement, de manière raisonnée, les capacités du marché des capitaux pour l'année suivante.

Le rapport proprement dit, ainsi que l'introduction et la première partie du rapport annexe ont paru dans le Bulletin de septembre. Le présent numéro contient les deux dernières parties du rapport annexe.

La deuxième partie propose une méthode qui permettrait de prévoir pour l'année suivante un compte capital d'où pourraient être déduites les capacités du marché des capitaux répondant

à différentes définitions. Cependant, en raison des graves lacunes du matériel statistique belge pour le passé, il est impossible d'appliquer dès à présent cette méthode. C'est pourquoi, en ce qui concerne l'année 1967, seule une tentative sommaire de prévision de la capacité d'un compartiment du marché des capitaux a pu être faite. Elle est décrite dans la troisième partie du rapport annexe. Si celle-ci est reproduite ici, ce n'est pas en raison de l'intérêt intrinsèque des évaluations obtenues, mais afin d'illustrer les difficultés auxquelles se heurte une prévision de la capacité du marché des capitaux, particulièrement lorsqu'elle ne peut s'appuyer sur des statistiques satisfaisantes, et de montrer le caractère extrêmement précaire des estimations qu'il est possible de faire.

### RAPPORT ANNEXE (1) (suite)

#### DEUXIEME PARTIE

#### METHODE D'EVALUATION DES CAPACITES DU MARCHE DES CAPITAUX POUR L'ANNEE SUIVANTE

(34)

Dans la première partie du présent rapport (§§ 31 et 33), diverses définitions possibles de la capacité du marché des capitaux ont été proposées. Il s'agissait des apports de fonds,

soit sous toutes les formes, soit sous forme d'actions et obligations de tout terme; il s'agissait aussi des apports de fonds soit à l'ensemble des secteurs nationaux, soit aux pouvoirs publics, soit au Trésor.

Il va de soi qu'il serait possible d'élaborer d'autres définitions encore. On pourrait, par

(1) Le rapport est daté du 20 juillet 1967.

exemple, isoler les apports de fonds sous certaines formes autres que les actions et obligations, tels les effets commerciaux ou les emprunts à court, moyen ou long terme; on pourrait également isoler les apports de fonds aux entreprises.

Aucune des définitions qui ont été données dans la première partie, ni aucune des autres définitions qu'il serait possible d'élaborer ne peut être considérée comme constituant « la » définition de la capacité du marché des capitaux et comme méritant seule, à ce titre, de faire l'objet d'une évaluation pour l'année suivante. Au contraire, ces diverses définitions peuvent toutes avoir leur utilité, car on aura besoin d'évaluations répondant à des définitions différentes selon que l'on s'intéresse à tel aspect plutôt qu'à tel autre de l'évolution économique et financière au cours de l'année qui vient.

C'est pourquoi, dans cette deuxième partie du présent rapport, on décrira une méthode qui permette d'évaluer pour l'année suivante, non pas la capacité du marché des capitaux suivant l'une des définitions données dans la première partie, mais un compte capital dont pourraient être déduites, selon les nécessités, les capacités répondant aux diverses définitions de la première partie et à certaines autres. Le schéma de ce compte est donné au tableau annexe F.

(35)

Le schéma du tableau annexe F constitue une version plus détaillée de celui des tableaux annexes E.

Le tableau annexe F reprend, comme les tableaux annexes E, tant les éléments réels (épargne et formation brute de capital, dont le solde constitue la capacité ou le besoin de financement) que les éléments financiers (augmentations de créances et augmentations de dettes, dont le solde constitue l'apport ou le prélèvement net de fonds) du compte capital. Pour évaluer la capacité du marché des capitaux suivant certaines définitions [définitions II (1), Ia (2) et Ib (3)], il suffirait de

connaître les éléments réels, mais pour l'évaluer suivant les autres définitions, il faudrait connaître les éléments financiers.

La ventilation par secteur est plus poussée au tableau annexe F qu'aux tableaux annexes E : le Trésor est séparé des autres pouvoirs publics et les organismes monétaires et le Fonds des Rentes, des autres intermédiaires financiers. Ces distinctions sont nécessaires pour que des évaluations répondant à toutes les définitions mentionnées dans le présent rapport [notamment les définitions Ib (1) et IV (2)] puissent être déduites du seul tableau annexe F, une fois que celui-ci aurait été dressé pour l'année suivante.

Le tableau annexe F prend, pour les éléments financiers, la forme d'un tableau à double entrée, semblable à celle des tableaux A (§ 15), de manière à montrer sur quels secteurs chaque secteur se constituera des créances et envers quels secteurs il contractera des dettes. Au surplus, les dettes de chaque secteur sont ventilées suivant leurs diverses formes, de telle sorte qu'on puisse connaître sous quelles formes chaque secteur se constituera des créances ou contractera des dettes vis-à-vis d'un secteur donné ou vis-à-vis de l'ensemble des secteurs.

Un grand nombre des détails qui sont ainsi prévus au tableau annexe F seraient nécessaires pour évaluer la capacité du marché des capitaux suivant certaines définitions. Ce serait le cas de toutes les définitions de la capacité du marché des actions et obligations (§ 33) et plus encore des dettes que les pouvoirs publics contracteraient sous forme d'obligations sans intervention des organismes monétaires (définition utilisée pour l'évaluation qui est faite dans la troisième partie pour l'année 1967). Même lorsqu'on envisagerait la capacité globale du marché des capitaux (§ 31), il pourrait être intéressant de connaître, pour certaines analyses, la forme que prendraient les augmentations de créances et de dettes.

Les détails du tableau annexe F qui ne seraient pas utilisés directement pour évaluer la capacité du marché des capitaux, n'en contribueraient pas moins indirectement à l'éta-

(1) Capacité globale du marché des capitaux : apports de fonds à l'ensemble des secteurs nationaux, mesurés par la capacité de financement des ménages.

(2) Capacité globale du marché des capitaux : apports de fonds aux pouvoirs publics.

(3) Capacité globale du marché des capitaux : apports de fonds au Trésor.

(1) Cf. note (3) ci-contre.

(2) Capacité du marché des actions et obligations : apports de fonds aux pouvoirs publics, sans intervention des organismes monétaires [troisième partie, paragraphe (40)].

blissement d'une évaluation satisfaisante. Ils fourniraient, en effet, un fondement cohérent à l'évaluation : toute créance d'une unité économique doit avoir comme contrepartie une dette de montant égal et de même forme d'une autre unité économique; les créances et les dettes des intermédiaires financiers doivent s'équilibrer (sauf dans la mesure où ces intermédiaires ont une capacité ou un besoin de financement). Seul un tableau qui retrace en détail les divers flux de fonds permettrait d'avoir l'assurance que ces conditions de cohérence seraient réalisées.

Bien qu'il soit très détaillé, le schéma du tableau annexe F n'en est pas moins fortement intégré. Ainsi qu'il a été dit au paragraphe (30), la meilleure façon d'évaluer la capacité du marché des capitaux serait de mesurer le volume des fonds mis à la disposition des unités économiques nationales ayant un besoin de financement par les unités économiques nationales ayant une capacité de financement. Or, le tableau annexe F regroupe dans le secteur « Ménages » un grand nombre d'unités dont certaines ont une capacité et d'autres, un besoin de financement; il fait de même pour le secteur « Entreprises ». De tels regroupements sont malheureusement inévitables en pratique.

(36)

L'une des conditions qui devraient être réalisées pour que le tableau annexe F puisse être rempli, est qu'il existe un budget économique, c'est-à-dire une prévision des comptes de la Nation pour l'année à venir. Le Ministère des Affaires Economiques élabore depuis quelque temps un tel budget. L'évaluation des capacités du marché des capitaux serait d'autant plus satisfaisante que le budget économique serait plus exact, c'est-à-dire s'il était confirmé ultérieurement par les faits. Ce budget contribuerait de deux manières à l'établissement du tableau annexe F. Tout d'abord, il fournirait les éléments réels de ce tableau. Ensuite, et pour autant qu'aient été résolues les discordances qui existent actuellement entre les comptes de la Nation et la statistique des mouvements des créances et des dettes, il indiquerait pour chaque secteur le niveau auquel devrait se situer le solde des augmentations de créances et des augmentations de dettes. Si les

éléments financiers du tableau annexe F étaient évalués sans que les éléments réels l'aient été au préalable, il serait bien difficile d'estimer les limites des prélèvements de fonds qu'un secteur pourrait effectuer; en effet, on pourrait supposer une abondante création de monnaie en faveur de ce secteur; celle-ci mettrait des ressources accrues à sa disposition en provoquant une hausse des prix et par là une épargne induite des autres secteurs et en provoquant une diminution du prêt net au reste du monde (ou une aggravation du solde négatif de ce prêt). Au contraire, lorsqu'une prévision des éléments financiers s'appuie sur un budget économique, celui-ci indique l'ampleur prévue de la hausse des prix, le volume de l'épargne des différents secteurs et le montant du prêt net au reste du monde. Il impose donc en quelque sorte des contraintes à l'évaluation des éléments financiers et facilite par là cette évaluation.

Certes, une méthode qui consiste à estimer d'abord les éléments réels et, ensuite seulement, les éléments financiers n'est pas exempte d'arbitraire. Dans la réalité, éléments réels et éléments financiers s'influencent mutuellement, selon un processus dynamique et continu. Idéalement, l'évaluation des capacités du marché des capitaux devrait tenir compte de ces interactions. Cependant, comme on l'a fait remarquer dans l'Introduction (§ 11), il faudrait pour cela disposer d'un modèle d'une grande complexité, dont l'élaboration serait une tâche difficilement réalisable. Au surplus, on tomberait d'un arbitraire dans un autre : celui qui entacherait fatalement les hypothèses que l'on devrait faire concernant le comportement des agents économiques et le laps de temps qu'il faut aux éléments réels pour réagir sur les éléments financiers et vice versa. Au total, la méthode d'évaluation s'en trouverait fortement compliquée, sans que les résultats obtenus soient nécessairement meilleurs.

(37)

Le tableau annexe F ne pourra être dressé pour l'avenir que lorsqu'il sera disponible pour le passé sous une forme raisonnablement approximative et qu'il le sera pour un passé récent. On a vu dans la première partie (§§ 25 et 28) que ni l'une, ni l'autre de ces con-

ditions n'était actuellement remplie. La méthode décrite au paragraphe (38) ne pourra être appliquée que lorsque les améliorations dont on a montré ci-dessus la nécessité (§§ 26 à 29) auront été apportées au matériel statistique. Etant donné que la réalisation de ces améliorations prendra un certain temps, il ne paraît pas utile, au stade actuel, d'entreprendre une description détaillée de la méthode proposée. On se limitera dès lors ci-dessous à indiquer les grandes lignes de la démarche qui pourrait être suivie.

(38)

Comme il a été dit plus haut (§ 36), l'estimation des éléments réels du tableau annexe F serait fournie par le budget économique <sup>(1)</sup>. Elle ne poserait donc pas de problème de méthode, sous réserve des améliorations dont ce budget pourrait faire l'objet, en particulier de celles qui découleraient des modifications qui seraient éventuellement apportées aux comptes de la Nation pour le passé, notamment en ce qui concerne l'épargne des entreprises, celle des particuliers et les variations de stocks.

L'estimation des éléments financiers du tableau annexe F pourrait commencer par celle des augmentations de créances et de dettes des ménages. Ceux-ci forment le seul secteur qui ait régulièrement une capacité importante de financement; ce sont donc eux qui contribuent le plus à la « capacité » du marché des capitaux. Au surplus, ils jouissent d'une grande liberté de choix quant à la forme sous laquelle ils se constituent des créances : les intermédiaires financiers acceptent des dépôts sur livrets sans limitation de montants, beaucoup d'émissions d'obligations par l'Etat n'ont pas de plafond, des achats de valeurs mobilières ou d'immeubles à l'étranger sont toujours possibles, etc.; les décisions des ménages ont, de ce fait, une influence marquée sur la physionomie générale des éléments financiers d'un compte capital.

Les constitutions de créances par les ménages sont égales à leur capacité de financement majorée de leurs augmentations de dettes. Celles-ci ne revêtent qu'un petit nombre de

formes (emprunts hypothécaires, emprunts personnels et à tempérament) et ne sont dues qu'à un petit nombre de secteurs (par exemple, les emprunts hypothécaires sont contractés auprès des ménages et des intermédiaires financiers autres que les organismes monétaires et le Fonds des Rentes). Elles devraient dès lors pouvoir être estimées sans trop de difficultés. C'est ainsi que pour les emprunts hypothécaires, les engagements nouveaux seraient dans une large mesure fonction de la formation brute de capital en immeubles d'habitation, tandis que les remboursements dépendraient des contrats en cours au début de la période de prévision; la ventilation par secteur créancier pourrait être basée sur celle qui aurait été constatée pour le passé.

Lorsque le total des augmentations de créances des ménages aurait été évalué, il resterait à le répartir par forme et par secteur débiteur.

En ce qui concerne la répartition par forme, on pourrait supposer qu'elle est déterminée notamment par :

a) les habitudes des ménages, telles qu'elles seraient indiquées par les comportements de ceux-ci dans le passé;

b) la législation sociale et les polices d'assurance-vie tant anciennes que nouvelles, dont dépendraient les réserves de sécurité sociale et les réserves mathématiques;

c) l'évolution des taux d'intérêt en Belgique et à l'étranger;

d) les modifications éventuelles de la fiscalité en Belgique et à l'étranger;

e) l'évolution conjoncturelle en Belgique et à l'étranger, qui pourrait influencer la répartition entre les créances à revenu variable (actions belges et étrangères, immeubles à l'étranger, lesquels sont, en comptabilité nationale, assimilés à des créances) et les créances à revenu fixe, et la répartition entre les créances sur le secteur public et celles sur le secteur privé, la solvabilité de ces dernières pouvant être affectée par une détérioration de la conjoncture;

f) l'évolution des prix, qui, en modifiant la valeur des transactions, ferait varier le volume de monnaie nécessaire pour financer celles-ci;

g) l'évolution du marché des changes, qui pourrait influencer le choix entre les créances en francs belges et les créances en devises;

(1) Bien entendu, le budget économique devrait au préalable être adapté sur différents points, comme l'ont été les comptes de la Nation des années 1961 à 1964 aux tableaux annexes D 1 à 4 (§§ 18 à 23).

h) dans certains cas, le besoin de financement d'autres secteurs; par exemple, une constitution de stocks par les entreprises individuelles pourrait amener une augmentation des créances que possèdent sur ces entreprises les ménages qui en sont propriétaires et peut-être une diminution des créances de ces ménages sous forme de monnaie.

Dans certains cas, en décidant de la forme de leurs créances, les ménages décideraient *ipso facto* du secteur sur lequel elles seraient constituées; une créance sous forme de monnaie serait nécessairement sur les organismes monétaires, une créance sous forme de réserves mathématiques, sur les intermédiaires financiers autres que les organismes monétaires et le Fonds des Rentes. Dans d'autres cas, le secteur débiteur dépendrait des habitudes des ménages; certains d'entre eux ont l'habitude de constituer leurs dépôts sur livrets auprès des banques, d'autres, auprès des caisses d'épargne. Dans le cas des obligations émises par les paraétatiques d'exploitation, le Trésor, les autres pouvoirs publics et les organismes publics de crédit non monétaires, la répartition entre ces divers secteurs débiteurs pourrait être estimée en utilisant les travaux du Comité de Coordination du Crédit.

Les éléments financiers du compte capital des ménages ayant de la sorte été estimés, l'étape suivante pourrait être d'évaluer les augmentations de créances des autres secteurs nationaux non financiers, c'est-à-dire des entreprises, du Trésor et des autres pouvoirs publics. Ces créances ne revêtent pas un très grand nombre de formes; elles consistent surtout en liquidités, en créances commerciales, en valeurs mobilières et en investissements à l'étranger. Leur augmentation annuelle est beaucoup plus faible que celle des créances des ménages. L'accroissement des créances du secteur « Sécurité sociale » est influencé par l'augmentation des créances des ménages sous forme de réserves de sécurité sociale.

En ajoutant aux besoins de financement des entreprises, du Trésor et des autres pouvoirs publics, leurs augmentations de créances ainsi estimées, on obtiendrait une évaluation globale de leurs augmentations de dettes. Parmi celles-ci, celles qui seraient envers les secteurs nationaux non financiers seraient déjà connues par forme et par secteur créancier, n'étant autre chose que des créances de ces mêmes secteurs, lesquelles auraient déjà été calculées

précédemment. Il ne resterait donc plus à ventiler que les dettes envers l'étranger, les organismes monétaires et le Fonds des Rentes, et les autres intermédiaires financiers.

Cette ventilation (par secteur créancier et par forme de dette) pourrait s'appuyer tout d'abord sur le fait que les dettes à évaluer ne seraient pas indépendantes d'autres éléments financiers et de certains éléments réels du compte capital, dont un grand nombre auraient déjà été estimés. En particulier, les deux identités suivantes devraient être respectées :

a) Dans le chef des intermédiaires financiers :

Augmentation des créances sur les entreprises et les pouvoirs publics (à estimer)  
= Capacité de financement (ou *moins* besoin de financement) (déjà estimée),  
*plus* augmentation des dettes envers les secteurs nationaux non financiers (déjà estimée),  
*moins* augmentation des créances sur les ménages (déjà estimée),  
*moins* augmentation des créances nettes sur l'étranger.

b) Dans le chef de l'étranger :

Augmentation des créances sur les entreprises et les pouvoirs publics (à estimer)  
= Augmentation des dettes envers les secteurs nationaux non financiers (déjà estimée),  
*moins* prêt net au reste du monde (déjà estimé),  
*plus* augmentation des dettes nettes envers les intermédiaires financiers (ce poste se retrouve dans l'identité a) sous forme d'augmentation des créances nettes des intermédiaires financiers sur l'étranger).

En outre, la ventilation des dettes des entreprises et des pouvoirs publics envers les intermédiaires financiers et l'étranger pourrait s'appuyer sur les constatations suivantes :

a) Les créances que l'étranger se constitue sur les entreprises consistent surtout en investissements directs, dont l'ampleur est décidée par l'étranger lui-même.

b) Certains intermédiaires financiers se constituent des créances exclusivement ou dans une large mesure sous une seule forme sur un seul secteur : l'Office des Chèques Postaux sur le Trésor, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, sous forme de crédits à moyen et long terme aux entreprises.

c) Les créances que les intermédiaires financiers se constituent sur le Trésor représentent pour certains d'entre eux un placement résiduel : la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et le Crédit Communal de Belgique souscrivent ou encaissent des certificats de trésorerie suivant que l'augmentation de leurs moyens d'action est supérieure ou inférieure à celle de l'encours des crédits qu'ils accordent respectivement aux entreprises et aux pouvoirs subordonnés.

d) Les dettes contractées auprès des organismes monétaires et, dans le cas du Trésor,

auprès de l'étranger et du Fonds des Rentes, forment souvent le moyen résiduel de se procurer des ressources.

Enfin, la ventilation des dettes des entreprises et des pouvoirs publics envers les intermédiaires financiers et l'étranger pourrait s'appuyer sur les proportions constatées dans le passé et sur les prévisions que les principaux intermédiaires financiers du secteur public soumettent au Comité de Coordination du Crédit, notamment au sujet des créances qu'ils comptent se constituer.

Une fois que toutes les évaluations dont il a été question ci-dessus auraient été faites, il ne resterait plus, pour que le tableau annexe F soit complet, qu'à prévoir, par forme, les augmentations de créances et de dettes des intermédiaires financiers vis-à-vis de l'étranger (dont le solde serait donné par les estimations déjà faites) et entre eux.

### TROISIEME PARTIE

## EVALUATION DE LA CAPACITE DU MARCHE DES CAPITAUX EN 1967

(39)

Comme on l'a souligné dans la deuxième partie du présent rapport (§ 37), le matériel statistique actuellement disponible ne fournit pas les informations de base qui seraient nécessaires pour que le tableau annexe F puisse être estimé pour l'année en cours. Or, c'est de ce tableau qu'auraient pu être déduites des prévisions de la capacité du marché des capitaux selon les diverses définitions qui ont été proposées dans la première partie.

Il est vrai que des évaluations de la capacité du marché des capitaux selon les définitions II, Ia et éventuellement Ib pourraient être établies sur base du budget économique élaboré pour 1967 par le Ministère des Affaires Economiques (§ 31). Mais les discordances entre les éléments réels et les éléments financiers du compte capital pour les années 1961 à 1964, telles qu'elles apparaissent aux tableaux annexes E 1 à 4, revêtent une si grande ampleur que de pareilles évaluations n'auraient pas une très grande utilité.

En ce qui concerne la capacité du marché des actions et obligations (définitions III, IIIa

et IIIb), il convient d'observer qu'il serait difficile de faire une prévision à son sujet. En effet, les montants d'obligations que l'Etat est en mesure de placer auprès de certains organismes n'ont pas de limites très précises : les banques peuvent mobiliser des effets commerciaux pour se constituer les liquidités nécessaires à la souscription d'obligations si elles jugent les taux d'intérêt de celles-ci suffisamment attrayants; un recours à l'étranger est, en général, possible; les interventions du Fonds des Rentes sont plus ou moins importantes selon les difficultés du Trésor et la situation des marchés financiers.

(40)

#### Définition IV.

On notera que les divers types d'émissions qui viennent d'être cités comme ayant une certaine flexibilité impliquent en général l'intervention d'organismes monétaires. Cette intervention est directe lorsque des obligations sont placées auprès des banques, indirecte lors-

que l'Etat recourt à l'étranger ou au Fonds des Rentes dans la mesure où celui-ci se finance en plaçant ses propres certificats auprès des organismes monétaires ou en leur empruntant de l'argent au jour le jour ou encore en utilisant son compte d'avances à la Banque Nationale. Etant donné que l'intervention des organismes monétaires rend de la sorte imprécises les limites de la capacité du marché des actions et obligations telle qu'elle a été définie au paragraphe (33), il paraît utile de donner de cette capacité une définition qui soit plus restreinte, mais qui en revanche n'englobe que des émissions dont l'ampleur est suffisamment déterminée, et qui permette dès lors de faire une prévision. C'est ainsi que la capacité du marché des obligations émises par les pouvoirs publics peut être définie comme étant les dettes contractées par ces pouvoirs directement ou indirectement sous forme d'obligations de tout terme dont l'émission ne donne pas lieu à une intervention des organismes monétaires.

#### M e s u r e .

Emissions nettes d'obligations de tout terme de l'Etat (au sens de la comptabilité nationale) et emprunts à moyen et long terme des pouvoirs subordonnés auprès du Crédit Communal de Belgique, sous déduction des obligations acquises par les organismes monétaires, le Fonds des Rentes et l'étranger.

Ainsi mesurés, les apports de fonds aux pouvoirs publics ont évolué de la façon suivante entre 1961 et 1964 <sup>(1)</sup> :

1961 .....	15,7 milliards
1962 .....	15,6 milliards
1963 .....	6,6 milliards
1964 .....	15,7 milliards

C'est pour la capacité du marché des obligations émises par les pouvoirs publics ainsi définie qu'on tentera de faire une évaluation portant sur l'année 1967 dans les paragraphes qui suivent.

<sup>(1)</sup> Maximum de la définition IIIa (cf. *Bulletin d'Information et de Documentation*, septembre 1967, p. 195) moins tableaux annexes A, colonnes « Etranger », « Organismes monétaires » et « Fonds des Rentes », lignes « Etat (Trésor) », « Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) » et « Sécurité sociale » : « Certificats à court terme », « Obligations accessibles à tout placeur » et « Obligations non accessibles à tout placeur ».

(41)

Une définition qui présenterait plus d'intérêt que la définition IV serait celle qui isolerait les apports de fonds qui sont faits à l'Etat sans que celui-ci doive les solliciter activement. D'une façon générale, les dettes contractées sans intervention des organismes monétaires rentreraient dans cette catégorie : par exemple, l'Etat ne doit pas ordinairement solliciter de façon active les souscriptions des caisses d'épargne privées ou des organismes d'assurance-vie à ses émissions d'obligations, ces institutions donnant cette affectation en quelque sorte automatiquement à une partie de leurs moyens d'action nouveaux. Mais certaines des dettes contractées auprès des organismes monétaires devraient être rangées dans la même catégorie; on peut citer les avoirs à l'Office des Chèques Postaux et, jusqu'à un certain point, les obligations de tout terme que les banques souscrivent avec l'augmentation de leurs dépôts. On ne discutera cependant pas davantage ici l'intérêt d'une telle définition et les difficultés qu'il y aurait à lui donner une forme précise, car, dans l'état actuel du matériel statistique, il n'y aurait pas moyen de faire une prévision sur base de cette définition.

(42)

La prévision pour 1967 sera donc faite sur base de la définition IV. Ainsi qu'il a été dit au paragraphe (24), les obligations à plus d'un an ont été ventilées aux tableaux annexes E de manière à faciliter cette prévision. Dans ces tableaux, les dettes contractées par les pouvoirs publics directement sous forme d'obligations de tout terme figurent sous deux rubriques : « Fonds publics » et « Certificats à court terme ». Ces rubriques comprennent, outre les dettes en cause, les obligations émises par les paraétatiques d'exploitation et les intermédiaires financiers du secteur public. On commencera par faire une évaluation de la capacité du marché des capitaux pour l'ensemble des fonds publics et certificats à court terme dont l'émission ne donne pas lieu à une intervention des organismes monétaires. Cette évaluation englobera les émissions du Crédit Communal de Belgique et partant les dettes contractées par les pouvoirs publics indirectement sous forme d'obligations (emprunts à

moyen et long terme des pouvoirs subordonnés auprès de l'institution en cause). Les émissions des autres intermédiaires financiers du secteur public et celles des paraétatiques d'exploitation seront ensuite éliminées pour arriver à la capacité du marché des capitaux répondant à la définition IV.

Les tableaux annexes E montrent que les augmentations de créances sous forme de fonds publics et de certificats à court terme se localisent essentiellement chez les ménages, à l'étranger et chez les intermédiaires financiers. Les augmentations de créances de l'étranger doivent être négligées ici puisqu'elles impliquent l'intervention d'organismes monétaires. Il en va de même pour celles du Fonds des Rentes. Les souscriptions de fonds publics et de certificats à court terme par les intermédiaires financiers non monétaires sont effectuées, en très grande partie, avec le produit de dettes contractées auprès des ménages. On peut donc dire que ces derniers souscrivent directement ou indirectement à la très grande masse des fonds publics et des certificats à court terme dont l'émission ne donne pas lieu à une intervention des organismes monétaires. Pour évaluer la capacité du marché de ces obligations, il convient dès lors de partir du compte capital des ménages.

(43)

Le budget économique pour 1967 permet de chiffrer les éléments réels du compte capital des ménages. Tel qu'il a été établi en septembre 1966 par le Ministère des Affaires Economiques et légèrement remanié ensuite par la Commission de la Communauté Economique Européenne, il prévoit notamment <sup>(1)</sup> que l'expansion du volume du produit national brut atteindrait 3,5 p.c. comme en 1966, que le déficit extérieur serait à nouveau de 2,5 mil-

(1) Il importe de remarquer que les indications qui sont fournies dans le présent paragraphe (43) reposent sur des données qui répondent aux mêmes définitions que les comptes de la Nation de l'Institut National de Statistique et qui ne sont, de ce fait, ni cohérentes avec la statistique des mouvements des créances et des dettes, ni comparables aux chiffres des tableaux annexes E. Une adaptation du budget économique pour 1967 à la statistique des mouvements des créances et des dettes, similaire à celle des comptes de la Nation de 1961 à 1964 donnée aux tableaux annexes D, est faite au tableau annexe H pour les éléments réels du compte capital des ménages et au tableau annexe L pour ceux de l'Etat.

liards et que l'épargne des particuliers ne progresserait que faiblement. L'affectation du produit national, les opérations en capital de la Nation et les opérations courantes de l'Etat en 1967, telles qu'elles ressortent de ce budget, sont données au tableau annexe G 1.

Du fait qu'il a été établi depuis déjà un certain nombre de mois, le budget précité ne semble pas tenir compte suffisamment des derniers développements conjoncturels. Le pourcentage de 3,5 auquel il chiffre l'expansion en volume du produit national, peut être considéré comme une hypothèse extrême dans le sens favorable. Il a semblé utile d'élaborer une variante de ce budget comportant, pour le volume du produit national, une hypothèse extrême dans le sens défavorable, avec une expansion de 1 p.c. seulement <sup>(1)</sup>. Cette variante est présentée au tableau annexe G 2 sous la même forme que le budget lui-même l'était au tableau annexe G 1. Elle se différencie de ce budget par les phénomènes qui caractérisent, en général, une période de stagnation, à savoir une augmentation moins rapide ou une diminution des dépenses des ménages et des entreprises, partiellement compensée par une accélération des dépenses de l'Etat et une amélioration du solde extérieur; de façon plus spécifique : l'expansion de la consommation privée est plus faible du fait de l'augmentation moins considérable des revenus, de l'aggravation de la fiscalité <sup>(2)</sup>, d'un accroissement moindre ou d'une réduction des stocks des entreprises individuelles <sup>(3)</sup> et d'une propension à épargner plus forte trouvant son origine dans l'utilité plus grande que la constitution de liquidités a dans une perspective de récession éventuelle; la formation brute de capital par les entreprises et les ménages diminue au

(1) L'avis que le Conseil Central de l'Economie a émis le 15 février 1967 sur l'évolution économique en 1966 et sur les perspectives pour 1967, considère « comme vraisemblable l'hypothèse qu'en 1967, le P.N.B. à prix constants continuera à croître, mais à un rythme ralenti ... qui avoisinera probablement les 2 % » (p. 0-7). Ce pourcentage équivaut, à peu de chose près, à la moyenne des deux hypothèses extrêmes qui ont été retenues ici.

(2) Les chiffres du tableau annexe G 2 tiennent compte, contrairement à ceux du tableau annexe G 1, des majorations d'impôts que le Gouvernement a mises ou envisagé de mettre en vigueur par application des pouvoirs que lui confère la loi du 31 mars 1967 « attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire ».

(3) Rappelons que, dans les comptes de la Nation, l'augmentation des stocks des entreprises individuelles est confondue avec la consommation des ménages.

lieu d'augmenter; l'accroissement des exportations se réduit, mais pas autant que celui des importations, influencées par la progression moins rapide du produit national, de sorte que le solde extérieur devient positif; l'augmentation de la formation brute de capital par l'Etat est plus nette, l'opportunité de soutenir la conjoncture étant plus manifeste; malgré l'accroissement moins sensible des revenus et l'aggravation de la fiscalité, l'épargne des ménages est plus importante grâce à l'augmentation moindre des stocks des entreprises individuelles et à la propension à épargner plus forte; la progression moins rapide du produit national ayant pour effet de déprimer le rendement des impôts et les recettes de la sécurité sociale et de gonfler entre autres les dépenses pour allocations de chômage, l'épargne de l'Etat est plus faible. Dans le tableau annexe G 2, l'épargne des ménages a été évaluée à un niveau particulièrement élevé et celle de l'Etat, à un niveau particulièrement bas. Ceci a l'avantage de faire clairement ressortir le genre d'incidence qu'un ralentissement du rythme d'expansion économique a sur les offres et demandes de fonds. En réalité, un tel ralentissement n'influence sensiblement les recettes et dépenses de l'Etat qu'après un temps assez long.

(44)

Ainsi qu'il a été exposé aux paragraphes (18) à (23), un certain nombre d'ajustements ont été apportés, dans les tableaux annexes D, à la formation brute de capital et à l'épargne des comptes de la Nation, en vue de les rendre aussi cohérentes que possible avec la statistique des mouvements des créances et des dettes. Le tableau annexe H apporte des ajustements analogues <sup>(1)</sup> aux deux évaluations que les tableaux annexes G 1 et 2 donnent pour la formation brute de capital et l'épargne des ménages en 1967, ainsi qu'aux chiffres correspondants des comptes de la Nation pour 1965; en ce qui concerne cette dernière année, un compte capital complet n'a pu encore être établi, mais les indications qui sont dès à présent disponibles ne doivent pas être négligées lorsqu'on cherche à prévoir l'évolution en 1967.

(1) Cependant, pour ne pas compliquer l'analyse qui suit, on s'est abstenu de donner, pour l'épargne des ménages, plusieurs chiffres correspondant à différentes estimations des variations de stocks.

Le tableau annexe J donne le compte capital des ménages (éléments réels et éléments financiers) pour les années 1961 à 1965 et, dans la mesure où les chiffres sont disponibles, pour 1966. Son schéma est le même que celui des tableaux annexes E. Cependant, les rubriques dont les chiffres sont affectés d'une marge d'erreur importante ou pour lesquelles il n'existe pas un chiffre unique, à savoir celles dont il a été question au paragraphe (17) sub c) et d) (« Obligations émises par les entreprises privées et actions et parts émises par les secteurs nationaux », « Liquidités » et « Autres emprunts à moyen et long terme »), n'ont pas été reprises séparément; il serait vain, en effet, de vouloir baser une évaluation pour l'avenir sur des chiffres passés par trop imprécis; les rubriques précitées ont été regroupées avec les « Autres créances et dettes » et avec la « Discordance entre les éléments réels et les éléments financiers » en une rubrique unique intitulée « Autres créances et dettes et ajustement ». En revanche, certaines rubriques des tableaux annexes E ont été subdivisées au tableau annexe J, de manière à faire apparaître des renseignements qui peuvent contribuer à l'élaboration de l'évaluation pour 1967.

(45)

Sur base des tableaux annexes H et J, les souscriptions directes de fonds publics par les ménages <sup>(1)</sup> peuvent être évaluées pour l'année 1967 selon deux méthodes. La première de ces méthodes, qu'on pourrait appeler « calcul proportionnel », consiste à supposer que les rapports entre les fonds publics souscrits par les ménages, d'une part, et leur épargne ou leur capacité de financement, d'autre part, se situeront aux mêmes niveaux en 1967 que dans le passé <sup>(2)</sup>. La seconde méthode, qu'on pourrait appeler « calcul par différence », consiste à déduire de la capacité de financement des ménages en 1967, une extrapolation de leur

(1) Les ménages ne souscrivent pas directement de certificats à court terme.

(2) Pour bien faire, la méthode de calcul proportionnel devrait utiliser des rapports ayant comme dénominateur, non l'épargne ou la capacité de financement des ménages, mais leur capacité de financement majorée de leurs augmentations de dettes. C'est parce qu'on ne dispose pas pour le passé de chiffres valables concernant ces augmentations, notamment en ce qui concerne les emprunts hypothécaires, qu'on est obligé de prendre comme dénominateur soit l'épargne, soit la capacité de financement.

apport net de fonds sous d'autres formes que des souscriptions de fonds publics, de manière à obtenir ces souscriptions par différence.

La méthode de calcul proportionnel peut avoir recours à des rapports qui ont pour dénominateur soit l'épargne, soit la capacité de financement des ménages. En utilisant des rapports ayant comme dénominateur la capacité de financement, on néglige le fait que des acquisitions plus importantes d'immeubles d'habitation s'accompagnent généralement d'emprunts plus importants à d'autres secteurs <sup>(1)</sup>, ce qui libère des ressources pour la constitution de créances et notamment pour les souscriptions de fonds publics; l'emploi de rapports de ce genre peut donc conduire à une prévision trop faible de ces souscriptions lorsque les acquisitions d'immeubles d'habitation deviennent plus importantes, et trop élevée dans le cas inverse. Par contre, en utilisant des rapports ayant comme dénominateur l'épargne, on néglige le fait que des acquisitions plus importantes d'immeubles d'habitation absorbent généralement des montants plus importants de cette épargne, ce qui réduit les ressources disponibles pour la constitution de créances et notamment pour les souscriptions de fonds publics; l'emploi de rapports de ce genre peut donc conduire à une prévision trop élevée de ces souscriptions lorsque les acquisitions d'immeubles d'habitation deviennent plus importantes, et trop faible dans le cas inverse.

(1) Pour le raisonnement qui est fait dans le présent alinéa, il est supposé, ce qui est assez vraisemblable, que la part des acquisitions d'immeubles d'habitation qui est financée par l'épargne des ménages, d'une part, par des emprunts à d'autres secteurs, d'autre part, ne subit pas de variations marquées d'une période à l'autre.

Il est dès lors prudent, lorsqu'on veut faire une prévision des souscriptions directes de fonds publics par les ménages, d'utiliser à la fois des rapports ayant pour dénominateur l'épargne et des rapports ayant pour dénominateur la capacité de financement.

La période pour laquelle le tableau annexe J donne le rapport entre les souscriptions de fonds publics par les ménages, d'une part, l'épargne ou la capacité de financement de ceux-ci, d'autre part, c'est-à-dire les années 1961 à 1965, n'est pas particulièrement propice à l'élaboration d'une prévision pour 1967. Tout d'abord, les années 1961 à 1965 ont toutes été caractérisées par une conjoncture ascendante et aucune d'entre elles n'est donc comparable à l'année 1967 si au cours de celle-ci le volume du produit national brut n'augmente que de 1 p.c. Ensuite, durant la période couverte par le tableau annexe J, la réforme fiscale a fortement perturbé les souscriptions de fonds publics par les ménages : elle les a certainement considérablement déprimées en 1963 et sans doute déjà aussi dans une certaine mesure en 1962; par contre, une partie de ce recul a vraisemblablement été récupérée en 1964. Afin d'éliminer autant que possible cette incidence de la réforme fiscale, on a, pour l'application qui est faite ci-dessous de la méthode de calcul proportionnel, négligé entièrement les pourcentages de 1963 et travaillé avec les moyennes des pourcentages de 1962 et 1964.

Utilisé de cette manière, le tableau annexe J montre qu'au cours de la période 1961-1965, le rapport entre les souscriptions de fonds publics par les ménages et l'épargne de ceux-ci a atteint un maximum de 16,6 p.c. en 1965, un

	Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.	Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.
<i>Rapport souscriptions de fonds publics/épargne</i>		
Maximum .....	0,166 × 107 milliards = 17,8 milliards	0,166 × 118,8 milliards = 19,7 milliards
Minimum .....	0,16 × 107 milliards = 17,1 milliards	0,16 × 118,8 milliards = 19,0 milliards
<i>Rapport souscriptions de fonds publics/ capacité de financement</i>		
Maximum .....	0,35 × 51,7 milliards = 18,1 milliards	0,35 × 67,8 milliards = 23,7 milliards
Minimum .....	0,328 × 51,7 milliards = 17,0 milliards	0,328 × 67,8 milliards = 22,2 milliards

minimum de 16 p.c. en 1962-1964. Au cours de la même période, le rapport entre les souscriptions de fonds publics par les ménages et la capacité de financement de ceux-ci a atteint un maximum de 35 p.c. en 1961 et un minimum de 32,8 p.c. en 1965. En multipliant les deux premiers de ces rapports par chacune des deux estimations que le tableau H donne de l'épargne en 1967 et les deux derniers de ces rapports par chacune des deux estimations que le même tableau H donne de la capacité de financement au cours de la même année, on obtient, pour les souscriptions directes de fonds publics par les ménages durant ladite année, l'ensemble de prévisions reprises au tableau du bas de la page 382.

Prenant, pour chaque estimation du produit national, le maximum le plus élevé et le minimum le plus bas, on arrive à la conclusion que les souscriptions directes de fonds publics par les ménages, évaluées par la méthode de calcul proportionnel, se situeraient en 1967 entre 17 <sup>(1)</sup> et 18 <sup>(1)</sup> milliards si l'augmentation du volume du produit national était de 3,5 p.c., et entre 19 <sup>(2)</sup> et 23,5 <sup>(1)</sup> milliards si elle était de 1 p.c.

(1) D'après le rapport souscriptions de fonds publics/capacité de financement.

(2) D'après le rapport souscriptions de fonds publics/épargne.

Les résultats ainsi obtenus par la méthode de calcul proportionnel peuvent être confrontés avec ceux que donne la méthode de calcul par différence. Rappelons que celle-ci est basée sur la formule :

$$\begin{aligned} & \text{Souscriptions directes de fonds publics} \\ & \text{par les ménages} \\ = & \text{Capacité de financement} \\ & \text{moins apport net de fonds sous d'autres formes} \\ & \text{que les souscriptions de fonds} \\ & \text{publics.} \end{aligned}$$

Il convient de remarquer dès l'abord que l'utilisation d'une méthode de ce genre ne constitue pas une manière très satisfaisante d'effectuer une prévision. En effet, toutes les erreurs que l'on commet en estimant la grandeur dont on part (en l'occurrence la capacité de financement des ménages) et les éléments qu'on en déduit se répercutent sur le chiffre qu'on cherche à évaluer (en l'occurrence celui des souscriptions de fonds publics par les ménages).

Compte tenu de cette réserve, les souscriptions directes de fonds publics par les ménages, évaluées par la méthode de calcul par différence, atteindraient en 1967 les montants suivants :

	Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.	Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.
	(milliards de francs)	
Capacité de financement des ménages (en chiffres ronds d'après le tableau annexe H) .....	52,0	68,0
<i>Augmentations de créances à déduire :</i>		
a) Obligations (y compris les bons de caisse) émises par les caisses d'épargne privées, les sociétés hypothécaires et de capitalisation et les banques et dépôts sur livrets .....	27,0	33,5
b) Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale » ...	3,5	3,5
c) Réserves auprès des organismes d'assurance-vie et accidents du travail .....	9,0	9,0
d) Réserves auprès des fonds de pension de sécurité sociale et spéciaux .....	8,5	8,5
e) Obligations, actions et parts émises par l'étranger	4,5	4,5
Total à déduire ...	— 52,5	— 59,0
<i>Augmentations de dettes et ajustement à ajouter :</i>		
f) Emprunts personnels et à tempérament .....	1,5	1,0
g) Autres créances et dettes et ajustement (net) ...	16,5	12,0
Total à déduire ...	+ 18,0	+ 13,0
Total correspondant aux souscriptions directes de fonds publics par les ménages en 1967 .....	17,5	22,0

Le mode d'estimation des chiffres figurant dans le tableau ci-avant pour les augmentations de créances à déduire et les augmentations de dettes et ajustement à ajouter, peut être décrit comme suit :

a) *Obligations (y compris les bons de caisse) émises par les caisses d'épargne privées, les sociétés hypothécaires et de capitalisation et les banques et dépôts sur livrets.*

La réforme fiscale ayant provoqué certains glissements entre ces deux catégories de créances, il s'indique de les traiter simultanément.

**1° Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.**

L'accroissement net des dépôts d'épargne des particuliers à la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite a été évalué par cette institution à 3,5 milliards. A ce chiffre doivent être ajoutés les intérêts capitalisés; ceux-ci ont atteint 3,5 milliards en 1966; ils seront plus élevés en 1967, parce que les dépôts seront plus importants et qu'une plus forte proportion d'entre eux auront la forme de dépôts à terme dont les taux d'intérêt ont été majorés. Au total, l'augmentation des dépôts sur livrets à la Caisse Générale d'Epargne en 1967 peut être évaluée à 7,5 milliards.

L'émission d'obligations par les caisses d'épargne privées et les sociétés hypothécaires et de capitalisation, et la constitution de dépôts sur livrets auprès de ces institutions ont progressé ensemble de 1 à 1,5 milliard par an, que l'on considère les périodes 1961-1966, 1963-1966 ou 1965-1966. Comme elles ont atteint 10 milliards en 1966, on peut les estimer pour 1967 à 11,5 milliards.

La constitution de dépôts sur livrets auprès des banques a atteint 6,5 milliards en 1966; comme ce chiffre est pratiquement le même que celui de 1965 et celui de 1964, on peut escompter qu'il se répétera en 1967. L'émission d'obligations par les banques, qui s'était arrêtée en 1964 et 1965, a atteint 0,6 milliard en 1966. Si elle se maintient à ce niveau en 1967, la constitution de créances sur les banques sous cette forme et sous forme de dépôts sur livrets se chiffrerait par 7 milliards.

L'accroissement des dépôts en carnets auprès du Crédit Communal de Belgique en 1967 a été estimé par cette institution à 1 milliard.

L'augmentation de l'encours des obligations (y compris les bons de caisse) émises par les caisses d'épargne privées, les sociétés hypothécaires et de capitalisation et les banques et des dépôts sur livrets atteindrait donc en 1967 :  $7,5 + 11,5 + 7 + 1 = 27$  milliards.

**2° Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.**

L'estimation de 27 milliards à laquelle on est arrivé ci-dessus constitue, en fait, une extrapolation des tendances antérieures, ainsi qu'il ressort du fait qu'elle est du même ordre de grandeur que les réalisations de 1966 (26,7 milliards), et c'est pourquoi elle est valable pour le cas où l'augmentation du volume du produit national atteindrait 3,5 p.c. comme en 1966. Mais si cette augmentation se limitait à 1 p.c., il y aurait rupture de tendance. Une telle rupture s'est produite entre 1957 et 1958, lorsque, par suite sans doute notamment des craintes de pertes de revenus suscitées par la récession et d'une réduction des stocks des entreprises individuelles provoquée par les perspectives d'évolution de la demande et des prix, la constitution de créances sous forme d'obligations émises par les caisses d'épargne privées et les banques et de dépôts sur livrets est passée de 6,6 à 13,3 milliards, soit un accroissement de 6,7 milliards ou 102 p.c. Cependant, les craintes de pertes de revenus ont été plus vives en 1958, année au cours de laquelle le produit national à prix constants s'est réduit de 1 p.c., qu'elles ne le seraient en 1967, même si l'augmentation du volume du produit national se limitait à 1 p.c.; au surplus, cette différence dans l'évolution du produit national et celle à laquelle on peut s'attendre dans les mouvements de prix font supposer qu'un déstockage par les entreprises individuelles n'aurait pas la même ampleur en 1967 qu'en 1958. C'est pourquoi il semble raisonnable de prévoir que, si le volume du produit national augmentait de 1 p.c., la constitution de créances sous forme d'obligations émises par les caisses d'épargne privées et les banques et de dépôts sur livrets s'accroîtrait en 1967, non dans la même proportion, mais du même montant qu'en 1958, c'est-à-dire

qu'elle se situerait à 26,7 + 6,7, soit environ à 33,5 milliards (1).

b) *Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale ».*

Après s'être élevée en 1964 à 6,3 milliards sous l'effet de l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions législatives, la constitution de réserves de l'espèce est revenue à 3,4 milliards en 1965. Faute d'autres éléments d'information, on peut supposer qu'elle se situera approximativement au même niveau en 1967, soit à 3,5 milliards.

c) *Réserves auprès des organismes d'assurance-vie et accidents du travail.*

Après avoir diminué en 1962, la constitution de réserves de l'espèce a augmenté de 0,5 à 1 milliard au cours de chacune des trois années suivantes. On peut donc l'évaluer pour 1967 à 7,5 milliards (chiffre de 1965) + 1,5 milliard, soit 9 milliards.

d) *Réserves auprès des fonds de pension de sécurité sociale et spéciaux.*

La constitution de réserves de l'espèce est passée de 5,3 milliards en 1962 (2) à 7,2 milliards en 1965, ce qui représente un accroissement annuel moyen de 0,6 ou 0,7 milliard. Si elle continue à progresser au même rythme, elle atteindrait en 1967 8,5 milliards.

e) *Obligations, actions et parts émises par l'étranger.*

Les achats de ces valeurs mobilières ont atteint en 1966 le chiffre élevé de 6,5 milliards.

(1) L'hypothèse que la constitution de créances sous forme d'obligations émises par les caisses d'épargne privées et les banques et de dépôts sur livrets s'accroîtrait sensiblement en 1967, semble confirmée par l'évolution au cours des premiers mois de l'année. Pour le premier trimestre, cette constitution a dépassé de 37,5 p.c. le niveau de la période correspondante de 1966. Appliqué aux 26,7 milliards de l'ensemble de l'année 1966, ce pourcentage donnerait, pour 1967, un accroissement de 10 milliards.

(2) Le chiffre de 1961 (3,7 milliards) n'est pas assez sûr pour qu'il puisse être utilisé.

L'évolution, au cours des derniers mois, des taux de rendement des obligations en Belgique, d'une part, à l'étranger, d'autre part, semble indiquer qu'en 1967 les placeurs belges auront moins de raisons qu'en 1966 de procéder à de tels achats, lesquels pourraient de ce fait revenir, par exemple, à 4,5 milliards.

f) *Emprunts personnels et à tempérament.*

1° **Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.**

Au cours de la période 1961-1966, ces emprunts ont oscillé approximativement entre 1 et 2 milliards. On peut supposer qu'en 1967, ils atteindront la moyenne de ces deux chiffres, si le volume du produit national augmente de 3,5 p.c., soit 1,5 milliard.

2° **Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.**

Dans cette hypothèse, les consommateurs se montreraient sans doute plus circonspects, de sorte que les emprunts en cause pourraient ne pas dépasser leur minimum des années 1961-1966, soit 1 milliard.

g) *Autres créances et dettes et ajustement (net).*

1° **Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.**

Cette rubrique, après avoir oscillé aux environs de 5 milliards de 1961 à 1963 a atteint 16 milliards en 1964, pour revenir à 12 milliards en 1965. L'augmentation de 10 milliards qu'elle a enregistrée entre 1963 et 1964 n'est sans doute pas sans rapport avec celle de 16,5 milliards que la formation brute de capital des ménages a enregistrée dans le même temps; en particulier, les emprunts hypothécaires, qui sont compris dans la rubrique sous revue, se seraient accrus. En 1967, si l'augmentation du volume du produit national est de 3,5 p.c., la formation de capital devrait atteindre, d'après le tableau annexe H, 55,8 milliards, soit 7,6 milliards de plus qu'en 1965. Si l'on suppose que le rapport entre cette progression et celle de la rubrique sous revue sera le même que de 1963 à 1964, soit de

1,65 à 1, cette rubrique s'élèverait à 12 milliards (chiffre de 1965) + 4,5 milliards (7,6 milliards divisés par 1,65), soit 16,5 milliards.

2° **Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.**

Dans ce cas, la progression de la formation de capital entre 1965 et 1967 se limiterait à 3,3 milliards et celle de la rubrique sous revue, calculée comme ci-dessus, à 2 milliards. Par ailleurs, les souscriptions d'actions émises par les secteurs nationaux seraient sans doute moins importantes en raison des perspectives conjoncturelles moins favorables, mais ceci serait probablement plus que compensé par une augmentation plus rapide des liquidités (monnaie et dépôts à terme) à la suite d'une réduction des stocks des entreprises individuelles <sup>(1)</sup>. Compte tenu de ce que les constitutions de créances interviennent avec le signe moins dans la présente rubrique <sup>(2)</sup>, celle-ci pourrait ne pas dépasser le niveau de 1965, soit 12 milliards.

On aura constaté que les chiffres obtenus grâce à la méthode de calcul par différence (cf. tableau de la page 383) se situent entre les minima et les maxima obtenus par la méthode de calcul proportionnel, soit 17,5 milliards pour un minimum de 17 milliards et un maximum de 18 milliards si le volume du produit national augmente de 3,5 p.c. et 22 milliards pour un minimum de 19 milliards et un maximum de 23,5 milliards si le volume du produit national augmente de 1 p.c. Les résultats de la méthode de calcul proportionnel se trouvent donc confirmés par ceux de la méthode de calcul par différence. Rappelons cependant que ces derniers sont fort sujets à caution, du fait qu'ils sont affectés par toutes les erreurs qu'on

---

(1) Dans un compte capital précis et complet, une augmentation des liquidités des ménages à la suite d'une réduction des stocks des entreprises individuelles aurait pour exacte contrepartie une diminution de leurs créances sur ces entreprises et comme ces deux types de créances sont l'un et l'autre englobés dans la rubrique sous revue, celle-ci ne serait pas affectée par solde. Il n'en est cependant ainsi avec les chiffres utilisés ici du fait que la consommation englobe les mouvements des stocks des entreprises individuelles.

(2) Cette rubrique est un solde d'augmentations de créances et d'augmentations de dettes. Comme les premières sont inférieures aux secondes, ses chiffres figurent dans le tableau annexe J aux colonnes « Augmentation de dettes et ajustement » et sont égaux aux augmentations de dettes *moins* les augmentations de créances.

a commises en faisant les nombreuses estimations dont ils sont l'aboutissement.

(46)

Les ménages souscrivent des effets publics <sup>(1)</sup> non seulement directement, lorsqu'ils en acquièrent eux-mêmes, mais aussi indirectement lorsqu'ils se constituent des créances sous d'autres formes sur d'autres secteurs et que ceux-ci acquièrent des effets publics en contrepartie. Afin d'évaluer quel sera en 1967 le montant global des effets publics souscrits par les ménages, il faut ajouter aux estimations des souscriptions directes qui ont été faites ci-dessus, des estimations des souscriptions indirectes.

Le tableau annexe K reprend du tableau annexe J les créances que les ménages se sont constituées auprès des intermédiaires financiers non monétaires sous des formes autres que des fonds publics et indique le montant des effets publics que ces intermédiaires ont acquis en contrepartie, à la fois en milliards de francs et en pour cent des créances constituées par les ménages. Celles-ci consistent en obligations (y compris les bons de caisse) émises par les caisses d'épargne privées et les sociétés hypothécaires et de capitalisation, en dépôts sur livrets auprès de ces institutions et auprès de la Caisse Générale d'Épargne et en réserves auprès des organismes d'assurance-vie et accidents du travail et des fonds de pension. Les créances que les ménages se sont constituées auprès des organismes monétaires ne sont pas reprises au tableau annexe K, car la définition IV de la capacité du marché des obligations émises par les pouvoirs publics, qui sert de base à l'évaluation qui est tentée ici pour 1967, exclut les émissions qui donnent lieu à une intervention de ces organismes (§ 40). Ne sont pas reprises non plus les créances constituées auprès des organismes publics de crédit non monétaires <sup>(2)</sup>, car on peut considérer que lorsque ces organismes acquièrent des effets

---

(1) L'expression « effets publics » est employée ici pour désigner l'ensemble constitué par les fonds publics et les certificats à court terme.

(2) Pour une définition de ces organismes, cf. *Bulletin* de septembre 1967, p. 194, note (1) de la première colonne. Rappelons qu'ils ne comprennent pas la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

publics, ils le font avec le produit des obligations qu'ils émettent eux-mêmes, de sorte que ces achats sont déjà couverts par les souscriptions directes des ménages, qui ont été évaluées pour 1967 au paragraphe (45). En revanche, le tableau annexe K reprend la constitution de réserves par les ménages auprès du secteur « Sécurité sociale », lequel a acquis des effets publics pour des montants croissants au cours de la période 1963-1965; on pourrait faire valoir, il est vrai, que ces acquisitions constituent des opérations au sein même du secteur « Etat » et que, dès lors, elles ne relèvent pas du marché des obligations, mais on peut aussi considérer — et c'est ce qui sera fait ici — que les organismes du secteur « Sécurité sociale » jouent, pour une partie de leur activité, le rôle d'intermédiaires financiers et que, à travers eux, les ménages souscrivent indirectement des effets publics.

Les créances que les ménages se constitueront en 1967 sous les formes qui sont mentionnées au tableau annexe K pourraient atteindre, sur base des évaluations qui ont été faites au paragraphe (45), les montants suivants :

a) Obligations émises par les caisses d'épargne privées et dépôts sur livrets auprès de ces institutions et auprès de la Caisse Générale d'Épargne :

— si le produit national augmente de 3,5 p.c. en volume [cf. page 384, a), 1<sup>o</sup>, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> alinéa] :

Caisse Générale  
d'Épargne ..... 7,5 milliards  
Caisses d'épargne  
privées ..... 11,5 milliards

19,0 milliards

— si le produit national augmente de 1 p.c. en volume : les créances dont il est question ici n'ont pas fait l'objet d'une évaluation distincte au paragraphe (45); il ressort cependant de ce qui est dit sub a), 1<sup>o</sup>, à la page 384 que, dans l'hypothèse où le volume du produit national augmenterait de 3,5 p.c., l'accroissement des créances en cause (19 milliards) représenterait 70 p.c. de celui du total constitué par l'ensemble des obligations émises par les caisses d'épargne privées et les banques et des dépôts sur livrets (27 milliards); il ressort par ailleurs du tableau de la page 383, sub a), que, dans l'hypothèse où le volume du produit national augmenterait de 1 p.c., l'accroissement de ce même total serait de 33,5 milliards; l'accroissement des créances dont il est question ici peut dès lors être évalué à

$0,7 \times 33,5$  milliards, soit ... 23,5 milliards

b) Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale » [cf. tableau de la page 383, sub b)] ..... 3,5 milliards

c) Réserves auprès des organismes d'assurance-vie et accidents du travail et des fonds de pension [cf. tableau de la page 383, sub c) et d)] ..... 17,5 milliards

Au départ de ces chiffres, des maxima et des minima peuvent être calculés pour les effets publics que les ménages souscriront indirectement durant 1967, en utilisant les rapports les

	Maximum	Minimum
<i>Effets publics acquis en contrepartie de :</i>		
a) Obligations émises par les caisses d'épargne privées et dépôts sur livrets auprès de ces institutions et auprès de la Caisse Générale d'Épargne 19 <sup>1</sup> ou 23,5 <sup>2</sup> milliards ×	0,43 (1963) = 8 milliards <sup>1</sup> ou 10 milliards <sup>2</sup>	0,257 (1961) <sup>3</sup> = 5 milliards <sup>1</sup> ou 6 milliards <sup>2</sup>
b) Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale » Il y a trop peu de temps que la constitution de ces réserves et les acquisitions d'effets publics en contrepartie ont commencé à revêtir une certaine ampleur pour qu'on puisse utiliser des rapports constatés dans le passé. Il faut dès lors se contenter de reprendre le chiffre de 1965 (2,2 milliards) en le majorant légèrement.	2,5 milliards	2,5 milliards
c) Réserves auprès des organismes d'assurance-vie et accidents du travail et des fonds de pension 17,5 milliards ×	0,568 (1961) = 10 milliards	0,354 (1965) = 6 milliards

<sup>1</sup> Si le produit national augmentait de 3,5 p.c. en volume.

<sup>2</sup> Si le produit national augmentait de 1 p.c. en volume.

<sup>3</sup> Le rapport beaucoup plus bas constaté en 1964 (0,01) paraît avoir été exceptionnel et ne pas pouvoir, de ce fait, être retenu comme base d'une prévision.

plus élevés et les plus bas qui ont été constatés au cours de la période 1961-1965 entre l'augmentation des effets publics détenus en contrepartie des obligations, dépôts et réserves en

cause et l'augmentation de ces obligations, dépôts et réserves eux-mêmes.

Les chiffres qui précèdent peuvent être résumés comme suit :

**Souscriptions indirectes d'effets publics par les ménages en 1967**

(milliards de francs)

Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.		Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.	
Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
8 + 2,5 + 10 = 20,5	5 + 2,5 + 6 = 13,5	10 + 2,5 + 10 = 22,5	6 + 2,5 + 6 = 14,5

(47)

En additionnant les souscriptions d'effets publics que les ménages effectueront directement, telles qu'elles ont été évaluées au paragraphe (45), et celles qu'ils effectueront indirectement, telles qu'elles ont été évaluées au paragraphe (46), on arrive aux estimations globales suivantes :

**Souscriptions d'effets publics par les ménages en 1967**

(milliards de francs)

	Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.		Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.	
	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
Souscriptions directes ...	18,0	17,0	23,5	19,0
Souscriptions indirectes .	20,5	13,5	22,5	14,5
Souscriptions totales ...	38,5	30,5	46,0	33,5

Etant donné que les ménages et les intermédiaires financiers (1) sont les deux seuls secteurs nationaux qui acquièrent des effets publics pour des montants importants, les chiffres qui précèdent constituent des estimations du total des dettes qui seront contractées sous cette forme en 1967 sans intervention des organismes monétaires.

(48)

Conformément à ce qui a été dit au paragraphe (42), les estimations du paragraphe

(1) Peuvent être assimilés à des intermédiaires financiers, les organismes du secteur « Sécurité sociale » qui acquièrent des effets publics en contrepartie de réserves constituées auprès d'eux par les ménages.

(47) concernent, outre les obligations de tout terme émises par les pouvoirs publics et par le Crédit Communal de Belgique, lequel finance ces pouvoirs (1), les obligations émises par les autres intermédiaires financiers du secteur public et par les paraétatiques d'exploitation. Les émissions présumées de ces intermédiaires (2) et paraétatiques doivent être éliminées en vue d'obtenir, par différence, des estimations pour 1967 répondant à la définition IV.

Les ressources que les intermédiaires financiers du secteur public (autres que le Crédit Communal de Belgique) et les paraétatiques d'exploitation devront se procurer en 1967 par l'émission d'obligations en francs belges peuvent être évaluées respectivement à 12,6 et 3,4 milliards, soit au total à 16 milliards.

Cette estimation serait peut être un peu trop élevée au cas où l'augmentation du volume du produit national n'atteindrait que 1 p.c. Dans ce cas, en effet, les prélèvements sur les crédits accordés par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel pourraient atteindre quelque 3 milliards de moins que dans l'hypothèse où le produit national augmenterait de 3,5 p.c. en volume. De la sorte, les émissions nettes d'obligations en francs belges par les intermédiaires financiers du secteur public (autres que le Crédit Communal de Belgique) et par les paraétatiques d'exploitation se chiffraient

(1) Outre les pouvoirs publics, le Crédit Communal de Belgique finance des intercommunales qui sont des paraétatiques d'exploitation. En revanche, cependant, il contracte des dettes sous d'autres formes que des obligations, notamment en recevant des dépôts en carnets.

(2) On n'éliminera pas, cependant, les émissions de certificats à court terme par le Fonds des Rentes, qui peuvent servir à financer les pouvoirs publics, qui, par ailleurs, pourraient difficilement être évaluées et qui, de toute façon, sont peu importantes, puisqu'il s'agit ici uniquement de celles des souscriptions qui sont effectuées par des organismes non monétaires.

en 1967 par 16 milliards si l'augmentation du volume du produit national était de 3,5 p.c. et par 16-3=13 milliards si elle était de 1 p.c.

Les obligations ainsi émises seront acquises, en partie, par les organismes monétaires, le Fonds des Rentes et l'étranger. Si ces acquisitions sont évaluées à 2 milliards, soit le montant de celles des banques en 1966, on arrive à la conclusion qu'en 1967, les intermédiaires financiers du secteur public (autres que le Crédit Communal de Belgique) et les paraétatiques d'exploitation émettraient, sans interven-

tion des organismes monétaires, des obligations pour 16-2=14 milliards si l'augmentation du volume du produit national était de 3,5 p.c. et pour 13-2=11 milliards si elle était de 1 p.c.

(49)

En combinant les estimations faites au paragraphe (47) et celles faites au paragraphe (48), on obtient les résultats suivants :

**Estimations des dettes que les pouvoirs publics pourront contracter en 1967  
directement ou indirectement sous forme d'obligations de tout terme  
dont l'émission ne donne pas lieu à une intervention des organismes monétaires**

Définition IV de la capacité du marché des obligations

(milliards de francs)

	Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.		Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.	
	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum
Effets publics qui pourront être émis .....	38,5	30,5	46,0	33,5
Moins : Effets publics qui devront être émis par les intermédiaires financiers (autres que le Crédit Com- munal de Belgique) et les paraétatiques d'explo- itation .....	- 14,0	- 14,0	- 11,0	- 11,0
Solde correspondant à la définition IV .....	24,5	16,5	35,0	22,5

Pour juger de la signification de ces chiffres, il faut les replacer dans le cadre de l'évolution antérieure et les confronter avec le besoin de financement des pouvoirs publics en général et du Trésor en particulier. C'est ce qui est fait au tableau ci-contre.

Ce tableau appelle diverses observations :

a) Pour 1967, il donne deux séries de chiffres, l'une pour l'hypothèse (appelée ci-dessous « première hypothèse ») où l'augmentation du volume du produit national serait de 3,5 p.c., l'autre pour l'hypothèse (appelée ci-dessous « seconde hypothèse ») où cette augmentation serait de 1 p.c. L'accroissement de l'épargne des ménages et la diminution de celle des pouvoirs publics entre la première et la seconde hypothèse sont supposés être très importants; en pratique, ces deux épargnes ne seraient pas influencées aussi rapidement de façon aussi marquée par un ralentissement du rythme d'expansion économique; mais le sens général dans lequel elles se modifient quand on passe d'une hypothèse à l'autre, et avec elles

	Apports de fonds aux pouvoirs publics sous forme d'obligations sans inter- vention des organismes monétaires 1	Besoin de financement 2	
		des pouvoirs publics 3	du Trésor 4
	(milliards de francs)		
1961 .....	15,7	19,2	14,3
1962 .....	15,6	18,3	11,8
1963 .....	6,6	26,3	18,9
1964 .....	15,7	23,5	17,5
1965 .....	23,2	31,6	20,4
1966 .....	23,0	n.d.	19,2
1967 :			
Volume du P.N.B. :			
+ 3,5 p.c. ....	16,5/24,5	31,7	n.d.
Volume du P.N.B. :			
+ 1 p.c. ....	22,5/35,0	49,5	n.d.

1 Chiffres répondant à la définition IV. Ceux de 1965 et 1966 sont des estimations.  
2 Pour qu'il soit plus comparable avec la première colonne de chiffres du tableau, le besoin de financement des années 1961 à 1966 a été mesuré ici par le prélèvement net de fonds.  
3 1961-1964 : source : tableaux annexes E, colonne « Etat », ligne « Apport (+) ou prélèvement (-) net de fonds »; 1965 : estimation; 1967 : source : tableau annexe L.  
4 1961-1964 : source : tableaux annexes A, total de la ligne « Etat (Trésor) » moins total de la colonne « Etat (Trésor) »; 1965 et 1966 : estimations.  
n.d. Chiffres non disponibles.

les offres et demandes de fonds, est mieux mis en lumière par l'ampleur exagérée qui est donnée au phénomène (§ 43).

b) Les apports de fonds aux pouvoirs publics sous forme d'obligations sans intervention des organismes monétaires paraissent devoir être plus élevés en 1967 que de 1961 à 1964. Par rapport à 1965 et 1966, ils pourraient être en régression dans la première hypothèse, en progression dans la seconde.

c) D'après les prévisions, les apports de fonds aux pouvoirs publics répondant à la définition IV seraient inférieurs en 1967 au besoin de financement de ces pouvoirs, mais ceci n'a rien d'exceptionnel. Il y a eu un écart de ce genre au cours de chacune des années antérieures. Cet écart représente la partie de leur besoin de financement que les pouvoirs publics doivent couvrir en contractant des dettes auprès des organismes monétaires, du Fonds des Rentes et de l'étranger, ainsi que, éventuellement, auprès d'autres unités économiques sous d'autres formes qu'une émission directe ou indirecte d'obligations. Les prévisions faites ci-avant pour 1967 impliquent que des dettes de ce genre pourront effectivement être contractées dans la mesure nécessaire pour que les dépenses des pouvoirs publics atteignent le montant escompté. S'il n'en était pas ainsi, l'augmentation du volume du produit national, l'épargne des ménages et les apports de fonds de ceux-ci n'atteindraient pas non plus les niveaux auxquels ils ont été estimés dans le présent rapport.

d) En 1967, dans la première hypothèse, l'excédent du besoin de financement des pouvoirs publics sur les apports de fonds répondant à la définition IV pourrait être plus important qu'en 1965 (dernière année pour laquelle des chiffres soient disponibles), mais devrait être inférieur au niveau élevé atteint en 1963. Quand on passe, pour 1967, de la première à la seconde hypothèse, les apports de fonds répondant à la définition IV deviennent plus abondants, mais le besoin de financement des pouvoirs publics progresse plus encore. L'excédent du besoin sur les apports pourrait alors ne pas être très différent de celui de 1963 <sup>(1)</sup>, l'ampleur de l'écart ayant

cependant des causes opposées : en 1963, la faiblesse des apports due à la réforme fiscale ; en 1967, l'importance du besoin due à la stagnation économique.

e) Du fait qu'elle aurait ainsi pour origine la stagnation économique, l'ampleur que l'excédent du besoin de financement des pouvoirs publics sur les apports de fonds répondant à la définition IV pourrait prendre en 1967 dans la seconde hypothèse, ne devrait pas susciter des préoccupations excessives. Elle ne saurait, en tout état de cause, être assimilée à un phénomène inflationniste. Même dans la mesure où les pouvoirs publics auraient recours aux organismes monétaires, leurs emprunts n'auraient pas intégralement pour contrepartie une augmentation de la masse monétaire, du fait notamment que les moyens d'action des banques sous forme d'obligations et de dépôts à terme et sur livrets progresseront sensiblement en 1967. Dans la mesure où il y aurait effectivement création de monnaie, les opérations des pouvoirs publics pourraient être considérées comme constituant le moyen de satisfaire la demande de monnaie émanant des ménages et des entreprises, si celle-ci n'était plus largement alimentée, comme elle l'a été jusqu'à présent, par les crédits bancaires accordés à ces secteurs. Certes, l'ampleur du besoin de financement des pouvoirs publics pourrait poser certains problèmes. Ces pouvoirs pourraient éprouver des difficultés à trouver les moyens de financement qui leur seront nécessaires, et si, pour ce faire, ils étaient obligés de fournir aux ménages une grande masse de liquidités, la mise en circulation de celles-ci pendant une phase ultérieure de tension pourrait compliquer à ce moment la tâche des autorités monétaires. Mais, du point de vue de l'équilibre interne et externe de l'économie en 1967, ce qui importe, ce n'est pas de savoir comment les besoins des pouvoirs publics seront financés, mais si ces besoins ne constitueront pas un prélèvement trop important sur les ressources de la Nation. Pour répondre à cette dernière question, il convient d'utiliser non une estimation de la capacité du marché des capitaux, mais un budget économique. Il

---

dans la seconde hypothèse, un chiffre moins faible pour l'épargne des pouvoirs publics, la diminution du besoin de financement de ces pouvoirs qui en résulterait serait partiellement neutralisée par le fait qu'il faudrait, en contrepartie, prendre un chiffre plus faible pour l'épargne des ménages, ce qui abaisserait leurs souscriptions d'obligations.

---

(1) Il résulte de ce qui a été dit sub a) qu'il s'agit là d'une supposition extrême dans le sens pessimiste. Il importe, cependant, d'observer que si on prenait,

semble bien que, grâce notamment à l'existence de capacités inemployées et à l'état de la balance des transactions courantes avec l'étranger, le besoin de financement des pouvoirs publics pourrait, en 1967, atteindre sans trop d'inconvénients un niveau relativement élevé. Les hausses de prix qui se produiraient dans cette situation n'auraient pas pour cause une pression excessive de la demande, et une action sur celle-ci ne constituerait pas un moyen approprié de les enrayer.

(50)

Il convient, en terminant, d'attirer une fois encore l'attention sur le caractère extrêmement précaire des évaluations qui ont été élaborées pour 1967 dans cette troisième partie du présent rapport. Leur valeur dépend dans une large mesure de celle des budgets économiques sur lesquels elles sont basées, tant le budget du Ministère des Affaires Economiques que la variante établie en partant de celui-ci. L'ampleur des écarts entre les estimations aux

quelles on arrive pour l'épargne et la formation de capital des ménages et de l'Etat suivant qu'on évalue l'augmentation du volume du produit national à 3,5 p.c. ou à 1 p.c., et l'ampleur des écarts, dans l'une et l'autre de ces hypothèses, entre le maximum et le minimum par lesquels la capacité du marché des obligations a été chiffrée, indiquent à suffisance l'imprécision des résultats obtenus et réduisent considérablement l'utilité de ceux-ci. Encore n'y a-t-il aucune certitude que les réalisations se situeront effectivement à l'intérieur de ces limites. Toute prévision est nécessairement aléatoire. Elle l'est d'autant plus lorsque, comme c'est le cas de celle qu'on a tenté de faire ci-dessus, elle doit être établie au départ d'un matériel statistique qui présente de nombreuses lacunes, les données étant souvent fragmentaires, peu cohérentes entre elles, insuffisamment détaillées et trop anciennes. L'élimination de ces lacunes constitue une condition *sine qua non* pour qu'une prévision satisfaisante puisse être faite et elle devrait dès lors être réalisée avec toute la diligence possible.

\*  
\*\*

	Ménages	Entreprises	Etat (Trésor)	Autres pouvoirs publics	Etranger	Organismes monétaires et Fonds des Rentes	Autres inter- médiaires financiers	Total
<b>A. Eléments réels :</b>								
1. Epargne .....					1			
2. Formation brute de capital .....								
Capacité (+) ou besoin (-) de financ. (1 - 2)								
<b>B. Eléments financiers :</b>								
<i>Augmentation de dettes</i>								
<i>Ménages :</i>								
Emprunts personnels et à tempérament .....								
Autres engagements à court terme .....								
Autres emprunts à moyen et long terme .....								
Divers .....								
Total .....								
<i>Entreprises :</i>								
Acceptations, effets commerciaux et promesses ..								
Engagements en comptes courants ou d'avances								
Autres engagements à court terme .....								
Obligations accessibles à tout placeur .....								
Obligations non accessibles à tout placeur .....								
Actions et parts .....								
Autres emprunts à moyen et long terme .....								
Engagements des entreprises individuelles et des sociétés de personnes envers les ménages qui en sont propriétaires .....								
Divers .....								
Total .....								
<i>Etat (Trésor) :</i>								
Fonds de tiers .....								
Certificats à court terme .....								
Obligations accessibles à tout placeur .....								
Obligations non accessibles à tout placeur .....								
Divers .....								
Total .....								
<i>Autres pouvoirs publics :</i>								
Argent à très court terme .....								
Engagements en comptes courants ou d'avances								
Réserves de sécurité sociale .....								
Obligations accessibles à tout placeur .....								
Obligations non accessibles à tout placeur .....								
Autres emprunts à moyen et long terme .....								
Divers .....								
Total .....								
<i>Etranger :</i>								
Argent à très court terme (francs belges) .....								
Acceptations et effets commerciaux .....								
Engagements en comptes courants ou d'avances								
Autres engagements à court terme <sup>2</sup> .....								
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique								
Obligations .....								
Actions et parts .....								
Engagements au titre d'investissements dont des résidents belges sont propriétaires .....								
Divers .....								
Total .....								
<i>Organismes monétaires et Fonds des Rentes :</i>								
Monnaie .....								
Dépôts en devises des résidents .....								
Dépôts à terme des résidents .....								
Argent à très court terme .....								
Certificats à court terme .....								
Engagements bruts envers l'étranger .....								
Dépôts sur livrets des résidents .....								
Engagements en comptes courants ou d'avances								
Engagements non rangés ailleurs .....								
Obligations (y compris les bons de caisse) .....								
Actions et parts .....								
Divers .....								
Total .....								
<i>Autres intermédiaires financiers :</i>								
Dépôts à vue .....								
Dépôts à terme .....								
Argent à très court terme .....								
Dépôts sur livrets .....								
Engagements en comptes courants ou d'avances								
Réserves de sécurité sociale .....								
Réserves mathématiques .....								
Obligations accessibles à tout placeur .....								
Obligations non accessibles à tout placeur .....								
Actions et parts .....								
Divers .....								
Total .....								
1. Total des augmentations de créances .....								
2. Total des augmentations de dettes .....								
Apport (+) ou prélèv. (-) net de fonds (1-2)								

1 Prêt net au reste du monde.

2 Y compris l'encaisse-or de la Banque Nationale de Belgique et les dettes commerciales non rangées ailleurs envers les entreprises.

**Budget économique pour 1967****Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.**

Affectation du produit national brut

— pourcentage sans signification	A prix courants (milliards de francs)		Variations de 1966 à 1967 (en pour cent)	
	1966	1967	A prix courants	A prix constants
Produit national brut .....	905,0	969,0	+ 7,0	+ 3,5
Consommation privée .....	591,0	632,0	+ 7,0	+ 3,5
Consommation publique .....	122,8	130,8	+ 6,5	+ 3,5
Formation intérieure brute de capital fixe .....	189,2	205,0	+ 7,5	+ 4,0
— Etat .....	28,6	33,0	+ 15,0	+ 8,0
— Entreprises .....	109,2	117,0	+ 7,0	+ 5,0
— Immeubles d'habitation .....	51,4	55,0	+ 7,0	+ 2,0
Solde extérieur .....	- 2,5	- 2,5	—	—
Prêt net au reste du monde (solde extérieur + transferts) .....	- 3,5	- 4,3	—	—
Variations de stocks .....	+ 4,5	+ 3,7	—	—

## Opérations en capital de la Nation

(à prix courants en milliards de francs)

Formation brute de capital		Financement	
Formation intérieure brute de capital fixe	205,0	Épargne de l'Etat .....	17,5
Prêt net au reste du monde .....	- 4,3	Épargne des entreprises .....	101,5
Variations de stocks .....	3,7	Épargne des ménages .....	85,4
Total ...	204,4	Total ...	204,4

## Opérations courantes de l'Etat

(à prix courants en milliards de francs)

Dépenses et épargne		Recettes	
Consommation publique .....	130,8	Impôts .....	221,9
(Amortissement du capital) .....	(2,0)		
Autres dépenses .....	140,7	Autres ressources .....	95,1
Épargne nette .....	15,5	Intérêts de la dette publique .....	-30,0
Total ...	287,0	Total ...	287,0
Épargne brute (épargne nette + amortissement) .....	17,5		

### Variante du budget économique pour 1967

Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.

Affectation du produit national brut

... nihil ou inférieur à 50 millions — pourcentage sans signification	A prix courants (milliards de francs)		Variations de 1966 à 1967 (en pour cent)	
	1966	1967	A prix courants	A prix constants
Produit national brut .....	905,0	938,0	+ 3,6	+ 1,0
Consommation privée .....	591,0	611,0	+ 3,4	+ 0,8
Consommation publique .....	122,8	130,0	+ 5,5	+ 3,5
Formation intérieure brute de capital fixe .....	189,2	194,0	+ 2,5	- 0,5
— Etat .....	28,6	36,0	+ 26,0	+ 19,0
— Entreprises .....	109,2	107,0	- 2,0	- 5,0
— Immeubles d'habitation .....	51,4	51,0	- 1,0	- 5,0
Solde extérieur .....	- 2,5	+ 3,0	—	—
Prêt net au reste du monde (solde extérieur + transferts) .....	- 3,5	+ 1,2	—	—
Variations de stocks .....	+ 4,5	...	—	—

### Opérations en capital de la Nation

(à prix courants en milliards de francs)

Formation brute de capital		Financement	
Formation intérieure brute de capital fixe	194,0	Epargne de l'Etat .....	3,0
Prêt net au reste du monde .....	1,2	Epargne des entreprises .....	95,0
Variations de stocks .....	...	Epargne des ménages .....	97,2
Total ...	195,2	Total ...	195,2

### Opérations courantes de l'Etat

(à prix courants en milliards de francs)

Dépenses et épargne		Recettes	
Consommation publique .....	130	Impôts .....	215
(Amortissement du capital) .....	(2)		
Autres dépenses .....	145	Autres ressources .....	91
Epargne nette .....	1	Intérêts de la dette publique .....	- 30
Total ...	276	Total ...	276
Epargne brute (épargne nette + amor- tissement) .....	3		

## ANNEXES G 1 et 2

### Notice explicative

#### Remarque générale.

Le tableau annexe G 1 se rapporte au budget économique pour 1967, tel qu'il a été établi en septembre 1966 par le Ministère des Affaires Economiques et légèrement remanié ensuite par la Commission de la Communauté Economique Européenne. Le tableau annexe G 2 se rapporte à une variante du budget économique établie par le groupe de travail, laquelle diffère sur les points suivants du budget proprement dit :

#### 1) Produit national brut.

L'augmentation à prix constants a été estimée à 1 p.c. au lieu de 3,5 p.c. La hausse des prix est un peu plus faible; la prévision tient compte qu'une majoration des impôts indirects entraînerait une hausse de 0,1 à 0,2 p.c. (1).

#### 2) Consommation privée.

Le pourcentage d'augmentation est un peu plus faible que celui du produit national brut, au lieu d'être le même. La prévision de la consommation privée à prix courants tient compte qu'une majoration des impôts indirects entraînerait une augmentation purement nominale de 1 à 2 milliards de francs.

#### 3) Consommation publique.

Elle est la même qu'au tableau annexe G 1, sous réserve d'une légère correction faite pour tenir compte d'une hausse plus faible des prix.

#### 4) Formation intérieure brute de capital fixe.

##### a) Etat :

La formation intérieure brute de capital fixe de l'Etat est plus élevée que celle du tableau annexe G 1 à concurrence de 3 milliards de francs, soit le montant du programme additionnel dont la mise en œuvre pourrait être décidée, en vertu du budget extraordinaire de 1967, pour autant que les circonstances le justifient.

##### b) Entreprises et immeubles d'habitation :

La formation intérieure brute de capital fixe des entreprises et en immeubles d'habitation a été calculée en faisant la différence entre le produit national brut

et les autres affectations. La réduction à prix constants par rapport à l'année précédente a été supposée être proportionnellement la même pour les entreprises et pour les immeubles d'habitation, soit de 5 p.c.

#### 5) Solde extérieur.

Le solde extérieur (transactions sur biens et services) prévu de + 3 milliards de francs résulte d'un accroissement de 5 p.c. en valeur des exportations au lieu de 7 p.c. au tableau annexe G 1 et d'un accroissement des importations de 3,4 p.c. au lieu de 7 p.c.

#### 6) Prêt net au reste du monde.

La différence par rapport au tableau annexe G 1 (+ 1,2 milliard de francs au lieu de — 4,3 milliards) est due à la prévision différente en matière de solde extérieur, les transferts ayant été supposés être les mêmes.

#### 7) Variations de stocks.

Il a été supposé que les stocks resteraient inchangés au lieu d'augmenter comme au tableau annexe G 1.

#### 8) Opérations en capital de la Nation.

##### a) Epargne de l'Etat :

Somme de l'épargne nette obtenue par différence dans la prévision des « opérations courantes de l'Etat » (cf. 9) ci-dessous), et de l'amortissement du capital de l'Etat, tel qu'il figure au tableau annexe G 1.

##### b) Epargne des entreprises :

La réduction par rapport au tableau annexe G 1 a été supposée être proportionnellement plus forte que celle du produit national brut. Elle est due à concurrence de 0,6 milliard de francs à l'aggravation que subiraient les impôts directs.

##### c) Epargne des ménages :

Chiffre calculé par différence. Il tient compte implicitement d'une réduction de 1,5 milliard de francs due à l'aggravation que subiraient les impôts directs.

#### 9) Opérations courantes de l'Etat.

##### a) Autres dépenses :

Ces dépenses, qui consistent en transferts courants, ont été majorées de 4,3 milliards de francs par rapport au tableau annexe G 1 pour tenir compte d'une augmentation des transferts de sécurité sociale en fonction de l'accroissement du chômage et d'une augmentation des subsides aux entreprises.

##### b) Impôts et autres ressources :

Par rapport au tableau annexe G 1, l'accroissement de ces recettes entre 1966 et 1967 a d'abord été réduit dans la même proportion que celui du produit national brut à prix courants. Puis, les impôts ont été augmentés de 3,6 milliards de francs pour tenir compte de l'aggravation que subirait la fiscalité.

(1) En exécution de la loi du 31 mars 1967 attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire, le Gouvernement a mis en vigueur ou envisagé de mettre en vigueur diverses majorations d'impôts, dont le produit est évalué à 5,6 milliards de francs pour une année entière. Etant donné l'époque à laquelle le budget économique a été établi par le Ministère des Affaires Economiques, le tableau annexe G 1 ne tient évidemment pas compte de ces majorations. Le tableau annexe G 2 en tient compte à concurrence des deux tiers de 5,6 milliards de francs.

**Adaptation de la formation brute de capital et de l'épargne des ménages  
à la statistique des mouvements des créances et des dettes**

(milliards de francs)

	1965	1967	
		Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.	Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.
<i>Formation brute de capital :</i>			
Immeubles d'habitation .....	47,8	55,0	51,0
<i>plus</i> Enseignement libre .....	+ 2,9	+ 3,3	+ 3,3
<i>moins</i> Ventes de terrains, bâtiments, etc. ....	- 3,0	- 3,0	- 3,3
Total de la formation brute de capital ...	47,7	55,3	51,0
<i>Epargne :</i>			
Epargne nette .....	76,9	85,4	97,2
<i>plus</i> Amortissements .....	+ 11,9	+ 13,5	+ 13,5
Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale » et des fonds de pension de sécurité sociale ...	+ 9,3	+ 11,0	+ 11,0
Transferts provenant de l'Etat .....	+ 1,5	+ 0,6	+ 0,6
<i>moins</i> Droits de succession .....	- 2,8	- 3,5	- 3,5
Total de l'épargne ...	96,8	107,0	118,8
Capacité (+) de financement (épargne <i>moins</i> formation brute de capital) .....	+ 49,1	+ 51,7	+ 67,8

\*  
\*\*

## ANNEXE H

### Notice explicative

#### 1) 1965.

Les chiffres ont les mêmes sources que ceux des tableaux annexes D.

L'épargne des particuliers des comptes de la Nation a été majorée de 0,2 milliard pour tenir compte des modifications apportées à la balance des paiements.

Le tableau annexe A n'existant pas encore pour 1965, les « réserves auprès du secteur « Sécurité sociale » et des fonds de pension de sécurité sociale » sont basées sur des estimations provisoires.

#### 2) 1967.

*Immeubles d'habitation.*

*Epargne nette.*

Source : Tableaux annexes G 1 et 2.

#### 3) 1967.

*Enseignement libre.*

Dans les comptes de la Nation, la formation brute de capital fixe de l'enseignement est obtenue en multipliant par deux celle de l'enseignement officiel, c'est-à-dire que la formation de capital de l'enseignement libre est supposée égale à celle de l'enseignement officiel. Pour 1967, on a donc pris comme évaluation de la formation de capital de l'enseignement libre le montant de la prévision de la formation de capital de

l'enseignement officiel telle qu'elle figure dans l'Exposé général du budget.

#### 4) 1967.

*Ventes de terrains, bâtiments, etc.*

*Amortissements.*

*Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale » et des fonds de pension de sécurité sociale.*

*Estimations.*

Les « ventes de terrains, bâtiments, etc. » sont supposées être plus élevées dans l'hypothèse où le volume du produit national brut augmenterait de 1 p.c. que dans celle où il augmenterait de 3,5 p.c., pour tenir compte que, dans la première hypothèse, la formation brute de capital fixe de l'Etat étant plus importante (cf. tableaux annexes G 1 et 2), ses acquisitions amiables et expropriations judiciaires le seraient aussi.

#### 5) 1967.

*Transferts provenant de l'Etat.*

*Droits de succession.*

Les chiffres de ces rubriques ont les mêmes sources que ceux des rubriques correspondantes des tableaux annexes D [cf. 7) c) et b) de la Notice explicative de ces tableaux].

\*  
\*\*

## Compte capital des ménages

ANNEXE J

(milliards de francs)

... nihil ou inférieur à 50 millions	1961		1962		1963		1964		1965		1966	
	Epargne (a)	Formation brute de capital (b)										
<b>A. Eléments réels</b> .....	61,9	33,3	70,2	30,2	65,4	28,6	80,3	45,1	96,8	47,7		
Capacité (+) de financement [col. (a) moins col. (b)] .....	+ 28,6		+ 40,0		+ 36,8		+ 35,2		+ 49,1			
<b>B. Eléments financiers et ajustement :</b>	Augmen- tation de créances (a)	Augmen- tation de dettes et ajustement (b)										
Fonds publics .....	10,0		8,9		4,0		15,5		16,1			
en p.c. de l'épargne .....	16,2		12,7		6,1		19,3		16,6			
en p.c. de la capacité de financement .....	35,0		22,3		10,9		44,0		32,8			
Obligations (y compris les bons de caisse) émises par :												
a) les caisses d'épargne privées <sup>1</sup> .....	1,0		1,7		0,4		0,7		1,2		1,5	
b) les banques .....	1,0		2,4		0,4		- 0,1		...		0,6	
Dépôts sur livrets auprès :												
a) de la Caisse Générale d'Epargne .....	5,6		7,9		5,3		4,4		9,8		8,1	
b) des caisses d'épargne privées <sup>1</sup> .....	3,5		5,3		6,4		5,3		7,4		8,5	
c) des banques .....	0,6		3,6		9,4		6,3		6,4		6,5	
d) du Crédit Communal de Belgique .....	0,6		1,1		1,5		0,6		1,0		1,5	
Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale »	- 0,5		- 0,5		1,3		6,3		3,4			
Réserves auprès :												
a) des organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail .....	5,8		5,2		6,1		6,8		7,5			
b) des fonds de pension de sécurité sociale et spéciaux .....	3,7		5,3		5,4		6,0		7,2			
c) des sociétés de capitalisation .....	...		0,1		0,1		...		...			
Obligations, actions et parts émises par l'étranger .....	4,0		4,0		4,7		1,4		2,1		6,5	
Emprunts personnels et à tempérament .....		1,6		0,9		2,2		1,9		1,0		0,9
Autres créances et dettes et ajustement (net)		5,1		4,1		6,0		16,1		12,0		
Total des augmentations de créances ou de dettes et ajustement .....	35,3	6,7	45,0	5,0	45,0	8,2	53,2	18,0	62,1	13,0		
Apport net (+) de fonds et ajustement [col. (a) moins col. (b)] .....	+ 28,6		+ 40,0		+ 36,8		+ 35,2		+ 49,1			

<sup>1</sup> Et sociétés hypothécaires et de capitalisation.

## ANNEXE J

### Notice explicative

#### 1) *Éléments réels.*

Source : 1961-1964 : tableaux annexes E 1 à 4; en ce qui concerne l'épargne et la capacité de financement, pour lesquelles ces tableaux donnent trois estimations, c'est la première qui a été reprise dans le tableau annexe J, c'est-à-dire celle qui, au contraire des deux autres, n'a pas été majorée en contrepartie d'une correction apportée aux variations de stocks telles qu'elles figurent dans les comptes de la Nation de l'Institut National de Statistique.

1965 : tableau annexe H.

#### 2) *Fonds publics.*

*Obligations, actions et parts émises par l'étranger.  
Emprunts personnels et à tempérament.*

Rubriques reprises telles quelles des tableaux annexes E 1 à 4 <sup>(1)</sup> pour les années 1961 à 1964 et chiffres comparables, dans la mesure où ils sont disponibles, pour les années 1965 et 1966.

(1) Dans ces tableaux, la rubrique « Emprunts personnels et à tempérament » du tableau annexe J s'intitule « Acceptations, effets commerciaux, promesses et engagements en comptes courants ou d'avances ».

#### 3) *Obligations (y compris les bons de caisse) émises par les caisses d'épargne privées et les banques.*

*Dépôts sur livrets.*

*Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale » et réserves auprès des organismes d'assurance-vie et accidents du travail, des fonds de pension de sécurité sociale et spéciaux et des sociétés de capitalisation.*

Pour chacune de ces trois catégories de créances, le tableau annexe J donne diverses subdivisions qui, ensemble, correspondent à une rubrique des tableaux annexes E. Pour les années 1961 à 1964, les chiffres de certaines de ces subdivisions sont extraits des tableaux annexes B 1 à 4, les autres, des statistiques de base qui ont servi à l'élaboration des tableaux annexes A 1 à 4. Pour les années 1965 et 1966, le tableau annexe J donne des chiffres comparables dans la mesure où ils sont disponibles, au moins sous forme d'estimations provisoires.

#### 4) *Autres créances et dettes et ajustement (net).*

Cette rubrique, dont les chiffres sont établis par différence, comprend les créances et dettes figurant aux tableaux annexes E autres que celles dont il a été question sub 2) et 3) et la discordance entre les éléments réels et les éléments financiers.

Effets publics <sup>1</sup> souscrits indirectement par les ménages

— <i>pourcentage sans signification</i>	1961			1962			1963			1964			1965		
	Augmen- tation de créances des ménages (milliards de francs)	Augmentation des effets publics détenus en contrepartie		Augmen- tation de créances des ménages (milliards de francs)	Augmentation des effets publics détenus en contrepartie		Augmen- tation de créances des ménages (milliards de francs)	Augmentation des effets publics détenus en contrepartie		Augmen- tation de créances des ménages (milliards de francs)	Augmentation des effets publics détenus en contrepartie		Augmen- tation de créances des ménages (milliards de francs)	Augmentation des effets publics détenus en contrepartie	
		milliards de francs	p.c. de l'augmen- tation de créances des ménages												
Obligations (y compris les bons de caisse) émises par les caisses d'épargne privées <sup>2</sup> et dépôts sur livrets auprès de ces insti- tutions et auprès de la Caisse Générale d'Epargne .....	10,1	2,6	25,7	14,9	6,0	40,3	12,1	5,2	43,0	10,4	0,1	1,0	18,4	4,8	26,1
Réserves auprès du secteur « Sécurité sociale »	- 0,5	- 0,4	—	- 0,5	- 0,6	—	1,3	0,3	23,1	6,3	1,4	22,2	3,4	2,2	64,7
Réserves auprès des organismes d'assurance- vie et accidents du travail et des fonds de pension .....	9,5	5,4	56,8	10,5	5,7	54,3	11,5	4,9	42,6	12,8	7,2	56,3	14,7	5,2	35,4

<sup>1</sup> Certificats à court terme et fonds publics.

<sup>2</sup> Et par les sociétés hypothécaires et de capitalisation.

**ANNEXE K**

Notice explicative

1) *Augmentation de créances des ménages.*

Source : Tableau annexe J.

2) *Augmentation des effets publics détenus en contrepartie.*

Chiffres extraits des tableaux annexes A 1 à 4 pour les années 1961 à 1964 et chiffres comparables pour 1965.

\*  
\* \*

**Besoin de financement de l'Etat en 1967**

(milliards de francs)

..... données non disponibles	Augmentation du volume du P.N.B. = 3,5 p.c.	Augmentation du volume du P.N.B. = 1 p.c.
<i>Formation brute de capital :</i>		
Formation brute de capital fixe .....	33,0	36,0
<i>plus</i> Achats de terrains, bâtiments, etc. ....	+ 3,0	+ 3,3
Poste, radio et télévision <sup>1</sup> .....	+ 0,9	+ 1,0
<i>moins</i> Enseignement libre .....	— 3,3	— 3,3
Ports <sup>2</sup> .....	— 0,9	— 1,0
Total de la formation brute de capital ...	32,7	36,0
<i>Epargne :</i>		
Epargne nette .....	15,5	1,0
<i>plus</i> Amortissements .....	+ 2,0	+ 2,0
Transferts nets en capital provenant du reste du monde	.....	.....
Droits de succession .....	+ 3,5	+ 3,5
<i>moins</i> Transferts en capital à d'autres secteurs .....	— 9,0	— 9,0
Réserves des ménages auprès du secteur « Sécurité sociale » et des fonds de pension de sécurité sociale	— 11,0	— 11,0
Total de l'épargne ...	1,0	— 13,5
Besoin (—) de financement (épargne <i>moins</i> formation brute de capital) .....	— 31,7	— 49,5

<sup>1</sup> Dans le budget économique, la formation brute de capital de ces organismes est englobée dans celle des entreprises.

<sup>2</sup> En vue d'assurer la concordance avec la statistique des mouvements des créances et des dettes, ces organismes doivent être considérés comme des entreprises.

**ANNEXE L**

Notice explicative

1) *Formation brute de capital fixe.*

*Epargne nette.*

*Amortissements.*

Source : Tableaux annexes G 1 et 2.

2) *Achats de terrains, bâtiments, etc.*

Les achats par l'Etat correspondant à peu de chose près aux ventes des ménages, on a repris les montants de celles-ci, tels qu'ils figurent au tableau annexe H.

3) *Poste, radio et télévision.*

*Ports.*

*Estimations.*

4) *Enseignement libre.*

*Droits de succession.*

*Réserves des ménages auprès du secteur « Sécurité sociale » et des fonds de pension de sécurité sociale.*

Source : Tableau annexe H.

5) *Transferts en capital à d'autres secteurs.*

Le chiffre de cette rubrique a la même source que les chiffres de la rubrique correspondante des tableaux annexes D [cf. 7) c) de la Notice explicative de ces tableaux].

---

# BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le *Bulletin* de septembre 1967. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

## 1. MONNAIE ET CREDIT

VINCINEAU M., Les règles de l'Union de Berne relatives à l'assurance des crédits internationaux. (*Revue belge de Droit international*, Bruxelles, n° 2, 1967, pp. 480-498.)

## 3. INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

Capitalisation ou répartition. (*Centre d'Etudes bancaires et financières*, Impresor, Bruxelles, 1967, 56 p.)

COUVREUR J.-P., Les investment clubs. (*Annales de Sciences économiques appliquées*, Louvain, XXV, n° 3, juillet 1967, pp. 361-371.)

Les caisses d'épargne privées. (*Epargner & Investir*, Bruxelles, n° 156, juillet-août 1967, pp. 24-30.)

## 4. FINANCES PUBLIQUES

FRANK M., Etude quantitative de certaines incidences de l'instauration d'une T.V.A. en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 401-443.)

KIRSCHEN E.S., La taxe sur la valeur ajoutée, instrument de progrès économique et social. (*Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 347-359.)

LACROIX J., La T.V.A. et la distribution. (*Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 393-399.)

La taxe sur la valeur ajoutée. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*, Bruxelles, XXII, n° 32, 2 septembre 1967, pp. 317-322.)

Les finances de l'Etat en 1965 et 1966. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 7, juillet 1967, pp. 5-112.)

L'instauration de la T.V.A. en Belgique. (*Bulletin de la Fédération des Industries Belges*, Bruxelles, XXII, n° 21, 1 septembre 1967, pp. 1416-1421.)

Rapport sur la charge cumulée des taxes assimilées au timbre par secteur de l'économie belge. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 6, juin 1967, pp. 5-169.)

Regroupement économique des dépenses et des recettes de l'ensemble des pouvoirs publics 1959-1965. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances*, Bruxelles, n° 6, juin 1967, pp. 171-195.)

## 5. REVENU NATIONAL — EPARGNE — INVESTISSEMENTS — CONSOMMATION

Les comptes nationaux de la Belgique 1953-1966. (*Bulletin de Statistique*, Bruxelles, LIII, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 577-643.)

Les investissements étrangers dans l'industrie des fabrications métalliques. (*Bulletin d'Information de Fabrimétal*, Bruxelles, n° 15, 7 août 1967, pp. 351-359.)

## 6. DEMOGRAPHIE

GODERIS W., De Belgische demografie in 1966. (*De Gids op maatschappelijk Gebied*, Bruxelles, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 657-675.)

Le mouvement de la population étrangère au cours de l'année 1966. Les chiffres de la population étrangère au 31 décembre 1966. (*Bulletin de Statistique*, Bruxelles, LIII, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 519-531.)

## 7. PRIX ET SALAIRES

Evolution conjoncturelle des salaires en Belgique et dans la Communauté. (*Service mensuel de Conjoncture de Louvain*, Louvain, septembre 1967, pp. 17-25.)

GLEJSER H., Un modèle trimestriel partiel des prix, des salaires et de l'emploi en Belgique. (*Cahiers économiques de Bruxelles*, Bruxelles, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 299-318.)

Le coût horaire du travail en Europe occidentale. (*Industrie*, Bruxelles, XXI, n° 8, août 1967, pp. 462-468.)

## 8. EMPLOI ET CHOMAGE

HAULOT A., Le tourisme social en Belgique. (*Revue du Travail, Bruxelles, LXVIII, juin-juillet 1967, pp. 969-981.*)

LOCCUFIER S.J., De regionale ontwikkeling van de tewerkstelling in België : 1958-1965. (*Tijdschrift voor Sociale Wetenschappen, Gand, XII, n° 3, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 317-329.*)

NIEUWDORP R., De syndicale afvaardiging in België. (*De Christelijke Werkgever, Bruxelles, XXIII, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 386-389.*)

Nombre de travailleurs par groupe d'activités de 1953 à 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 570-575.*)

SPITAEELS G., Le mouvement syndical en Belgique. (*Editions de l'Institut de Sociologie, Bruxelles, 1967, 96 p.*)

## 9. SECURITE SOCIALE

CORDY A., Les grandes étapes du développement de la législation sociale 1866-1966. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, IX, n° 6-7, juin-juillet 1967, pp. 902-922.*)

DELEECK H., La sécurité sociale et la redistribution des revenus en Belgique. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, IX, n° 6-7, juin-juillet 1967, pp. 887-901.*)

Les pensions sociales. (2<sup>e</sup> édit.) (*Documents CEPESS, Bruxelles, V, n° 6, décembre 1966, pp. 3-133.*)

## 10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

BAUDHUIN F., Minicrise ? (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVI, n° 226, mai-juin 1967, pp. 373-378.*)

BOURDEAUD'HUY O., De Belgische economie in de zomer 1967. (*Tijd, Anvers, XLII, n° 34, 25 août 1967, pp. 1-3.*)

DEHAENE J.L., De Belgische economie in 1966. (*De Gids op maatschappelijk Gebied, Bruxelles, LVIII, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 603-626.*)

La situation économique de la Belgique. (2<sup>e</sup> trimestre 1967). (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 31, 26 août 1967, pp. 305-313.*)

SIMONET H., L'Etat de l'économie moderne. (*Société royale d'Economie politique de Belgique, Bruxelles, n° 322, mars 1967, 37 p.*)

VANNESTE O., Het groeipoolconcept en de regionaal-economische politiek. Toepassing op de Westvlaamse economie. (*Standaard Wetenschappelijke Uitgeverij, Anvers, 1967, 376 p.*)

## 11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

ANSPACH M., Pourquoi fusionne-t-on ? (*Organisation scientifique, Bruxelles, XLI, n° 8-9, 1967, pp. 203-207.*)

CRAHAY A., Le problème de l'eau en Belgique. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, n° 226, mai-juin 1967, pp. 381-386.*)

La pêche maritime belge en 1966. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 532-552.*)

L'industrie du sucre en Belgique. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 29, 12 août 1967, pp. 289-292.*)

L'industrie textile est-elle encore viable ? (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XXII, n° 30, 19 août 1967, pp. 297-301.*)

MATTON F., Les principaux régimes d'accords et associations autres que les fusions. Leur aspect juridique et fiscal. (*Organisation scientifique, Bruxelles, XLI, n° 8-9, 1967, pp. 208-218.*)

## 12. RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DEMIN P., La déduction des dépenses de recherches dans le système fiscal belge. (*La Fiscalité du Marché commun, Bruxelles, n° 23, août 1967, pp. 555-558.*)

La recherche scientifique. (*La Relève, Bruxelles, XXIII, n° 31-34, août 1967, pp. 3-30.*)

## 13. TRANSPORTS

ERKENS N., Le statut international de l'Escaut. (*Revue belge de Droit international, Bruxelles, n° 2, 1967, pp. 353-378.*)

Recensement de la circulation routière en 1965. (*Bulletin de Statistique, Bruxelles, LIII, n° 7-8, juillet-août 1967, pp. 533-569.*)

## 14. COMMERCE INTERIEUR

Formes et méthodes nouvelles de la distribution. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VI, n° 63, août-septembre 1967, pp. 1-4.*)

VAN GIJSEL H., De verkoopsbevordering door middel van chromoverzamelingen. (*Economisch en Sociaal Tijdschrift, Anvers, XXI, n° 4, août 1967, pp. 327-333.*)

## 16. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

FUJITA M., International Liquidity Controversy in Japan. (*Kobe Economic & Business Review, Kobe, n° 14, août 1967, pp. 73-86.*)

GOUDRIAAN I.J., Internationale voortstuwing van de inflatie in West-Europa ter wille van Amerika en ten nadele van de ontwikkelingslanden ? (*Economisch-Statistische Berichten, Rotterdam, LII, n° 2.608, 30 août 1967, pp. 862-865.*)

- Le Fonds Monétaire International et son fonctionnement. (*Bulletin économique de la Société Générale de Banque, Bruxelles, VI, n° 63, août-septembre 1967, pp. 4-8.*)
- Les émissions internationales et leur cotation à Luxembourg. (*Kredietbank S.A. Luxembourgeoise, Luxembourg, s.d., 26 p.*)
- L'euro-dollar et l'activité présente des marchés internationaux des capitaux. (*Bulletin mensuel économique de la First National City Bank, New York, août 1967, pp. 6-11.*)
- MACHLUP F., Credit Facilities or Reserve Allotments ? (*Quarterly Review, Banca Nazionale del Lavoro, Rome, n° 81, juin 1967, pp. 135-156.*)
- MACHLUP F., From Dormant Liabilities to Dormant Assets. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 499, septembre 1967, pp. 788-797.*)
- MACHLUP F., La riforma del sistema monetario internazionale. Accordi multilaterali e iniziative unilaterali. (*Bancaria, Rome, XXIII, n° 7, juillet 1967, pp. 803-810.*)
- Recent Changes in United States Silver Policy. (*Monthly Review, Federal Reserve Bank of New York, New York, XLIX, n° 8, août 1967, pp. 151-155.*)
- ROOSA R.V., Judging the New Liquidity Plan. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 499, septembre 1967, pp. 756-761.*)
- SCHWEITZER P.-P., Creating New World Money. (*The Banker, Londres, CXVII, n° 498, août 1967, pp. 664-669.*)
- SIMHA S.L.N., Does the IMF Overcharge ? (*The Banker, Londres, CXVII, n° 498, août 1967, pp. 692-699.*)
- SMITH J.S., Asymmetries and Errors in Reported Balance of Payments Statistics. (*Staff Papers, Washington, XIV, n° 2, juillet 1967, pp. 211-236.*)
- STREETEN P., International Monetary Reform and the Less Developed Countries. (*Quarterly Review, Banca Nazionale del Lavoro, Rome, n° 81, juin 1967, pp. 157-177.*)
- TRIFFIN R., The Coexistence of Three Types of Reserve Assets. (*Quarterly Review, Banca Nazionale del Lavoro, Rome, n° 81, juin 1967, pp. 107-134.*)
- 17. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE**
- ABB F., Ist eine Harmonisierung der Konjunkturpolitik in der EWG erforderlich ? (*Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Tübingen, CXXIII, n° 2, avril 1967, pp. 218-230.*)
- Britain and the E.E.C. The Economic Background. (*Department of Economic Affairs, Londres, 1967, 48 p.*)
- Britain Approaches the Common Market Again. (*International Economic Review, Chicago, septembre 1967, pp. 1-4.*)
- Chronology of the Common Market. (*Bulletin de Documentation fiscale internationale, Amsterdam, XXI, n° 6, juin 1967, pp. 271-283.*)
- COLLIN F., Priority of Monetary Integration in the European Context. (*Belgian Trade Review, New York, XXII, nos 7-8, juillet-août 1967, pp. 18-19; 22.*)
- DAMS Th., Das Endstadium des Gemeinsamen Agrarmarktes. (*Wirtschaftsdienst, Hamburg, XLVII, n° 8, août 1967, pp. 393-397.*)
- DEHOUSSE F., Europe an X. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVI, n° 226, mai-juin 1967, pp. 487-501.*)
- GARELLI F., Pour un marché européen des capitaux. (*Banque, Paris, XLII, n° 254, août 1967, pp. 554-557.*)
- HELLMAN R., L'attitude de la C.E.E. vis-à-vis des investissements directs des Etats-Unis en Europe. (*Problèmes économiques, Paris, n° 1019, 13 juillet 1967, pp. 7-12.*)
- JANSEN J., Les projets de directive de la Commission de la C.E.E. concernant la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.). (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 361-376.*)
- La demande d'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 104, juillet-août 1967, pp. 385-389.*)
- Les coûts de la main-d'œuvre et les revenus des ouvriers dans les industries de la C.E.C.A. Année 1965 et évolution 1954-1965. (*Statistiques sociales, Bruxelles, n° 4, 1967, pp. 17-163.*)
- L'harmonisation des impôts indirects dans les pays de la Communauté Economique Européenne. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 321-452.*)
- L'harmonisation des taxes sur le chiffre d'affaires dans la C.E.E. (*Bulletin de Documentation fiscale internationale, Amsterdam, XXI, n° 6, juin 1967, pp. 256-270.*)
- MOSSE R., L'intégration monétaire européenne. (*in « L'Europe en formation », PresSES d'Europe, Paris, nos 88-89, juillet-août 1967, pp. 17-23.*)
- NEWBOULD G.D., The E.E.C. and the London Capital Market. (*National Provincial Bank Review, Londres, n° 79, août 1967, pp. 8-11.*)
- REISNER W., EWG-Steuerharmonisierung ohne direkte Steuern ? (*Wirtschaftsdienst, Hamburg, XLVII, n° 8, août 1967, pp. 397-399.*)
- REY J., Intégration économique du continent européen. Problèmes et perspectives. (*Revue de la Société d'Etudes et d'Expansion, Liège, LXVI, n° 226, mai-juin 1967, pp. 503-513.*)
- SALMON A., L'évolution des échanges de produits agricoles entre les Etats membres de la C.E.E. et entre ceux-ci et les pays tiers. (*Revue du Marché commun, Paris, n° 104, juillet-août 1967, pp. 403-414.*)
- SCOTT I.O., Prospects for the Direct Integration of E.E.C. Capital Markets. (*Quarterly Review, Banca Nazionale del Lavoro, Rome, n° 81, juin 1967, pp. 178-189.*)
- SNOY J. Ch., Les Britanniques au Marché commun. (*Revue générale belge, Bruxelles, n° 8, septembre 1967, pp. 1-24.*)

SPINA E., L'adesione della Gran Bretagna alla C.E.E. : problemi e prospettive. (*Ricerche Economiche, Venise, XXI, nos 1-2, mars-juin 1967, pp. 90-102.*)

STEFANI G., L'harmonisation des impôts indirects et la politique économique et sociale de la C.E.E. et des pays membres. (*Cahiers économiques de Bruxelles, Bruxelles, n° 35, 3<sup>e</sup> trimestre 1967, pp. 331-346.*)

Wage Costs in the E.E.C. (*European Trends, Londres, n° 12, août 1967, pp. 24-28.*)

WEIDES P., Rechnungseinheiten der Europäischen Gemeinschaften. (*Finanzarchiv, Tübingen, XXVI, n° 2, juillet 1967, pp. 278-288.*)

#### 18. DIVERS

STRYCKMANS J.J., La loi du 23 février 1967 relative à la transformation des sociétés. (*Journal des Tribunaux, Bruxelles, LXXXII, n° 4584, 23 septembre 1967, pp. 493-500.*)

---

## LEGISLATION ECONOMIQUE

*Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.*

*Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.*

*Par ailleurs, la législation économique comprend les décisions, directives et règlements les plus importants figurant dans le Journal Officiel des Communautés Européennes.*

*Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :*

1. — *Economie générale*
2. — *Monnaie, crédit et banque.*
3. — *Finances publiques*
4. — *Agriculture*
5. — *Industrie*
6. — *Travail*
7. — *Commerce intérieur*
8. — *Commerce extérieur*
9. — *Transports*
10. — *Prix et salaires*
11. — *Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers*
12. — *Communauté Economique Européenne*

### 1. — ECONOMIE GENERALE

#### Arrêté royal du 20 juillet 1967

*d'exécution de l'article 19, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 4 juillet 1962 autorisant le gouvernement à procéder à des investigations statistiques et autres sur la situation démographique, économique et sociale du pays (Moniteur du 15 septembre 1967, p. 9732).*

### 2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

#### Arrêté royal du 25 août 1967

*autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur du 14 septembre 1967, p. 9672).*

.....  
*Art. 3. — Le produit de l'emprunt sera consacré exclusivement à des prêts à consentir par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne dans les limites et conditions déterminées par Nous, aux propriétaires d'habitations endommagées par la tornade du 25 juin 1967.*  
.....

**Arrêté royal du 30 août 1967**

*relatif à la démonétisation de la pièce de 20 francs en argent (Moniteur du 15 septembre 1967, p. 9720).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Les pièces de 20 francs frappées au titre de 835 millièmes d'argent en exécution de l'arrêté du Régent du 15 octobre 1948, cesseront d'avoir cours légal à partir du 2 octobre 1967.

*Art. 2.* — Jusqu'au 31 mai 1968 inclus, les pièces visées à l'article 1<sup>er</sup> pourront être échangées contre des monnaies coursables, aux guichets de la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles et en province.

Elles seront acceptées, jusqu'à la même date, par les percepteurs des postes, les receveurs des contributions, des douanes et accises, de l'enregistrement et des domaines.

A partir du 4 juin 1968, l'échange ne pourra plus être obtenu qu'au siège de la Banque Nationale de Belgique, à Bruxelles.

A partir du 1<sup>er</sup> octobre 1968 l'échange cessera et les pièces visées à l'article 1<sup>er</sup> seront définitivement sans valeur.

**Arrêté ministériel du 7 septembre 1967**

*approuvant l'émission par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, d'un emprunt 1967 à 6 ou 12 ans, de 500 millions de francs (Moniteur du 8 septembre 1967, p. 9465).*

*Art. 2.* — (...).

Les obligations portent intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,75 p.c. l'an à partir du 21 septembre 1967 jusqu'au 20 septembre 1973;

7 p.c. l'an à partir du 21 septembre 1973 jusqu'au 20 septembre 1979.

*Art. 4.* — Le prix d'émission, fixé à 995 francs net par 1.000 francs de capital nominal, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.

*Art. 6.* — Les obligations sont remboursables le 21 septembre 1979 à 101 p.c. de leur valeur nominale.

Toutefois, les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations le 21 septembre 1973, au pair de la valeur nominale.

*Art. 7.* — Le paiement des intérêts et le remboursement des obligations sont garantis par l'Etat.

*Art. 8.* — La taxe sur les opérations de bourse due pour l'émission de l'emprunt est supportée par la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

**Arrêté ministériel du 7 septembre 1967**

*relatif à l'émission d'une quinzième série d'obligations au porteur par la Caisse Autonome des Dommages de Guerre (Moniteur du 29 septembre 1967, p. 10221).*

*Article 1<sup>er</sup>.* — Les obligations au porteur de la quinzième série, à délivrer aux ayants droit entre le 1<sup>er</sup> octobre 1967 et le 30 septembre 1968, porteront intérêt au taux de 7 p.c. l'an.

*Art. 4.* — Les obligations sont amortissables à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1968 jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1984 (...).

**3. — FINANCES PUBLIQUES**

**Arrêtés royaux des 20 juillet, 4 et 12 août 1967**

*fixant la situation des crédits reportés de l'année 1966 (Moniteur des 22, 27 et 1<sup>er</sup> septembre 1967, pp. 9955, 9958, 9186 et 10131).*

**Arrêté royal du 4 août 1967**

*modifiant l'arrêté royal du 14 octobre 1964, relatif aux marchés passés au nom de l'Etat (Moniteur du 2 septembre 1967, p. 9241).*

**Arrêté royal du 4 août 1967**

*portant affectation d'une somme de 412 millions de francs prélevée sur le produit de l'emprunt émis par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique (Moniteur du 2 septembre 1967, p. 9243).*

**Arrêté ministériel du 21 août 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1967, p. 9180).*

**Arrêté ministériel du 30 août 1967**

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 2 septembre 1967, p. 9244).*

**Arrêté royal du 11 septembre 1967**

*accordant des avantages spéciaux aux propriétaires de logements endommagés par la tornade du 25 juin 1967 (Moniteur du 16 septembre 1967, p. 9779).*

**Arrêté royal et arrêté ministériel  
du 22 septembre 1967**

*relatifs à l'émission de l'emprunt 1967-1974-1982 (Moniteur du 26 septembre 1967, p. 10080).*

.....  
*Art. 2. — (...).*

Les obligations portent intérêt aux taux indiqués ci-après :

6,75 p.c. l'an, à partir du 9 octobre 1967 jusqu'au 5 février 1974;

7 p.c. l'an, à partir du 6 février 1974 jusqu'au 5 février 1982.

Les intérêts sont payables le 6 février des années 1968 à 1982.

Les intérêts afférents à la période du 9 octobre 1967 au 5 février 1968 inclus sont fixés à 22, 110, 220, 549, 1.097, 2.194 et 10.969 francs pour les obligations respectivement de 1.000, 5.000, 10.000, 25.000, 50.000, 100.000 et 500.000 francs.

.....  
*Art. 6. — Les porteurs ont la faculté d'obtenir le remboursement anticipé de leurs obligations, au pair de leur valeur nominale, le 6 février 1974.*

*Art. 7. — L'Etat se réserve la faculté de rembourser par anticipation le 6 février 1974 ou à toute échéance d'intérêt à partir de celle du 6 février 1977 (...).*

.....  
\* \*  
.....

*Article 1<sup>er</sup>. — La souscription publique aux obligations de l'emprunt 1967-1974-1982, dont le capital nominal est limité à 10 milliards de francs, sera ouverte le 2 octobre 1967; elle sera close dès que ce montant sera atteint et au plus tard le 17 octobre 1967.*

.....  
*Art. 3. — Le prix d'émission, fixé au pair de la valeur nominale, est payable intégralement en espèces au moment du dépôt des souscriptions.*

.....  
*Art. 11. — Il est alloué aux banques et agents de change, établis en Belgique, une commission de placement de 1,25 p.c. du capital nominal souscrit à leur intervention.*

La demi-commission peut être allouée aux établissements financiers sur les souscriptions recueillies par leur intermédiaire.

**Arrêté royal du 25 septembre 1967**

*modifiant le Règlement général des taxes assimilées au timbre (Moniteur du 27 septembre 1967, p. 10129).*

**Arrêté royal du 27 septembre 1967**

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 29 septembre 1967, p. 10219).*

**Arrêté ministériel du 27 septembre 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 23 décembre 1964 portant Règlement complémentaire sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur du 29 septembre 1967, p. 10223).*

**5. — INDUSTRIE**

**Arrêté royal du 28 juin 1967**

*prescrivant une statistique annuelle de la production dans l'industrie sidérurgique (Moniteur du 8 septembre 1967, p. 9470).*

**Arrêté royal n° 39 du 25 août 1967**

*modifiant les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers, coordonnées le 3 février 1961, et arrêté ministériel du 25 août 1967 fixant le montant de la contribution par tonne due pendant les années 1967, 1968, 1969, audit Fonds (Moniteur du 2 septembre 1967, p. 9259).*

## 6. — TRAVAIL

### Arrêté royal du 5 août 1967

*pris en exécution de la loi du 15 juillet 1964 sur la durée du travail dans les secteurs publics et privés (Moniteur du 8 septembre 1967, p. 9466).*

*journalistes et reporters appartenant aux services de rédaction (Moniteur du 8 septembre 1967, p. 9468).*

### Arrêté royal du 11 août 1967

*relatif à la durée du travail des employés de la presse d'information générale et des agences d'information générale, y compris les*

*dérogant temporairement, en faveur des travailleurs des charbonnages, à l'article 150 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (Moniteur du 21 septembre 1967, p. 9913).*

## 8. — COMMERCE EXTERIEUR

### Arrêté royal du 14 juillet 1967

*modifiant l'arrêté ministériel du 23 juillet 1962 relatif à l'exportation et à l'importation de certains produits agricoles et horticoles (Moniteur du 13 septembre 1967, p. 9619).*

### Arrêté ministériel du 30 août 1967

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 2 septembre 1967, p. 9244).*

### Arrêté ministériel du 21 août 1967

*modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 1<sup>er</sup> septembre 1967, p. 9180).*

### Arrêté royal du 27 septembre 1967

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 29 septembre 1967, p. 10219).*

## 9. — TRANSPORTS

### Loi du 3 juillet 1967

*modifiant la loi du 23 août 1948, tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'armement et des constructions maritimes (Moniteur du 26 septembre 1967, p. 10073).*

*Article unique.* — A l'article 6 de la loi du 23 août 1948, tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime

et de la construction maritime et instituant à ces fins un Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, le montant global des dotations annuelles inscrites au budget extraordinaire est porté de 2 milliards de francs à 4 milliards de francs.

### Loi du 4 août 1967

*modifiant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne (Moniteur du 29 septembre 1967, p. 10217).*

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

**Arrêté ministériel du 8 août 1967**

*modifiant l'arrêté ministériel du 22 mai 1964 relatif à l'octroi de certains avantages aux travailleurs salariés ou indépendants, et aux chômeurs qui reçoivent une formation professionnelle, modifié par les arrêtés ministériels des 31 août 1964, 12 juillet et 8 octobre 1965 et 7 juillet 1966 (Moniteur du 16 septembre 1967, p. 9773).*

**Arrêté royal du 11 août 1967**

*modifiant l'article 18 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés (Moniteur du 19 septembre 1967, p. 9817).*

**Arrêté royal du 11 septembre 1967**

*modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité (Moniteur du 19 septembre 1967, p. 9823).*

**Arrêté royal du 22 septembre 1967**

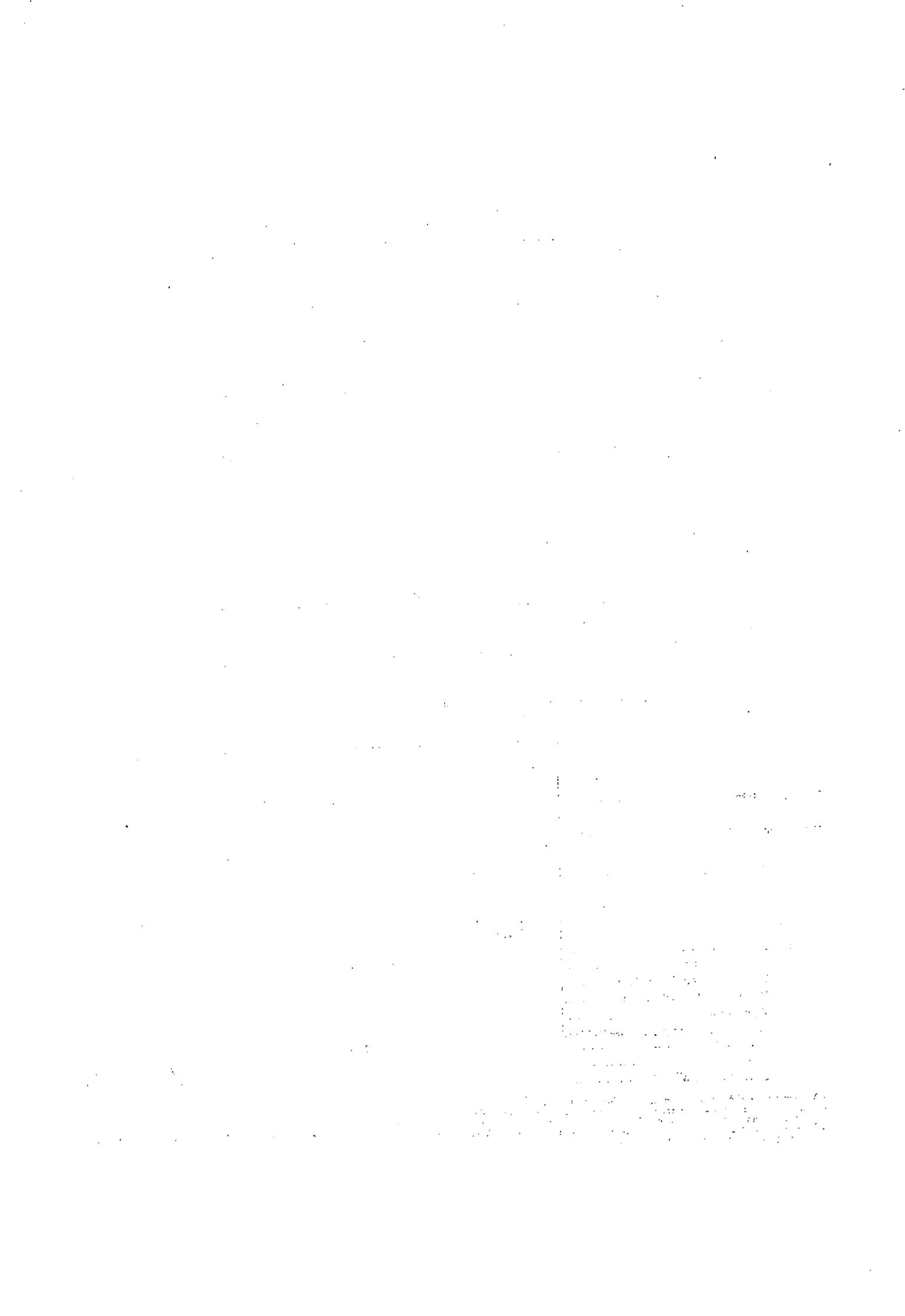
*modifiant l'arrêté royal du 30 juillet 1964, portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963, instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants (Moniteur du 27 septembre 1967, p. 10145).*

12. — COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

**Loi du 6 août 1967**

*relative à l'exécution des arrêts et des décisions des Communautés européennes (Moniteur du 20 septembre 1967, p. 9857).*

---



# STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication des données figurant aux tableaux VI-1, IX-3, XIII-3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 13, XVIII-1 et 2 et XIX-2 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, 5, boulevard de Berlaimont, Bruxelles 1. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère de l'Emploi et du Travail.

	Source	1947	1964	1965	1965	1966
		(milliers, à fin d'année)			(milliers)	
					(à fin d'année)	
Population totale .....	I.N.S.	8.512	9.428	9.499	9.499	9.556
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	»	5.850	5.996	6.022	6.022	
dont : Hommes .....	»	2.902	2.984	2.998	2.998	
Femmes .....	»	2.948	3.012	3.024	3.024	
Population active <sup>1</sup> :	Ministère de l'Emploi et du Travail	3.481	3.622	3.660	(à fin juin)	
dont : Agriculture .....	»	423	216	206	230	216
Industries extractives .....	»	191	102	97	95	84
Industries manufacturières .....	»	1.311	1.289	1.291	1.256	1.253
Bâtiments et construction .....	»	197	282	286	293	296
Transports .....	»	243	250	243	266	267
Commerce, banques, assurances, et services .....	»	1.024	1.427	1.476	1.445	1.487
Chômeurs complets .....	»	92	56	61	59 <sup>2</sup>	62 <sup>2</sup>
Ouvriers frontaliers <sup>3</sup> .....	»				61	60

<sup>1</sup> Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

<sup>2</sup> Comprend les chômeurs en formation et en réadaptation professionnelle.

<sup>3</sup> Dans l'ancienne série, les ouvriers frontaliers étaient répartis sur les différents secteurs.

<sup>4</sup> Pour les années 1965 et 1966, la population active a été calculée à la date du 30 juin suivant une nouvelle méthode. Les chiffres ainsi obtenus ne sont pas comparables avec la série précédente.

## I - 2. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations de l'I.N.S., système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>1. Rémunération des salariés <sup>1</sup> :</b>										
a) Salaires et traitements de travailleurs assujettis à la sécurité sociale	135,7	137,2	136,8	144,8	152,7	166,1	182,0	209,9	231,7	254,4
b) Rémunérations des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	10,1	10,7	10,6	11,8	12,6	14,2	15,3	16,6	18,4	20,1
c) Contributions des employeurs à la sécurité sociale .....	23,4	24,0	23,6	26,2	28,9	31,5	36,5	44,6	48,7	56,7
d) Rémunérations des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale .....	53,2	58,2	60,0	63,5	64,6	69,2	76,7	82,4	92,7	103,8
e) Corrections et compléments .....	13,0	13,3	13,6	15,5	15,2	20,0	21,7	20,2	19,6	17,4
<b>Total ...</b>	<b>235,4</b>	<b>243,4</b>	<b>244,6</b>	<b>261,8</b>	<b>274,0</b>	<b>301,0</b>	<b>332,2</b>	<b>373,7</b>	<b>411,1</b>	<b>452,4</b>
<b>2. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :</b>										
a) Agriculture, horticulture et sylviculture <sup>1</sup> .....	23,0	21,5	22,5	23,4	27,0	25,2	26,7	28,7	30,7	29,6
b) Professions libérales <sup>1</sup> .....	10,1	11,2	11,7	12,5	13,3	14,3	15,1	16,7	21,5	24,0
c) Commerçants et artisans indépendants <sup>1</sup> .....	71,1	71,2	73,0	76,0	79,3	82,8	87,2	100,9	104,3	100,9
d) Revenus des sociétés de personnes <sup>2</sup>	6,2	5,6	6,0	6,5	7,1	7,2	7,4	8,3	8,9	8,5
e) Ajustement statistique .....	1,0	1,2	1,0	1,3	0,4	0,6	—	— 1,0	— 0,4	— 0,1
<b>Total ...</b>	<b>111,4</b>	<b>110,7</b>	<b>114,2</b>	<b>119,7</b>	<b>127,1</b>	<b>130,1</b>	<b>136,4</b>	<b>153,6</b>	<b>165,0</b>	<b>162,9</b>
<b>3. Revenu de la propriété échéant aux particuliers <sup>1</sup> :</b>										
a) Intérêts .....	14,5	15,9	17,3	19,2	21,0	23,5	25,4	27,8	30,5	33,5
b) Loyers (réellement perçus ou imputés) .....	34,1	34,1	34,3	34,2	34,1	34,0	33,6	34,8	36,6	38,6
c) Dividendes, tantièmes, dons .....	13,4	12,3	11,4	13,1	14,6	16,1	14,6	15,0	16,9	18,2
<b>Total ...</b>	<b>62,0</b>	<b>62,3</b>	<b>63,0</b>	<b>66,5</b>	<b>69,7</b>	<b>73,6</b>	<b>73,6</b>	<b>77,6</b>	<b>84,0</b>	<b>90,3</b>
<b>4. Bénéfices non distribués de sociétés <sup>2</sup> ...</b>	<b>10,2</b>	<b>7,2</b>	<b>10,6</b>	<b>11,7</b>	<b>13,2</b>	<b>11,7</b>	<b>13,5</b>	<b>16,7</b>	<b>18,7</b>	<b>15,6</b>
<b>5. Impôts directs des sociétés quelle qu'en soit la forme juridique .....</b>	<b>8,7</b>	<b>7,8</b>	<b>7,6</b>	<b>9,2</b>	<b>10,0</b>	<b>11,5</b>	<b>11,3</b>	<b>14,1</b>	<b>17,0</b>	<b>17,6</b>
<b>6. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat .....</b>	<b>6,3</b>	<b>5,4</b>	<b>5,0</b>	<b>5,8</b>	<b>5,8</b>	<b>5,4</b>	<b>4,4</b>	<b>5,9</b>	<b>4,3</b>	<b>3,1</b>
<b>7. Intérêt de la dette publique .....</b>	<b>-12,6</b>	<b>-12,9</b>	<b>-14,0</b>	<b>-16,4</b>	<b>-18,6</b>	<b>-18,6</b>	<b>-20,5</b>	<b>-22,5</b>	<b>-24,3</b>	<b>-26,4</b>
<b>Revenu national net au coût des facteurs ...</b>	<b>421,4</b>	<b>423,9</b>	<b>431,0</b>	<b>458,3</b>	<b>481,2</b>	<b>514,7</b>	<b>550,9</b>	<b>619,1</b>	<b>675,8</b>	<b>715,5</b>
<b>8. Amortissements .....</b>	<b>50,1</b>	<b>50,5</b>	<b>53,2</b>	<b>56,1</b>	<b>58,4</b>	<b>61,7</b>	<b>66,7</b>	<b>73,7</b>	<b>79,4</b>	<b>84,1</b>
<b>Revenu national brut au coût des facteurs ...</b>	<b>471,5</b>	<b>474,4</b>	<b>484,2</b>	<b>514,4</b>	<b>539,6</b>	<b>576,4</b>	<b>617,6</b>	<b>692,8</b>	<b>755,2</b>	<b>799,6</b>
<b>9. Impôts indirects .....</b>	<b>54,2</b>	<b>55,2</b>	<b>60,2</b>	<b>65,4</b>	<b>73,2</b>	<b>78,8</b>	<b>84,4</b>	<b>94,1</b>	<b>101,9</b>	<b>119,2</b>
<b>10. Subsidés .....</b>	<b>- 6,5</b>	<b>- 6,9</b>	<b>- 6,6</b>	<b>- 7,2</b>	<b>- 6,7</b>	<b>- 7,2</b>	<b>- 6,6</b>	<b>- 7,7</b>	<b>- 9,7</b>	<b>-12,4</b>
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,4</b>	<b>779,2</b>	<b>847,4</b>	<b>906,4</b>

<sup>1</sup> Avant taxation.  
<sup>2</sup> Après taxation.

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX DU MARCHÉ

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

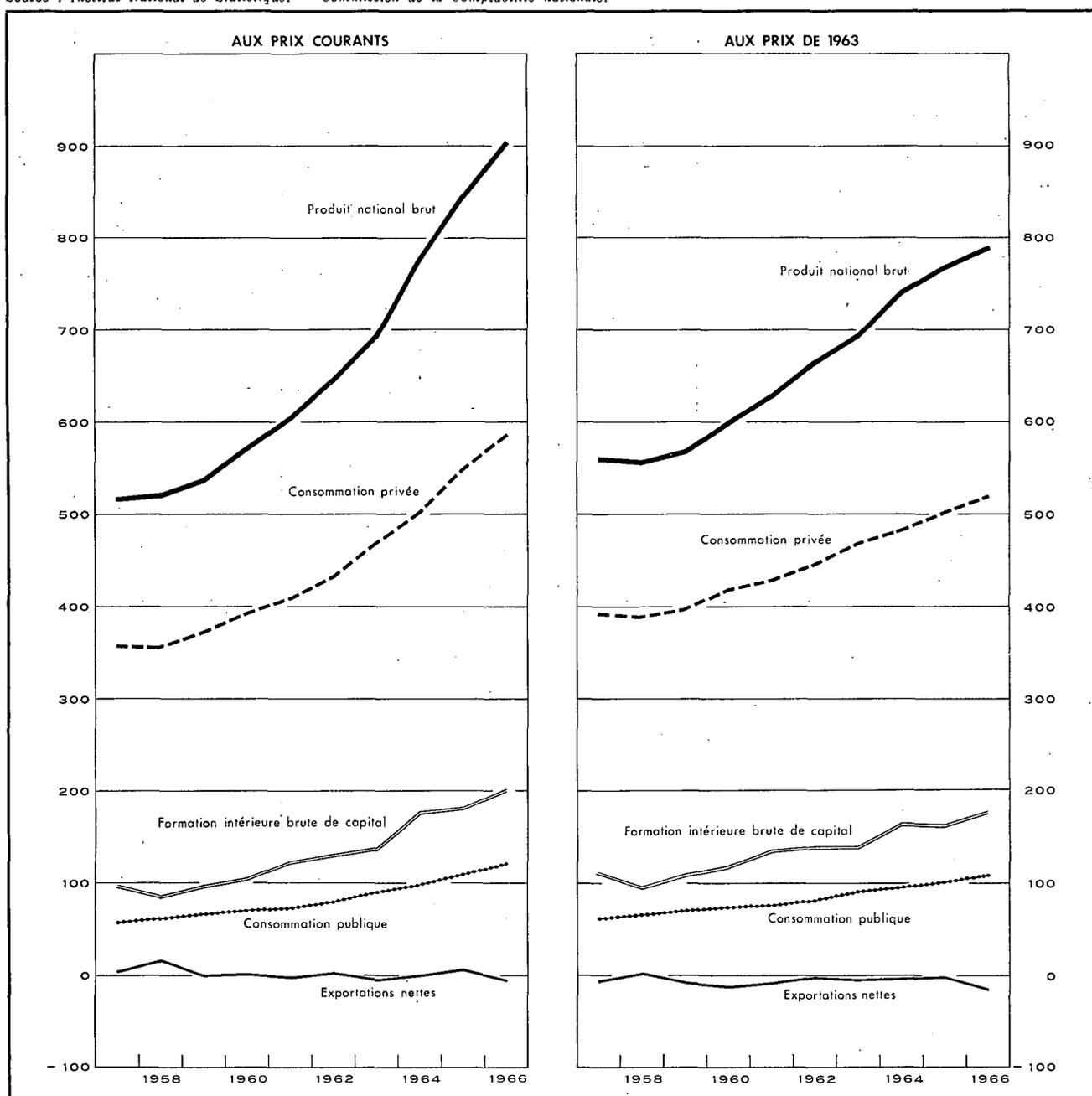
	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
1. Agriculture, sylviculture et pêche .....	35,6	34,2	35,3	36,6	40,4	38,9	41,0	43,9	46,3	45,9
2. Industries extractives .....	21,2	18,2	14,3	14,0	14,0	14,0	15,6	16,5	15,3	13,6
3. Industries manufacturières :										
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac .....	35,3	37,0	37,8	39,3	40,7	42,5	44,9	48,0	52,3	55,2
b) Textiles .....	15,7	12,9	14,0	15,5	16,3	16,7	18,6	20,8	21,1	22,6
c) Vêtements et chaussures .....	7,2	6,8	7,1	7,6	8,2	9,2	9,6	10,8	11,3	11,9
d) Bois et meubles .....	5,3	5,6	5,5	6,7	6,8	7,8	9,0	10,5	11,2	12,0
e) Papier, impression, édition .....	7,4	7,5	7,8	8,5	9,1	10,3	11,3	12,6	13,3	13,8
f) Industries chimiques et activités connexes .....	13,5	13,1	13,7	14,5	14,9	15,6	17,5	19,6	20,8	22,0
g) Terre cuite, céramiques, verre et ciment .....	8,3	8,2	9,2	10,3	10,8	11,9	12,0	14,7	14,8	15,3
h) Fer, acier et métaux non ferreux ...	15,8	13,3	14,6	18,6	17,1	17,0	16,3	21,5	23,1	23,1
i) Fabrications métalliques et constructions navales .....	35,2	33,7	33,2	36,9	43,0	49,0	55,4	62,3	68,6	72,6
f) Industries non dénommées ailleurs .	10,3	10,2	10,7	12,3	12,9	14,1	15,7	18,2	20,1	22,5
<i>Total de la rubrique 3 ...</i>	<i>154,0</i>	<i>148,3</i>	<i>153,6</i>	<i>170,2</i>	<i>179,8</i>	<i>194,1</i>	<i>210,3</i>	<i>239,0</i>	<i>256,6</i>	<i>271,0</i>
4. Construction .....	31,2	30,7	30,7	33,2	36,9	40,3	43,0	55,2	58,4	62,7
5. Electricité, gaz et eau .....	10,0	10,6	10,7	11,1	11,5	12,6	13,4	14,5	15,6	16,9
6. Commerce, banques, assurances, immeubles d'habitation :										
a) Commerce .....	76,1	77,0	83,5	87,8	95,3	103,4	112,7	121,0	131,8	146,2
b) Services financiers et assurances ...	13,0	13,4	15,0	16,0	17,2	19,1	21,6	24,5	27,6	30,4
c) Immeubles d'habitation .....	38,5	39,1	39,9	40,5	41,1	41,5	42,5	45,1	48,1	51,1
<i>Total de la rubrique 6 ...</i>	<i>127,6</i>	<i>129,5</i>	<i>138,4</i>	<i>144,3</i>	<i>153,6</i>	<i>164,0</i>	<i>176,8</i>	<i>190,6</i>	<i>207,5</i>	<i>227,7</i>
7. Transports et communications .....	34,2	34,5	35,9	38,9	38,8	42,1	45,9	52,0	56,8	60,9
8. Services .....	100,7	108,0	112,8	119,8	124,6	132,8	144,4	159,7	181,3	200,1
9. Corrections .....	-3,3	0,8	0,6	-3,0	0,3	3,8	0,1	2,9	3,3	2,1
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché ...</b>	<b>511,2</b>	<b>514,8</b>	<b>532,3</b>	<b>565,1</b>	<b>599,9</b>	<b>642,6</b>	<b>690,5</b>	<b>774,3</b>	<b>841,1</b>	<b>900,9</b>
10. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde	8,0	7,9	5,5	7,5	6,2	5,4	4,9	4,9	6,3	5,5
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,4</b>	<b>779,2</b>	<b>847,4</b>	<b>906,4</b>

### I - 4. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.



I - 4a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants, système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1968	1964	1965	1966
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	102,2	103,3	105,8	108,2	112,5	119,8	125,2	130,7	141,7	150,5
b) Boissons et tabacs .....	26,1	27,2	28,3	29,1	30,3	31,2	33,2	36,7	39,8	41,9
c) Vêtements et autres effets personnels .....	36,2	34,2	35,9	38,4	40,6	43,1	47,6	50,4	53,3	56,8
d) Loyers, taxes, eau .....	45,9	46,8	47,5	48,2	49,1	50,2	51,9	55,7	59,4	63,1
e) Chauffage et éclairage .....	20,4	18,9	18,8	19,7	20,4	24,2	27,5	25,3	28,3	28,7
f) Articles ménagers durables .....	27,9	27,6	28,5	32,3	34,9	36,4	40,8	46,5	49,9	53,7
g) Entretien de la maison .....	16,3	16,8	17,4	18,3	19,1	20,6	21,5	23,6	26,0	28,4
h) Soins personnels et hygiène .....	18,4	20,5	21,9	23,5	24,9	27,1	28,8	31,2	38,7	42,7
i) Transports et Communications .....	26,9	27,6	28,9	33,0	34,0	36,1	39,6	44,3	49,2	54,5
j) Loisirs .....	27,4	30,5	30,2	30,6	32,3	33,9	35,6	40,4	43,6	46,7
k) Autres dépenses et ajustement statistique .....	10,8	3,6	10,3	12,3	12,1	10,4	17,6	19,7	19,5	21,5
<i>Total ...</i>	<i>358,5</i>	<i>357,0</i>	<i>373,5</i>	<i>398,6</i>	<i>410,2</i>	<i>433,0</i>	<i>469,3</i>	<i>504,5</i>	<i>549,4</i>	<i>588,5</i>
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	40,1	44,0	46,3	49,8	51,3	54,8	61,4	66,6	76,1	85,5
b) Biens et services .....	14,3	15,2	17,4	18,2	17,7	21,1	24,9	26,0	27,1	28,9
c) Loyer net imputé ou payé .....	2,0	2,2	2,2	2,3	2,6	2,9	3,3	3,8	4,3	4,7
d) Amortissements imputés des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat ...	0,8	0,8	1,0	1,0	1,1	1,2	1,3	1,5	1,7	1,9
<i>Total ...</i>	<i>57,2</i>	<i>62,2</i>	<i>66,9</i>	<i>71,3</i>	<i>72,7</i>	<i>80,0</i>	<i>90,9</i>	<i>97,9</i>	<i>109,2</i>	<i>121,0</i>
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche ...	4,3	4,0	4,2	3,5	4,0	3,9	4,2	4,9	5,3	5,8
b) Industries extractives .....	3,0	2,7	1,9	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,0	1,7
c) Industries manufacturières .....	20,0	18,3	18,7	26,4	32,2	37,6	39,0	40,8	46,4	50,2
d) Construction .....	2,3	1,9	2,3	2,6	3,3	5,7	5,6	5,1	5,5	6,2
e) Electricité, gaz et eau .....	5,0	4,9	6,0	4,8	4,6	7,6	6,7	7,8	9,4	10,9
f) Commerce, banques, assurances .....	10,0	9,0	10,1	11,1	12,2	13,0	14,6	15,4	15,6	17,1
g) Immeubles d'habitation .....	24,4	22,5	24,7	29,3	32,2	29,4	29,4	46,6	50,3	48,7
h) Transports et communications .....	10,7	12,0	11,2	12,2	12,2	13,1	14,6	15,2	18,2	20,0
i) Pouvoirs publics et enseignements ...	8,4	8,5	12,1	12,3	13,9	16,1	18,0	23,4	21,0	29,1
j) Autres services .....	2,5	2,5	2,7	2,9	3,2	3,4	3,7	3,9	4,1	4,4
k) Variations de stocks .....	6,6	0,8	4,0	-0,2	4,2	1,5	0,9	11,0	3,9	7,3
i) Ajustement statistique .....	0,2	-0,8	-0,7	-0,1	-0,4	-1,2	0,4	0,7	0,1	0,1
<i>Total ...</i>	<i>97,4</i>	<i>86,3</i>	<i>97,2</i>	<i>106,3</i>	<i>123,6</i>	<i>131,6</i>	<i>139,1</i>	<i>176,8</i>	<i>181,8</i>	<i>201,5</i>
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	184,6	177,3	176,3	200,1	216,7	233,6	254,2	295,0	327,0	350,6
b) Importations totales .....	178,5	160,1	176,1	198,7	217,1	230,2	258,1	295,0	320,0	355,2
c) Exportations nettes .....	+6,1	+17,2	+0,2	+1,4	-0,4	+3,4	-3,9	—	+7,0	-4,6
<b>Produit national brut aux prix du marché ...</b>	<b>519,2</b>	<b>522,7</b>	<b>537,8</b>	<b>572,6</b>	<b>606,1</b>	<b>648,0</b>	<b>695,4</b>	<b>779,2</b>	<b>847,4</b>	<b>906,4</b>

## I - 4b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Indices des estimations aux prix de 1963, système normalisé)

Source : Institut National de Statistique. — Commission de la Comptabilité nationale.

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>1. Consommation privée :</b>										
a) Produits alimentaires .....	88	91	89	93	95	98	100	101	103	106
b) Boissons .....	84	83	87	89	92	93	100	106	110	110
c) Tabac .....	86	88	89	93	95	100	100	105	112	116
d) Vêtements et autres effets personnels .....	82	76	80	84	88	93	100	102	105	108
e) Loyers, taxes, eau .....	95	95	96	96	97	99	100	102	104	106
f) Chauffage et éclairage .....	76	68	69	74	77	92	100	90	99	99
g) Articles ménagers durables .....	72	69	72	82	87	91	100	113	118	124
h) Entretien de la maison .....	89	90	92	94	96	100	100	103	106	108
i) Soins personnels et hygiène ...	72	79	82	87	90	96	100	102	109	111
j) Transports .....	74	75	77	85	87	92	100	109	120	125
k) Communications P.T.T. ....	77	81	81	83	87	93	100	109	116	125
l) Loisirs .....	88	92	91	91	95	98	100	106	110	111
<i>Total ...</i>	84	83	85	90	91	95	100	103	108	111
<b>2. Consommation publique :</b>										
a) Rémunérations et pensions .....	71	76	79	83	86	91	100	105	115	124
b) Biens et services .....	60	65	73	76	74	86	100	102	103	108
c) Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement de l'Etat (y compris les amortissements)	64	69	71	74	80	90	100	109	117	123
<i>Total ...</i>	68	73	77	81	82	90	100	104	111	119
<b>3. Formation intérieure brute de capital :</b>										
a) Agriculture, sylviculture et pêche	115	106	111	93	104	97	100	109	115	123
b) Industries extractives .....	171	152	105	86	113	81	100	96	93	79
c) Industries manufacturières .....	56	50	52	73	88	100	100	99	110	117
d) Construction .....	43	35	44	48	62	105	100	89	94	103
e) Electricité, gaz et eau .....	84	80	99	80	75	119	100	108	126	142
f) Commerce, banques, assurances	74	66	75	82	90	93	100	100	99	106
g) Immeubles d'habitation .....	104	92	99	117	125	107	100	146	146	135
h) Transports et communications .	78	87	83	89	90	96	100	101	116	122
i) Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement) .....	63	67	82	75	77	84	100	142	117	157
j) Enseignement .....	38	29	64	76	94	105	100	88	86	107
k) Autres services .....	73	72	80	84	94	96	100	100	101	108
<i>Total ...</i>	57	56	76	77	85	92	100	119	105	13
<b>4. Exportations nettes de biens et services :</b>										
a) Exportations totales .....	68	68	73	80	87	93	100	111	120	125
b) Importations totales .....	68	66	74	83	89	93	100	111	119	128
<b>Produit national brut aux prix du marché (prix de 1963) .....</b>	<b>80,8</b>	<b>80,2</b>	<b>82,1</b>	<b>86,5</b>	<b>90,8</b>	<b>95,9</b>	<b>100,0</b>	<b>106,9</b>	<b>110,6</b>	<b>113,7</b>

### Références bibliographiques :

Population : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Publications du Centre National de Calcul Mécanique. — Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947. — Bulletin de l'I.R.E.S.P. — Annuaire démographique (O.N.U.). — Revue internationale du Travail (B.I.T.). — Annuaire des Statistiques du Travail (B.I.T.).*

Revenu national et P.N.B. : *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S., juillet-août 1967, p. 578. — Séries statistiques de Bruxelles (D.U.L.B.E.A.). — Recherches Economiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — International Financial Statistics (F.M.I.). — Statistiques générales (O.C.D.E.). — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Yearbook of International Account Statistics (O.N.U.). — Statistiques Economiques belges 1950-1960.*

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### 1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100 <sup>1</sup>

Source : Ministère de l'Emploi et du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construc- tion
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques				Textiles (sans confection)		
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1961 .....	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1962 .....	101,9	62,0	105,7	105,8	109,3	126,8	114,8	97,2	97,8	106,9	
1963 .....	104,0	60,1	107,8	105,7	119,5	131,5	113,1	100,6	99,1	108,9	
1964 .....	108,2	61,2	111,0	107,4	122,0	134,4	123,1	104,5	98,7	117,5	
1965 .....	105,8	57,2	109,6	107,0	117,6	133,3	129,1	105,2	93,6	112,9	
1966 .....	104,5	48,6	109,7	101,5	121,0	135,3	116,6	108,3	98,0	111,2	
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	106,0	55,1	109,4	106,3	116,6	135,8	129,0	104,7	92,7	116,6	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	105,6	55,1	109,7	104,9	118,8	140,0	128,0	106,1	93,3	112,3	
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	103,2	49,1	108,9	103,7	118,1	135,0	117,0	104,3	98,5	106,1	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	104,8	49,6	109,5	101,8	121,3	135,4	116,2	108,9	97,7	112,1	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	105,3	48,1	109,9	100,9	121,8	133,9	116,8	111,9	97,6	114,4	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	104,9	46,7	110,2	98,6	123,7	135,7	116,7	109,6	97,7	112,4	
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	102,7	45,9	108,1	94,6	121,6	132,7	113,3	106,8	99,1	107,8	
1966 Mars .....	103,2	40,9	109,1	103,6	119,3	135,3	115,7	105,4	98,6	111,2	
Avril .....	104,5	51,2	109,2	102,8	120,2	136,0	115,0	106,9	98,4	110,8	
Mai .....	104,7	50,3	109,6	102,6	121,3	137,8	115,6	106,4	97,8	111,0	
Juin .....	105,1	49,8	109,7	102,5	121,0	135,9	116,9	108,9	98,2	113,0	
Juillet .....	104,3	48,8	109,3	100,2	121,6	132,5	116,1	111,4	97,1	111,2	
Août .....	105,5	48,2	109,4	101,6	120,8	134,9	116,3	112,1	97,9	114,7	
Septembre .....	106,1	47,4	110,9	101,0	122,9	134,3	117,9	112,2	97,9	116,2	
Octobre .....	105,8	47,1	110,8	100,6	124,1	137,0	116,9	109,8	96,8	115,4	
Novembre .....	105,2	46,6	110,2	99,8	123,5	135,5	117,4	109,9	96,8	113,2	
Décembre .....	103,8	46,4	109,6	95,5	123,5	134,5	115,7	109,1	99,7	108,5	
1967 Janvier .....	102,8	46,1	109,0	95,6	123,6	134,0	115,5	107,3	100,5	104,9	
Février .....	102,6	46,2	107,9	94,5	121,3	134,0	112,8	106,2	99,0	107,7	
Mars .....	102,6	45,4	107,3	93,8	120,0	130,0	111,5	106,9	97,9	110,8	

<sup>1</sup> Indices sur base originale 1964 = 100 convertis en indices base 1958 = 100.

## II - 2. — CHOMAGE

### Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période <sup>1</sup>	Chômeurs contrôlés (milliers) <sup>2</sup>			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois <sup>3</sup>		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics <sup>2</sup>	Demandes d'emploi <sup>4 5</sup>	Offres d'emploi <sup>4</sup>	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Chômeurs complets	Chômeurs partiels et accidentels			reçues pendant le mois	en suspens à fin de mois
1960 .....	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961 .....	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1962 <sup>6</sup> .....	* 252	85,5	47,1	38,4	1.791	16,0	6,7	6,6	18,1	18,3	14,6
1963 .....	250	83,1	32,9	50,2	1.731	15,7	10,0	6,0	13,1	15,3	16,5
1964 .....	250	52,8	26,1	26,7	1.100	15,3	6,2	6,3	10,2	13,3	12,5
1965 .....	253	69,0	32,2	36,8	1.454	15,8	6,8	6,0	16,1	13,0	7,8
1966 .....	252	74,4	38,7	35,7	1.564	15,9	6,4	5,7	21,9	13,1	6,7
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	65	110,7	44,1	66,6	2.399	16,4	8,2	4,6	25,7	15,6	6,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	61	56,0	35,6	20,4	1.139	15,5	4,6	6,9	18,7	14,4	7,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	63	47,4	32,9	14,5	995	15,8	4,4	5,6	16,6	11,2	7,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	63	82,0	42,0	40,0	1.721	15,7	6,2	5,6	26,5	11,3	5,0
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	65	131,1	60,9	70,2	2.841	17,1	7,6	4,5	39,4	11,9	3,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	65	91,4	59,3	32,0	1.980	17,0	5,9	6,5	36,9	13,8	4,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	64	75,4	54,0	21,4							
1966 Septembre .....	20	47,6	33,1	14,5	952	14,9	4,5	5,8	17,2	13,8	7,4
Octobre .....	24	56,2	35,9	20,3	1.349	16,8	4,3	6,1	22,3	15,4	6,1
Novembre .....	19	75,1	41,8	33,3	1.426	14,5	5,4	5,8	24,6	10,0	5,0
Décembre .....	20	119,4	49,4	70,0	2.389	15,8	7,9	4,9	32,6	8,4	4,0
1967 Janvier .....	25	156,0	59,2	96,8	3.901	19,2	9,0	3,2	38,3	11,3	3,8
Février .....	20	130,1	62,3	67,8	2.601	16,0	6,8	5,0	40,9	11,2	3,6
Mars .....	20	101,1	61,6	39,5	2.022	16,0	6,0	5,1	39,0	13,2	3,8
Avril .....	25	98,8	61,3	37,5	2.470	18,7	6,2	6,2	37,9	13,1	4,0
Mai .....	20	90,5	59,6	30,9	1.810	15,9	5,5	6,5	38,1	12,8	4,3
Juin .....	20	82,9	56,7	26,2	1.659	16,1	5,8	6,7	34,7	15,6	4,2
Juillet .....	25	76,2	54,3	21,9	1.905	19,6	7,4	5,8	35,3	8,0	4,0
Août .....	19	73,9	52,3	21,6	1.478	14,5	5,5	6,3	34,4	11,5	4,4
Septembre .....	20	75,8	55,3	20,5							

<sup>1</sup> Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

<sup>2</sup> Moyenne journalière par mois de chômage.

Nombre de journées perdues par mois

<sup>3</sup> Durée moyenne du chômage = Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois

<sup>4</sup> Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

<sup>5</sup> Chômeurs complets normalement aptes.

<sup>6</sup> Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

\* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

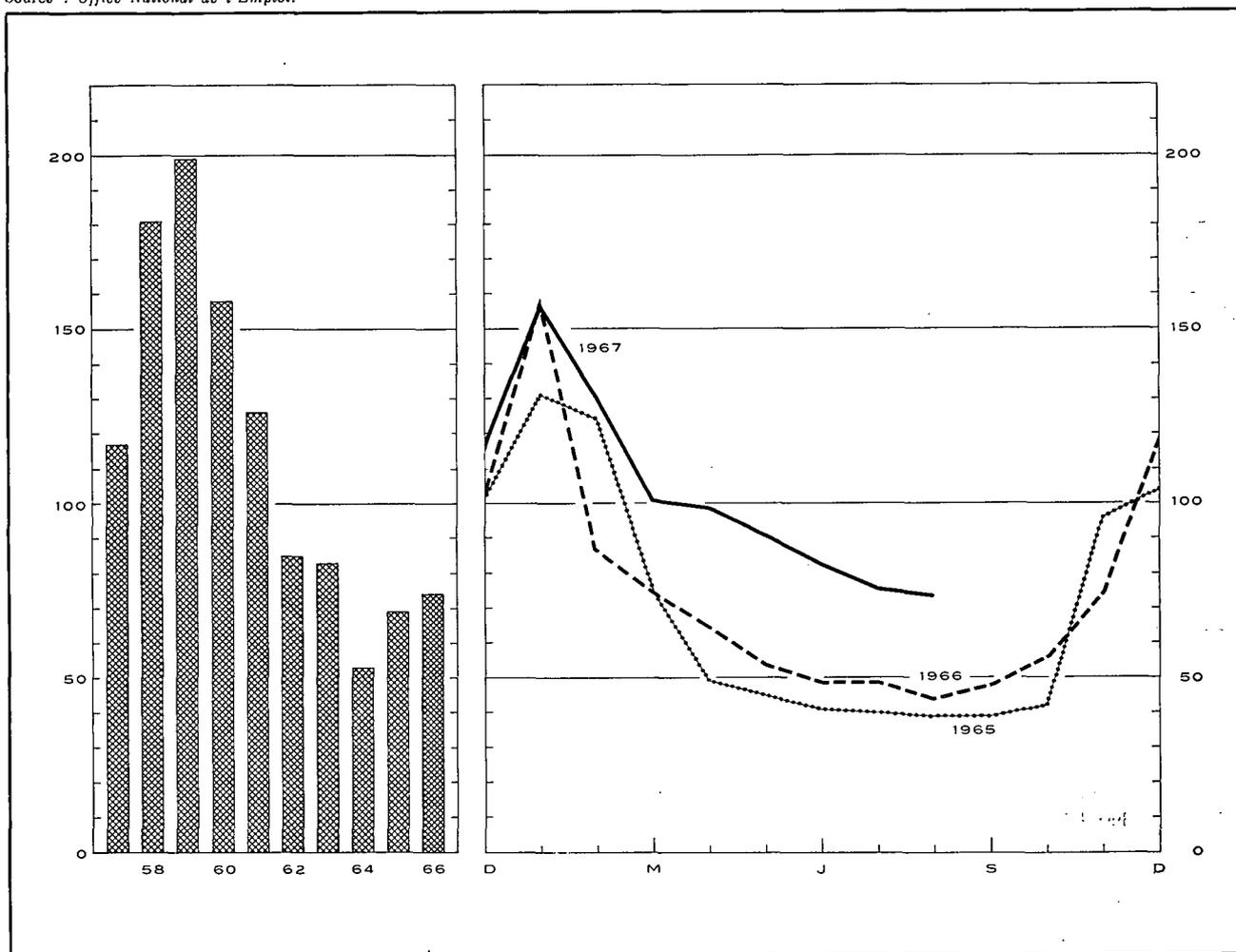
## II - 3. — CHOMAGE

### Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1964	1965	1966	1967
1958	181	204	166	149	204	Janvier	120	131	159	156
1959	199	292	182	150	171	Février	63	124	87	130
1960	158	221	149	123	137	Mars	67	75	75	101
1961	126	177	111	90	124	Avril	40	49	65	99
1962	85	141	64	52	90	Mai	36	45	54	91
1963	83	176	44	35	72	Juin	32	41	49	83
1964	53	82	36	32	61	Juillet	32	40	49	76
1965	69	111	45	39	78	Août	30	39	44	74
1966	74	111	56	47	82	Septembre	34	39	48	76
1967		131	91	75		Octobre	37	42	56	
						Novembre	49	96	75	
						Décembre	102	104	119	

Références bibliographiques : Communiqués mensuels de l'ONEM. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Revue du Travail. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Industrie, revue de la F.I.B. — Informations statistiques (C.E.C.A.). — Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).

<sup>1</sup> Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>Superficie cultivée <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables .....	296	270	273	256	252	246	262	265	247
dont : froment .....	219	200	203	206	209	200	216	227	212
seigle .....	69	62	63	44	39	41	42	34	30
Céréales non panifiables .....	240	255	252	263	260	255	239	253	260
Plantes industrielles .....	94	88	96	92	93	94	106	95	92
Plantes racines et tuberculifères .....	141	134	131	120	116	114	103	98	98
Légumes cultivés pour la graine .....	12	12	11	11	10	10	11	10	9
Prés et prairies .....	811	816	819	821	829	825	815	810	810
Divers .....	128	133	129	136	129	135	129	121	124
Total .....	1.722	1.708	1.711	1.699	1.689	1.679	1.665	1.652	1.640
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)									
Froment .....	779	789	773	722	835	759	900	854	650
Autres céréales .....	992	1.034	1.056	1.011	1.083	1.039	1.064	962	896
Betteraves sucrières .....	3.200	1.500	3.063	2.703	2.019	2.135	3.114	2.537	2.586
Lin (graines et paille) .....	170	124	214	196	231	240	283	190	157
Chicorée à café .....	56	43	55	60	37	47	68	46	29
Pommes de terre .....	1.956	1.357	1.894	1.789	1.872	1.530	1.755	1.419	1.475
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles .....	178	170	159	148	141	132	120	108	95
Total des bovidés .....	2.596	2.649	2.696	2.728	2.832	2.805	2.663	2.731	2.773
dont : vaches laitières .....	996	1.015	1.024	1.025	1.051	1.044	999	1.010	1.019
Porcs .....	1.423	1.450	1.749	1.772	2.053	1.795	1.833	1.847	1.971
<b>Production animale</b>									
Livraisons de lait aux laiteries (mil- lions de litres) .....	1.319	1.303	1.420	1.538	1.630	1.644	1.712	1.953	2.199
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	412	424	441	429	462	458	429	461	500

<sup>1</sup> Recensement au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

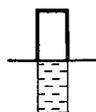
	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Aiglefin .....	374	232	262	285	300	221	281	233	141
Cabillaud .....	834	653	689	698	868	728	630	1.124	1.062
Plie .....	451	381	390	291	346	424	322	294	442
Sole .....	315	257	350	314	347	631	201	263	329
Raie .....	337	342	323	328	310	298	319	280	182
Hareng .....	201	260	528	409	273	153	134	112	61
Crevettes .....	64	89	39	80	48	76	75	72	80

Références bibliographiques : Revue de l'Agriculture (Ministère de l'Agriculture). — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire statistique de la Belgique. — Données statistiques (Conseil de l'Europe). — Bulletin mensuel : Economie et statistique agricoles (F.A.O.).

## IV. — INDUSTRIE

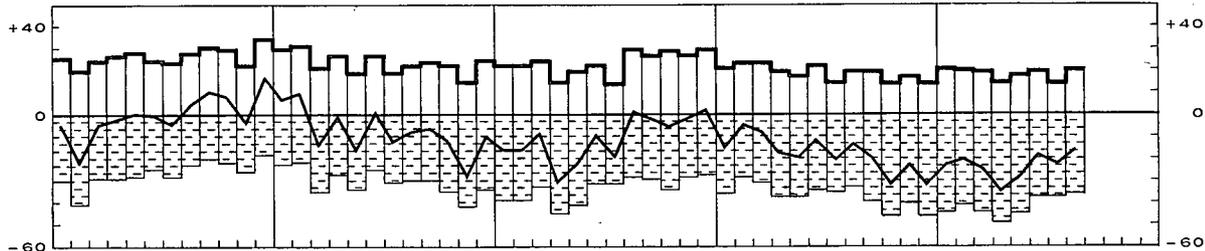
### IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE <sup>1</sup>

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir — Métaux non ferreux

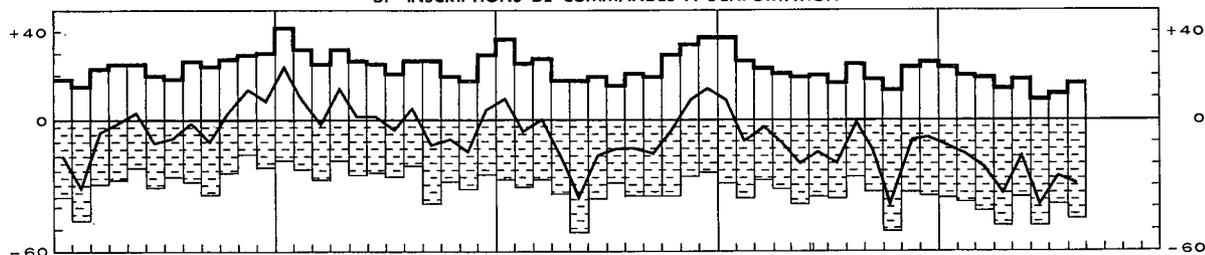


{ Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "en hausse" et "en baisse" pour les questions A,B et C  
 { Solde des pourcentages des réponses signalant respectivement "supérieur" et "inférieur" à la normale pour les questions D et E

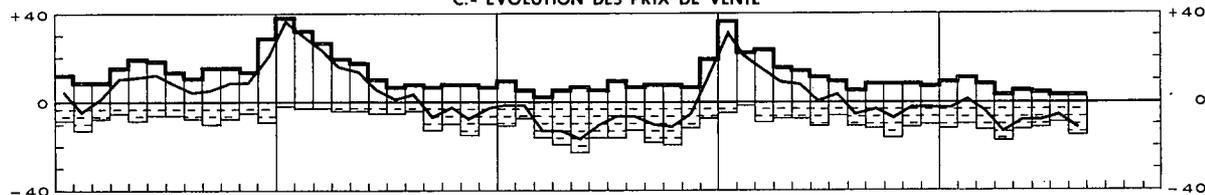
A.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES MARCHÉ INTERIEUR (2)



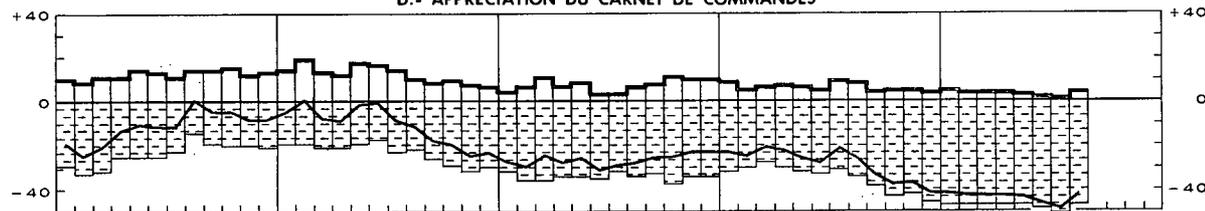
B.- INSCRIPTIONS DE COMMANDES A L'EXPORTATION (2)



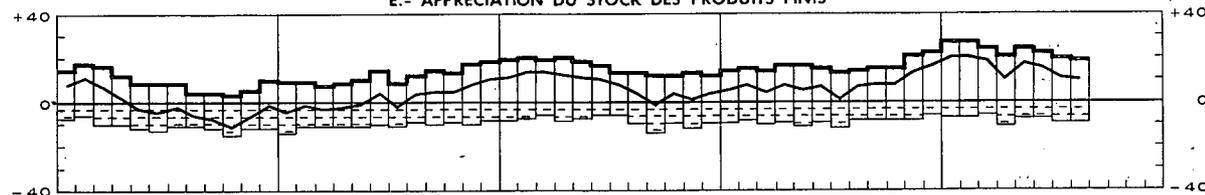
C.- EVOLUTION DES PRIX DE VENTE



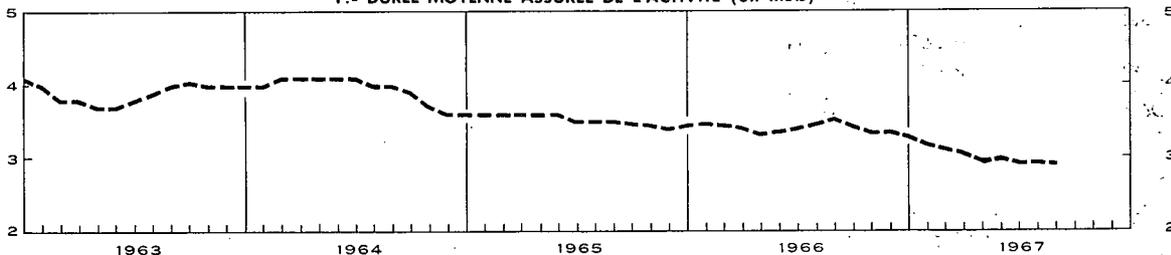
D.- APPRECIATION DU CARNET DE COMMANDES



E.- APPRECIATION DU STOCK DES PRODUITS FINIS



F.- DUREE MOYENNE ASSUREE DE L'ACTIVITE (en mois)



<sup>1</sup> Les réponses des participants sont pondérées par les chiffres d'affaires et indiquent pour les questions de A à D la variation par rapport au mois précédent.  
<sup>2</sup> Mouvements saisonniers éliminés.

## IV - 1. — INDICES GENERAUX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Base 1958 = 100

Moyennes mensuelles ou mois	Indices non désaisonnalisés				Indices désaisonnalisés
	Source : I.N.S.		Source : I.R.E.S.P. 1	Source : Agéfi 2	Source : I.N.S.
	Indice général *	dont : industries manufacturières seules	Indice général *	Indice général	Indice général *
1961 .....	119	124	114	122	119
1962 .....	125	132	120	130	125
1963 .....	135	142	129	138	136
1964 .....	144	153	139	147	144
1965 .....	r 147	r 157	145	149	148
1966 .....	p 150	p 162	148	150	p 150
1966 2 <sup>e</sup> trimestre .....	r 152	r 164	154	152	r 150
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 143	p 155	136	147	p 151
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 156	p 168	155	152	p 150
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 152	p 164	p 152	152	p 153
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 154	p 166		153	p 152
3 <sup>e</sup> trimestre .....				p 147	
1966 Septembre .....	p 162	p 175	155	155	p 153
Octobre .....	p 156	p 169	151	155	p 146
Novembre .....	p 152	p 163	159	147	p 147
Décembre .....	p 159	p 171	153	153	p 156
1967 Janvier .....	p 149	p 161	p 150	154	p 150
Février .....	p 147	p 158	p 151	146	p 156
Mars .....	p 160	p 172	p 154	156	p 152
Avril .....	p 155	p 167	p 150	151	p 156
Mai .....	p 146	p 157	p 148	152	p 148
Juin .....	p 161	p 173		157	p 152
Juillet .....	p 113	p 123		p 138	p 143
Août .....				p 149	
Septembre .....				156 <sup>3</sup>	

\* Non compris la construction.

1 Indices sur base originale 1961 convertis en indices base 1958 = 100.

2 Indices sur base originale 1953 convertis en indices base 1958 = 100.

3 Prévision.

## IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (Principaux secteurs)

Base 1958 = 100

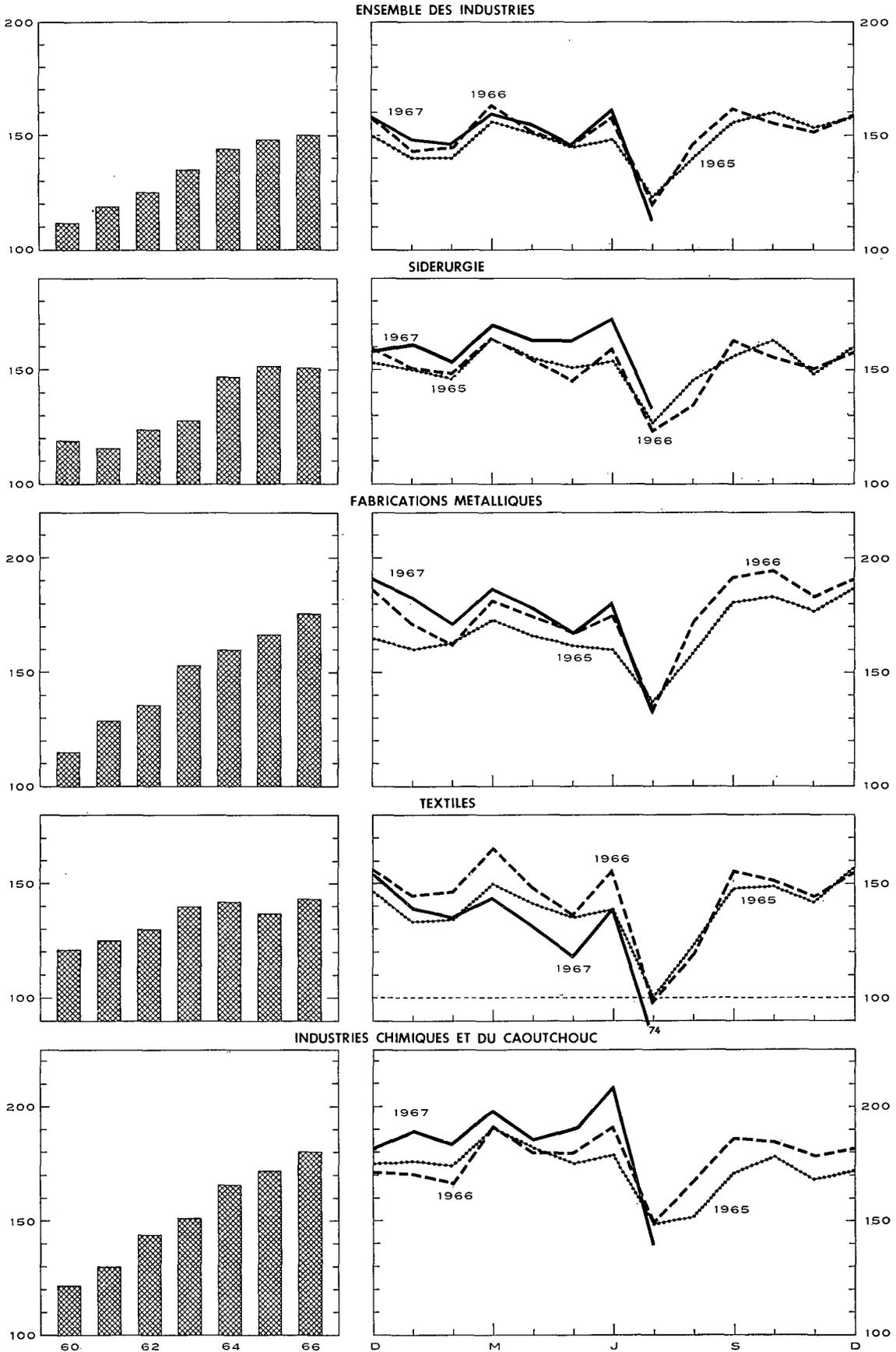
Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général *	Industries manufacturières												Industrie chimique et industrie du caoutchouc	dont : Transformation des matières plastiques (1962 = 100)	Refineries de pétrole	
		Industries extractives	dont :										Total				Total
			Indice général	Industries prod. minéraux non métall. à l'excl. dérivés pétrole et charbon	Sidérurgie	Industrie des métaux non ferreux	Industrie des fabrications métalliques	Industries alimentaires et fabrication des boissons	Industries textiles			Total					
									Total	dont :							
						Fila-tures	Tissage	Bonneterie									
1961 .....	119	85	124	126	116	132	129	112	125	128	124	124	130	100	122		
1962 .....	125	86	132	134	124	130	136	115	130	130	130	132	144	100	130		
1963 .....	135	88	142	131	128	145	153	119	140	137	139	157	151	124	187		
1964 .....	144	92	153	151	147	162	160	127	142	135	146	153	166	148	206		
1965 .....	r 147	85	r 157	147	152	175	167	127	138	132	137	154	172	178	241		
1966 .....	p 150	76	p 162	148	151	177	p 175	134	145	135	149	161	178	213	256		
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	r 150	80	r 161	133	155	184	172	119	152	146	154	168	177	191	252		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	r 152	79	r 164	160	154	178	172	130	148	139	151	163	184	217	234		
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 143	69	p 155	150	141	169	p 167	138	128	119	133	145	168	200	262		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	p 156	77	p 168	148	155	177	p 190	150	151	137	158	167	182	245	275		
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 152	76	p 164	137	162	177	p 180	p 129	139	124	147	r 158	190	262	266		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 154	78	p 166	p 163	166	164	p 175	p 132	p 130	120	139	p 153	p 195	p 260	252		
1966 Juillet .....	r 120	53	r 131	138	124	143	137	124	99	89	119	83	150	157	278		
Août .....	p 147	74	p 159	154	135	181	p 173	141	130	126	121	165	168	202	253		
Septembre .....	p 162	80	p 175	158	163	183	p 192	148	155	142	160	187	187	240	255		
Octobre .....	p 156	76	p 169	159	156	175	p 195	156	152	139	158	175	185	261	267		
Novembre .....	p 152	77	p 163	145	151	174	p 184	162	145	128	154	168	179	240	270		
Décembre .....	p 159	78	p 171	141	158	181	p 191	133	155	145	162	157	182	234	288		
1967 Janvier .....	p 149	77	p 161	129	162	185	p 183	120	r 138	124	149	r 146	189	245	273		
Février .....	p 147	72	p 158	128	154	176	p 172	123	r 135	119	144	r 152	183	255	251		
Mars .....	p 160	80	p 172	153	170	170	p 187	p 143	144	129	147	176	199	235	275		
Avril .....	p 155	75	p 167	156	163	155	p 179	p 122	132	120	139	r 148	p 186	262	259		
Mai .....	p 146	76	p 157	164	163	159	p 167	p 125	p 118	110	131	146	p 190	261	256		
Juin .....	p 161	82	p 173	p 171	173	179	p 180	p 147	p 139	130	146	p 164	p 209	p 255	241		
Juillet .....	p 113	50	123	135	134	142	133	128	74	74	76	67	140	153	231		

\* Non compris la construction.

### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.N.S.)

Base 1958 = 100



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : Administration des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Energie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (8), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1961 .....	1.794	4.394	122	2.477	1.090	1.247	660	102	196
1962 .....	1.769	1.351	182	2.582	1.149	1.368	705	104	214
1963 .....	1.785	454	474	2.664	1.163	1.483	1.013	102	224
1964 .....	1.775	1.489	407	2.504	1.154	1.623	1.112	106	240
1965 .....	1.649	2.419	422	2.393	1.212	1.697	1.300	107	268
1966 .....	1.458	3.046	417	2.188	1.270	1.794	1.382	97	254
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.459	2.035	453	2.285	1.205	1.529	1.280	100	204
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.700	2.419	511	2.504	1.256	1.857	1.385	105	278
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.584	2.802	414	2.262	1.261	1.877	1.364	99	294
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.483	3.077	494	2.270	1.263	1.709	1.266	97	224
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.284	3.051	382	1.995	1.253	1.623	1.414	90	200
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.482	3.046	377	2.222	1.300	1.965	1.485	100	298
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.472	3.094	309	2.139	1.314	1.945	1.440		
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.430	3.033	426	2.245	p 1.352	1.812	1.401		
1966 Juin .....	1.531	3.077	482	2.284	1.256	1.701	1.091	96	210
Juillet .....	1.012	3.014	344	1.673	1.235	1.471	1.500	82	186
Août .....	1.354	3.005	444	2.170	1.241	1.633	1.367	91	201
Septembre .....	1.485	3.051	356	2.143	1.284	1.764	1.375	98	213
Octobre .....	1.441	3.095	349	2.125	1.283	1.888	1.441	101	247
Novembre .....	1.480	3.053	331	2.190	1.299	1.951	1.454	96	316
Décembre .....	1.528	3.046	451	2.350	1.319	2.055	1.559	103	333
1967 Janvier .....	1.518	2.959	295	2.276	1.294	2.056	1.476		
Février .....	1.393	3.013	326	1.975	1.321	1.826	1.354		
Mars .....	1.506	3.094	306	2.165	1.326	1.952	1.489		
Avril .....	1.396	3.014	442	2.267	p 1.328	1.832	1.399		
Mai .....	1.410	3.004	431	2.198	p 1.353	1.794	1.485		
Juin .....	1.484	3.033	406	2.271	p 1.374	1.810	1.320		
Juillet .....	p 943	p 2.920			p 1.319	1.519			
Août .....	p 1.293	p 2.916			p 1.347	1.689			

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

### IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	
1961 .....	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1962 .....	613	451	5,35	3,74	9,09	8,94
1963 .....	627	476	5,90	4,03	9,93	10,25
1964 .....	728	536	6,29	5,20	11,49	11,84
1965 .....	764	559	6,58	6,02	12,60	12,76
1966 .....	743	572	6,90	6,59	13,49	13,43
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	736	508	5,77	5,35	11,12	11,41
4 <sup>e</sup> trimestre .....	806	566	7,26	6,54	13,80	14,32
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	756	585	6,67	6,96	13,63	13,22
2 <sup>e</sup> trimestre .....	758	580	6,85	6,86	13,71	14,27
3 <sup>e</sup> trimestre .....	695	520	6,67	5,45	12,12	11,65
4 <sup>e</sup> trimestre .....	763	604	7,40	7,11	14,51	14,59
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	788	632	p 6,86	p 6,86	p 13,72	p 13,36
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 829	650				
1966 Juin .....	787	609	7,40	7,08	14,48	15,39
Juillet .....	612	432	5,31	5,02	10,33	9,95
Août .....	668	495	8,27	4,83	13,10	10,84
Septembre .....	804	631	6,42	6,50	12,92	14,17
Octobre .....	764	617	6,64	7,21	13,85	13,92
Novembre .....	752	580	7,08	6,99	14,07	13,87
Décembre .....	775	615	8,47	7,15	15,62	15,98
1967 Janvier .....	796	633	p 6,46	p 6,64	p 13,10	p 12,91
Février .....	741	593	p 6,44	p 6,72	p 13,16	p 12,71
Mars .....	827	670	p 7,69	p 7,20	p 14,89	p 14,48
Avril .....	800	650	p 6,31	p 6,30	p 12,61	p 13,91
Mai .....	p 804	628				
Juin .....	p 882	673				
Juillet .....	p 671	472				
Août .....	686 <sup>1</sup>					

1 Estimations de l'Agéfi.

### IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments achevés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre
1957										
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	29.510	2.636	6.059	2.619	2.843	4.930
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	33.045	3.036	8.661	3.135	4.951	5.286
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.129	3.151	11.805	3.567	6.360	5.407
1961	44.552	31.603	10.436	1.406	35.232	3.498	12.785	3.958	7.071	5.975
1962	38.530	27.818	9.888	1.617	31.446	4.957	16.545	2.960	5.399	5.424
1963	38.686	28.020	12.025	1.436	27.696	6.016	20.797	3.280	4.537	5.172
1964	44.035	34.575	14.389	1.653	<sup>p</sup> 34.032	6.583	20.661	3.826	5.402	<sup>p</sup> 7.248
1965	<sup>p</sup> 38.796				39.780	1		1		9.372
1966	<sup>p</sup> 42.648				32.702	1		1		10.143

<sup>1</sup> En 1965 et 1966, le nombre d'autorisations pour les constructions nouvelles, reconstructions totales, transformations, extensions et reconstructions partielles s'élève respectivement à 10.778 et 13.908.

### IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation <sup>1</sup>		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation <sup>2</sup>	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments achevés
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	3.238	3.894	969	797
4 <sup>e</sup> trimestre	3.014	3.866	935	913
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	3.803	2.376	1.006	946
2 <sup>e</sup> trimestre	4.063	2.596	1.351	651
3 <sup>e</sup> trimestre	3.348	2.715	1.227	807
4 <sup>e</sup> trimestre	3.001	3.214	1.053	977
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	3.029	2.033	1.011	616
1966 Mai	3.908	2.701	1.290	679
Juin	4.057	2.419	1.420	632
Juillet	3.416	2.771	1.240	694
Août	3.368	2.476	1.246	745
Septembre	3.261	2.899	1.195	981
Octobre	3.172	2.957	1.177	845
Novembre	2.916	2.839	926	969
Décembre	2.916	3.845	1.055	1.117
1967 Janvier	2.644	1.502	847	512
Février	3.057	2.329	1.001	702
Mars	3.385	2.269	1.184	633
Avril	3.582	2.235	1.280	680
Mai	3.473	2.067	1.182	549

<sup>1</sup> Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

<sup>2</sup> Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

### IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (ajustés pour variations saisonnières)

Base 1960 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale 1		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	130	138	+ 6,2	132	136	+ 3,0	131	135	+ 3,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	132	139	+ 5,3	132	135	+ 2,3	132	136	+ 3,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	133	139	+ 4,5	131	134	+ 2,3	131	133	+ 1,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	135	139	+ 3,0	136	134	- 1,5	133	131	- 1,5
1 <sup>er</sup> trimestre .....	138	139	+ 0,7	136	137	+ 0,7	135	129	- 4,4
2 <sup>e</sup> trimestre .....	139	139	...	135	136	+ 0,7	136	128	- 5,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	139			134			133		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	139			134			131		

	France			Italie			Pays-Bas		
	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *	1965	1966	% variat. *
	1966	1967		1966	1967		1966	1967	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	125	134	+ 7,2	134	151	+ 12,7	131	139	+ 6,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	127	136	+ 7,1	139	154	+ 10,8	131	141	+ 7,6
3 <sup>e</sup> trimestre .....	129	139	+ 7,8	142	158	+ 11,3	134	142	+ 6,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	133	140	+ 5,3	145	162	+ 11,7	138	146	+ 5,8
1 <sup>er</sup> trimestre .....	134	139	+ 3,7	151	166	+ 9,9	139	145	+ 4,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	136	138	+ 1,5	154	169	+ 9,7	141	145	+ 2,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	139			158			142		
4 <sup>e</sup> trimestre .....	140			162			146		

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

1 A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

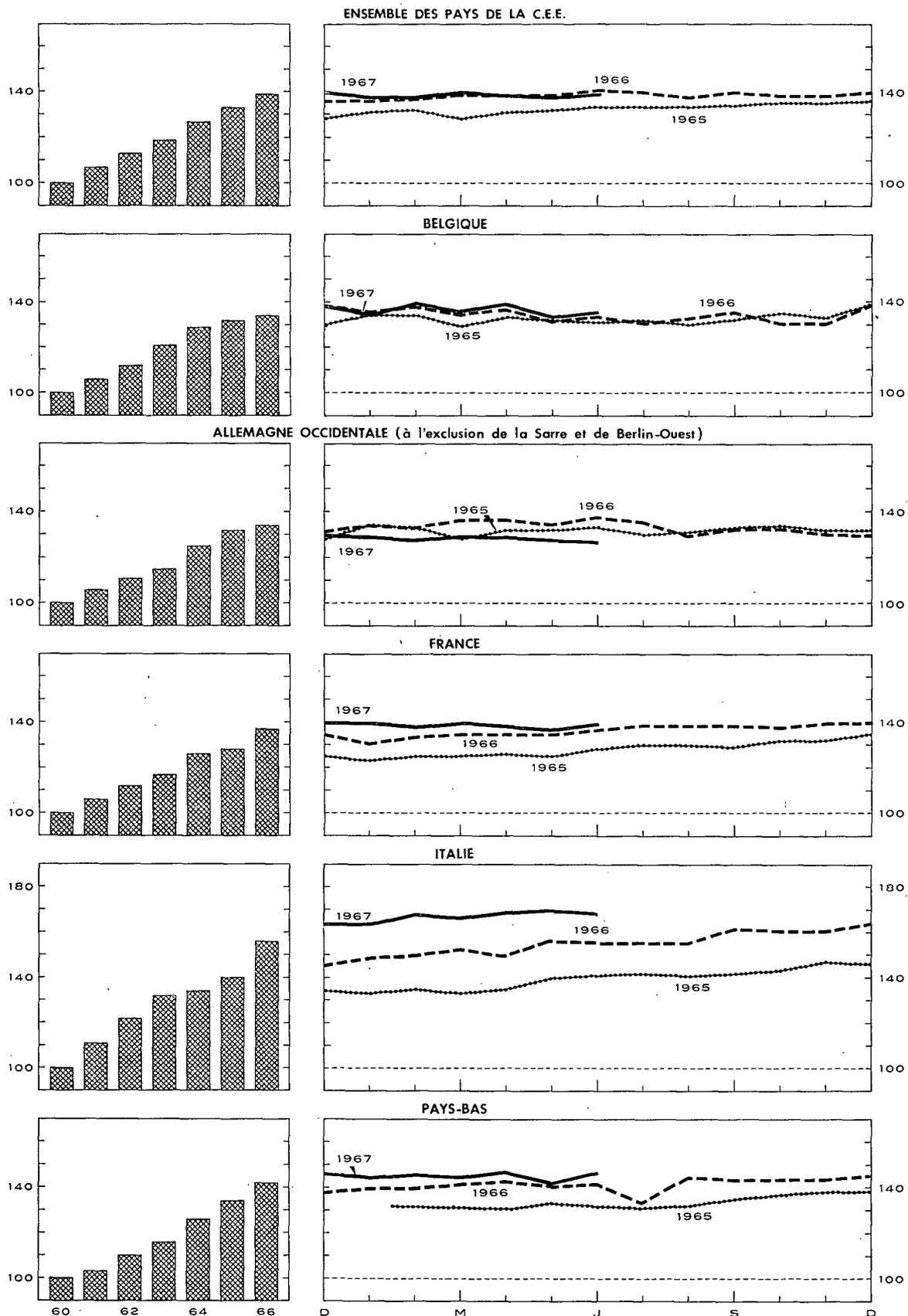
**Références bibliographiques :** *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal.* — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar.* — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energie.* — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière.* — *La Construction.* — *Principaux indicateurs économiques* (O.C.D.E.).

IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

Base 1960 = 100

(Indices ajustés pour variations saisonnières)



V. — SERVICES  
1. — TRANSPORTS

a. — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)	SABENA	
	Trafic voyageurs  Nombre de voyageurs- km (millions)	Trafic marchandises (wagons complets)			S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2 (milliers)		Trafic payant aérien régulier	
		Nombre de tonnes-km productives 1 (millions)	Tonnage total (milliers de tonnes)	dont :			(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
	combustibles et huiles minérales			Minerais				
1960	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8
1961	724	538	5.115	1.937	1.177	225	98,2	12,9
1962	746	539	5.189	1.998	1.209	212	115,4	13,7
1963	751	569	5.444	2.212	1.151	171	112,2	13,8
1964	753	577	5.549	2.030	1.291	154	135,5	16,5
1965	748	563	5.323	1.867	1.274	124	148,8	18,8
1966	726	519	4.943	1.650	1.222	114	137,8	18,4
1965 4 <sup>e</sup> trimestre	755	590	5.580	1.952	1.311	135	120,2	17,4
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	726	538	5.054	1.722	1.257	111	83,9	12,7
2 <sup>e</sup> trimestre	731	514	4.974	1.655	1.211	127	126,4	15,7
3 <sup>e</sup> trimestre	711	483	4.571	1.570	1.139	104	230,4	27,8
4 <sup>e</sup> trimestre	735	543	5.172	1.653	1.281	114	110,6	17,3
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	p 723	509	4.897	1.579	1.257	108	97,0	15,7
2 <sup>e</sup> trimestre	p 714	508	5.115	1.689	1.264	108	170,1	23,2
1966 Juillet	673	444	4.094	1.307	1.030	102	242,2	27,8
Août	728	484	4.591	1.505	1.193	103	246,6	28,2
Septembre	733	521	5.028	1.598	1.193	108	202,4	27,4
Octobre	748	548	5.198	1.607	1.297	113	145,2	20,0
Novembre	717	518	5.032	1.644	1.173	113	90,4	15,0
Décembre	740	564	5.286	1.707	1.373	116	96,1	17,0
1967 Janvier	p 737	513	4.959	1.690	1.272	115	96,7	15,4
Février	p 693	480	4.546	1.441	1.168	95	86,2	14,7
Mars	p 738	535	5.185	1.606	1.330	115	108,1	17,0
Avril	p 697	458	4.788	1.641	1.079	100	135,2	19,6
Mai	p 736	518	5.167	1.678	1.357	107	172,3	23,6
Juin	p 709	548	5.392	1.747	1.356	116	202,7	26,3
Juillet	p 687	445	4.192	1.309	1.161	27		

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

V - 1b. — Navigation maritime

Sources : Administration du port d'Anvers [col. (1)], du port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1960	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1962	4.167	2.159	1.300	137	143	70
1963	4.356	2.602	1.282	151	162	67
1964	4.558	3.036	1.408	165	178	78
1965	4.615	3.366	1.587	160	149	108
1966	4.761	3.376	1.514	143	148	76
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	4.681	3.507	1.634	146	155	85
4 <sup>e</sup> trimestre	4.763	3.520	1.787	157	144	104
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	4.764	3.542	1.471	129	106	77
2 <sup>e</sup> trimestre	4.772	3.283	1.494	136	144	75
3 <sup>e</sup> trimestre	4.687	3.358	1.577	144	161	71
4 <sup>e</sup> trimestre	4.823	3.323	1.515	165	181	82
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	4.916	3.597	1.562	141	143	94
2 <sup>e</sup> trimestre	5.029			111		
1966 Juillet	4.980	3.398	1.440	134	190	70
Août	4.529	3.352	1.574	168	154	43
Septembre	4.551	3.323	1.717	131	140	99
Octobre	4.963	3.269	1.630	147	129	36
Novembre	4.743	3.308	1.612	169	193	108
Décembre	4.764	3.392	1.303	178	221	102
1967 Janvier	5.165	3.846	1.574	145	146	87
Février	4.325	2.928	1.783	136	116	91
Mars	5.257	4.017	1.329	141	168	103
Avril	5.332			109		
Mai	4.943			109		
Juin	4.811			116		
Juillet	4.658			141		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

V - 1c. — Navigation  
Intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km.)
(1)	(2)
5.097	436
5.426	456
5.553	452
5.400	433
6.276	509
6.412	507
6.633	497
6.633	525
6.395	497
6.197	472
7.070	534
6.739	503
6.524	479
6.705	493
6.022	451
7.238	528
6.958	531
6.715	520
6.524	481
6.333	437
6.188	464
7.265	464
7.663	552
7.359	532

## V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1959 .....	1.249	979	55	30	82	27	20
1960 .....	1.307	982	69	33	99	33	25
1961 .....	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1962 .....	1.437	1.083	82	37	98	41	23
1963 .....	1.498	1.110	89	38	105	48	27
1964 .....	1.587	1.157	102	42	113	53	29
1965 .....	1.661	1.210	106	45	115	61	32
1966 .....	1.647	1.200	99	47	103	67	33
1965 3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.188	3.226	255	93	282	135	50
4 <sup>e</sup> trimestre .....	464	268	35	23	19	28	22
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	378	210	29	20	15	24	17
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.603	1.127	107	46	123	64	38
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.130	3.202	222	98	254	147	56
4 <sup>e</sup> trimestre .....	476	261	39	25	20	31	21
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	529	313	47	24	29	30	18
1966 Avril .....	1.504	1.080	131	34	101	44	27
Mai .....	1.134	720	85	42	92	62	38
Juin .....	2.172	1.580	105	62	176	86	48
Juillet .....	5.513	4.543	200	151	299	106	62
Août .....	5.472	4.212	334	98	315	260	59
Septembre .....	1.406	852	132	45	147	74	47
Octobre .....	548	284	47	28	26	40	31
Novembre .....	450	239	40	24	18	30	19
Décembre .....	432	261	30	22	16	23	13
1967 Janvier .....	367	193	30	20	15	27	17
Février .....	348	182	29	19	14	24	16
Mars .....	873	564	82	32	58	38	22
Avril .....	1.020	694	87	32	49	43	32

## V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples 1					Coopératives	Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habile-ment	Ameu-blement	Ménage 2				Indice général	Alimen-tation générale	Alimen-tation
1959 .....	144	145	149	126	150	132	145	138	131	120	132
1960 .....	156	159	159	141	162	138	155	144	143	125	142
1961 .....	161	160	164	145	165	144	163	152	145	130	147
1962 .....	170	172	172	154	171	152	173	172	151	135	154
1963 .....	180	177	185	164	179	161	179	193	156	140	156
1964 .....	196	188	200	183	200	168	196	220	163	140	163
1965 * .....	212	203	212	199	218	181	213	260	168	145	169
1966 .....	225	218	222	206	236	188	220	295	173	145	166
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	253	233	253	206	252	198	232	290	170	148	176
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	195	209	179	209	214	186	206	274	167	145	166
2 <sup>e</sup> trimestre .....	221	209	238	203	220	185	219	289	171	143	164
3 <sup>e</sup> trimestre .....	214	206	206	200	233	178	223	286	175	143	164
4 <sup>e</sup> trimestre .....	272	249	262	212	278	203	233	333	179	147	171
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	210	229	188	208	227	189	r 226	322	174	143	172
2 <sup>e</sup> trimestre .....	226	228	229	197	229	199	260	348	172	151	191
1966 Juillet .....	229	211	234	212	246	173	204	282			
Août .....	204	197	184	183	226	178	233	286			
Septembre .....	210	209	200	205	228	183	231	290			
Octobre .....	239	227	254	216	254	190	219	301			
Novembre .....	251	222	234	183	224	188	226	306			
Décembre .....	327	299	298	238	356	232	254	392			
1967 Janvier .....	206	220	188	221	220	195	213	317			
Février .....	194	214	160	198	230	176	r 220	308			
Mars .....	229	252	216	205	230	195	r 246	341			
Avril .....	229	235	224	212	232	188	r 232	337			
Mai .....	218	218	226	190	222	192	249	334			
Juin .....	231	231	238	190	234	218	299	372			
Juillet .....	225	201	236	192	238						

\* A partir de 1965 nouvelle série, indices sur base originale 1964 = 100 convertis en base 1953 = 100.  
 1 Y compris les ventes en supermarché à partir de 1965. — 2 Articles de ménage et appareils ménagers.

### V - 3b. — Ventes à tempérament

#### 1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédit accordé au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 <sup>e</sup> semestre	1.406	738	139	529	14,80	5,48	3,86	5,46	6,11	2,53	1,40	2,18
1965 1 <sup>er</sup> semestre	1.456	789	140	527	15,24	5,76	3,95	5,52	6,61	2,85	1,54	2,22
2 <sup>e</sup> semestre	1.500	793	139	568	16,04	6,01	4,05	5,98	6,57	2,97	1,40	2,20
1966 1 <sup>er</sup> semestre	1.501	820	133	548	16,50	6,30	4,26	5,94	6,93	3,10	1,58	2,25
2 <sup>e</sup> semestre	1.552	873	123	556	17,20	6,78	4,51	5,91	7,25	3,33	1,63	2,29

#### 2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1964 2 <sup>e</sup> semestre	73	28	2	43	95,8	36,4	10,3	49,1
1965 1 <sup>er</sup> semestre	50	29	2	19	99,7	37,3	12,1	50,3
2 <sup>e</sup> semestre	47	27	2	18	86,1	34,3	9,9	41,9
1966 1 <sup>er</sup> semestre	46	26	2	18	97,9	32,8	11,7	53,4
2 <sup>e</sup> semestre	47	27	2	18	98,0	36,9	10,1	51,0

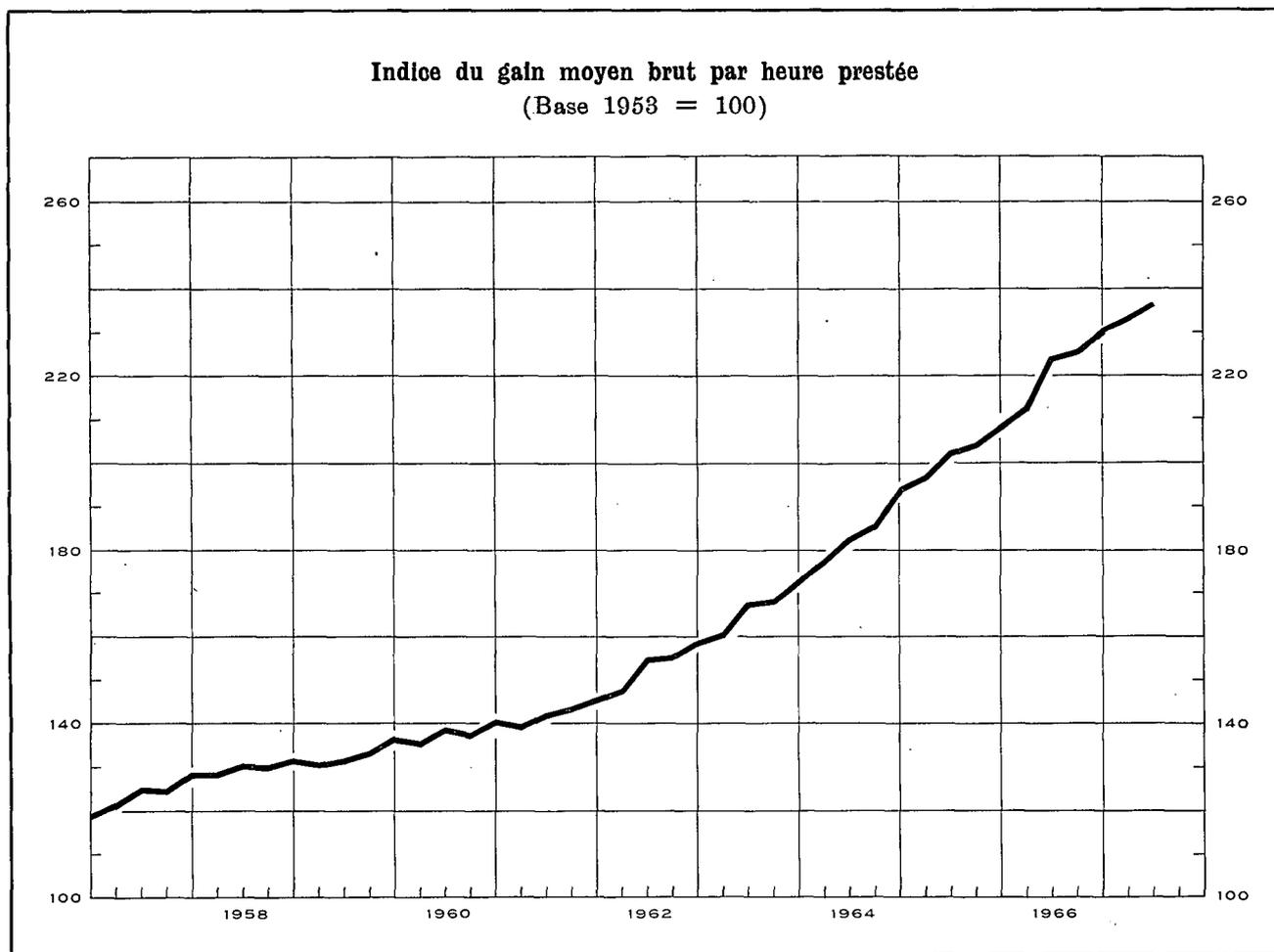
#### 3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélos, moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisans, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
		Nombre de contrats (milliers)										
1964 2 <sup>e</sup> semestre	895	4,1	1,0	2,0	37,0	15,2	11,7	388,4	14,4	8,5	409,2	3,5
1965 1 <sup>er</sup> semestre	827	4,5	1,1	2,3	46,4	18,0	9,3	380,1	19,1	7,2	334,8	4,4
2 <sup>e</sup> semestre	845	3,8	1,1	2,1	42,9	18,5	8,6	371,4	25,1	13,2	355,3	2,7
1966 1 <sup>er</sup> semestre	919	4,1	1,0	2,1	46,5	19,4	8,5	416,8	23,2	7,8	386,8	2,8
2 <sup>e</sup> semestre	792	3,9	0,9	2,6	45,5	17,6	8,5	307,8	28,5	8,2	364,3	4,2
Crédit accordé (millions de francs)												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	6.107	598	76	130	1.932	409	75	346	66	569	1.873	33
1965 1 <sup>er</sup> semestre	6.607	649	74	138	2.388	511	65	295	74	619	1.752	44
2 <sup>e</sup> semestre	6.573	528	72	126	2.231	505	59	360	96	638	1.917	41
1966 1 <sup>er</sup> semestre	6.930	616	70	124	2.543	547	59	298	80	683	1.869	41
2 <sup>e</sup> semestre	7.250	596	68	218	2.463	528	56	355	91	743	2.087	45
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1964 2 <sup>e</sup> semestre	100,0	9,8	1,3	2,1	31,6	6,7	1,2	5,7	1,1	9,3	30,7	0,5
1965 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	9,8	1,1	2,1	36,1	7,7	1,0	4,5	1,1	9,4	26,5	0,7
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,0	1,1	1,9	33,9	7,7	0,9	5,5	1,5	9,7	29,2	0,6
1966 1 <sup>er</sup> semestre	100,0	8,9	1,0	1,8	36,7	7,9	0,8	4,3	1,1	9,9	27,0	0,6
2 <sup>e</sup> semestre	100,0	8,2	0,9	3,0	34,0	7,3	0,8	4,9	1,3	10,2	28,8	0,6

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique des transports (bimensuel). — Les transports maritimes. Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes).

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (2) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 413). — col. (4) : O.N.S.S. calculé B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type <sup>1</sup>		Indice de la masse salariale <sup>2</sup> (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre <sup>3</sup> (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non qualifié (3)		
1958	131	129	129	125	132
1959	133	131	132	121	135
1960	138	135	137	128	141
1961	143	140	141	134	148
1962	154	149	151	146	160
1963	167	161	163	158	176
1963 <sup>4</sup>	167	160	162		
1964	185	176	180	181	200
1965	203	191	196	193	223
1966	224	209	215	208	246
1966 Mars	213	203	208		234
Juin	224	209	216		247
Sept.	226	212	218		249
Déc. p	231	214	219		254
1967 Mars p	234	219	226		260
Juin p	237	221	229		

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

	Belgique (francs belges)	Allemagne occidentale	Royaume-Uni	Pays-Bas	France	Italie
1958	37,04	95,1	95,0	70,2	101,4	80,4
1959	38,30	98,9	95,0	70,4	89,8	79,8
1960	39,71	105,2	98,4	73,8	92,8	81,5
1961	41,76	115,1	100,6	85,0	96,3	82,4
1962	44,72	119,6	98,9	87,5	98,8	88,6
1963	49,25	116,1	93,2	86,9	97,4	95,8
1964	55,98	111,3	88,3	89,7	91,8	94,4
1965	62,40	110,0	87,2	88,6	88,3	85,5
1966	68,73	p105,9	85,5	p86,3	p 85,7	p 80,4
1963 Août-Octobre	50,36	117,0	92,0	85,1	98,1	101,9
1964 Mars-Avril	54,29	112,2	89,6	90,7	94,1	94,4
Sept.-Octobre	57,67	110,5	87,1	88,8	90,9	91,4
1965 Mars-Avril	61,22	107,9	86,9	89,1	89,2	86,2
Sept.-Octobre	63,57	109,0	87,5	87,5	88,4	84,8
1966 Mars-Avril	66,75	p108,2	87,5	p87,5	p 86,8	82,5
Sept.-Octobre	70,70	p103,8	83,5	p85,2	p 84,8	p 79,1

<sup>1</sup> Non compris les ouvriers du transport.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV<sup>e</sup> Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

<sup>3</sup> Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre et non pas le coût par unité produite.

<sup>4</sup> Les indices du gain moyen par heure prestée et du salaire horaire type sont obtenus en pondérant les indices relatifs aux différents secteurs économiques par les rémunérations salariales globales payées dans ces secteurs. Les rémunérations salariales globales retenues sont celles de l'année 1953 pour les périodes figurant au-dessus de la ligne (1963 et années antérieures); ce sont celles de l'année 1963 pour les périodes figurant au-dessous de la ligne (1963 et périodes suivantes).

<sup>5</sup> La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus ne tiennent pas compte des variations de niveau des prix belges et étrangers : ils ne reflètent donc pas le rapport des salaires réels.

## VI - 2. — GAINS HORAIRES BRUTS MOYENS DANS L'INDUSTRIE (hommes + femmes)

(en francs par heure)

Source : I.N.S.

Groupe et branche d'industrie	1960 octobre	1961 octobre	1962 octobre	1963 octobre	1964 octobre	1965 octobre	1966 octobre <i>p</i>
<i>Industries extractives :</i>							
Extraction de charbon (fond et surf.) <sup>1</sup>	40,09	41,29	45,70	48,39	52,62	56,62	58,53
Carrières <sup>1</sup> .....	34,61	34,79	37,58	39,84	44,59	48,24	53,03
Total des industries extractives <sup>1</sup> .....	39,72	40,81	45,10	47,76	51,83	55,84	58,03
<i>Industries manufacturières :</i>							
Denrées alimentaires (sauf boissons) ...	25,98	27,67	29,41	32,75	37,09	40,29	44,07
Boissons .....	29,21	30,27	32,30	34,80	39,59	44,38	47,44
Tabac .....	22,27	22,94	26,12	29,50	33,50	37,06	40,99
Industries textiles .....	25,04	26,94	27,55	31,16	34,61	37,27	41,92
Chaussures, habillement .....	20,09	21,23	23,16	25,39	28,98	32,45	35,93
Bois (sauf meubles) .....	26,67	28,25	30,47	32,82	37,01	39,93	44,60
Industrie du meuble .....	27,59	30,05	31,38	35,27	40,65	42,17	46,81
Papier, articles en papier .....	28,98	30,85	33,39	35,87	39,61	43,58	47,84
Impressions et reliures .....	32,85	34,97	37,02	39,47	43,96	48,06	52,88
Cuir (sauf chaussures, habillement) .....	24,34	25,80	27,82	30,90	33,97	37,07	42,49
Industrie du caoutchouc et des matières plastiques .....	30,85	31,65	34,16	36,93	40,29	43,59	48,31
Industries chimiques .....	31,64	32,84	35,08	38,49	44,43	49,81	56,09
Industrie du pétrole .....	48,29	51,02	53,33	57,25	62,88	71,33	78,61
Produits minéraux non métalliques .....	30,37	32,05	34,43	37,31	42,55	45,83	51,55
Industries métallurgiques de base .....	41,11	42,13	45,11	47,96	52,08	54,96	61,64
Fabricat. métall., à l'exclus. des machines et du matériel de transport .....	31,08	32,72	35,92	38,85	43,37	46,13	50,29
Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques .....	33,66	34,92	37,70	40,42	45,23	47,38	52,33
Industrie électrotechnique .....	29,60	30,18	33,57	35,48	39,97	43,99	46,83
Construction de matériel de transport ...	37,36	37,58	42,06	45,07	48,55	51,80	55,39
Industrie du diamant .....	25,42	25,99	26,72	31,50	33,24	34,68	n.d.
Total des industries manufacturières .....	29,59	31,01	33,26	36,20	40,74	44,03	48,33
dont : hommes .....	33,30	34,63	37,13	40,10	44,53	48,14	52,69
femmes .....	20,00	21,10	22,78	25,45	29,16	31,97	35,75
Construction <sup>1</sup> .....	32,76	33,17	36,21	38,66	43,75	47,30	52,92
<i>Moyenne générale pour l'industrie :</i>							
Total (hommes + femmes) .....	31,36	32,40	35,00	37,82	42,20	45,60	49,95
dont : hommes .....	34,16	35,14	37,99	40,81	45,11	48,75	53,29

<sup>1</sup> Hommes seulement.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.).  
— *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne*,  
*Etudes et Documents, nouvelle série*, no 52, 1959 (B.I.T.). — *Annuaire des statistiques du Travail* (B.I.T.).

## VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

### 1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » prix n° 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par Barrel	
1959	251	36,8	91	34,6	29	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1962	267	34,0	94	35,4	23	234	897	29,4	2,89
1963	269	34,3	107	35,4	21	234	910	27,0	2,89
1964	238	47,1	105	34,3	20	351	1.236	34,7	2,89
1965	207	45,2	92	32,3	21	469	1.413	35,2	2,89
1966	229	41,3	101	28,3	19	555	1.297	31,0	2,89
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	213	42,7	101	31,4	21	656	1.400	35,3	2,89
2 <sup>e</sup> trimestre	225	41,3	106	31,5	21	636	1.327	32,2	2,89
3 <sup>e</sup> trimestre	245	41,0	104	26,6	19	470	1.248	29,5	2,89
4 <sup>e</sup> trimestre	234	40,1	95	23,8	19	458	1.211	27,0	2,88
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	231	38,8	94	24,0	17	430	1.201	27,2	2,88
2 <sup>e</sup> trimestre	226	38,7	97	24,4	17	368	1.219	26,2	2,88
3 <sup>e</sup> trimestre		p 38,4			p 17	375	p 1.200		
1966 Septembre	244	40,9	101	23,9	18	409	1.226	28,0	2,89
Octobre	230	40,3	97	23,8	19	462	1.220	27,0	2,89
Novembre	235	40,1	95	23,7	19	472	1.204	27,0	2,88
Décembre	237	39,8	94	23,8	18	440	1.210	27,0	2,88
1967 Janvier	229	38,9	93	23,9	18	451	1.199	27,5	2,88
Février	229	38,7	96	24,0	17	442	1.201	27,0	2,88
Mars	235	38,7	94	24,0	17	398	1.204	27,0	2,88
Avril	229	38,6	95	24,4	17	361	1.216	26,5	2,88
Mai	228	38,9	99	24,3	17	375	1.219	26,0	2,88
Juin	221	39,5	98	24,5	17	368	1.222	26,0	2,88
Juillet	214	38,8	94	24,6	p 17	362	1.220		
Août	218	p 38,3		24,8	p 16	379	1.194		
Septembre		p 38,1			p 17	p 383	p 1.185		

### VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indices Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	96
1961	84	90	99	103	90	102
1962	84	89	98	101	90	85
1963	94	90	100	103	95	104
1964	96	90	104	107	96	107
1965	92	93	103	108	91	121
1966	91	96	104	109	93	109
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	95	100	106	112	93	119
2 <sup>e</sup> trimestre	94	97	105	111	92	111
3 <sup>e</sup> trimestre	90	96	103	106	94	102
4 <sup>e</sup> trimestre	86	90	101	106	91	103
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	86	90	100	105	91	99
2 <sup>e</sup> trimestre	89	90	100	104	91	104
3 <sup>e</sup> trimestre	86	89	100	104	90	
1966 Septembre	87	93	101	105	93	100
Octobre	87	90	101	106	91	101
Novembre	86	90	101	106	91	100
Décembre	86	91	101	105	92	107
1967 Janvier	86	90	100	105	91	96
Février	87	90	100	105	91	99
Mars	86	89	100	104	91	102
Avril	87	88	99	104	90	99
Mai	89	91	100	104	91	105
Juin	90	91	100	105	92	109
Juillet	87	91	100	104	91	132
Août	85	89	100	104	90	
Septembre	85	88	100	104	90	

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100 (\*)

Source : Ministère des Affaires Economiques.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels						Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.		
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métall.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières premières	demi-produits	produits finis
1958	101,8	105,5	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	96,3	102,4	108,4
1959	101,4	104,7	95,3	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	96,4	102,4	107,8
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	101,5	104,0	108,9
1961	102,4	105,4	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	99,9	103,0	108,5
1962	103,2	108,6	92,7	100,8	106,9	95,2	103,8	97,7	108,5	90,5	104,5	125,6	97,4	103,1	108,6
1963	105,8	111,0	94,6	107,0	117,9	97,5	105,4	99,7	109,4	95,5	105,1	130,0	98,8	104,6	110,7
1964	110,7	116,4	100,2	109,9	126,7	96,0	110,9	104,6	116,2	98,8	108,4	140,5	104,7	110,5	115,6
1965	111,9	117,2	101,7	113,2	131,2	98,5	111,5	106,6	118,0	93,1	109,3	143,9	104,1	110,9	117,2
1966	114,5	119,0	105,5	118,2	134,0	104,8	113,5	106,6	118,8	94,9	111,6	145,9	103,6	114,4	119,9
1965 4 <sup>e</sup> trimestre	112,9	118,3	102,4	116,7	135,3	101,4	112,0	106,9	117,7	93,4	109,1	145,2	104,1	111,6	117,8
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	114,5	119,0	105,4	117,2	131,6	104,8	113,7	108,3	118,5	95,6	111,4	145,2	105,3	113,3	120,0
2 <sup>e</sup> trimestre	115,4	119,7	107,1	119,5	132,9	107,8	114,4	106,5	119,9	96,1	112,6	145,2	104,8	116,0	119,9
3 <sup>e</sup> trimestre	113,9	118,9	105,1	117,2	134,4	102,9	113,2	105,7	118,8	94,6	110,6	145,2	102,6	114,8	119,3
4 <sup>e</sup> trimestre	114,0	119,1	104,4	118,8	137,0	103,8	112,8	105,8	117,9	93,5	111,8	147,9	101,5	113,4	120,4
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	114,2	119,2	104,3	119,5	136,4	105,4	112,9	105,9	117,2	92,9	113,6	151,5	100,5	113,3	121,4
2 <sup>e</sup> trimestre	113,8	119,8	101,6	122,2	136,3	110,1	111,8	104,6	116,3	90,8	111,8	154,8	98,4	112,3	121,0
1965 Novembre	113,1	118,7	102,3	118,1	137,4	102,2	111,8	106,7	117,5	93,2	109,2	145,2	103,6	111,5	117,8
Décembre	113,6	119,0	103,1	119,4	138,1	103,9	112,2	106,8	117,7	93,5	109,4	145,2	104,5	111,8	118,0
1966 Janvier	114,2	118,9	104,9	117,6	133,1	104,4	113,3	108,7	118,3	94,6	111,4	145,2	104,9	112,8	119,6
Février	114,4	118,9	105,5	115,8	129,4	104,1	114,0	108,7	118,8	95,9	111,6	145,2	105,6	113,6	120,3
Mars	114,8	119,2	105,9	118,1	132,4	106,0	113,9	107,5	118,4	96,2	111,1	145,2	105,4	113,6	120,1
Avril	115,6	119,9	107,4	119,6	132,5	108,5	114,6	107,3	119,5	96,6	113,8	145,2	105,4	115,7	120,2
Mai	116,0	120,4	107,3	121,8	134,4	110,7	114,6	107,0	120,0	96,2	112,7	145,2	105,4	116,1	120,0
Juin	114,5	118,7	106,5	117,0	131,9	104,3	113,9	105,3	120,2	95,5	111,4	145,2	103,7	116,3	119,4
Juillet	114,5	118,4	106,6	116,8	133,9	102,5	113,9	105,6	120,2	95,3	111,4	145,2	103,6	116,2	119,5
Août	113,4	119,6	104,6	116,6	134,5	101,7	113,0	105,6	118,0	94,5	110,2	145,2	102,4	114,1	119,2
Septembre	113,8	118,7	104,1	118,3	134,7	104,6	112,7	105,8	118,2	93,9	110,2	145,2	101,8	114,1	119,3
Octobre	113,8	118,9	104,2	117,9	133,9	104,5	112,8	105,8	118,3	93,5	111,0	147,9	101,4	113,6	120,2
Novembre	114,2	119,4	104,5	119,6	139,5	103,4	112,9	105,8	117,9	93,6	112,1	147,9	101,6	113,5	120,4
Décembre	114,0	119,0	104,5	118,8	137,5	103,4	112,8	105,9	117,5	93,4	112,2	147,9	101,4	113,1	120,5
1967 Janvier	113,8	118,8	104,5	118,0	135,8	103,3	112,8	105,7	117,4	93,6	113,4	147,9	101,0	112,8	121,2
Février	114,1	119,0	104,6	118,2	135,6	103,7	113,1	106,1	117,4	93,2	113,6	153,3	100,6	113,7	121,6
Mars	114,6	119,8	103,9	122,4	137,9	109,3	112,8	106,0	116,9	91,9	113,8	153,3	100,0	113,4	121,4
Avril	114,0	119,6	102,3	122,1	137,4	109,1	112,0	104,4	116,3	91,2	113,8	153,3	98,6	112,8	121,1
Mai	113,9	120,0	101,6	123,3	138,3	110,5	111,6	104,5	116,3	91,0	110,9	154,7	98,4	112,2	120,6
Juin	113,6	119,7	100,8	121,2	133,0	110,8	111,7	105,0	116,4	90,1	110,8	156,4	98,2	111,9	121,2
Juillet	112,6	118,3	101,5	115,5	127,6	105,1	111,8	105,2	116,9	90,0	111,1	156,4	98,3	112,0	121,3
Août	112,7	118,9	100,4	117,9	134,6	103,9	111,4	104,7	117,1	89,7	110,0	156,4	97,8	111,9	120,8

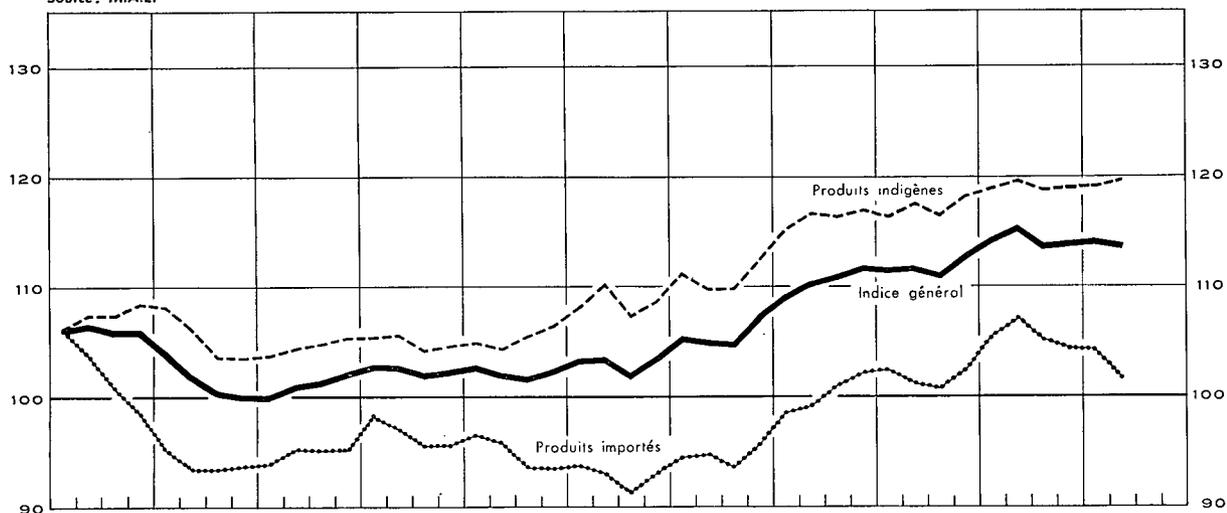
\* Indices base originale 1936-38 = 100 convertis en indices 1953 = 100.

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

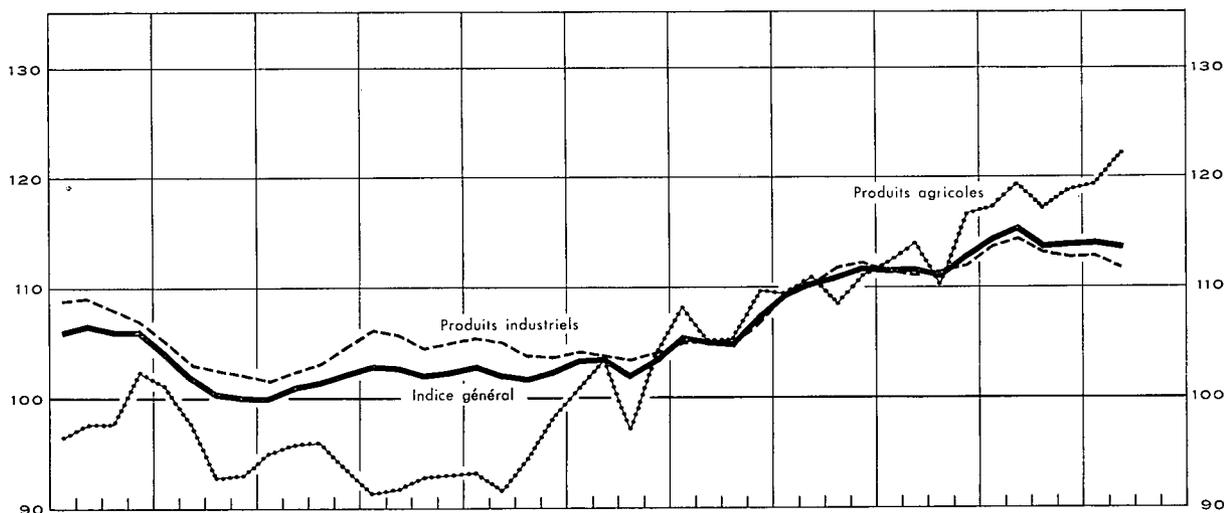
Base 1953 = 100

Source : M.A.E.

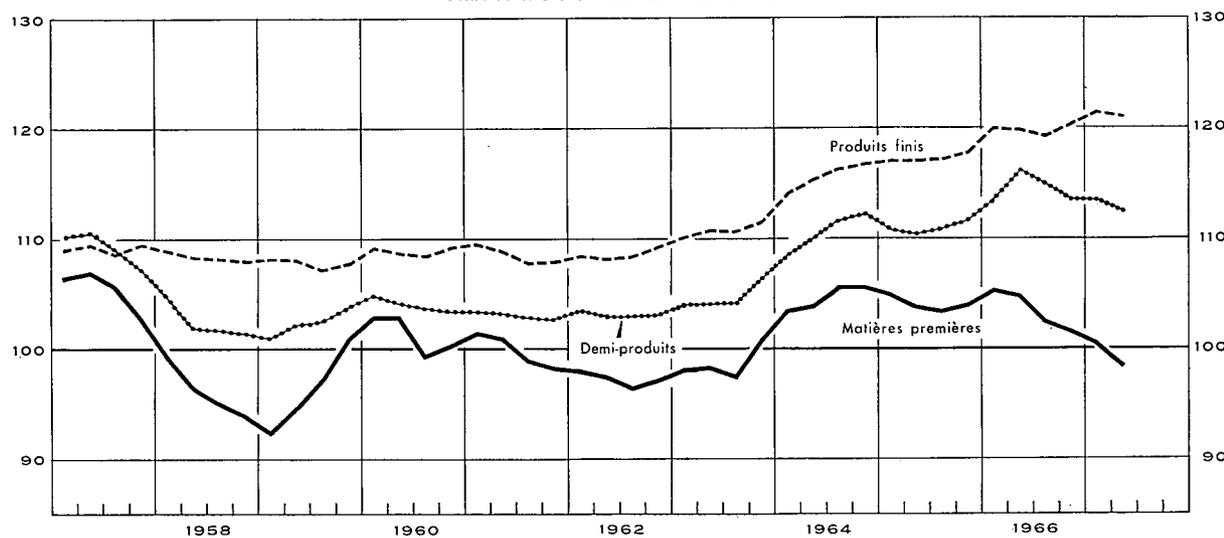
#### PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



#### PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



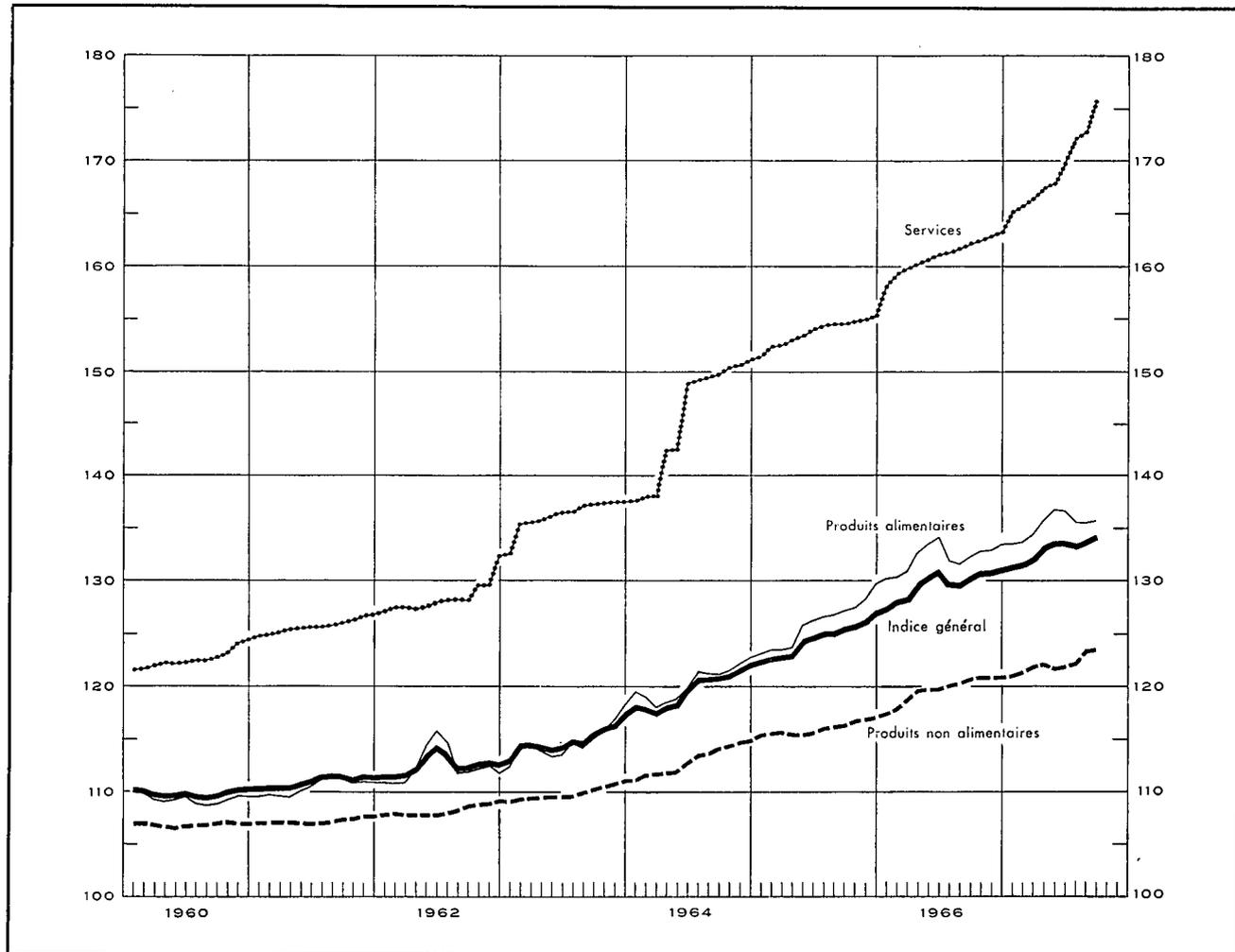
#### PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



## VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

Source : Ministère des Affaires Economiques.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 35 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 services	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
1957 .....	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958 .....	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959 .....	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960 .....	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961 .....	111,06		110,5		107,4		125,7	
1962 .....	112,62		112,5		108,3		128,5	
1963 .....	115,04		114,7		109,9		136,3	
1964 .....	119,84		120,3		113,1		145,7	
1965 .....	124,71		126,0		116,2		153,8	
1966 .....	129,92		132,2		119,8		161,1	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	128,13	131,81	130,4	133,9	118,1	121,5	159,1	165,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	130,52	133,59	133,5	136,5	119,8	122,0	160,7	168,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	130,06	133,99	131,9	135,5	120,3	123,2	161,7	173,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	130,96		133,0		120,9		162,9	
Janvier .....	127,68	131,43	130,1	133,5	117,6	121,2	158,1	165,2
Février .....	128,07	131,67	130,3	133,7	118,0	121,4	159,2	165,8
Mars .....	128,63	132,32	130,9	134,5	118,8	122,0	159,9	166,6
Avril .....	129,93	133,25	132,7	135,9	119,7	122,2	160,3	167,4
Mai .....	130,56	133,71	133,5	136,8	119,9	121,9	160,8	167,9
Juin .....	131,08	133,81	134,2	136,7	119,9	122,0	161,1	169,6
Juillet .....	129,94	133,56	131,9	135,5	120,1	122,4	161,3	172,2
Août .....	129,85	133,93	131,6	135,4	120,3	123,5	161,7	172,8
Septembre .....	130,38	134,49	132,3	135,7	120,6	123,7	162,2	175,8
Octobre .....	130,80		132,8		120,9		162,5	
Novembre .....	130,88		132,9		120,9		162,9	
Décembre .....	131,19		133,4		121,0		163,3	

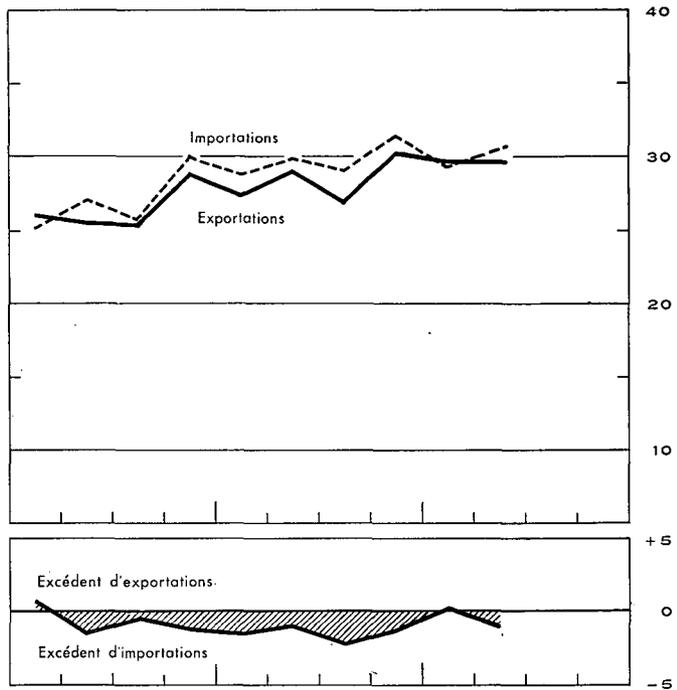
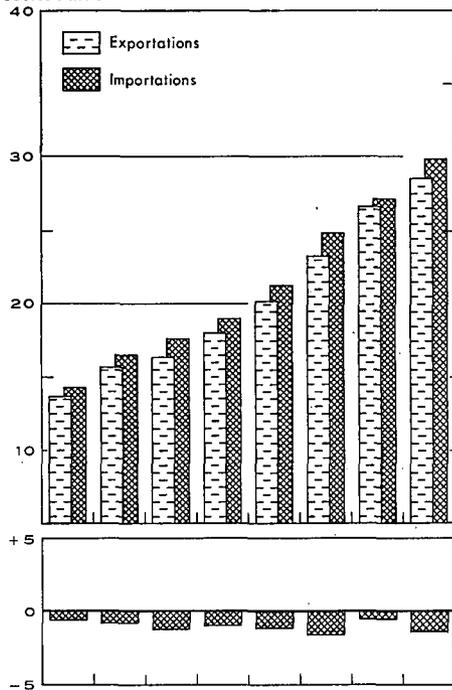
Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Principaux indicateurs économiques (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Het financieels Dagblad*, *The Financial Times*, *L'Information*.

# VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

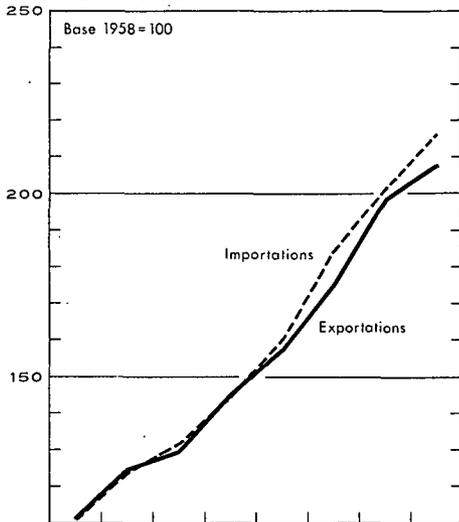
## IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

Source : I.N.S.

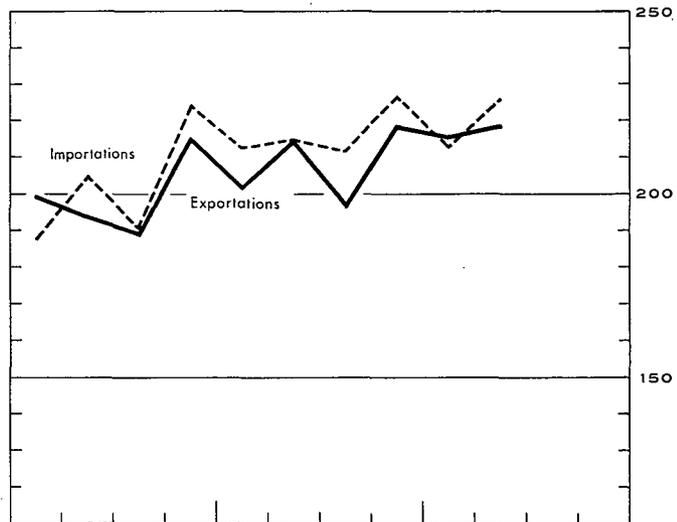
Moyennes mensuelles en milliards de francs



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

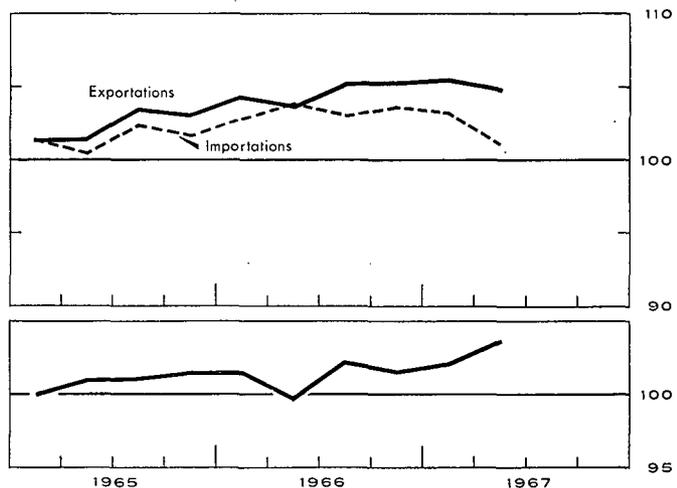
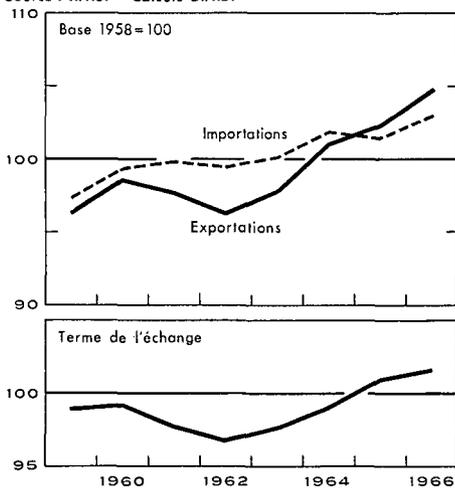


## INDICES DU VOLUME



Source : I.N.S. - Calculs B.N.B.

## INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations	Indices base 1959 = 100				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de
				importations	exportations	l'importation	l'exportation	l'échange 1	
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	111,4	111,6	97,4	96,4	99,0
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	123,8	125,0	99,4	98,7	99,3
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	132,3	130,0	99,9	97,8	97,9
1962	19,0	18,0	- 1,0	95	144,6	145,1	99,5	96,4	96,9
1963	21,3	20,2	- 1,1	95	160,5	157,9	100,1	97,9	97,8
1964	24,9	23,3	- 1,6	94	184,4	175,7	101,9	101,1	99,2
1965	27,1	26,6	- 0,5	98	201,5	199,1	101,4	102,4	101,0
1966	29,9	28,5	- 1,4	95	216,4	207,9	103,0	104,8	101,7
1965 4 <sup>e</sup> trimestre	30,1	28,9	- 1,2	96	224,2	215,4	101,7	103,2	101,5
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	28,9	27,5	- 1,4	95	213,4	202,3	102,9	104,4	101,5
2 <sup>e</sup> trimestre	30,0	29,1	- 0,9	97	214,8	215,2	103,9	103,7	99,8
3 <sup>e</sup> trimestre	29,1	27,0	- 2,1	93	212,2	197,5	103,0	105,4	102,3
4 <sup>e</sup> trimestre	31,6	30,2	- 1,4	96	226,9	218,8	103,7	105,4	101,6
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	29,5	29,8	+ 0,3	101	213,4	216,0	103,3	105,6	102,2
2 <sup>e</sup> trimestre	30,7	29,8	- 0,9	97	225,7	219,1	101,1	104,9	103,8
1966 Janvier-Août	29,2	27,5	- 1,7	94					
1967 Janvier-Août p	29,2	28,5	- 0,7	98					
1966 Juillet	26,4	26,2	- 0,2	99					
Août	30,0	23,8	- 6,2	79					
Septembre	30,5	31,0	+ 0,5	102					
Octobre	31,3	30,0	- 1,3	96					
Novembre	30,9	29,5	- 1,4	95					
Décembre	31,9	31,1	- 0,8	98					
1967 Janvier	29,5	30,4	+ 0,9	103					
Février	27,3	28,5	+ 1,2	105					
Mars	31,4	30,4	- 1,0	97					
Avril	28,7	29,9	+ 1,2	104					
Mai	30,3	29,3	- 1,0	97					
Juin	32,7	29,8	- 2,9	91					
Juillet	23,1	26,2	+ 3,1	113					
Août p	29,9	23,0	- 6,9	77					

1 Termes de l'échange =  $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}}$

N. B. — 1<sup>o</sup> En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, les chiffres des trimestres et les chiffres des x premiers mois ne correspondent pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

2<sup>o</sup> En ce qui concerne les indices du volume, des prix et des termes de l'échange, la moyenne des indices trimestriels diffère de l'indice annuel parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1962	3,20	4,34	1,36	2,92	1,28	0,22	0,46	0,52	0,83	0,68	2,20	18,01
1963	3,21	5,03	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,43	20,16
Nouvelle série												
1963	3,21	4,80	1,54	3,23	1,46	0,25	0,66	0,50	0,96	0,89	2,66	20,16
1964	3,75	5,85	1,84	3,56	1,65	0,27	0,65	0,57	1,17	0,84	3,14	23,29
1965	4,13	7,07	2,22	3,78	2,02	0,18	0,69	0,58	1,22	1,16	3,54	26,59
1966	3,95	7,34	2,81	4,17	2,19	0,12	0,67	0,61	1,50	1,22	3,87	28,45
1965 4 <sup>e</sup> trimestre	4,15	7,78	2,34	4,19	2,20	0,17	0,72	0,67	1,41	1,42	3,86	28,91
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	4,04	7,13	2,64	4,16	2,02	0,12	0,59	0,58	1,43	1,18	3,56	27,45
2 <sup>e</sup> trimestre	3,86	7,84	2,92	4,40	2,19	0,10	0,66	0,58	1,57	1,00	3,99	29,11
3 <sup>e</sup> trimestre	3,91	6,24	3,00	3,86	2,15	0,11	0,80	0,61	1,34	1,21	3,78	27,01
4 <sup>e</sup> trimestre	3,99	8,11	2,69	4,25	2,41	0,13	0,64	0,65	1,67	1,51	4,17	30,22
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	4,40	7,73	2,83	4,00	2,47	0,12	0,61	0,65	1,52	1,52	3,94	29,79
2 <sup>e</sup> trimestre	4,49	8,08	2,52	3,84	2,37	0,14	0,71	0,64	1,47	1,43	4,07	29,76
1966 Octobre	3,97	8,30	2,70	4,37	2,34	0,10	0,52	0,66	1,41	1,54	4,10	30,01
Novembre	4,16	7,58	2,65	4,23	2,42	0,16	0,64	0,68	1,38	1,54	4,04	29,48
Décembre	3,83	8,45	2,77	4,15	2,46	0,14	0,74	0,61	2,19	1,44	4,37	31,15
1967 Janvier	4,60	8,23	2,93	3,96	2,45	0,14	0,58	0,69	1,13	1,60	4,09	30,40
Février	4,26	6,69	2,90	4,03	2,48	0,11	0,62	0,59	1,58	1,42	3,84	28,52
Mars	4,16	8,39	2,64	3,98	2,47	0,11	0,64	0,66	1,85	1,54	3,91	30,35
Avril	4,67	8,00	2,48	3,95	2,31	0,15	0,66	0,68	1,44	1,52	4,08	29,94
Mai	4,23	8,13	2,44	3,84	2,34	0,13	0,74	0,62	1,53	1,39	3,92	29,31
Juin	4,55	8,02	2,64	3,72	2,34	0,15	0,72	0,62	1,46	1,39	4,15	29,76
Juillet	3,85	7,03	2,19	3,25	2,14	0,13	0,73	0,58	1,49	1,32	3,47	26,18

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1966 : voir le Bulletin d'Information et de Documentation, XLII<sup>e</sup> année, vol. II, no 1-2, juillet-août 1967.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Biens d'équipement 13	Divers 14	Total général			
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables					durables 12		
													combustibles		produits chimiques 9	autres produits 10		alimentaires						autres 11	
													liquides 8	autres				produits animaux	produits végétaux						
1955	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637	474	1.361	1.245	...	11.850	
1956	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735	474	1.434	1.646	1	13.635	
1957	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767	474	1.673	1.643	1	14.302	
1958	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.682	1	13.037	
1959	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.689	1	14.341	
1960	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	...	16.488	
1960	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.631	1.850	...	16.488
1961	12.070	4.045	1.472	1.245	793	285	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.223	1	17.579
1962	12.987	4.388	1.581	1.464	771	267	197	237	103	253	75	659	415	782	764	311	720	3.423	377	846	314	1.886	2.568	3	18.981
1963	14.395	4.700	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	4.019	462	920	360	2.277	2.883	3	21.300
1963	14.400	4.705	1.662	1.480	938	316	219	265	119	290	82	933	393	960	898	344	796	3.937	462	920	360	2.195	2.884	79	21.300
1964	16.390	5.343	1.958	1.591	1.126	397	233	293	140	360	88	992	405	985	1.087	454	938	4.976	696	1.050	402	2.828	3.464	83	24.913
1965	17.618	6.076	1.759	1.782	1.174	378	242	295	161	396	98	1.110	360	940	1.235	519	1.093	5.849	802	1.220	481	3.346	3.509	94	27.070
1966	19.740	7.195	1.855	2.024	1.508	403	258	317	147	487	109	1.033	420	851	1.384	538	1.211	6.110	829	1.295	515	3.471	4.000	42	29.892
1965 3 <sup>e</sup> trimestre	16.837	5.678	1.606	1.752	1.117	450	217	291	158	392	88	1.128	306	972	1.160	490	1.032	5.583	769	1.168	481	3.165	3.221	215	25.856
4 <sup>e</sup> trimestre	19.609	6.742	1.896	2.109	1.490	431	262	309	212	444	95	1.055	400	1.009	1.373	572	1.210	6.607	854	1.531	522	3.700	3.847	61	30.124
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	19.375	6.971	2.108	2.118	1.258	275	313	268	130	447	100	1.015	481	922	1.289	496	1.184	5.941	776	1.156	479	3.530	3.575	40	28.931
2 <sup>e</sup> trimestre	19.869	7.316	1.963	1.661	1.725	392	275	336	151	519	124	997	409	899	1.361	548	1.193	6.051	756	1.398	505	3.392	4.006	49	29.975
3 <sup>e</sup> trimestre	18.980	6.926	1.632	2.011	1.377	473	214	312	150	493	101	1.073	337	769	1.413	528	1.173	6.020	864	1.245	526	3.385	4.042	24	29.066
4 <sup>e</sup> trimestre	20.734	7.567	1.715	2.306	1.671	472	228	352	155	487	112	1.047	454	816	1.474	580	1.298	6.427	918	1.382	551	3.576	4.375	58	31.594
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	19.065	6.583	1.668	2.205	1.377	324	237	321	165	436	124	1.179	517	742	1.450	544	1.193	6.306	834	1.281	607	3.584	4.058	30	29.459
2 <sup>e</sup> trimestre	19.418	6.802	1.556	2.018	1.519	367	233	312	179	531	123	956	391	940	1.490	726	1.275	6.753	1.286	1.515	598	3.354	4.479	27	30.677

\* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

1 Rubrique modifiée à partir de 1960 :

a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement ».

b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.

Rubrique modifiée, en 1963, par l'incorporation de produits repris précédemment dans le poste « Biens de consommation durables ».

2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.

3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.

4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».

6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».

7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».

8 Rubrique scindée, à partir de 1960 : voir note 7.

9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».

10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 6 et 9.

11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de consommation durables ».

12 Rubrique modifiée.

a) en 1959 : voir note 11.

b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

c) en 1964, par exclusion de produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques » et au poste « Divers ».

13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

14 Rubrique constituée, en ordre principal, depuis 1963, par des positions tarifaires confidentielles.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965		1966				1967	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	98,6	100,8	100,2	98,7	98,9	100,4	99,0	100,5	100,4	99,2	99,7	101,8	101,3	101,2	100,7	98,4
Biens de consommation .....	100,0	96,9	96,9	99,0	98,9	100,0	102,3	105,1	105,9	105,3	105,9	106,6	106,8	104,8	106,8	106,4	103,0
Biens d'équipement .....	100,0	92,1	97,5	101,1	106,5	108,4	110,8	108,0	112,2	109,0	108,3	114,2	111,0	109,5	113,2	112,9	113,1
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>97,4</b>	<b>99,4</b>	<b>99,9</b>	<b>99,5</b>	<b>100,1</b>	<b>101,9</b>	<b>101,4</b>	<b>103,0</b>	<b>102,4</b>	<b>101,7</b>	<b>102,9</b>	<b>103,9</b>	<b>103,0</b>	<b>103,7</b>	<b>103,3</b>	<b>101,1</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	93,2	103,0	98,5	93,7	91,3	92,6	92,7	92,0	93,0	91,8	90,7	92,2	92,1	92,7	91,9	91,7
Fabrications métalliques .....	100,0	95,2	93,0	94,8	95,3	100,0	102,6	104,0	106,8	106,9	106,4	106,8	105,9	106,3	108,7	108,5	112,2
Métaux non ferreux .....	100,0	111,4	116,6	110,7	109,4	111,2	123,3	137,6	167,3	139,5	139,1	150,9	171,2	178,9	169,4	169,5	155,6
Textiles .....	100,0	94,7	100,0	101,2	100,7	103,7	109,1	106,8	106,3	109,5	107,5	105,7	105,6	106,5	107,4	108,1	105,0
Produits chimiques .....	100,0	98,6	98,2	98,7	94,7	92,4	94,2	96,2	95,7	96,3	96,6	98,0	95,7	95,7	95,2	94,2	94,2
Industrie houillère .....	100,0	81,8	74,6	70,3	71,9	81,9	96,8	78,5	73,9	78,5	84,0	76,4	75,1	70,2	73,9	68,1	71,7
Industrie pétrolière .....	100,0	93,9	85,2	85,2	83,2	80,8	78,5	77,9	74,2	77,2	77,1	76,9	75,8	73,6	71,0	72,1	71,7
Verres et glaces .....	100,0	100,1	99,5	101,1	99,8	96,6	99,1	98,4	99,4	97,3	100,0	97,5	98,4	100,6	101,4	102,6	98,8
Produits agricoles .....	100,0	99,3	98,2	100,3	105,0	114,3	109,3	114,1	118,5	116,7	119,9	120,9	120,3	110,8	119,2	116,6	119,0
Ciments .....	100,0	97,6	94,6	99,0	98,3	98,6	100,2	101,6	100,1	101,1	101,6	100,4	100,3	99,7	99,9	101,6	100,8
Carrières .....	100,0	96,1	101,6	98,2	96,8	95,4	96,1	98,5	97,9	98,0	97,9	99,6	97,0	96,2	97,5	103,6	99,5
Céramiques .....	100,0	97,8	88,3	91,1	95,7	100,7	109,4	111,3	115,8	112,1	114,2	112,7	115,9	119,3	113,2	114,3	115,0
Bois et meubles .....	100,0	96,5	98,3	99,3	97,0	99,0	104,7	107,8	111,1	108,6	109,7	110,7	112,2	110,1	112,1	112,5	113,4
Peaux, cuirs et chaussures .....	100,0	109,0	110,6	110,3	108,8	102,7	107,6	114,7	127,1	116,9	114,6	124,9	131,4	129,6	123,5	124,7	119,5
Papier et livre .....	100,0	92,6	94,5	92,4	95,3	92,7	95,4	98,5	99,0	98,9	98,4	100,9	97,8	100,8	97,6	99,1	96,1
Tabacs manufacturés .....	100,0	95,3	95,7	100,5	111,7	105,7	100,7	112,6	117,9	115,9	115,5	116,2	118,2	118,6	117,9	112,0	119,2
Caoutchouc .....	100,0	97,4	92,6	88,4	86,2	83,0	84,1	84,4	83,4	85,4	83,8	82,7	81,5	86,2	87,4	82,9	80,5
Industries alimentaires .....	100,0	91,1	91,1	91,1	89,6	94,2	97,7	98,3	98,5	97,0	100,2	96,3	94,8	99,0	95,7	97,8	98,7
Divers .....	100,0	99,1	95,3	90,1	87,8	88,9	93,0	87,4	78,9	81,1	78,9	97,7	61,4	82,3	79,8	86,7	78,4
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>96,4</b>	<b>98,7</b>	<b>97,8</b>	<b>96,4</b>	<b>97,9</b>	<b>101,1</b>	<b>102,4</b>	<b>104,8</b>	<b>103,5</b>	<b>103,2</b>	<b>104,4</b>	<b>103,7</b>	<b>105,4</b>	<b>105,4</b>	<b>105,6</b>	<b>104,9</b>
<b>INDICES DES TERMES DE L'ÉCHANGE <sup>1</sup></b>																	
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>99,0</b>	<b>99,3</b>	<b>97,9</b>	<b>96,9</b>	<b>97,8</b>	<b>99,2</b>	<b>101,0</b>	<b>101,7</b>	<b>101,1</b>	<b>101,5</b>	<b>101,5</b>	<b>99,8</b>	<b>102,3</b>	<b>101,6</b>	<b>102,2</b>	<b>103,8</b>

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

\* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME \*

Base 1958 = 100

Source : Institut National de Statistique — Calculs B.N.B.

	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1965		1966				1967	
										3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.
<b>IMPORTATIONS (G.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits</b>																	
Biens de production .....	100,0	111,3	124,4	130,9	145,6	159,7	178,5	194,6	211,5	184,6	215,8	212,1	208,4	203,4	220,7	204,3	211,5
Biens de consommation .....	100,0	110,9	121,5	128,1	131,8	152,4	188,1	214,4	226,8	203,9	241,1	219,3	225,1	228,1	236,9	238,8	260,1
Biens d'équipement .....	100,0	112,5	122,9	147,7	161,4	179,3	214,1	221,8	233,1	207,5	246,4	214,0	236,7	238,2	250,9	226,8	253,6
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>111,4</b>	<b>123,8</b>	<b>132,3</b>	<b>144,6</b>	<b>160,5</b>	<b>184,4</b>	<b>201,5</b>	<b>216,4</b>	<b>191,0</b>	<b>224,2</b>	<b>213,4</b>	<b>214,8</b>	<b>212,2</b>	<b>226,9</b>	<b>213,4</b>	<b>225,7</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits</b>																	
Sidérurgie .....	100,0	110,8	127,4	117,5	127,3	130,9	151,6	166,0	160,4	163,4	168,7	166,3	156,4	158,7	161,0	178,8	183,0
Fabrications métalliques .....	100,0	109,1	130,5	141,2	164,6	175,0	208,2	250,5	260,0	217,6	274,2	253,3	282,0	225,2	280,3	262,9	277,2
Métaux non ferreux .....	100,0	111,3	124,3	131,9	135,2	150,7	162,5	175,3	182,8	181,8	182,6	190,7	185,6	182,1	174,1	181,5	176,4
Textiles .....	100,0	119,6	129,5	139,0	158,5	170,0	177,6	192,7	212,9	179,0	216,5	213,2	226,6	196,7	214,1	201,0	199,3
Produits chimiques .....	100,0	115,6	115,3	123,4	130,3	151,0	166,4	198,0	217,2	198,3	213,2	194,4	219,2	214,4	241,2	252,8	232,2
Industrie houillère .....	100,0	78,8	82,3	90,7	88,1	85,6	78,2	63,6	45,0	64,9	55,8	44,8	38,0	46,4	51,0	50,7	57,4
Industrie pétrolière .....	100,0	100,1	103,8	97,2	107,1	154,3	156,0	166,1	168,4	188,1	175,5	143,5	162,4	201,8	166,6	158,5	184,2
Verres et glaces .....	100,0	130,2	143,7	145,1	168,8	169,5	188,1	190,2	198,6	193,6	216,7	192,1	167,6	172,5	208,5	206,1	212,1
Produits agricoles .....	100,0	96,9	100,1	110,5	138,0	158,3	157,2	208,0	210,3	186,4	243,7	204,9	171,4	236,7	256,7	283,9	259,1
Ciments .....	100,0	114,5	108,2	111,3	109,2	99,3	115,8	133,7	114,6	146,8	123,1	100,1	131,4	119,9	107,0	90,3	117,1
Carrières .....	100,0	111,4	117,6	131,6	154,0	173,9	204,9	212,1	211,3	224,4	211,7	188,1	224,8	220,4	215,3	188,3	240,7
Céramiques .....	100,0	120,7	172,7	229,3	196,3	206,7	250,5	258,0	228,6	259,5	258,5	190,9	230,1	243,8	253,9	231,1	226,8
Bois et meubles .....	100,0	129,4	162,3	205,5	287,1	349,4	399,0	450,1	489,3	419,7	501,9	452,4	518,1	445,1	533,4	523,1	532,8
Peaux, cuirs et chaussures .....	100,0	120,9	124,4	160,1	175,8	195,5	209,2	217,1	223,8	210,2	246,0	227,7	242,3	197,8	231,2	221,1	216,2
Papier et livre .....	100,0	114,0	133,4	140,2	161,8	181,7	205,9	234,9	274,1	217,2	266,4	250,2	284,7	253,2	308,9	295,5	294,7
Tabacs manufacturés .....	100,0	126,2	147,9	178,8	167,2	216,0	278,0	336,4	329,7	320,0	435,1	294,0	339,8	338,1	346,2	326,4	373,2
Caoutchouc .....	100,0	117,0	124,8	148,1	165,6	187,0	222,0	261,1	281,2	250,9	257,3	232,4	335,0	257,2	284,9	277,5	326,2
Industries alimentaires .....	100,0	112,8	130,5	154,1	185,8	209,9	234,0	278,0	291,6	271,4	313,8	286,9	340,8	290,5	330,8	273,8	328,9
Divers .....	100,0	117,4	138,5	147,9	153,7	155,1	159,9	177,6	207,3	166,6	189,3	162,3	249,5	199,6	233,2	208,5	194,9
<b>Ensemble ...</b>	<b>100,0</b>	<b>111,6</b>	<b>125,0</b>	<b>130,0</b>	<b>145,1</b>	<b>157,9</b>	<b>175,7</b>	<b>199,1</b>	<b>207,9</b>	<b>188,7</b>	<b>215,4</b>	<b>202,3</b>	<b>215,2</b>	<b>197,5</b>	<b>218,8</b>	<b>216,0</b>	<b>219,1</b>

\* Voir 2e du N.B. au tableau VIII-1.

### VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	2,24	1,46	- 0,78	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1962	3,55	3,18	- 0,37	2,77	2,24	- 0,53	2,80	4,11	+ 1,31
1963	4,10	3,73	- 0,37	3,20	2,94	- 0,26	3,14	4,55	+ 1,41
1964	5,12	4,83	- 0,29	3,65	3,53	- 0,12	3,67	5,34	+ 1,67
1965	5,76	5,81	+ 0,05	4,15	3,86	- 0,29	4,02	5,87	+ 1,85
1966	6,47	6,00	- 0,47	4,65	4,60	- 0,05	4,37	6,33	+ 1,96
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	6,17	5,71	- 0,46	4,88	4,47	- 0,41	4,29	6,12	+ 1,83
2 <sup>e</sup> trimestre	6,38	6,53	+ 0,15	4,74	4,65	- 0,09	4,47	6,68	+ 2,21
3 <sup>e</sup> trimestre	6,23	5,50	- 0,73	4,23	4,20	- 0,03	4,11	5,96	+ 1,85
4 <sup>e</sup> trimestre	7,08	6,24	- 0,84	4,74	5,08	+ 0,34	4,61	6,56	+ 1,95
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	6,10	5,47	- 0,63	4,59	5,50	+ 0,91	4,40	6,11	+ 1,71
2 <sup>e</sup> trimestre	6,38	5,89	- 0,49	4,25	5,27	+ 1,02	4,76	6,58	+ 1,82
1966 Juin	6,76	6,90	+ 0,14	4,87	5,11	+ 0,24	4,55	7,19	+ 2,64
Juillet	5,32	5,51	+ 0,19	3,97	4,70	+ 0,73	3,24	5,85	+ 2,61
Août	6,33	4,59	- 1,74	4,33	3,06	- 1,27	4,33	5,31	+ 0,98
Septembre	6,99	6,40	- 0,59	4,36	4,79	+ 0,43	4,70	6,73	+ 2,03
Octobre	7,11	6,71	- 0,40	4,90	4,78	- 0,12	4,66	6,52	+ 1,86
Novembre	6,79	6,36	- 0,43	4,46	4,83	+ 0,37	4,60	6,52	+ 1,92
Décembre	7,28	5,66	- 1,62	4,78	5,68	+ 0,90	4,54	6,65	+ 2,11
1967 Janvier	5,80	5,84	+ 0,04	4,34	5,61	+ 1,27	4,25	5,78	+ 1,53
Février	5,54	5,09	- 0,45	4,31	5,35	+ 1,04	4,28	6,20	+ 1,92
Mars	6,82	5,48	- 1,34	5,10	5,52	+ 0,42	4,67	6,35	+ 1,68
Avril	6,18	6,04	- 0,14	4,28	5,24	+ 0,96	4,43	6,48	+ 2,05
Mai	5,93	5,75	- 0,18	4,09	5,25	+ 1,16	4,65	6,44	+ 1,79
Juin	6,99	5,86	- 1,13	4,42	5,30	+ 0,88	5,07	6,77	+ 1,70
Juillet	5,26	5,04	- 0,22	3,86	4,94	+ 1,08	3,11	5,48	+ 2,37
Août	5,92	5,02	- 0,90	3,65	3,11	- 0,54	4,57	5,10	+ 0,53
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métrop. européennes O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,28	0,29	+ 0,01	6,08	5,72	- 0,36	8,03	7,92	- 0,11
1959	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1962	0,56	0,72	+ 0,16	9,68	10,25	+ 0,57	12,50	13,25	+ 0,75
1963	0,74	1,04	+ 0,30	11,18	12,26	+ 1,08	14,33	15,51	+ 1,18
1964	0,94	0,88	- 0,06	13,38	14,58	+ 1,20	16,87	17,96	+ 1,09
1965	1,05	0,91	- 0,14	14,98	16,45	+ 1,47	18,74	20,41	+ 1,67
1966	1,22	0,94	- 0,28	16,70	17,87	+ 1,17	20,79	21,85	+ 1,06
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	1,13	0,94	- 0,19	16,47	17,24	+ 0,77	20,08	21,28	+ 1,20
2 <sup>e</sup> trimestre	1,20	0,88	- 0,32	16,79	18,74	+ 1,95	20,51	21,99	+ 1,48
3 <sup>e</sup> trimestre	1,30	0,88	- 0,42	15,87	16,54	+ 0,67	19,22	19,79	+ 0,57
4 <sup>e</sup> trimestre	1,25	1,08	- 0,17	17,68	18,97	+ 1,29	22,23	23,01	+ 0,78
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	1,31	1,33	+ 0,02	16,40	18,41	+ 2,01	20,69	22,86	+ 2,17
2 <sup>e</sup> trimestre	1,38	1,18	- 0,20	16,77	18,92	+ 2,15	20,97	22,81	+ 1,84
1966 Juin	1,29	0,98	- 0,31	17,47	20,18	+ 2,71	21,56	24,34	+ 2,78
Juillet	1,20	0,86	- 0,34	13,73	16,92	+ 3,19	17,05	20,45	+ 3,40
Août	1,43	0,70	- 0,73	16,42	13,66	- 2,76	20,27	17,15	- 3,12
Septembre	1,25	1,08	- 0,17	17,30	19,00	+ 1,70	21,18	23,42	+ 2,24
Octobre	1,33	1,00	- 0,33	18,00	19,01	+ 1,01	22,30	22,83	+ 0,53
Novembre	1,21	0,97	- 0,24	17,06	18,68	+ 1,62	21,77	22,53	+ 0,76
Décembre	1,20	1,26	+ 0,06	17,80	19,25	+ 1,45	22,26	23,69	+ 1,43
1967 Janvier	1,17	1,11	- 0,06	15,56	18,34	+ 2,78	19,91	23,13	+ 3,22
Février	1,22	1,41	+ 0,19	15,35	18,05	+ 2,70	19,84	22,23	+ 2,39
Mars	1,53	1,46	- 0,07	18,12	18,81	+ 0,69	22,15	23,19	+ 1,04
Avril	1,38	1,16	- 0,22	16,27	18,92	+ 2,65	20,44	22,84	+ 2,40
Mai	1,31	1,21	- 0,10	15,98	18,65	+ 2,67	20,26	22,51	+ 2,25
Juin	1,43	1,17	- 0,26	17,91	19,10	+ 1,19	22,00	22,86	+ 0,86
Juillet	1,24	1,09	- 0,15	13,47	16,55	+ 3,08	16,58	20,06	+ 3,48
Août	1,45	0,76	- 0,69	15,59	13,99	- 1,60	19,34	17,03	- 2,31

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1<sup>er</sup> semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2<sup>e</sup> semestre 1959.

2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	1,29	1,17	- 0,12	0,96	0,72	- 0,24	0,97	0,80	- 0,17
1959	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,95	0,81	- 0,14
1962	1,88	1,72	- 0,16	1,53	0,90	- 0,63	1,14	0,74	- 0,40
1963	1,97	1,71	- 0,26	1,76	1,16	- 0,60	1,29	0,81	- 0,48
1964	2,19	1,88	- 0,31	1,89	1,15	- 0,74	1,47	0,88	- 0,59
1965	2,29	2,22	- 0,07	2,02	1,28	- 0,74	1,57	1,03	- 0,54
1966	2,37	2,46	+ 0,09	2,21	1,34	- 0,87	1,76	1,01	- 0,75
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	2,40	2,27	- 0,09	2,18	1,41	- 0,72	1,62	0,96	- 0,66
2 <sup>e</sup> trimestre	2,15	2,50	+ 0,35	2,31	1,36	- 0,91	1,75	0,87	- 0,88
3 <sup>e</sup> trimestre	2,45	2,57	+ 0,12	1,95	1,28	- 0,64	1,73	0,96	- 0,77
4 <sup>e</sup> trimestre	2,48	2,51	+ 0,03	2,40	1,30	- 1,10	1,94	1,23	- 0,71
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	2,28	2,37	+ 0,09	2,20	1,52	- 0,68	2,02	1,20	- 0,82
2 <sup>e</sup> trimestre	2,60	2,53	- 0,07	2,27	1,33	- 0,94	1,72	1,04	- 0,68
1966 Juin	2,31	2,76	+ 0,45	2,30	1,33	- 0,97	1,62	1,06	- 0,56
Juillet	2,17	2,19	+ 0,02	1,76	1,19	- 0,57	1,67	0,82	- 0,85
Août	2,64	2,64	...	2,16	1,15	- 1,01	1,64	0,91	- 0,73
Septembre	2,50	2,87	+ 0,37	1,88	1,50	- 0,38	1,85	1,14	- 0,71
Octobre	2,36	2,76	+ 0,40	2,33	1,24	- 1,09	1,67	1,20	- 0,47
Novembre	2,41	2,26	- 0,15	2,48	1,16	- 1,32	2,15	1,25	- 0,90
Décembre	2,63	2,52	- 0,11	2,30	1,51	- 0,81	1,99	1,22	- 0,77
1967 Janvier	2,29	2,41	+ 0,12	2,19	1,61	- 0,58	2,56	1,23	- 1,33
Février	2,00	2,19	+ 0,19	2,40	1,45	- 0,95	1,44	1,14	- 0,30
Mars	2,53	2,50	- 0,03	2,00	1,49	- 0,51	2,06	1,22	- 0,84
Avril	2,65	2,62	- 0,03	2,41	1,40	- 1,01	1,56	1,17	- 0,39
Mai	2,42	2,35	- 0,07	2,24	1,27	- 0,97	1,89	1,07	- 0,82
Juin	2,71	2,60	- 0,11	2,16	1,21	- 0,95	1,68	0,89	- 0,79
Juillet	2,25	2,21	- 0,04	1,78	1,19	- 0,59	0,93	0,83	- 0,10
Août	2,44	2,01	- 0,43	1,93	0,93	- 1,00			
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Rwanda-Burundi			Comecon		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1958	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,24	0,26	+ 0,02
1959	0,64	0,72	+ 0,08	0,81	0,38	- 0,43	0,31	0,25	- 0,06
1960	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,32	0,40	- 0,08
1961	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,36	0,39	+ 0,03
1962	0,85	0,58	- 0,27	0,76	0,21	- 0,55	0,43	0,36	- 0,07
1963	0,92	0,46	- 0,46	0,71	0,21	- 0,50	0,48	0,31	- 0,17
1964	0,96	0,61	- 0,35	0,86	0,28	- 0,58	0,49	0,32	- 0,17
1965	0,97	0,63	- 0,34	0,87	0,30	- 0,57	0,51	0,39	- 0,12
1966	1,04	0,62	- 0,42	1,31	0,30	- 1,01	0,58	0,50	- 0,08
1966 2 <sup>e</sup> trimestre	1,05	0,58	- 0,47	1,56	0,30	- 1,26	0,56	0,46	- 0,10
3 <sup>e</sup> trimestre	1,15	0,67	- 0,48	1,42	0,26	- 1,16	0,63	0,45	- 0,18
4 <sup>e</sup> trimestre	0,99	0,72	- 0,25	1,24	0,31	- 0,93	0,69	0,62	- 0,07
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	1,14	0,68	- 0,46	0,74	0,22	- 0,52	0,56	0,50	- 0,06
2 <sup>e</sup> trimestre	1,40	0,62	- 0,78	1,38	0,28	- 1,10	0,53	0,69	+ 0,16
1966 Mai	1,04	0,49	- 0,55	1,75	0,25	- 1,50	0,51	0,43	- 0,08
Juin	1,07	0,68	- 0,39	1,95	0,32	- 1,63	0,73	0,54	- 0,19
Juillet	1,11	0,62	- 0,49	1,84	0,21	- 1,63	0,57	0,41	- 0,16
Août	1,19	0,64	- 0,55	1,33	0,27	- 1,06	0,76	0,37	- 0,39
Septembre	1,14	0,77	- 0,37	1,09	0,32	- 0,77	0,52	0,57	+ 0,05
Octobre	0,94	0,72	- 0,22	1,17	0,26	- 0,91	0,66	0,62	- 0,04
Novembre	0,97	0,73	- 0,24	1,02	0,33	- 0,69	0,59	0,42	- 0,17
Décembre	1,01	0,71	- 0,30	1,40	0,32	- 1,08	0,76	0,82	+ 0,06
1967 Janvier	1,16	0,82	- 0,34	0,94	0,21	- 0,73	0,56	0,56	...
Février	0,97	0,60	- 0,37	0,64	0,20	- 0,44	0,48	0,41	- 0,07
Mars	1,27	0,60	- 0,67	0,63	0,25	- 0,88	0,62	0,52	- 0,10
Avril	1,34	0,59	- 0,75	0,47	0,22	- 0,25	0,47	0,68	+ 0,21
Mai	1,34	0,58	- 0,76	1,42	0,28	- 1,14	0,51	0,68	+ 0,17
Juin	1,51	0,66	- 0,85	2,26	0,33	- 1,93	0,60	0,71	+ 0,11
Juillet	1,24	0,54	- 0,70	0,44	0,29	- 0,15	0,47	0,66	+ 0,19

1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Industrie, revue de la F.I.B. — L'industrie textile belge, revue mensuelle de Febeltex. — Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur. — Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg. — Bulletins statistiques : Commerce extérieur (O.C.D.E.). — Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes). — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).

# IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

## IX . 1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS

Chiffres annuels  
(milliards de francs)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966		
						Recettes	Dépenses	Solde
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
1.1 Opérations sur marchandises :								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	- 6,1	- 6,4	- 9,0	- 8,7	- 2,6	266,4	283,0	- 16,6
1.12 Travail à façon .....	+ 2,7	+ 3,8	+ 3,3	+ 5,2	+ 6,6	10,7	2,6	+ 8,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	+ 2,3	+ 3,1	+ 2,4	+ 5,4	+ 3,2	5,3	—	+ 5,3
1.2 Or non monétaire .....	- 0,9	- 0,5	- 0,7	- 0,8	- 2,0	0,1	1,6	- 1,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	- 0,4	+ 0,7	- 0,3	- 0,4	- 0,4	12,6	12,9	- 0,3
1.4 Autres frais de transport .....		- 0,2	+ 0,8	+ 1,0	+ 1,1	4,8	4,4	+ 0,4
1.5 Déplacements à l'étranger <sup>3</sup> .....	- 2,1	- 2,2	- 3,2	- 3,4	- 4,1	11,5	16,0	- 4,5
1.6 Revenus d'investissements .....	+ 1,3	+ 0,1	- 1,0	- 0,9	+ 0,6	15,2	14,1	+ 1,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	- 0,1	- 0,2	- 1,0	- 2,3	+ 0,3	6,3	6,1	+ 0,2
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	+ 3,3	+ 3,7	+ 4,0	+ 4,0	+ 4,1	5,4	1,4	+ 4,0
1.82 Autres .....	+ 1,8	+ 1,5	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,7	22,0	22,1	- 0,1
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>- 4,6</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 7,5</b>	<b>360,3</b>	<b>364,2</b>	<b>- 3,9</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	+ 3,0	+ 2,6	+ 2,5	+ 3,0	+ 2,5	7,1	5,5	+ 1,6
2.2 Transferts de l'Etat .....	- 2,3	- 1,8	- 3,1	- 2,4	- 2,4	0,3	2,8	- 2,5
<b>Total 2 ...</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>- 0,6</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>7,4</b>	<b>8,3</b>	<b>- 0,9</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
3.1 Etat :								
3.11 Engagements :								
3.111 Amortissements contractuels .....	- 1,7	- 1,3	- 2,2	- 2,3	- 3,3	—	1,8	- 1,8
3.112 Autres opérations .....	- 3,4	- 0,2	+ 5,0	+ 2,8	- 2,0	5,0	5,4	- 0,4
3.12 Avoirs .....	- 0,2	- 0,7	- 0,4	- 0,1	- 0,5	0,1	0,4	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics :								
3.21 Engagements .....	...	+ 0,3	...	+ 1,0	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 5,2</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>+ 1,5</b>	<b>- 5,8</b>	<b>5,1</b>	<b>7,6</b>	<b>- 2,5</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	+ 1,9	- 0,1	- 0,1	+ 0,3	+ 1,7	1,0	0,3	+ 0,7
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	+ 0,2	- 0,7	+ 0,7	+ 2,0	+ 0,4	2,0	1,0	+ 1,0
4.3 Secteur privé <sup>3</sup> (chiffres nets) :								
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :								
4.311 Valeurs mobilières .....	- 4,7	- 3,6	- 5,5	- 1,3	- 2,1	—	6,5	- 6,5
4.312 Investissements directs .....					- 2,0	—	0,4	- 0,4
4.313 Immeubles .....	+ 1,8	- 0,8	- 4,0	- 5,4	- 1,3	—	1,7	- 1,7
4.314 Autres .....					+ 1,0	—	1,0	- 1,0
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :								
4.321 Valeurs mobilières .....	+ 1,5	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,1	+ 0,5	—	0,2	- 0,2
4.322 Investissements directs .....					+ 7,1	7,0	—	+ 7,0
4.323 Immeubles .....	+ 3,5	+ 5,6	+ 8,9	+ 12,1	+ 0,2	—	0,3	- 0,3
4.324 Autres .....					+ 0,7	0,7	—	+ 0,7
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	- 0,4	- 0,8	+ 1,3	+ 1,0	+ 0,8	0,6	—	+ 0,6
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 8,8</b>	<b>+ 7,0</b>	<b>11,3</b>	<b>11,4</b>	<b>- 0,1</b>
<b>5. Erreurs et omissions (nettes) .....</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 1,4</b>	<b>+ 0,6</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>- 0,3</b>	<b>1,0</b>	<b>—</b>	<b>+ 1,0</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 10,7</b>	<b>+ 8,5</b>	<b>385,1</b>	<b>391,5</b>	<b>- 6,4</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger .....	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,1	...	+ 1,2	—	—	- 1,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :								
6.21 Banque Nationale .....	+ 12,2	- 1,7	+ 11,2	+ 12,6	+ 8,0	—	—	+ 1,7
6.22 Autres .....	- 11,6	+ 5,7	- 11,3	- 1,9	- 0,7	—	—	- 7,0

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.  
<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).  
<sup>3</sup> Les montants postérieurs au 31 décembre 1964 ne sont pas strictement comparables à ceux des périodes précédentes par suite de l'amélioration du matériel statistique.  
<sup>4</sup> Pour 1961, sont seuls disponibles, des chiffres couvrant à la fois les rubriques 1.3 « Frets et assurances pour le transport de marchandises » et 1.4 « Autres frais de transport ». Au surplus, ces chiffres ne sont pas entièrement comparables aux chiffres combinés des rubriques 1.3 et 1.4 pour les années suivantes. Ils ne comprennent ni les recettes et dépenses d'assurance pour le transport de marchandises qui, depuis 1962, sont incluses dans la rubrique 1.3, ni les achats et ventes de provisions de bord et les recettes et dépenses pour le transport de personnes qui, depuis 1962, sont inclus dans la rubrique 1.4.

**IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**

Soldes trimestriels  
(milliards de francs)

	1965			1966				1967	
	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre p	2e trimestre p
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>									
1.1 Opérations sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup>	...	- 3,3	- 0,7	- 4,3	- 3,4	- 5,0	- 3,9	...	- 0,6
1.12 Travail à façon	+ 2,0	+ 1,4	+ 1,7	+ 2,3	+ 1,8	+ 2,2	+ 1,8	+ 2,0	+ 2,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 0,7	+ 0,8	+ 0,3	+ 1,8	+ 1,5	+ 1,5	+ 0,5	+ 1,6	+ 1,8
1.2 Or non monétaire	- 0,4	- 0,7	- 0,3	- 0,6	- 0,2	- 0,5	- 0,2	- 0,5	- 0,5
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup>	+ 0,1	- 0,2	- 0,3	- 0,1	...	- 0,2	...	+ 0,3	+ 0,3
1.4 Autres frais de transport	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
1.5 Déplacements à l'étranger	- 1,2	- 2,2	- 0,3	- 0,7	- 1,1	- 2,7	...	- 0,5	- 1,9
1.6 Revenus d'investissements	- 0,5	+ 0,6	+ 0,5	+ 0,2	- 0,6	+ 1,0	+ 0,5	+ 0,2	- 0,7
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 0,3	+ 0,4	- 0,1	- 0,1	+ 0,2	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1	+ 1,0
1.8 Autres :									
1.81 Ouvriers frontaliers	+ 0,9	+ 1,2	+ 0,9	+ 1,0	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,2	+ 1,0
1.82 Autres	+ 0,3	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,1	+ 0,2	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2
<b>Total 1 ...</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>- 1,4</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 2,0</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 4,6</b>	<b>+ 2,9</b>
<b>2. Transferts :</b>									
2.1 Transferts privés	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,3	+ 0,2
2.2 Transferts de l'Etat	- 0,7	- 0,5	- 0,6	- 0,5	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,6	- 0,6
<b>Total 2 ...</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,4</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements :									
3.111 Amortissements contractuels	- 1,4	- 0,6	- 0,4	- 0,6	- 0,5	- 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,5
3.112 Autres opérations	+ 0,2	+ 0,6	- 0,1	- 0,5	- 0,3	- 0,9	+ 1,3	- 2,1	- 2,0
3.12 Avoirs	- 0,1	...	- 0,4	...	+ 0,1	...	- 0,4	...	...
3.2 Autres pouvoirs publics :									
3.21 Engagements	+ 0,5	- 0,6	...	...	...	...	...	- 0,4	...
3.22 Avoirs	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 0,6</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>- 1,4</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>- 3,1</b>	<b>- 2,5</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>									
4.1 Organismes publics d'exploitation	+ 1,2	+ 0,4	...	+ 0,5	...	+ 0,2	...	- 0,2	- 0,2
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,3	+ 0,8	- 0,3	+ 0,2	+ 2,4	- 0,5
4.3 Secteur privé :									
4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.311 Valeurs mobilières	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 2,3	- 1,3	- 1,0	- 1,9	- 1,2	- 1,1
4.312 Investissements directs	- 0,5	- 0,3	- 0,4	+ 0,5	- 0,2	- 0,6	- 0,1	- 1,1	- 0,5
4.313 Immeubles	- 0,4	- 0,4	- 0,3	- 0,4	- 0,4	- 0,4	- 0,5	- 0,4	- 0,4
4.314 Autres	+ 0,5	...	+ 1,1	- 0,3	- 0,2	- 0,5	...	...	+ 0,6
4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.321 Valeurs mobilières	+ 0,3	- 0,3	+ 0,3	...	- 0,2	+ 0,3	- 0,3	+ 0,2	+ 0,6
4.322 Investissements directs	+ 1,7	+ 1,6	+ 1,8	+ 2,1	+ 2,1	+ 1,8	+ 1,0	+ 1,9	+ 1,5
4.323 Immeubles	...	...	+ 0,2	- 0,1	- 0,1	- 0,1	...	...	- 0,1
4.324 Autres	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,5	+ 0,2
4.33 Investissements et placements non ventilés	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
<b>Total 4 ...</b>	<b>+ 2,6</b>	<b>+ 1,1</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>+ 0,3</b>
<b>5. Erreurs et omissions</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,0</b>
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>+ 3,8</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>- 1,0</b>	<b>- 0,8</b>	<b>- 3,8</b>	<b>- 0,8</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>+ 1,3</b>
<b>6. Financement du total :</b>									
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger	- 1,9	+ 2,2	- 1,4	- 0,3	- 0,6	- 0,6	+ 0,4	+ 0,4	+ 0,9
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :									
6.21 Banque Nationale	+ 7,1	- 0,4	+ 2,8	- 3,1	+ 3,3	- 1,2	+ 2,7	- 0,5	+ 5,3
6.22 Autres	- 1,4	- 2,2	+ 2,1	+ 2,4	- 3,5	- 2,0	- 3,9	+ 3,5	- 4,9

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.  
<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

**IX. - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS**  
Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés  
(milliards de francs)

	1967			1967			1966	1967 p
	1er trimestre p			2e trimestre p				
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	7 premiers mois	
<b>1. Transactions sur biens et services :</b>								
<b>1.1 Opérations sur marchandises :</b>								
1.11 Exportations et importations <sup>1</sup> .....	68,3	68,3	...	73,3	73,9	- 0,6	- 7,8	- 1,5
1.12 Travail à façon .....	2,8	0,8	+ 2,0	2,8	0,7	+ 2,1	+ 4,8	+ 4,7
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes) .....	1,6	—	+ 1,6	1,8	—	+ 1,8	+ 4,0	+ 3,6
1.2 Or non monétaire .....	0,1	0,6	- 0,5	0,1	0,6	- 0,5	- 0,9	- 1,0
1.3 Frets et assurances pour le transport de marchandises <sup>2</sup> .....	3,3	3,0	+ 0,3	3,5	3,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6
1.4 Autres frais de transport .....	1,1	1,0	+ 0,1	1,4	1,2	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,3
1.5 Déplacements à l'étranger .....	2,4	2,9	- 0,5	3,0	4,9	- 1,9	- 3,6	- 4,7
1.6 Revenus d'investissements .....	3,2	3,0	+ 0,2	4,1	4,8	- 0,7	...	- 0,1
1.7 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	2,0	1,9	+ 0,1	2,7	1,7	+ 1,0	+ 0,1	+ 1,3
1.8 Autres :								
1.81 Ouvriers frontaliers .....	1,5	0,3	+ 1,2	1,4	0,4	+ 1,0	+ 2,4	+ 2,7
1.82 Autres .....	5,8	5,7	+ 0,1	6,3	6,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,3
<b>Total 1 ...</b>	<b>92,1</b>	<b>87,5</b>	<b>+ 4,6</b>	<b>100,4</b>	<b>97,5</b>	<b>+ 2,9</b>	<b>- 0,8</b>	<b>+ 6,2</b>
<b>2. Transferts :</b>								
2.1 Transferts privés .....	1,6	1,3	+ 0,3	1,8	1,6	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,4
2.2 Transferts de l'Etat .....	...	0,6	- 0,6	0,1	0,7	- 0,6	- 1,2	- 1,2
<b>Total 2 ...</b>	<b>1,6</b>	<b>1,9</b>	<b>- 0,3</b>	<b>1,9</b>	<b>2,3</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 0,8</b>
<b>3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :</b>								
<b>3.1 Etat :</b>								
<b>3.11 Engagements :</b>								
3.111 Amortissements contractuels .....	—	0,6	- 0,6	—	0,5	- 0,5	- 1,1	- 1,2
3.112 Autres opérations .....	...	2,1	- 2,1	1,0	3,0	- 2,0	- 0,8	- 6,4
3.12 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...
<b>3.2 Autres pouvoirs publics :</b>								
3.21 Engagements .....	...	0,4	- 0,4	...	...	...	...	...
3.22 Avoirs .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Total 3 ...</b>	<b>...</b>	<b>3,1</b>	<b>- 3,1</b>	<b>1,0</b>	<b>3,5</b>	<b>- 2,5</b>	<b>- 1,8</b>	<b>- 7,6</b>
<b>4. Mouvement des capitaux des entreprises et particuliers :</b>								
4.1 Organismes publics d'exploitation .....	0,2	0,4	- 0,2	0,2	0,4	- 0,2	+ 0,5	- 0,4
4.2 Intermédiaires financiers non monétaires du secteur public .....	3,0	0,6	+ 2,4	0,9	1,4	- 0,5	+ 0,8	+ 1,9
<b>4.3 Secteur privé (chiffres nets) :</b>								
<b>4.31 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :</b>								
4.311 Valeurs mobilières .....	—	1,2	- 1,2	—	1,1	- 1,1	- 4,0	- 2,9
4.312 Investissements directs .....	—	1,1	- 1,1	—	0,5	- 0,5	+ 0,5	- 1,2
4.313 Immeubles .....	—	0,4	- 0,4	—	0,4	- 0,4	- 0,9	- 0,9
4.314 Autres .....	...	—	...	0,6	—	+ 0,6	- 0,1	+ 1,0
<b>4.32 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :</b>								
4.321 Valeurs mobilières .....	0,2	—	+ 0,2	0,6	—	+ 0,6	- 0,2	+ 0,9
4.322 Investissements directs .....	1,9	—	+ 1,9	1,5	—	+ 1,5	+ 5,4	+ 4,9
4.323 Immeubles .....	—	...	...	—	0,1	- 0,1	- 0,2	- 0,1
4.324 Autres .....	0,5	—	+ 0,5	0,2	—	+ 0,2	+ 0,1	+ 1,1
4.33 Investissements et placements non ventilés .....	0,1	—	+ 0,1	0,2	—	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,3
<b>Total 4 ...</b>	<b>5,9</b>	<b>3,7</b>	<b>+ 2,2</b>	<b>4,2</b>	<b>3,9</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>+ 4,6</b>
5. Erreurs et omissions (nettes) .....	—	...	...	1,0	—	+ 1,0	+ 0,6	+ 0,7
<b>Total 1 à 5 ...</b>	<b>99,6</b>	<b>96,2</b>	<b>+ 3,4</b>	<b>108,5</b>	<b>107,2</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 3,1</b>
<b>6. Financement du total :</b>								
6.1 Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger ...	—	—	+ 0,4	—	—	+ 0,9	- 1,5	+ 1,8
<b>6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires :</b>								
6.21 Banque Nationale .....	—	—	- 0,5	—	—	+ 5,3	+ 2,8	+ 6,7
6.22 Autres .....	—	—	+ 3,5	—	—	- 4,9	- 1,3	- 5,4

<sup>1</sup> Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport des marchandises.  
<sup>2</sup> Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport des marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note 1).

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$	1 fr.	1 Livre	1 florin	1 fr.	1	100	1 Cour.	1 Cour.	1 Cour.	1 \$ canadien		100	100	100
	U.S.A.	français	sterling	P.-B.	suïsse	Deutsche Mark	liras italien.	suéd.	norv.	dan.	câble	courrier	escudos	schillings autrich.	pesetas
1962	49,76	10,15	139,71	13,81	11,51	12,45	8,02	9,65	6,97	7,21	46,553	46,552	174,19	192,77	—
1963	49,86	10,18	139,62	13,85	11,54	12,51	8,02	9,61	6,97	7,22	46,227	46,226	174,05	193,09	—
1964	49,75	10,15	138,89	13,79	11,52	12,52	7,97	9,66	6,95	7,19	46,119	46,118	173,16	192,60	—
1965	49,64	10,13	138,78	13,79	11,47	12,43	7,94	9,62	6,94	7,18	46,042	46,041	173,07	192,21	82,88 <sup>1</sup>
1966	49,83	10,14	139,18	13,77	11,52	12,46	7,98	9,65	6,97	7,21	46,252	46,252	173,58	192,87	83,15
1966 2 <sup>e</sup> trimestre	49,81	10,16	139,06	13,74	11,53	12,41	7,98	9,66	6,96	7,21	46,258	46,256	173,42	192,78	83,07
3 <sup>e</sup> trimestre	49,78	10,14	138,82	13,78	11,51	12,47	7,98	9,63	6,96	7,19	46,285	46,285	173,13	192,88	83,07
4 <sup>e</sup> trimestre	50,00	10,11	139,54	13,82	11,56	12,57	8,00	9,67	7,00	7,24	46,229	46,228	174,02	193,41	83,47
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	49,82	10,07	139,17	13,79	11,50	12,53	7,97	9,64	6,97	7,20	46,093	46,093	173,55	192,67	83,10
2 <sup>e</sup> trimestre	49,66	10,09	138,82	13,77	11,50	12,49	7,95	9,64	6,95	7,18	45,909	45,908	173,10	192,20	82,78
3 <sup>e</sup> trimestre	49,63	10,12	138,25	13,79	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,103	46,103	172,34	192,27	82,84
1966 Juillet	49,73	10,15	138,67	13,79	11,52	12,46	7,97	9,62	6,95	7,18	46,261	46,261	172,96	192,71	82,93
Août	49,69	10,14	138,59	13,76	11,49	12,45	7,97	9,62	6,95	7,17	46,221	46,221	172,84	192,55	82,94
Septembre	49,90	10,14	139,19	13,79	11,53	12,51	8,00	9,66	6,98	7,22	46,373	46,371	173,58	193,36	83,33
Octobre	49,99	10,13	139,58	13,81	11,53	12,55	8,00	9,67	7,00	7,24	46,312	46,312	174,07	193,57	83,47
Novembre	49,97	10,11	139,46	13,81	11,57	12,57	8,00	9,66	6,99	7,23	46,177	46,176	173,92	193,22	83,41
Décembre	50,03	10,11	139,59	13,83	11,57	12,59	8,01	9,67	7,00	7,25	46,195	46,196	174,08	193,44	83,51
1967 Janvier	50,00	10,10	139,53	13,84	11,55	12,57	8,00	9,67	6,99	7,23	46,297	46,297	173,99	193,25	83,43
Février	49,74	10,06	138,98	13,78	11,47	12,52	7,96	9,63	6,95	7,19	46,035	46,035	173,30	192,36	82,97
Mars	49,70	10,04	138,98	13,76	11,47	12,51	7,96	9,63	6,95	7,19	45,935	45,935	173,32	192,36	82,88
Avril	49,70	10,05	139,11	13,76	11,49	12,51	7,96	9,64	6,95	7,19	45,914	45,914	173,47	192,30	82,85
Mai	49,63	10,09	138,82	13,77	11,50	12,48	7,95	9,63	6,94	7,17	45,868	45,866	173,09	192,12	82,74
Juin	49,64	10,12	138,56	13,78	11,50	12,47	7,95	9,64	6,95	7,17	45,942	45,941	172,78	192,17	82,75
Juillet	49,63	10,12	138,34	13,78	11,48	12,41	7,95	9,64	6,94	7,15	46,033	46,032	172,47	192,29	82,77
Août	49,63	10,12	138,23	13,80	11,45	12,40	7,96	9,63	6,94	7,15	46,125	46,125	172,33	192,29	82,84
Septembre	49,63	10,12	138,17	13,80	11,43	12,40	7,97	9,62	6,94	7,16	46,148	46,149	172,23	192,23	82,89

<sup>1</sup> Moyenne du 12 juillet au 31 décembre 1965.

### X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E.

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales  
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 septembre 1967

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis <sup>1</sup>		Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		
					acheteur <sup>4</sup>	vendeur <sup>5</sup>	
					en francs belges		
Autriche	26,—	sch.	+ 0,769	— 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique	50,—	FB	+ 0,750	— 0,750	—	—	—
Danemark	6,90714	C. dan.	+ 0,729	— 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France	4,93706	FF	+ 0,748	— 0,751	9,9769	10,2806	1 FF
Allemagne	4,—	DM	+ 0,750	— 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce	30,—	Dr.	+ 0,333	— 0,333	—	—	—
Islande	43,—	C. isl.	+ 0,140	— 0,116	—	—	—
Italie	625,—	Lires	+ 0,720	— 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas	3,62	Fl.	+ 0,760	— 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège	7,14286	C. nor.	+ 0,800	— 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal	28,75	Esc.	+ 1,148	— 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne	60,—	Pesetas	+ 0,750	— 0,750	82,0926	84,5927	100 Pesetas
Suède	5,17321	C.S.	+ 0,759	— 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse	4,37282	F.S.	+ 1,765	— 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie	9,—	L.t.	+ 0,889	—	—	—	—
Royaume-Uni	2,80	£ <sup>2</sup>	+ 0,714 <sup>3</sup>	— 0,714 <sup>3</sup>	137,9575	142,0575	1 £

<sup>1</sup> Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

<sup>2</sup> Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

<sup>3</sup> Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuations de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

<sup>4</sup> (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

<sup>5</sup> (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis.)

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

## XI. — FINANCES PUBLIQUES <sup>1</sup>

### 1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Budget ordinaire			Budget extraordinaire			Solde budgétaire total  (7) = (3) + (6)
	Recettes	Dépenses <sup>3</sup>	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) - (5)	
1961 .....	120,4	126,0	- 5,6	0,4	14,6	- 14,2	- 19,8
1962 .....	131,2	130,1	+ 1,1	0,5	17,8	- 17,3	- 16,2
1963 .....	139,5	143,0	- 3,5	0,4	22,0	- 21,6	- 25,1
1964 .....	157,8	155,3	+ 2,5	0,3	24,1	- 23,8	- 21,3
1965 .....	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1965 6 premiers mois ...	78,8	87,7	- 8,9	...	12,4	- 12,4	- 21,3
7 premiers mois ...	102,3	103,4	- 1,1	...	14,2	- 14,2	- 15,3
8 premiers mois ...	113,6	114,8	- 1,2	...	16,3	- 16,3	- 17,5
9 premiers mois ...	126,6	128,4	- 1,8	...	18,4	- 18,4	- 20,2
10 premiers mois ...	140,5	143,3	- 2,8	...	19,7	- 19,7	- 22,5
11 premiers mois ...	154,5	158,7	- 4,2	...	21,6	- 21,6	- 25,8
12 mois .....	172,7	176,5	- 3,8	0,2	25,2	- 25,0	- 28,8
1966 1 <sup>er</sup> mois .....	19,3	16,2	+ 3,1	...	1,3	- 1,3	+ 1,8
2 premiers mois ...	32,6	32,8	- 0,2	...	3,7	- 3,7	- 3,9
3 premiers mois ...	48,1	48,5	- 0,4	...	5,4	- 5,4	- 5,8
4 premiers mois ...	62,6	66,4	- 3,8	0,1	7,0	- 6,9	- 10,7
5 premiers mois ...	76,8	81,7	- 4,9	0,1	8,9	- 8,8	- 13,7
6 premiers mois ...	93,7	100,5	- 6,8	0,2	10,8	- 10,6	- 17,4
7 premiers mois ...	119,9	119,3	+ 0,6	0,3	12,9	- 12,6	- 12,0
8 premiers mois ...	134,0	134,5	- 0,5	0,4	15,4	- 15,0	- 15,5
9 premiers mois ...	149,5	150,4	- 0,9	0,4	17,5	- 17,1	- 18,0
10 premiers mois ...	165,5	170,0	- 4,5	0,5	19,9	- 19,4	- 23,9
11 premiers mois ...	181,4	185,1	- 3,7	0,5	21,9	- 21,4	- 25,1
12 mois .....	200,6	203,9	- 3,3	0,6	24,6	- 24,0	- 27,3
1967 1 <sup>er</sup> mois .....	21,4	19,0	+ 2,4	...	2,2	- 2,2	+ 0,2
2 premiers mois ...	36,5	37,7	- 1,2	0,1	4,8	- 4,7	- 5,9
3 premiers mois ...	53,7	56,4	- 2,7	0,1	7,5	- 7,4	- 10,1
4 premiers mois ...	69,8	74,6	- 4,8	0,1	9,0	- 8,9	- 13,7

<sup>1</sup> Les statistiques concernant la Dette Publique figurent au chapitre XVI.

<sup>2</sup> Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

<sup>3</sup> A partir de 1963, y compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre.

## XI - 2. — IMPASSE DE TRESORERIE ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Financement de l'impasse																	
	Solde budgétaire total 1	Fonds de tiers 2	Avances à des collectivités 3	Impasse 4	Emissions d'emprunts consolidés <sup>5</sup>			Variations de la dette flottante								Prélèvements sur la marge auprès de la B.N.B.	Encaisse des comptes <sup>3</sup> et autres opérations de trésorerie	Total  (18) = (7) + (15) + (16) + (17)
					en francs belges	en devises	Total (7) = (5) + (6)	en francs belges										
								Certificats de trésorerie à moyen terme émis sur le marché <sup>8</sup>	Secteur bancaire	Secteur para-étatique	Congo, Rwanda et Burundi	Certificats divers	Office des chèques postaux	en devises	Total (15) = (8) à (14)			
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) + (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15) = (8) à (14)	(16)	(17)	(18)	
1961 .....	-19,8	- 2,5	- 0,1	-22,4	+13,0	+ 2,2	+15,2	...	+ 0,4	+ 3,2	+ 0,1	+ 1,0	+ 0,4	+ 1,2	+ 6,3	+ 0,5	+ 0,4	+22,4
1962 .....	-16,2	- 0,5	...	-16,7	+20,1	+ 1,4	+21,5	- 1,1	+ 3,0	+ 3,9	- 0,2	- 1,7	+ 3,5	-10,7	- 3,3	- 1,4	- 0,1	+16,7
1963 .....	-25,1	- 3,7	- 1,5	-30,3	+17,5	...	+17,5	- 6,0	+ 3,6	- 3,5	+ 0,1	- 0,1	+ 4,1	+10,5	+ 8,7	+ 4,1	...	+30,3
1964 .....	-21,3	+ 0,3	...	-21,0	+24,0	...	+24,0	- 7,5	+ 3,3	- 7,6	- 0,1	+ 0,2	+ 6,4	+ 2,9	- 2,4	+ 0,6	- 1,2	+21,0
1965 .....	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966 .....	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1965 6 premiers mois .	-21,3	+ 2,1	- 3,4	-22,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+10,4	...	...	- 4,1	- 1,1	+ 8,7	+ 0,1	- 0,5	+22,6
7 premiers mois .	-15,3	- 0,5	- 3,9	-19,7	+14,3	...	+14,3	...	+ 3,5	+ 7,9	...	- 0,3	- 3,8	- 1,7	+ 5,6	- 0,6	+ 0,4	+19,7
8 premiers mois .	-17,5	+ 0,4	- 4,5	-21,6	+14,3	...	+14,3	...	+ 7,3	+ 7,8	...	- 0,1	- 6,0	- 1,7	+ 7,3	- 0,1	+ 0,1	+21,6
9 premiers mois .	-20,2	+ 1,3	- 4,9	-23,8	+14,3	...	+14,3	...	+ 8,9	+ 8,4	...	- 0,1	- 6,1	- 1,7	+ 9,4	...	+ 0,1	+23,8
10 premiers mois .	-22,5	- 0,4	- 5,3	-28,2	+22,6	...	+22,6	...	+ 7,6	+ 5,7	...	- 0,1	- 4,6	- 1,7	+ 6,9	- 2,5	+ 1,2	+28,2
11 premiers mois .	-25,8	+ 0,2	- 6,0	-31,6	+22,3	...	+22,3	...	+ 6,8	+ 5,5	...	+ 1,2	- 4,3	- 1,5	+ 7,7	+ 0,2	+ 1,4	+31,6
12 mois .....	-28,8	- 0,8	- 1,7	-31,3	+22,2	...	+22,2	...	+ 5,8	+ 4,4	...	+ 0,1	+ 0,2	- 1,2	+ 9,3	- 0,8	+ 0,6	+31,3
1966 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 1,8	- 0,6	- 0,6	+ 0,6 <sup>6</sup>	...	...	...	...	+ 2,7	+ 2,2	...	...	- 2,3	- 0,4	+ 2,2	+ 0,3	- 3,1	- 0,6
2 premiers mois .	- 3,9	- 1,2	- 1,2	- 6,3	+ 6,9	...	+ 6,9	...	+ 1,4	+ 2,5	...	...	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 0,9	- 0,2	+ 6,3
3 premiers mois .	- 5,8	- 0,1	- 1,8	- 7,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 0,8	+ 3,2	...	- 0,1	- 3,9	+ 0,7	+ 0,7	+ 1,0	- 0,6	+ 7,7
4 premiers mois .	-10,7	- 0,6	- 2,4	-13,7	+ 6,6	...	+ 6,6	...	+ 3,4	+ 4,2	...	- 0,1	- 2,0	+ 1,6	+ 7,1	...	...	+13,7
5 premiers mois .	-13,7	- 0,7	- 2,9	-17,3	+15,5	...	+15,5	...	+ 2,5	+ 0,8	...	- 0,1	- 1,7	+ 1,1	+ 2,6	+ 0,3	- 1,1	+17,3
6 premiers mois .	-17,4	+ 1,2	- 3,4	-19,6	+13,7	...	+13,7	...	+ 3,0	+ 3,6	...	- 0,1	- 1,4	+ 1,4	+ 6,5	+ 0,2	- 0,8	+19,6
7 premiers mois .	-12,0	+ 1,1	- 4,0	-14,9	+13,3	...	+13,3	...	+ 1,6	...	...	- 0,1	- 1,5	+ 1,4	+ 1,4	+ 0,8	- 0,6	+14,9
8 premiers mois .	-15,5	+ 0,2	- 4,5	-19,8	+13,3	...	+13,3	...	+ 5,0	+ 3,0	...	- 0,1	- 4,0	+ 2,0	+ 5,9	+ 1,0	- 0,4	+19,8
9 premiers mois .	-18,0	+ 0,3	- 4,9	-22,6	+25,2	...	+25,2	...	+ 1,6	- 2,5	...	- 0,1	- 4,8	+ 2,7	- 3,1	+ 1,0	- 0,5	+22,6
10 premiers mois .	-23,9	...	- 5,5	-29,4	+22,8	...	+22,8	...	+ 3,2	- 0,3	...	- 0,1	- 2,4	+ 5,5	+ 5,9	+ 0,9	- 0,2	+29,4
11 premiers mois .	-25,1	+ 0,9	- 7,1	-31,3	+22,1	...	+22,1	...	+ 3,4	+ 4,1	...	+ 0,3	- 4,6	+ 5,6	+ 8,8	+ 1,0	- 0,6	+31,3
12 mois .....	-27,3	+ 3,1	- 6,5	-30,7	+21,0	...	+21,0	...	+ 3,4	- 3,2	...	+ 0,3	+ 3,1	+ 5,6	+ 9,2	+ 0,6	- 0,1	+30,7
1967 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 0,2	- 2,5	- 0,5	- 2,8	...	...	...	...	+ 1,1	+ 9,5	...	+ 0,1	- 4,7	- 0,1	+ 5,9	- 2,5	- 0,6	+ 2,8
2 premiers mois .	- 5,9	- 2,9	- 1,0	- 9,8	+ 8,1	...	+ 8,1	...	- 1,7	+12,2	...	- 0,2	- 6,6	- 1,4	+ 2,3	+ 0,2	- 0,8	+ 9,8
3 premiers mois .	-10,1	- 1,5	- 1,5	-13,1	+ 8,0	...	+ 8,0	...	- 1,8	+15,1	...	- 0,3	- 6,3	- 1,5	+ 5,2	+ 0,3	- 0,4	+13,1
4 premiers mois .	-13,7	- 2,1	- 2,1	-17,9	+ 7,4	...	+ 7,4	...	- 2,3	+17,6	...	- 0,4	- 3,9	- 1,6	+ 9,4	- 0,2	+ 1,3	+17,9

1 Cf. tableau XI-1.

2 A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre qui figurent depuis lors à la colonne (1).

3 Augmentation : (-); diminution : (+).

4 Cette colonne diffère de la colonne (3) « Déficit de Trésorerie » du tableau XI-3. Le déficit de trésorerie tient en effet compte de diverses catégories d'opérations qui n'interviennent pas dans le calcul de l'Impasse. C'est ainsi que le solde des opérations extrabudgétaires compris dans le déficit de trésorerie reprend non seulement les fonds de tiers — colonne (2) du tableau XI-2 —, mais aussi la rubrique « Encaisse des comptes et autres opérations de trésorerie » — colonne (17) du même tableau —, de même que les dépenses d'organismes para-étatiques — essentiellement le Fonds des Routes — financées par des émissions de dettes publiques indirectes.

5 Déduction faite des frais d'émission et des amortissements extrabudgétaires.

6 Boni.

## XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Périodes	Solde budgétaire total 1	Solde des opérations extra- budgé- taires 2	Déficit de trésorerie 3	Amor- tissements de la dette publique compris dans les dépenses budgé- taires 4	Besoins nets de finan- cement de l'Etat 5	Couverture 5				
						Recours au marché belge				Recours aux marchés étrangers 6
						Variations			Total	
						de l'encours des emprunts consolidés et des certificats à moyen terme émis sur le marché 6	des autres engagements à moyen terme 7	des engagements à court terme 8		
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8)	(9) = (6) à (8)	(10)	
1961 .....	- 19,8	- 7,0	- 26,8	+ 9,5	- 17,3	+ 10,3	- 0,7	+ 4,2	+ 13,8	+ 3,5
1962 .....	- 16,2	- 4,3	- 20,5	+ 8,2	- 12,3	+ 15,5	+ 4,6	...	+ 20,1	- 7,8
1963 .....	- 25,1	- 9,0	- 34,1	+ 10,8	- 23,3	+ 5,7	- 1,1	+ 6,2	+ 10,8	+ 12,5
1964 .....	- 21,3	- 6,3	- 27,6	+ 12,6	- 15,0	+ 11,9	...	+ 2,0	+ 13,9	+ 1,1
1965 .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966 .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1965 6 prem. mois	- 21,3	- 2,3	- 23,6	+ 7,4	- 16,2	+ 9,7	- 1,2	+ 10,9	+ 19,4	- 3,2
7 prem. mois	- 15,3	- 4,5	- 19,8	+ 8,3	- 11,5	+ 8,9	- 1,2	+ 7,4	+ 15,1	- 3,6
8 prem. mois	- 17,5	- 4,4	- 21,9	+ 8,9	- 13,0	+ 8,4	- 0,3	+ 8,8	+ 16,9	- 3,9
9 prem. mois	- 20,2	- 4,3	- 24,5	+ 10,0	- 14,5	+ 7,8	...	+ 11,0	+ 18,8	- 4,3
10 prem. mois	- 22,5	- 5,4	- 27,9	+ 11,2	- 16,7	+ 15,2	+ 0,2	+ 5,4	+ 20,8	- 4,1
11 prem. mois	- 25,8	- 6,6	- 32,4	+ 13,2	- 19,2	+ 14,7	+ 0,2	+ 8,5	+ 23,4	- 4,2
12 mois .....	- 28,8	- 7,8	- 36,6	+ 14,5	- 22,1	+ 17,2	+ 0,5	+ 9,2	+ 26,9	- 4,8
1966 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 1,8	- 1,7	+ 0,1	+ 1,7	+ 1,8	- 4,2	...	+ 2,4	- 1,8	...
2 prem. mois	- 3,9	- 2,8	- 6,7	+ 3,1	- 3,6	+ 4,2	...	- 0,3	+ 3,9	- 0,3
3 prem. mois	- 5,8	- 2,8	- 8,6	+ 4,1	- 4,5	+ 3,2	...	+ 1,1	+ 4,3	+ 0,2
4 prem. mois	- 10,7	- 3,3	- 14,0	+ 5,2	- 8,8	+ 2,3	+ 0,2	+ 5,4	+ 7,9	+ 0,9
5 prem. mois	- 13,7	- 5,2	- 18,9	+ 5,8	- 13,1	+ 10,9	+ 0,2	+ 1,6	+ 12,7	+ 0,4
6 prem. mois	- 17,4	- 3,5	- 20,9	+ 7,2	- 13,7	+ 7,9	+ 0,2	+ 5,2	+ 13,3	+ 0,4
7 prem. mois	- 12,0	- 3,8	- 15,8	+ 8,3	- 7,5	+ 6,5	+ 0,2	+ 1,0	+ 7,7	- 0,2
8 prem. mois	- 15,5	- 5,0	- 20,5	+ 9,4	- 11,1	+ 5,6	+ 0,6	+ 4,8	+ 11,0	+ 0,1
9 prem. mois	- 18,0	- 5,5	- 23,5	+ 10,3	- 13,2	+ 16,9	+ 0,8	- 4,9	+ 12,8	+ 0,4
10 prem. mois	- 23,9	- 6,3	- 30,2	+ 11,9	- 18,3	+ 13,1	+ 0,8	+ 1,4	+ 15,3	+ 3,0
11 prem. mois	- 25,1	- 7,6	- 32,7	+ 13,4	- 19,3	+ 11,2	+ 0,8	+ 3,9	+ 15,9	+ 3,4
12 mois .....	- 27,3	- 4,1	- 31,4	+ 14,3	- 17,1	+ 9,2	+ 0,9	+ 2,1	+ 12,2	+ 4,9
1967 1 <sup>er</sup> mois .....	+ 0,2	- 3,7	- 3,5	+ 1,8	- 1,7	- 1,7	...	+ 5,2	+ 3,5	- 1,8
2 prem. mois	- 5,9	- 5,0	- 10,9	+ 3,3	- 7,6	+ 5,3	...	+ 5,8	+ 11,1	- 3,5
3 prem. mois	- 10,1	- 3,7	- 13,8	+ 4,4	- 9,4	+ 4,4	...	+ 9,3	+ 13,7	- 4,3
4 prem. mois	- 13,7	- 4,8	- 18,5	+ 5,7	- 12,8	+ 4,3	+ 0,2	+ 12,8	+ 17,3	- 4,5

<sup>1</sup> Cf. tableau XI-1.

<sup>2</sup> Y compris les dépenses d'organismes paratatiques financées par des émissions de dettes indirectes. A partir de 1963, non compris les dépenses de la Caisse Autonome des Dommages de Guerre, qui figurent depuis lors à la colonne (1).

<sup>3</sup> Cf. note 4 du tableau XI-2.

<sup>4</sup> Suivant les situations de la dette publique.

<sup>5</sup> Y compris les variations de la dette indirecte.

<sup>6</sup> Cette rubrique donne le mouvement de toutes les dettes, tant en devises qu'en francs belges, dont l'Etat est débiteur vis-à-vis de l'étranger, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organismes belges.

### XI - 4. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différences par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total	
	A	B	A	B	A	B	A	B
1958 .....	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1
1959 .....	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4
1960 .....	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1
1961 .....	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2
1962 .....	51,4	+ 2,2	24,5	- 0,2	48,5	- 0,5	124,4	+ 1,5
1963 .....	54,2	+ 1,0	25,9	- 0,1	52,5	+ 1,0	132,6	+ 1,9
1964 .....	60,5	+ 4,7	28,2	+ 0,5	60,0	+ 4,5	148,7	+ 9,7
1965 .....	69,6	+ 8,5	30,1	+ 0,4	65,7	+ 1,7	165,4	+10,6
1966 .....	67,1	+ 3,3	33,7	+ 0,6	78,6	- 0,2	179,4	+ 3,7
1966 6 mois .....	24,8	+ 0,8	16,2	+ 0,8	38,2	- 0,9	79,2	+ 0,7
1967 6 mois .....	38,6	+ 0,6	19,0	+ 1,4	43,0	- 0,4	100,6	+ 1,6
Exercice 1966								
1966 Février .....	2,7	...	2,5	+ 0,1	5,6	- 0,4	10,8	- 0,3
Mars .....	3,1	+ 0,1	3,0	+ 0,4	7,0	+ 0,2	13,1	+ 0,7
Avril .....	4,7	+ 0,1	3,0	...	6,4	- 0,4	14,1	- 0,3
Mai .....	4,3	+ 0,1	2,8	...	6,5	+ 0,1	13,6	+ 0,2
Juin .....	6,5	+ 0,4	2,9	+ 0,1	6,9	- 0,1	16,3	+ 0,4
Juillet .....	16,6	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,1	- 0,1	25,4	+ 0,2
Août .....	4,6	+ 0,3	2,8	...	6,2	+ 0,5	13,6	+ 0,8
Septembre .....	4,6	+ 0,2	3,2	+ 0,2	7,0	...	14,8	+ 0,4
Octobre .....	5,9	+ 0,5	2,7	- 0,2	6,9	...	15,5	+ 0,3
Novembre .....	5,5	+ 0,6	2,8	- 0,1	6,9	+ 0,3	15,2	+ 0,8
Décembre .....	5,0	+ 0,2	3,3	+ 0,2	7,4	+ 0,1	15,7	+ 0,5
Exercice 1967								
1967 Janvier .....	11,4	- 0,3	2,9	+ 0,2	6,5	- 0,2	20,8	- 0,3
Février .....	4,8	+ 0,1	2,8	+ 0,1	6,8	...	14,4	+ 0,2
Mars .....	4,8	- 0,1	3,3	+ 0,2	8,1	+ 0,5	16,2	+ 0,6
Avril .....	5,1	+ 0,2	3,2	+ 0,1	7,4	- 0,1	15,7	+ 0,2
Mai .....	5,1	+ 0,3	3,2	+ 0,2	6,8	- 0,3	15,1	+ 0,2
Juin .....	7,4	+ 0,4	3,6	+ 0,6	7,4	- 0,3	18,4	+ 0,7
Juillet .....	17,3	- 0,5	2,7	- 0,2	6,6	- 0,2	26,6	- 0,9
Août .....	5,3	+ 0,1	2,9	+ 0,1	6,5	- 0,1	14,7	+ 0,1

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

### XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1966 <sup>2</sup>		Exercice 1966 : août 1966		Exercice 1967 : août 1967	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>3</sup> .....	67,1	63,8	4,6	4,3	5,3	6,2
précompte immobilier .....	0,8	0,8	0,1	0,1	0,1	0,1
précompte mobilier .....	6,1	5,9	0,5	0,5	0,4	0,5
précompte professionnel .....	30,0	28,8	3,1	2,8	3,4	3,4
versements anticipés .....	14,0	13,7	0,1	0,1	0,1	0,1
impôts des personnes physiques (rôles) .....	6,9	6,4	0,6	0,5	1,0	0,8
impôts des sociétés (rôles) .....	1,8	1,3	0,1	0,1	0,2	0,3
taxe de circulation sur les véhicules automobiles .....	4,2	4,2	...	...	...	...
impôts sur les revenus (lois coordonnées - ancien régime) .....	...	...	...	...	...	...
divers <sup>3</sup> .....	3,3	2,7	0,1	0,2	0,1	...
II. Douanes et accises .....	33,7	33,1	2,8	2,8	2,9	2,8
dont : douanes .....	8,2	8,0	0,7	0,6	0,6	0,6
accises .....	24,0	24,9	2,0	2,2	2,2	2,2
taxes spéciales de consommat. .....	1,2		0,1		0,1	
III. Enregistrement .....	78,6	78,8	6,2	5,7	6,5	6,6
dont : enregistrement .....	6,7	6,4	0,4	0,4	0,4	0,5
successions .....	3,2	3,1	0,3	0,3	0,3	0,3
timbres et taxes assimilées .....	67,9	68,7	5,4	5,0	5,8	5,7
Total ...	179,4	175,7	13,6	12,8	14,7	14,6
Différence par rapport aux éval. budgét.		+ 3,7		+ 0,8		+ 0,1

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux.

<sup>2</sup> En raison du passage du régime de l'exercice à celui de la gestion à partir du premier janvier 1967, la période complémentaire de 1966 a été supprimée et, en conséquence les recettes qui auraient appartenu à cette période ont été rattachées au compte de 1967.

<sup>3</sup> Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos et les impôts des non résidents (rôles).

N.P. - I - détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

**XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Moyennes mensuelles ou mois	Contributions directes 2	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1958 .....	3,1	1,5	2,7	7,3	0,35
1959 .....	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960 .....	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961 .....	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1962 .....	4,2	2,1	4,0	10,3	0,66
1963 .....	4,4	2,1	4,4	10,9	0,93
1964 .....	5,0	2,4	5,0	12,4	1,09
1965 .....	5,6	2,5	5,5	13,6	1,07
1966 .....	6,5	2,8	6,6	15,9	1,39
1965 6 premiers mois .....	5,0	2,4	5,2	12,6	0,62
9 premiers mois .....	5,9	2,4	5,2	13,5	1,60
1966 3 premiers mois .....	6,6	2,7	6,1	15,4	0,98
6 premiers mois .....	5,9	2,8	6,3	15,0	0,71
9 premiers mois .....	6,8	2,8	6,4	16,0	1,78
1967 3 premiers mois .....	7,0	3,0	7,1	17,1	0,78
6 premiers mois .....	6,4	3,2	7,2	16,8	0,67
1966 Juin .....	6,5	2,9	6,9	16,3	0,60
Juillet .....	16,6	2,7	6,1	25,4	11,68
Août .....	4,6	2,8	6,2	13,6	0,06
Septembre .....	4,6	3,2	7,0	14,8	0,01
Octobre .....	5,9	2,7	6,9	15,5	0,43
Novembre .....	5,5	2,8	6,9	15,2	0,03
Décembre .....	5,0	3,3	7,4	15,7	0,25
1967 Janvier .....	11,4	2,9	6,5	20,8	2,13
Février .....	4,8	2,8	6,8	14,4	0,08
Mars .....	4,8	3,3	8,1	16,2	0,13
Avril .....	5,1	3,2	7,4	15,7	0,69
Mai .....	5,1	3,2	6,8	15,1	0,09
Juin .....	7,4	3,6	7,4	18,4	0,88
Juillet .....	17,3	2,7	6,6	26,6	11,76
Août .....	5,3	2,9	6,5	14,7	0,06

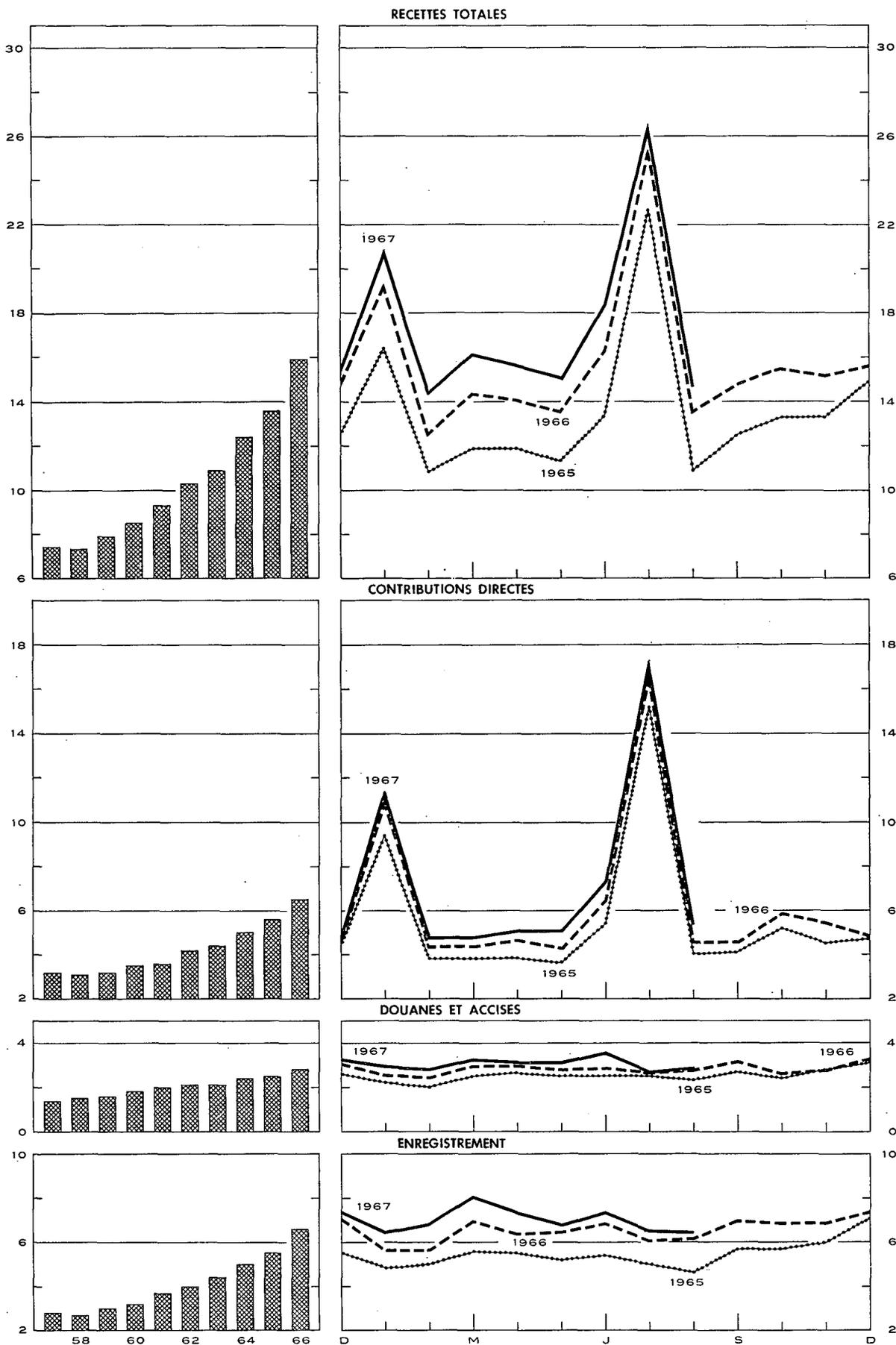
<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Rwanda-Burundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1966 : « Les budgets de 1966 et 1967 » et XLII<sup>e</sup> année, vol. I n<sup>o</sup> 3, mars 1967 : « Chapitre XI « Finances publiques » de la partie statistique - Révision de certaines données ».

### XI - 6. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



## XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963 <sup>1</sup>

Source : Banque Nationale de Belgique.

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)	
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers						Secteurs indéterminés et ajustements (12)
		Entreprises et particuliers (1)	Parastatistiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)	Organismes monétaires (7)		Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)			
----- données non disponibles															
... nihil ou inférieur à 50 millions															
— opération non effectuée															
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers														
	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	44,5	—	3,2	1,7	6,3	55,9	
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	7,7	—	—	—	—	—	42,2	—	0,1	0,9	...	50,9	
		Obligations ...	10,8	...	...	...	...	...	...	—	1,0	15,7	...	27,5	
		Autres emprunts à moyen et long terme ...	8,1	0,1	—	—	—	—	...	—	95,3	31,1	92,0	226,6	
		Divers ...	...	1,2	1,6	0,1	13,5	—	...	—	2,7	3,0	0,6	22,7	
		(Actions et parts) ...	(181,4)	(0,3)	( ... )	—	(0,2)	—	(0,6)	(—)	(1,1)	(2,8)	(—)	( ... )	(186,4)
		Total ...	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	6,3	383,6
	Parastatistiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	0,6
		Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	—	1,8	—	...	0,4	...	...	2,3
		Engagements en comptes courants ou d'avances ...	15,9	0,3	...	...	...	...	0,2	—	...	0,1	...	...	0,7
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	4,0	2,2	0,9	3,6	5,2	...	32,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	1,2	...	0,6	4,3	...	7,0	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	...	...	0,1	...	...	0,5	—	...	0,2	9,0	...	9,8	
	Divers ...	5,3	...	5,1	0,2	1,8	...	...	...	...	...	0,1	0,7	13,2	
	(Actions et parts) ...	(0,8)	...	(14,5)	(5,1)	( ... )	...	( ... )	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,2)	(0,9)	(21,7)	
	Total ...	21,3	0,5	5,1	0,4	...	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	0,8	66,2	
Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers ...	2,3	...	—	1,1	...	...	38,7	...	...	...	0,1	4,8	47,1	
	Certificats à court terme ...	...	0,7	—	0,1	...	19,9	36,2	2,7	5,4	8,7	...	...	73,7	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	107,1	2,4	—	1,7	1,1	10,3	37,8	5,1	35,2	39,0	8,7	1,3	249,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	16,5	57,9	...	2,4	2,0	1,7	2,3	82,7	
	Divers ...	...	0,8	—	...	0,9	7,4	...	...	...	0,4	0,4	...	9,9	
	Total ...	109,4	3,9	—	3,0	2,1	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	8,4	463,2	
Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	4,3	—	...	...	...	...	4,3	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	15,4	0,7	...	0,1	...	0,5	0,5	1,0	1,6	6,8	1,0	...	27,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	...	...	...	8,2	2,9	...	...	11,1	
	Autres emprunts à moyen et long terme ...	...	4,8	...	...	...	...	...	...	0,6	...	49,5	...	54,8	
	Divers ...	1,9	0,4	2,8	...	...	...	...	...	...	...	0,6	3,0	8,7	
	Total ...	17,4	5,9	2,8	0,1	...	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	3,0	106,5	
Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale ...	16,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	16,0	
	Obligations accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	0,1	...	...	0,3	
	Obligations non accessibles à tout placeur ...	...	...	...	...	...	0,5	1,1	...	1,4	7,3	...	1,4	11,7	
	Divers ...	5,2	...	2,5	...	2,6	...	...	...	...	0,1	...	2,4	12,9	
	Total ...	21,2	...	2,5	...	3,1	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	3,8	40,9	
Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges) ...	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
	Acceptations et effets commerciaux ...	...	...	...	...	...	...	10,1	—	0,8	1,7	1,7	...	14,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...	...	...	...	...	...	...	4,5	—	0,2	...	...	...	4,7	
	Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) ...	...	...	...	...	...	...	112,0	—	...	...	...	...	112,0	
	Obligations ...	7,6	...	0,2	...	...	...	0,7	0,9	0,3	6,2	0,2	- 0,1	16,0	
	Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique ...	...	...	13,1	...	...	...	7,1	—	...	...	...	...	20,2	
	Divers ...	...	0,9	8,0	...	...	...	...	...	...	0,4	0,2	...	9,6	
	(Actions et parts) ...	...	(0,2)	(0,4)	...	...	...	(—)	(—)	( ... )	(1,5)	(—)	( ... )	...	
	Total ...	7,6	0,9	21,3	...	...	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	1,6	176,8	

**DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE**

		(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)							(13) (1) à (12)
Organismes monétaires	Monnaie .....	253,9	2,8	3,8	12,4	1,0	—	...	2,0	1,6	0,3	...	277,9	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	1,4	...	0,3	...	0,1	2,0	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	55,0	—	—	—	—	—	55,0	
	Dépôts en devises des résidents .....	9,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	29,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	29,3	
	Dépôts à terme des résidents .....	25,7	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	—	25,8	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	11,7	...	—	—	...	11,7	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,4	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	11,4	
	Divers .....	0,1	...	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	9,6	
	(Actions et parts) .....	(7,7)	—	(0,2)	—	—	—	(0,6)	—	—	(0,1)	—	(8,6)	
<b>Total ...</b>	<b>329,5</b>	<b>2,8</b>	<b>4,0</b>	<b>12,5</b>	<b>1,0</b>	<b>55,2</b>	<b>13,1</b>	<b>...</b>	<b>2,3</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>	<b>9,6</b>	<b>432,0</b>	
Fonds des Rentes	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,4	0,2	—	0,2	...	...	0,9	
	Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	6,5	—	—	—	—	6,5	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	—	0,6	—	—	...	...	0,6	
	Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	...	—	...	...	...	2,8	
<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,4</b>	<b>7,4</b>	<b>—</b>	<b>0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>10,9</b>		
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Dépôts à vue .....	3,8	...	...	...	0,8	—	—	...	0,6	0,3	...	5,5	
	Dépôts sur livrets .....	138,4	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	138,4	
	Dépôts à terme .....	0,9	1,0	...	...	3,5	—	—	...	...	...	0,6	6,0	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,1	—	...	—	—	—	—	—	—	—	—	11,1	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers .....	4,6	...	0,1	...	...	...	0,1	...	0,1	...	...	8,0	
	(Actions et parts) .....	(1,3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,3)	
<b>Total ...</b>	<b>159,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>4,3</b>	<b>—</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>3,7</b>	<b>169,6</b>	
Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension	Réserves de sécurité sociale .....	18,4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	18,4	
	Réserves mathématiques .....	145,7	—	—	—	—	12,5	—	—	—	—	—	158,2	
	Divers .....	0,3	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	1,5	2,0	
<b>Total ...</b>	<b>164,5</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>12,5</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>1,5</b>	<b>178,6</b>	
Organismes publics de crédit non monétaires	Dépôts à vue .....	2,5	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	2,9	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	0,3	...	0,3	0,1	...	...	0,1	0,1	0,9	
	Dépôts sur livrets .....	6,4	...	—	...	...	—	—	...	...	...	...	6,4	
	Dépôts à terme .....	2,3	0,4	...	3,1	...	0,3	—	...	0,4	...	...	6,4	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	—	—	0,7	...	0,2	...	1,0	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	73,2	0,2	...	0,1	0,9	0,1	10,2	0,5	8,7	19,1	0,2	113,2	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,7	1,3	0,5	...	4,1	16,0	...	23,8	
	Divers .....	3,0	...	10,3	0,1	...	1,7	0,7	—	0,3	...	...	5,5	
(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)	
<b>Total ...</b>	<b>87,4</b>	<b>0,6</b>	<b>10,3</b>	<b>3,7</b>	<b>1,7</b>	<b>3,4</b>	<b>12,1</b>	<b>0,5</b>	<b>13,8</b>	<b>35,5</b>	<b>0,5</b>	<b>6,8</b>	<b>176,3</b>	
Secteurs indéterminés et ajustements	— 4,2	2,1	...	...	1,9	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	—	20,7	
<b>Total des créances</b>	<b>940,0</b>	<b>19,2</b>	<b>50,6</b>	<b>19,8</b>	<b>27,6</b>	<b>137,7</b>	<b>446,3</b>	<b>11,8</b>	<b>181,4</b>	<b>164,3</b>	<b>180,9</b>	<b>45,6</b>	<b>2.225 3</b>	

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

<sup>1</sup> Pour les années 1967 à 1969, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1968; pour l'année 1960, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XLe année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1967.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE													Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers						Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements			
		Entreprises et particuliers	Para-étatiques d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)	Sécurité sociale	Organismes monétaires		Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires					
													(1)			(2)	(3)
----- données non disponibles																	
... nihil ou inférieur à 50 millions																	
— opération non effectuée																	
<b>DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE</b>	<b>Secteurs nationaux non financiers</b>	<b>Entreprises et particuliers (1)</b>	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	0,1	—	—	—	—	...	49,2	—	4,3	—	1,3	8,0	62,8	
			Engagements en comptes courants ou d'avances .	8,3	—	—	—	—	—	...	47,6	—	0,2	—	1,0	...	57,1
			Obligations .....	12,3	...	...	...	...	...	...	...	—	1,0	15,8	...	...	29,1
			Autres emprunts à moyen et long terme .....	8,9	0,1	—	—	—	—	...	...	—	107,2	35,2	103,2	...	254,6
			Divers .....	1,5	1,7	—	0,1	18,0	—	...	...	—	1,6	4,1	0,6	...	27,7
			(Actions et parts) .....	(192,4)	(0,8)	(...)	—	(0,3)	—	...	...	(0,6)	(—)	(1,2)	(3,0)	(—)	(...)
		<b>Total ...</b>	<b>29,5</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>	<b>0,1</b>	<b>18,1</b>	<b>...</b>	<b>96,8</b>	<b>—</b>	<b>114,3</b>	<b>55,1</b>	<b>106,1</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>431,3</b>	
		<b>Paratâtiques d'exploitation (2)</b>	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	0,2	...	...	0,3	...	...	0,1	0,5	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		0,5	—	—	—	—	—	0,1	1,2	—	...	0,3	...	...	2,1	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	0,4	0,2	—	...	0,1	...	...	0,6	
	Obligations accessibles à tout placeur .....		15,9	0,5	—	—	—	—	4,0	2,0	0,8	3,7	5,1	0,6	...	32,5	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	0,2	—	0,1	—	—	0,7	2,6	...	0,5	4,1	...	0,3	8,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme .....		...	—	—	0,1	—	—	0,4	...	—	...	0,2	11,1	...	11,8	
	Divers .....	6,3	—	5,9	0,2	—	—	1,7	...	—	...	...	0,1	0,4	14,6		
		(Actions et parts) .....	(0,9)	—	(14,7)	(5,5)	(...)	—	...	(0,1)	(—)	(0,2)	(0,1)	(0,3)	(0,9)	(22,7)	
		<b>Total ...</b>	<b>22,6</b>	<b>0,8</b>	<b>5,9</b>	<b>0,4</b>	<b>...</b>	<b>7,4</b>	<b>6,0</b>	<b>0,8</b>	<b>4,5</b>	<b>9,4</b>	<b>12,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,8</b>	<b>70,7</b>	
		<b>Etat (Trésor) (3)</b>	Fonds de tiers .....	4,2	—	—	0,8	...	...	45,6	...	...	...	0,1	3,5	54,1	
	Certificats à court terme .....		...	0,5	—	—	0,2	...	16,9	36,8	4,1	4,3	...	6,0	1,5	70,4	
	Obligations accessibles à tout placeur .....		118,2	2,4	—	1,7	1,7	9,3	38,7	3,7	33,3	41,9	8,3	1,4	1,4	260,7	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	—	—	—	—	—	19,2	58,6	...	3,5	2,1	1,0	0,6	85,1	
Divers .....	...		0,7	—	—	—	1,6	6,3	...	...	...	0,5	0,2	...	9,2		
	<b>Total ...</b>	<b>122,4</b>	<b>3,7</b>	<b>—</b>	<b>2,6</b>	<b>3,3</b>	<b>51,7</b>	<b>179,7</b>	<b>7,8</b>	<b>41,1</b>	<b>44,5</b>	<b>15,6</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>479,5</b>		
	<b>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)</b>	Argent à très court terme .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	—	4,8	—	—	—	—	—	4,8		
Obligations accessibles à tout placeur .....		14,4	0,6	—	0,1	—	0,5	0,7	1,2	1,7	6,6	1,2	—	—	27,0		
Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	—	—	—	—	1,1	0,2	...	10,7	2,4	...	...	...	14,5		
Autres emprunts à moyen et long terme .....		...	5,0	—	—	—	—	...	—	0,7	...	...	55,5	...	61,1		
Divers .....	2,1	0,5	2,0	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	2,3	7,1			
	<b>Total ...</b>	<b>16,5</b>	<b>6,1</b>	<b>2,0</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>1,6</b>	<b>5,7</b>	<b>1,2</b>	<b>13,1</b>	<b>9,0</b>	<b>57,0</b>	<b>2,3</b>	<b>2,3</b>	<b>114,5</b>		
	<b>Sécurité sociale (5)</b>	Réserves de sécurité sociale .....	22,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22,3		
Obligations accessibles à tout placeur .....		...	—	—	—	—	—	0,2	...	...	0,1	...	...	0,3			
Obligations non accessibles à tout placeur .....		...	—	—	—	—	—	0,7	...	...	1,3	9,0	...	1,6	13,2		
Divers .....		4,6	—	1,1	—	—	—	3,6	...	...	...	0,3	...	2,7	12,4		
	<b>Total ...</b>	<b>26,9</b>	<b>...</b>	<b>1,1</b>	<b>...</b>	<b>4,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>...</b>	<b>1,3</b>	<b>9,3</b>	<b>...</b>	<b>4,3</b>	<b>4,3</b>	<b>48,2</b>		
	<b>Etranger (6)</b>	Argent à très court terme (francs belges) .....	—	—	—	—	—	—	0,1	...	...	...	...	...	0,1		
Acceptations et effets commerciaux .....		—	—	—	—	—	—	—	12,9	—	1,0	—	1,7	1,5	17,1		
Engagements en comptes courants ou d'avances .		—	—	—	—	—	—	—	4,1	—	0,2	—	...	...	4,3		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.) .....		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	129,2		
Obligations .....		7,8	—	0,1	—	—	—	—	0,7	0,9	0,3	6,1	0,2	- 0,2	16,0		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique .....		—	—	11,5	—	—	—	—	8,7	—	—	—	—	—	20,2		
Divers .....		—	0,9	8,1	—	—	—	—	...	—	...	0,8	0,2	...	10,0		
(Actions et parts) .....		—	(0,2)	(0,4)	—	—	—	—	(—)	(1,3)	(—)	(...)	(1,5)	(—)	(...)		
	<b>Total ...</b>	<b>7,8</b>	<b>0,9</b>	<b>19,7</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>—</b>	<b>155,7</b>	<b>0,9</b>	<b>1,5</b>	<b>6,9</b>	<b>2,1</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>196,8</b>		

**DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE**

		Intermédiaires financiers												
<b>Organismes monétaires</b> (7)	Monnaie .....	273,3	3,0	3,6	11,3	0,6	—	...	3,5	1,8	0,3	...	297,5	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	1,5	1,3	...	...	...	...	2,8	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	66,2	—	—	—	—	—	66,2	
	Dépôts en devises des résidents .....	5,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5,1	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	35,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	35,6	
	Dépôts à terme des résidents .....	29,4	—	—	...	—	—	—	—	0,1	—	—	29,5	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	15,5	...	—	...	...	15,5	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,4	...	...	—	—	—	—	—	...	...	...	11,4	
	Divers .....	0,1	...	0,2	...	...	—	...	...	...	...	10,9	11,2	
	(Actions et parts) .....	(9,2)	—	(0,2)	—	—	—	(0,7)	—	—	(0,1)	—	(10,2)	
	<b>Total ...</b>	<b>355,0</b>	<b>3,0</b>	<b>3,8</b>	<b>11,3</b>	<b>0,6</b>	<b>67,7</b>	<b>16,7</b>	<b>...</b>	<b>3,5</b>	<b>1,9</b>	<b>0,3</b>	<b>10,9</b>	<b>474,7</b>
	<b>Fonds des Rentes</b> (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	...	—	...	...	...	...	...
		Certificats à court terme .....	—	—	—	...	...	7,4	—	—	—	—	—	7,4
		Engagements en comptes courants ou d'avances .....	—	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	0,4
		Divers .....	—	—	2,8	—	—	—	—	—	—	—	0,1	2,9
<b>Total ...</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>2,8</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>7,7</b>	<b>—</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>10,6</b>	
<b>Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</b> (9)	Dépôts à vue .....	3,8	...	...	0,2	2,3	—	—	...	0,6	0,2	...	7,0	
	Dépôts sur livrets .....	148,1	...	—	—	—	—	—	...	...	...	...	148,1	
	Dépôts à terme .....	1,3	1,0	...	...	3,7	—	—	...	...	...	0,3	6,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	11,8	—	—	—	—	—	—	—	0,2	—	—	12,0	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,6	
	Divers .....	5,8	...	...	0,5	...	0,2	0,1	...	0,1	...	...	2,8	9,5
	(Actions et parts) .....	(1,6)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1,6)	
<b>Total ...</b>	<b>171,3</b>	<b>1,0</b>	<b>...</b>	<b>0,7</b>	<b>6,0</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>3,1</b>	<b>183,6</b>	
<b>Organ. d'assur.-vie et accid. du travail, fonds de pension</b> (10)	Réserves de sécurité sociale .....	21,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	21,3	
	Réserves mathématiques .....	155,7	—	—	—	—	14,4	—	—	—	—	—	170,2	
	Divers .....	0,3	...	0,2	...	0,1	...	...	...	...	...	2,0	2,7	
<b>Total ...</b>	<b>177,3</b>	<b>...</b>	<b>0,2</b>	<b>...</b>	<b>0,1</b>	<b>14,4</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>2,0</b>	<b>194,1</b>	
<b>Organismes publics de crédit non monétaires</b> (11)	Dépôts à vue .....	2,7	...	...	0,2	...	0,2	—	...	...	...	...	3,1	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	0,2	...	...	...	0,1	0,3	0,7	
	Dépôts sur livrets .....	7,0	...	—	...	...	—	—	...	...	...	...	7,0	
	Dépôts à terme .....	2,0	0,5	...	2,9	1,5	0,3	—	0,5	0,9	...	...	8,7	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	0,1	—	0,8	...	0,2	...	1,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	78,5	0,3	...	0,1	1,4	...	9,8	0,3	8,4	20,9	0,2	...	119,9
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	0,8	3,5	0,7	...	3,7	17,9	...	1,4	28,0
	Divers .....	3,5	...	10,3	0,1	...	2,5	...	—	0,4	...	...	5,5	22,2
	(Actions et parts) .....	(0,1)	(...)	(1,0)	(0,7)	(...)	(...)	(0,2)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(2,0)
<b>Total ...</b>	<b>93,7</b>	<b>0,7</b>	<b>10,3</b>	<b>3,3</b>	<b>3,8</b>	<b>6,1</b>	<b>11,3</b>	<b>0,3</b>	<b>13,9</b>	<b>39,7</b>	<b>0,5</b>	<b>7,2</b>	<b>190,7</b>	
<b>Secteurs indéterminés et ajustements</b> (12)		— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	—	21,7
	<b>(1) à (12)</b>	<b>1.018,7</b>	<b>20,0</b>	<b>48,9</b>	<b>18,6</b>	<b>37,4</b>	<b>153,6</b>	<b>491,2</b>	<b>11,6</b>	<b>196,7</b>	<b>177,7</b>	<b>195,0</b>	<b>47,0</b>	<b>2.416,4</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964 <sup>1</sup>

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

		CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE												Total des dettes (13) = (1) à (12)		
		Secteurs nationaux non financiers					Etranger (6)	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements (12)			
		Entreprises et particuliers (1)	Para-étatiques d'exploitation (2)	Etat (Trésor) (3)	Secteur public compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Sécurité sociale (5)		Organismes monétaires (7)	Fonds des Rentes (8)	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Organismes d'assurance-accidents du travail, fonds de pension (10)	Organismes publics de crédit non monétaires (11)				
															Secteurs nationaux non financiers	Intermédiaires financiers
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (1) à (12)		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers	Entreprises et particuliers (1)	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
			Engagements en comptes courants ou d'avances ...	+ 0,6	- 0,1	—	—	—	...	+ 4,1	—	+ 1,2	—	- 0,4	+ 2,3	+ 7,1
			Obligations	+ 1,5	...	...	...	...	...	+ 5,4	—	+ 0,1	—	+ 0,1	...	+ 6,1
			Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,8	...	...	...	...	...	...	—	...	+ 0,1	...	...	+ 1,6
			Divers	...	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	...	—	+ 13,1	+ 4,1	+ 11,1	...	+ 29,1
			(Actions et parts)	(+ 8,4)	(+ 0,5)	(...)	...	(+ 0,1)	(+ 0,1)	(...)	(—)	(+ 0,1)	(+ 0,2)	(—)	(...)	+ 18,0
		Total ...	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 2,3	+ 62,0	
		Para-étatiques d'exploitation (2)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	+ 0,2	...	...	- 0,3	...	+ 0,1	- 0,1	
	Acceptations, effets commerciaux et promesses ...		+ 0,3	—	—	...	...	+ 0,1	- 0,6	—	...	—	- 0,1	...	- 0,2	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		- 0,1	+ 0,2	...	...	...	...	- 0,1	...	...	...	...	...	- 0,1	
	Obligations accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	...	- 0,1	- 0,2	...	- 0,1	+ 0,2	...	...	
	Obligations non accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	+ 0,2	+ 1,4	...	...	- 0,2	...	+ 0,2	+ 1,6	
	Autres emprunts à moyen et long terme		+ 1,0	...	+ 0,7	...	...	- 0,2	...	—	...	...	+ 2,1	...	+ 1,9	
		Divers	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	- 0,2	...	...	...	...	- 0,3	+ 1,3		
		(Actions et parts)	(+ 0,1)	...	(+ 0,3)	(+ 0,4)	(...)	- 0,2	(...)	(—)	(+ 0,1)	(...)	(+ 0,1)	(...)	(+ 1,0)	
		Total ...	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	...	+ 4,4	
		Etat (Trésor) (3)	Fonds de tiers	+ 1,8	...	—	- 0,4	...	...	+ 6,9	...	...	...	- 1,3	+ 7,1	
	Certificats à court terme		...	- 0,2	—	+ 0,1	...	- 0,8	+ 0,6	+ 1,4	- 1,1	...	- 2,7	- 0,5	- 3,2	
	Obligations accessibles à tout placeur		+ 11,2	...	—	...	+ 0,6	- 1,0	+ 0,9	- 1,4	- 1,9	+ 2,9	- 0,4	+ 0,1	+ 10,9	
	Obligations non accessibles à tout placeur		...	...	—	...	...	+ 2,8	+ 0,7	...	+ 1,1	+ 0,1	- 0,7	- 1,7	+ 2,3	
		Divers	...	- 0,1	—	...	+ 0,7	- 0,4	- 0,7	...	...	+ 0,1	- 0,2	...	- 0,6	
		Total ...	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	- 3,4	+ 16,5	
		Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés) (4)	Argent à très court terme	—	...	—	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
	Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	+ 0,5	...	...	...	...	...	+ 0,5	
Obligations accessibles à tout placeur	- 1,0		- 0,1	...	...	...	...	+ 0,2	+ 0,2	+ 0,1	- 0,2	+ 0,2	...	- 0,7		
Obligations non accessibles à tout placeur	...		...	...	...	...	...	+ 0,2	...	+ 2,6	- 0,5	...	...	+ 3,3		
Autres emprunts à moyen et long terme	+ 0,1		+ 0,2	...	...	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 6,0	...	+ 6,4		
	Divers	...	...	- 0,8	...	...	...	...	...	...	...	- 0,3	- 0,7	- 1,6		
	Total ...	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	- 0,7	+ 7,9		
	Sécurité sociale (5)	Réserves de sécurité sociale	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3		
Obligations accessibles à tout placeur		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Obligations non accessibles à tout placeur		...	...	...	...	+ 0,2	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,6	...	+ 0,2	+ 1,5		
Divers		- 0,6	...	- 1,4	...	+ 1,0	...	...	...	...	+ 0,1	...	+ 0,3	- 0,5		
	Total ...	+ 5,7	...	- 1,4	...	+ 1,2	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 0,5	+ 7,3		
	Etranger (6)	Argent à très court terme (francs belges)	—	...	—	...	...	—	+ 0,1	...	...	...	...	+ 0,1		
Acceptations et effets commerciaux		...	...	—	...	...	—	+ 2,8	—	+ 0,2	...	...	- 0,1	+ 2,9		
Engagements en comptes courants ou d'avances ...		...	...	...	...	...	...	- 0,4	—	...	...	...	...	- 0,4		
Autres engagements à court terme (y compris l'encaisse-or de la B.N.B.)		...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...		
Obligations		...	...	...	...	...	...	...	+ 17,1	...	...	...	...	+ 17,1		
Engagements des organismes internationaux de crédit au titre de la souscription de la Belgique		...	...	...	...	...	...	...	...	...	- 0,1	...	- 0,1	- 0,2		
Divers		+ 5,4	+ 0,1	+ 0,1	...	...	...	...	+ 1,7	—	—	—	- 1,7	...		
(Actions et parts)		(+ 1,4)	(...)	(...)	...	...	...	(—)	(+ 0,2)	(—)	(...)	(...)	(—)	(...)	+ 5,8	
	Total ...	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	- 1,9	+ 25,3		

DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE

Intermédiaires financiers

Organismes monétaires (7)	Monnaie .....	+19,4	+ 0,2	- 0,3	1,1	- 0,4	—	...	+ 1,5	+ 0,3	...	...	+ 19,6	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	+ 1,3	-0,1	...	- 0,3	...	- 0,1	+ 0,8	
	Engagements bruts envers l'étranger .....	—	—	—	—	—	+11,2	—	—	—	—	—	+ 11,2	
	Dépôts en devises des résidents .....	- 4,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 4,0	
	Dépôts sur livrets des résidents .....	+ 6,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 6,3	
	Dépôts à terme des résidents .....	+ 3,7	—	—	...	—	—	—	—	—	—	—	+ 3,7	
	Engagements non rangés ailleurs .....	—	—	...	—	—	—	+3,7	...	—	—	...	+ 3,8	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	- 0,1	...	...	—	—	—	—	—	—	—	...	- 0,1	
	Divers .....	...	...	...	...	...	—	...	...	...	...	...	+ 1,3	
	(Actions et parts) .....	(+ 1,5)	...	(...)	—	—	—	...	...	...	...	...	...	(+ 1,6)
	<b>Total ...</b>	<b>+25,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+12,5</b>	<b>+3,6</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,3</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>...</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>+ 42,7</b>
	Fonds des Rentes (8)	Argent à très court terme .....	—	...	—	...	...	- 0,4	-0,2	—	- 0,2	...	...	- 0,9
		Certificats à court terme .....	—	—	—	...	—	...	+0,8	—	—	—	—	+ 0,8
Engagements en comptes courants ou d'avances .....		—	—	—	—	—	—	-0,2	—	...	...	...	- 0,2	
Divers .....		—	—	...	—	—	—	...	—	...	...	...	...	
<b>Total ...</b>		<b>—</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+0,4</b>	<b>—</b>	<b>- 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>- 0,3</b>
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation (9)	Dépôts à vue .....	- 0,1	...	...	+ 0,2	+ 1,5	—	...	—	...	...	- 0,1	+ 1,5	
	Dépôts sur livrets .....	+ 9,7	...	—	—	—	—	...	—	...	...	...	+ 9,7	
	Dépôts à terme .....	+ 0,4	...	...	...	+ 0,3	—	...	—	...	...	- 0,3	+ 0,4	
	Obligations (y compris les bons de caisse) .....	+ 0,7	—	...	...	—	—	—	—	...	+ 0,2	...	+ 0,9	
	Réserves mathématiques des sociétés de capitalisation .....	...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	...	
	Divers .....	+ 1,3	...	- 0,1	+ 0,5	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 1,5
(Actions et parts) .....	(+ 0,3)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	(+ 0,3)	
<b>Total ...</b>	<b>+12,0</b>	<b>...</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 1,8</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>- 0,1</b>	<b>- 0,7</b>	<b>+ 14,1</b>	
Orgun. d'assur.-vie et accéd. du travail, fonds de pension (10)	Réserves de sécurité sociale .....	+ 2,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 2,8	
	Réserves mathématiques .....	+10,0	—	—	—	—	+ 2,0*	—	—	—	—	—	+ 12,0	
	Divers .....	...	...	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 0,7	
<b>Total ...</b>	<b>+12,9</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,5</b>	<b>+ 15,5</b>	
Organismes publics de crédit non monétaires (11)	Dépôts à vue .....	+ 0,2	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,2	
	Argent à très court terme .....	—	...	—	- 0,2	...	- 0,2	+0,1	...	...	...	+ 0,2	- 0,2	
	Dépôts sur livrets .....	+ 0,6	...	—	...	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,6	
	Dépôts à terme .....	- 0,3	+ 0,1	...	- 0,1	+ 1,5	—	...	—	+ 0,5	+ 0,5	...	+ 2,3	
	Engagements en comptes courants ou d'avances .....	...	...	—	...	...	...	+0,1	—	+ 0,1	...	- 0,1	+ 0,1	
	Obligations accessibles à tout placeur .....	+ 5,4	...	...	...	+ 0,5	...	-0,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,8	...	+ 8,8	
	Obligations non accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	+ 0,1	+ 2,2	+0,2	...	- 0,3	+ 1,8	...	+ 4,2	
	Divers .....	+ 0,5	...	...	...	...	...	...	—	...	...	...	+ 0,5	
	(Actions et parts) .....	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+0,1)	(—)	(...)	(...)	(...)	(...)	(+ 0,1)
<b>Total ...</b>	<b>+ 6,3</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>...</b>	<b>- 0,4</b>	<b>+ 2,1</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>...</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 4,2</b>	<b>...</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 14,5</b>	
Secteurs indécouverts et ajustements (12)		- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 1,6	+0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	—	
	<b>Total des créances</b> .....	<b>+83,9</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>- 1,6</b>	<b>- 1,1</b>	<b>+ 9,8</b>	<b>+29,5</b>	<b>+44,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>+16,6</b>	<b>+13,4</b>	<b>+14,1</b>	<b>- 1,8</b>	<b>+207,8</b>

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

1 Pour les années 1958, 1959 et 1960, cf. le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1963; pour l'année 1961, cf. le même bulletin, XXXIX<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1964; pour l'année 1962, cf. le même bulletin, XL<sup>e</sup> année, vol. II, n° 4, octobre 1965; pour l'année 1963, cf. le même bulletin, XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1967.

\* Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1963

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

..... données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'explo- itation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers  (6) = (1) à (5)	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers  (13) = (8) à (12)	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes  (15) = (6) + (7) + (13) + (14)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
1. Entreprises et particuliers .....	26,6	1,4	1,6	0,1	13,5	43,2	...	86,8	—	102,2	49,8	95,3	334,1	6,3	383,6
2. Paraétatiques d'exploitation .....	21,3	0,5	5,1	0,4	...	27,3	7,3	5,4	0,9	4,8	9,7	9,9	30,7	0,8	66,2
3. Etat (Trésor) .....	109,4	3,9	—	3,0	2,1	118,4	54,1	170,6	7,8	43,0	41,4	19,6	282,4	8,4	463,2
4. Secteur public non compris ailleurs	17,4	5,9	2,8	0,1	...	26,2	0,5	4,8	1,0	10,4	9,7	51,0	76,9	3,0	106,5
5. Sécurité sociale .....	21,2	...	2,5	...	3,1	26,8	0,2	1,1	...	1,4	7,5	...	10,0	3,8	40,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	195,9	11,7	12,0	3,6	18,7	241,9	62,1	268,7	9,7	161,8	118,1	175,8	734,1	22,3	1.060,4
7. Etranger .....	7,6	0,9	21,3	...	...	29,8	—	134,4	0,9	1,3	6,6	2,1	145,3	1,6	176,8
8. Organismes monétaires .....	329,5	2,8	4,0	12,5	1,0	349,8	55,2	13,1	...	2,3	1,6	0,3	17,3	9,6	432,0
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	0,4	7,4	—	0,2	...	...	7,6	...	10,9
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	159,4	1,0	0,1	...	4,3	164,8	.....	0,1	...	0,1	0,6	0,3	1,1	3,7	169,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	164,5	...	...	...	0,1	164,6	12,5	...	...	...	...	...	...	1,5	178,6
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	87,4	0,6	10,3	3,7	1,7	103,7	3,4	12,1	0,5	13,8	35,5	0,5	62,4	6,8	176,3
13. Total des intermédiaires financiers	740,8	4,4	17,2	16,2	7,1	785,7	71,5	32,7	0,5	16,4	37,7	1,1	88,4	21,6	967,4
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	— 4,2	2,1	...	...	1,9	— 0,2	4,2	10,6	0,6	1,8	1,8	1,8	16,6	—	20,7
15. Total des créances .....	940,0	19,2	50,6	19,8	27,6	1.057,2	137,7	446,3	11,8	181,4	164,3	180,9	984,7	45,6	2.225,3
16. Solde des créances et des dettes	+ 556,4	— 47,0	— 412,6	— 86,7	— 13,3	— 3,2	— 39,1	+ 14,3	+ 0,9	+ 11,8	— 14,3	+ 4,6	+ 17,3	+ 24,9	—

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

----- données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	29,5	1,7	1,7	0,1	18,1	51,1	...	96,8	—	114,3	55,1	106,1	372,3	8,0	431,3
2. Paraétatiques d'exploitation .....	22,6	0,8	5,9	0,4	...	29,7	7,4	6,0	0,8	4,5	9,4	12,1	32,8	0,8	70,7
3. Etat (Trésor) .....	122,4	3,7	—	2,6	3,3	132,0	51,7	179,7	7,8	41,1	44,5	15,6	288,7	7,0	479,5
4. Secteur public non compris ailleurs	16,5	6,1	2,0	0,1	...	24,7	1,6	5,7	1,2	13,1	9,0	57,0	86,0	2,3	114,5
5. Sécurité sociale .....	26,9	...	1,1	...	4,3	32,3	0,3	0,6	...	1,3	9,3	...	11,2	4,3	48,2
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	217,9	12,3	10,7	3,2	25,7	269,8	61,0	288,8	9,8	174,3	127,3	190,8	791,0	22,4	1.144,2
7. Etranger .....	7,8	0,9	19,7	...	...	28,4	—	155,7	0,9	1,5	6,9	2,1	167,1	1,3	196,8
8. Organismes monétaires .....	355,0	3,0	3,8	11,3	0,6	373,7	67,7	16,7	...	3,5	1,9	0,3	22,4	10,9	474,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	2,8	...	...	2,8	...	7,7	—	...	...	...	7,7	0,1	10,6
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	171,3	1,0	...	0,7	6,0	179,0	0,2	0,1	...	0,1	0,8	0,2	1,2	3,1	183,6
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	177,3	...	0,2	...	0,1	177,6	14,4	...	...	...	...	...	...	2,0	194,1
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	93,7	0,7	10,3	3,3	3,8	111,8	6,1	11,3	0,3	13,9	39,7	0,5	65,7	7,2	190,7
13. Total des intermédiaires financiers	797,3	4,7	17,1	15,3	10,5	844,9	88,4	35,8	0,3	17,5	42,4	1,0	97,0	23,3	1.053,7
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	— 4,2	2,2	1,3	...	1,1	0,4	4,2	10,9	0,7	3,3	1,0	1,2	17,1	—	21,7
15. Total des créances .....	1.018,7	20,0	48,9	18,6	37,4	1.143,6	153,6	491,2	11,6	196,7	177,7	195,0	1.072,2	47,0	2.416,4
16. Solde des créances et des dettes .	+ 587,4	— 50,7	— 430,6	— 95,9	— 10,8	— 0,6	— 43,2	+ 16,5	+ 1,0	+ 13,1	— 16,4	+ 4,3	+ 18,5	+ 25,3	—

XII - 4. — MOUVEMENT DES CREANCES ET DES DETTES EN 1964

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

(Chiffres provisoires)

Source : Banque Nationale de Belgique.

données non disponibles ... nihil ou inférieur à 50 millions — opération non effectuée	Entreprises et parti- culiers	Para- étatiques d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes monétaires	Fonds des Rentes	Caisse d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitali- sation	Organismes d'assurance- vie et accidents du travail, fonds de pension	Organismes publics de crédit non monétaires	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indé- terminés et ajus- tements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises et particuliers .....	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,1	...	+ 4,6	+ 7,9	+ 13,1	+ 9,5	—	+ 13,3	+ 5,3	+ 10,8	+ 38,9	+ 2,3	+ 62,0
2. Paraétatiques d'exploitation .....	+ 1,3	+ 0,2	+ 0,7	...	...	+ 2,2	...	+ 0,6	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 2,2	+ 2,1	...	+ 4,4
3. Etat (Trésor) .....	+ 13,0	- 0,3	—	- 0,3	+ 1,3	+ 13,7	+ 0,6	+ 8,4	...	- 1,9	+ 3,2	- 4,1	+ 5,6	- 3,4	+ 16,5
4. Secteur public non compris ailleurs	- 0,9	+ 0,2	- 0,8	...	...	- 1,5	+ 1,1	+ 0,9	+ 0,2	+ 2,7	- 0,7	+ 5,9	+ 9,0	- 0,7	+ 7,9
5. Sécurité sociale .....	+ 5,7	...	- 1,4	...	+ 1,2	+ 5,5	...	- 0,5	...	- 0,1	+ 1,8	...	+ 1,2	+ 0,5	+ 7,3
6. Total des secteurs nationaux non financiers .....	+ 22,0	+ 0,4	- 1,4	- 0,3	+ 7,1	+ 27,8	+ 14,8	+ 18,9	...	+ 13,8	+ 9,3	+ 14,8	+ 56,8	- 1,3	+ 98,1
7. Etranger .....	+ 5,4	+ 0,1	...	...	...	+ 5,5	—	+ 21,3	...	+ 0,2	+ 0,3	...	+ 21,8	- 1,9	+ 25,3
8. Organismes monétaires .....	+ 25,4	+ 0,1	- 0,2	- 1,1	- 0,4	+ 23,8	+ 12,5	+ 3,6	...	+ 1,3	+ 0,3	...	+ 5,2	+ 1,2	+ 42,7
9. Fonds des Rentes .....	—	...	...	...	...	...	- 0,4	+ 0,4	—	- 0,2	...	...	+ 0,2	...	- 0,3
10. Caisses d'épargne, sociétés hypo- thécaires et de capitalisation .....	+ 12,0	...	- 0,1	+ 0,7	+ 1,8	+ 14,4	+ 0,2	...	...	...	+ 0,2	- 0,1	+ 0,1	- 0,7	+ 14,1
11. Organismes d'assurance-vie et acci- dents du travail, fonds de pension	+ 12,9	...	+ 0,2	...	...	+ 13,1	+ 2,0	...	...	...	...	...	...	+ 0,5	+ 15,5
12. Organismes publics de crédit non monétaires .....	+ 6,3	+ 0,1	...	- 0,4	+ 2,1	+ 8,1	+ 2,0	...	- 0,2	+ 0,1	+ 4,2	...	+ 4,1	+ 0,4	+ 14,5
13. Total des intermédiaires financiers	+ 56,6	+ 0,2	- 0,1	- 0,8	+ 3,5	+ 59,4	+ 16,3	+ 4,0	- 0,2	+ 1,2	+ 4,7	- 0,1	+ 9,4	+ 1,4	+ 86,5
14. Secteurs indéterminés et ajus- tements .....	- 0,1	+ 0,1	- 0,1	...	- 0,8	- 0,9	- 1,6	+ 0,2	...	+ 1,5	- 0,8	- 0,6	- 0,1	—	- 2,1
15. Total des créances .....	+ 83,9	+ 0,9	- 1,6	- 1,1	+ 9,8	+ 91,9	+ 29,5	+ 44,4	- 0,2	+ 16,6	+ 13,4	+ 14,1	+ 88,2	- 1,8	+ 207,8
16. Solde des créances et des dettes .	+ 21,9	- 3,5	- 18,1	- 9,0	+ 2,5	- 6,2	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,1	+ 2,5	- 2,1	- 0,4	+ 1,7	+ 0,3	—

### XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

#### 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets	Créances sur les pouvoirs publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers		Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires		Emprunts obligataires des banques de dépôts	Divers 3
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor			Créances sur l'Etat	Créances sur les autres pouvoirs publics 2	Financés par les organismes monétaires	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires	Sur et envers le Fonds des Rentes	Sur et envers d'autres intermédiaires		
		Dépôts en francs belges 1	Dépôts en devises											
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	
1961 Mars	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1 <sup>4</sup>	73,3	143,6	4,2	51,4	64,5	4,0	5,4	- 7,9	- 5,9
Juin	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8 <sup>4</sup>	68,2	149,3	4,7	54,1	67,3	4,1	6,1	- 8,2	- 5,5
Septembre	228,6	41,1	8,4	...	278,1 <sup>4</sup>	70,9	154,3	4,2	54,6	69,7	3,4	6,3	- 8,4	- 7,2
Décembre	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	6,1	61,2	75,2	5,2	6,8	- 8,6	- 6,9
1962 Mars	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	5,6	61,7	73,9	3,2	7,0	- 9,1	- 8,2
Juin	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	5,5	63,5	77,8	4,4	8,9	- 9,8	- 6,0
Septembre	246,7	50,4	8,0	...	305,1	80,9	154,8	6,6	66,8	78,6	5,8	9,0	-10,4	- 8,4
Décembre	254,5	48,5	7,4	...	310,4	80,5	149,0	7,7	72,9	86,7	7,0	10,1	-11,1	- 5,7
1963 Mars	262,6	50,7	7,4	0,1	320,8	83,8	159,8	6,0	74,5	88,6	7,2	10,3	-11,1	- 9,7
Juin	273,2	51,3	8,2	0,1	332,8	84,4	164,5	6,4	78,7	92,5	7,5	10,2	-11,2	- 7,7
<i>Nouvelle série 5</i>														
Juin	270,9	51,3	8,2	0,1	330,5	83,2	167,0	5,0	76,9	86,8	7,5	10,0	-11,2	- 7,9
Septembre	266,8	53,1	8,4	...	328,3	80,7	165,8	5,1	79,9	89,7	6,9	10,6	-11,3	- 9,4
Décembre	277,8	55,1	9,1	...	342,0	79,2	170,6	5,8	88,8	97,5	7,4	11,5	-11,4	- 9,9
1964 Mars	273,3	58,3	10,1	...	341,7	78,3	174,0	4,8	88,4	101,3	7,0	10,6	-11,2	-10,2
Juin	285,6	58,3	8,1	...	352,0	79,4	177,8	5,2	92,2	104,3	8,9	10,0	-11,3	-10,2
Septembre	283,8	64,1	5,0	...	352,9	81,0	175,9	5,0	94,3	105,4	7,8	11,2	-11,3	-11,0
Décembre	297,4	65,1	5,2	...	367,7	88,0	179,7	6,3	98,2	108,5	7,8	11,1	-11,4	-12,0
1965 Mars	292,9	70,6	4,5	...	368,0	87,0	178,7	7,3	98,5	108,8	6,8	12,9	-11,3	-11,9
Juin	309,5	71,1	5,1	...	385,7	92,4	185,5	7,6	102,4	113,4	7,1	12,1	-11,3	-10,1
Septembre	306,4	74,8	3,9	...	385,1	90,4	189,0	7,0	106,9	116,5	4,2	11,8	-11,3	-12,9
Décembre	318,6	77,4	4,4	...	400,4	94,8	191,9	8,6	112,5	124,5	4,7	12,6	-11,4	-13,3
1966 Mars	314,6	82,4	4,2	...	401,2	93,7	191,3	8,3	114,0	126,8	7,2	12,4	-11,5	-14,2
Juin	329,3	81,1	4,9	...	415,3	93,4	197,4	9,5	119,0	130,8	8,8	13,4	-11,5	-14,7
Septembre	322,4	86,4	5,1	...	413,9	89,5	195,6	10,5	125,2	135,5	5,1	15,2	-11,7	-15,5
Décembre	339,7	89,0	5,7	...	434,4	89,2	203,9	12,0	134,9	144,5	4,6	15,7	-12,0	-13,9
1967 Mars	326,5	97,6	6,0	...	430,1	p 90,9	p 200,4	p 8,6	136,4	149,3	5,0	p 15,4	-12,4	p -14,2
Juin	347,6	98,9	7,5	...	454,0	p 93,0	p 207,8	p 11,3	140,5	155,8	8,6	p 17,2	-12,6	p -11,8

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les dépôts reçus en carnets ou livrets.

2 Y compris les créances sur les fonds de pension.

3 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire, des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre. Elle comprend, en outre, jusqu'au 30 juin 1963 (ancienne série), le solde des opérations autres qu'à court terme de la C.N.C.P.

4 En principe les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont été ensuite partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,3 milliard en novembre-décembre 1960, et de montants supplémentaires de 0,2 milliard en janvier-février 1961, 0,1 milliard en septembre 1961 et 0,2 milliard en octobre 1961.

5 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur vaudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIVe année, vol. II, no 6, décembre 1949 — XXXe année, vol. II, no 5, novembre 1955 — XXXIIIe année, vol. II, no 5, novembre 1958 — XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967, vol. II, no 3, septembre 1967.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

### XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

#### a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																					
1. Or .....	67,1	68,3	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 <sup>4</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	
2. F.M.I. — Participation .....	6,7	6,7	6,7	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,8	3,8	3,0	3,1	3,8	4,1	3,0	4,7	4,4	4,3	1,8	6,2	2,7	6,7	4,9	7,3	6,1	7,6	6,9	6,8	
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>3</sup> .....	14,3	12,8	17,8	19,5	19,6	21,5	20,9	19,8	22,0	27,0	25,9	21,9	23,2	21,9	20,0	19,7	20,0	21,4	21,3	29,9	
b) en francs belges <sup>3</sup> .....	0,1	...	...	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	...	
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	89,4	92,0	96,4	99,5	100,5	103,0	102,6	104,0	106,0	115,7	114,0	121,2	120,8	123,7	120,6	123,8	122,6	125,4	124,8	129,9	
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	0,4	0,3	0,4	0,3	0,4	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,6	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...	
c) sur les banques de dépôts .....	...	1,3	0,3	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,5	...	...	...	
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	9,9	5,2	8,8	9,9	8,2	9,3	9,6	9,8	10,0	9,8	9,9	10,0	9,9	9,0	10,0	9,3	10,0	9,6	9,9	10,0	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,4	2,5	2,5	2,7	2,7	2,6	2,7	2,7	2,7	
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	...	2,7	0,1	...	0,4	1,7	...	0,9	0,6	0,1	...	0,2	...	2,7	0,2	1,7	1,7	4,0	0,8	0,2	
b) effets commerciaux .....	1,7	3,6	2,4	2,5	1,5	3,5	3,0	3,3	2,8	2,6	2,4	2,1	2,1	2,9	2,4	2,8	3,1	3,9	2,3	2,4	
c) avances .....	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	0,6	1,0	...	0,6	0,6	1,1	2,5	1,5	0,4	...	...	...	...	0,8	2,9	0,7	0,3	—	—	
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,6	0,3	...	0,2	0,8	...	...	1,8	...	2,0	0,5	0,3	...	0,2	...	0,8	...	...	1,4	
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres .....	22,6	19,9	28,2	33,4	34,4	36,4	35,4	36,6	38,7	40,2	38,3	39,8	37,0	36,2	36,2	34,7	35,6	38,4	36,8	53,6	
TOTAL DE L'ACTIF ...	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

<sup>4</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges <sup>1</sup> ....	0,5	0,8	0,8	0,6	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	0,6	0,4	
4. Ajustement statistique ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	0,7	1,0	1,0	0,8	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9	0,8	0,6	
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> ....	2,3	2,6	2,5	2,5	2,6	2,8	3,2	3,0	2,9	3,0	3,1	3,3	3,3	3,5	3,6	3,8	3,3	3,5	3,5	3,8	
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) envers les organismes publics ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire ....	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres ....	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,1	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> ....	131,0	135,9	138,0	143,8	144,2	147,7	145,4	150,9	152,1	157,3	155,1	162,5	162,7	166,8	163,4	171,0	170,0	171,8	166,5	176,0	
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> ....	0,4	0,5	0,3	0,3	0,3	0,5	0,5	0,4	0,4	0,6	0,5	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3	
b) détenue par les pouvoirs publics ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— dépôts en devises	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) détenues par le Trésor ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Emprunts obligataires ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes ....	1,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	0,7	0,1	—	—	—	—	—	—	
b) envers les paraétatiques de crédit ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
c) envers le Trésor ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
D. Autres ....	24,3	21,1	30,5	34,9	36,1	38,2	37,3	38,9	40,9	42,4	41,0	42,6	39,4	38,7	38,8	36,7	38,5	41,0	39,0	54,2	
TOTAL DU PASSIF ...	160,5	162,7	174,5	182,4	184,3	192,3	188,6	194,1	198,4	206,1	204,1	211,0	207,5	211,8	208,8	212,7	213,0	219,0	212,2	235,0	

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>3</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67
<i>A. Créances sur l'étranger :</i>																				
1. Or .....	77,9	77,9	77,8	77,8	77,8	77,8	76,6	76,4	76,3	76,2	76,2	76,2	76,2	76,1	76,2	76,2	76,2	76,0	75,9	75,8
2. F.M.I. — Participation .....	12,5	12,5	12,9	13,8	14,0	14,0	15,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,3	15,3	15,2	15,2	15,1
— Prêts <sup>1</sup> .....	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	1,9	1,9	1,9
3. Obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	5,4	4,7	4,9	6,8	7,4	7,3	7,9	6,1	6,1	5,9	6,1	7,6	6,3	5,0	6,9	6,9	6,2	6,8	6,9	3,3
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
6. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	20,5	19,4	20,0	19,9	19,7	19,7	21,6	21,4	20,0	21,8	21,6	21,4	22,3	20,8	21,3	22,4	26,0	29,9	31,7	34,0
b) en francs belges .....	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	1,7	0,2	...	...	...
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	121,3	119,5	120,6	123,4	124,0	123,8	126,2	124,1	122,6	124,1	124,1	125,4	125,0	122,1	124,8	126,0	125,9	129,9	131,7	130,2
<i>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets .....	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,2	0,3	0,3
2. Autres :																				
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics .....	...	...	0,2	...	0,3	...	...	0,1	0,6	...	...	...	...	...	...	0,3	...	...	...	...
c) sur les banques de dépôts .....	...	...	0,5	...	0,1	...	...	0,3	0,5	1,1	...	...	0,6	...	...	0,3	...	...	...	...
<i>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Sur l'Etat :																				
a) à un an au plus .....	9,3	10,0	10,0	9,0	9,4	9,3	9,8	10,0	10,0	9,9	10,0	9,6	7,1	9,9	9,9	9,3	9,9	10,0	7,5	7,6
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,7	2,6	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																				
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																				
a) acceptations bancaires .....	0,8	0,3	0,2	0,7	1,3	1,7	2,3	...	1,7	1,0	0,6	4,0	0,3	...	0,8	0,4	...	0,2	1,0	} 2,4
b) effets commerciaux .....	2,5	2,9	2,4	2,5	2,8	2,8	4,1	2,4	3,1	2,3	2,5	3,9	3,0	3,1	2,3	2,5	2,0	2,4	2,8	
c) avances .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,1	...	...
d) obligations :																				
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	0,4	0,8	...	...	2,9	1,0	3,0	0,7	0,6	0,4	0,3	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																				
a) à un an au plus .....	...	...	0,2	...	0,1	...	...	0,5	0,8	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	1,1	1,4	2,5
b) à plus d'un an :																				
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	35,2	34,0	36,2	35,4	35,3	34,7	35,9	35,4	35,6	39,0	39,2	38,4	38,4	36,0	36,8	37,0	45,3	53,6	51,6	52,9
TOTAL DE L'ACTIF ...	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).<sup>2</sup> Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

## a) - Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-1-66	28-2-66	31-3-66	30-4-66	31-5-66	30-6-66	31-7-66	31-8-66	30-9-66	31-10-66	30-11-66	31-12-66	31-1-67	28-2-67	31-3-67	30-4-67	31-5-67	30-6-67	31-7-67	31-8-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																				
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																				
a) en monnaies étrangères .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
b) en francs belges <sup>1</sup> .....	0,7	0,6	0,7	0,6	0,5	0,6	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,5	0,3	0,6	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,9	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,6	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,7	0,5	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,6
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																				
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	3,4	3,4	3,6	3,1	3,8	3,8	3,8	3,5	3,3	3,6	3,6	3,5	3,7	3,6	3,5	3,5	3,8	3,8	4,0	4,0
2. Autres :																				
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts :																				
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	0,1	1,7	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,3	0,1	0,1	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																				
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	163,5	163,2	163,4	166,5	167,6	171,0	173,0	170,3	170,0	169,2	167,0	171,8	165,9	165,4	166,5	168,9	170,1	176,0	174,7	171,2
2. Monnaie scripturale :																				
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																				
a) détenues par les entreprises et particuliers :																				
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																				
a) envers le Fonds des Rentes .....	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	38,0	36,9	38,8	37,7	38,3	36,7	38,9	38,2	38,5	41,6	42,5	41,0	41,2	38,8	39,0	39,9	46,7	54,2	55,0	56,9
TOTAL DU PASSIF ...	206,6	204,7	208,8	208,5	210,8	212,7	216,7	213,2	213,0	215,7	214,3	219,0	211,9	208,7	212,2	213,4	221,7	235,0	234,6	233,1

<sup>1</sup> Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.<sup>2</sup> Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>3</sup> Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est repris sous C5a.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																					
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Obligations .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
b) en francs belges .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	...	0,2	0,2	...	0,1	0,2	0,1	0,5	0,1	0,4	...	...	0,1	...	...	
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets .....	0,1	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
b) sur les organismes publics .....	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	
c) sur les banques de dépôts .....	...	0,3	...	0,4	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	36,8	37,5	40,0	41,2	40,3	39,0	42,9	42,0	44,2	42,9	48,0	41,0	44,2	43,0	47,1	44,3	45,3	40,6	48,5	46,7	46,8
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	5,1	5,3	5,5	5,5	5,6	5,6	5,7	5,7	5,8	5,7	5,7	5,5	5,5	5,2	6,3	6,5	6,5	6,5	6,5	6,5	6,7
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	0,2	0,1	0,2	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	...	0,5	0,1	...	0,1	0,4	...	0,5	0,2	0,5	0,4	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2
b) effets commerciaux .....	0,7	0,9	0,8	0,7	0,5	0,6	0,6	0,6	0,4	0,4	0,5	0,5	0,3	0,3	0,5	0,4	0,3	0,1	0,5	0,2	0,1
c) avances .....	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
d) obligations, :																					
— accessibles à tout placeur .....	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...	0,1	...	...	...	...	...
— autres .....	...	...	...	...	...	...	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,7	0,8	0,9	0,3	0,8	0,7
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	...	...	...	...	...
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
— autres .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
D. Autres .....	4,7	4,7	5,0	5,2	4,5	3,1	3,0	3,6	4,2	3,4	2,4	2,9	3,8	3,1	2,9	3,1	2,4	3,4	4,9	3,7	3,6
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>51,4</b>	<b>53,8</b>	<b>55,3</b>	<b>56,9</b>	<b>54,7</b>	<b>52,0</b>	<b>57,7</b>	<b>55,8</b>	<b>58,8</b>	<b>56,7</b>	<b>63,0</b>	<b>56,9</b>	<b>60,9</b>	<b>58,1</b>	<b>64,9</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>60,2</b>	<b>71,4</b>	<b>63,7</b>	<b>65,9</b>

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme) jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire belge, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique « D. Autres ». En ce qui concerne la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés a été reprise jusqu'au 30 juin 1963, ancienne série, sous la rubrique « D. Autres ».

<sup>2</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

b) - Organismes publics monétaires <sup>1</sup> — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																					
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges .....	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	2,0	1,9	2,6	2,6	2,6	2,5	3,1	3,1	3,0	2,9	2,8	2,7	2,6	2,5	2,3	2,1	2,0	1,2	1,2	1,0	0,7
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets <sup>2</sup> .....	0,4	0,3	0,4	0,3	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,6	0,5	0,5	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,4	0,2
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	...	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	0,2	...	0,6	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	...	0,4	0,1	0,3
c) envers les banques de dépôts :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,9	2,6	0,7	0,6	0,5	0,4	3,1	2,2	1,0	1,1	6,0	2,2	0,9	1,3	5,8	3,0	0,6	0,7	5,8	2,3	0,7
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Monnaie fiduciaire <sup>3</sup> .....	5,7	5,8	5,8	5,9	5,9	5,9	6,0	6,0	6,2	6,3	6,4	6,3	6,4	6,4	6,6	6,5	6,7	6,8	6,9	6,9	6,9
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	31,1	32,4	33,2	34,5	32,5	31,6	33,0	32,8	35,9	34,4	36,0	35,5	37,7	36,0	37,9	37,2	41,2	38,5	41,9	39,0	41,7
b) détenue par les pouvoirs publics .....	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	0,3	0,1	...	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,5	0,2	...	...	...	...	...	...	...
b) envers les paraétatiques de crédit .....	...	0,1	...	0,1	...	...	...	...	...	...	...	0,3	...	0,3	...	0,2	0,1	...	...	...	...
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>51,4</b>	<b>53,8</b>	<b>55,3</b>	<b>56,9</b>	<b>54,7</b>	<b>52,0</b>	<b>57,7</b>	<b>55,8</b>	<b>58,8</b>	<b>56,7</b>	<b>63,0</b>	<b>56,9</b>	<b>60,9</b>	<b>58,1</b>	<b>64,9</b>	<b>62,1</b>	<b>63,1</b>	<b>60,2</b>	<b>71,4</b>	<b>63,7</b>	<b>65,9</b>

<sup>1</sup> Office des Chèques Postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passifs à vue et à 30 jours au plus, y compris les dépôts à plus d'un mois, qu'il n'était pas possible d'éliminer) jusqu'au 30 juin 1963 ancienne série, Crédit Communal de Belgique (passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescampte et de Garantie (uniquement les passifs envers les organismes monétaires).

<sup>2</sup> Uniquement les pièces et billets détenus par la Banque Nationale.

<sup>3</sup> Les chiffres sont surévalués à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale.

<sup>4</sup> Y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

<sup>5</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

## c) - Banques de dépôts — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																					
1. Or .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. — Participation .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Obligations .....	1,1	1,1	1,1	1,1	0,4	0,5	0,6	0,6	0,6	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	1,4	1,9	1,8	1,8	1,9	p 1,9	p 2,4
4. Accept. en francs belges représ. d'export. ....	2,1	0,8	1,1	2,1	3,2	2,8	2,7	2,5	2,9	3,6	4,8	5,6	4,3	4,2	5,2	6,3	4,6	6,0	5,6	5,4	7,6
5. Créances sur l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	16,3	19,5	19,3	23,9	24,1	25,4	23,4	28,5	29,3	28,4	29,0	39,7	35,2	34,7	36,7	43,5	43,3	43,3	52,6	48,5	54,1
b) en francs belges <sup>2</sup> .....	2,2	2,2	3,3	3,4	4,5	4,9	4,5	5,1	5,6	5,3	5,5	6,2	6,3	6,2	6,9	7,3	7,2	7,8	8,3	10,3	10,7
7. Ajustement statistique .....	+0,6	+0,1	+0,7	-0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des créances sur l'étranger ...	22,3	23,7	25,5	30,4	32,2	33,6	31,2	36,7	38,4	37,8	39,9	52,2	46,5	45,8	50,2	59,0	56,9	58,9	68,4	p66,1	p74,8
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																					
1. Pièces et billets .....	2,2	2,6	2,5	2,5	2,4	2,5	2,8	3,1	2,9	2,8	2,9	3,0	3,2	3,2	3,4	3,5	3,7	3,2	3,4	3,5	3,7
2. Autres :																					
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																					
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres .....	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1
b) sur les organismes publics .....	0,9	2,6	0,8	0,5	0,5	0,4	3,0	2,2	1,0	1,0	6,0	2,2	0,9	1,2	5,8	3,0	0,6	0,6	5,8	2,3	0,7
c) sur les banques de dépôts .....	3,4	3,3	4,2	4,1	3,7	5,9	4,7	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,1	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,5	6,9
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																					
1. Sur l'Etat :																					
a) à un an au plus .....	39,0	14,4	19,1	22,1	22,4	24,3	22,7	26,0	26,3	26,5	24,6	29,1	29,7	33,6	28,8	29,6	33,7	31,9	34,0	p32,0	p37,6
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	23,9	25,9	27,3	26,7	29,6	29,5	29,8	30,0	31,1	30,1	30,6	33,0	35,5	34,8	37,4	37,2	38,3	40,4	37,9	p38,0	p38,6
— autres .....	3,8	24,5	22,8	22,8	22,9	22,8	23,9	24,4	24,3	24,3	24,6	23,8	24,2	26,0	26,8	27,1	27,6	29,5	30,7	p30,6	p31,4
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																					
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	1,9	1,8	1,2	1,6	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	p 1,3	p 1,5
— autres .....	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	p 1,4	p 1,9
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																					
a) acceptations bancaires .....	5,1	3,0	3,5	4,9	3,8	3,3	2,5	2,9	2,7	3,9	5,6	6,9	5,7	9,5	5,5	7,5	7,3	7,0	7,3	7,1	5,9
b) effets commerciaux .....	27,2	26,9	32,2	32,9	32,8	34,4	37,6	38,3	40,0	39,7	41,4	40,4	43,1	42,0	45,6	45,5	47,3	48,4	55,5	56,4	58,3
c) avances .....	31,8	35,6	35,1	37,5	37,3	39,7	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,3
d) obligations :																					
— accessibles à tout placeur .....	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	1,8	1,8	1,5	1,8	1,8	p 2,1	p 2,5
— autres .....	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,0	1,1	1,7	2,1	2,1	2,0	2,0	2,0	1,9	1,7	1,8	1,8	2,0	p 2,3	p 2,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus .....	8,6	6,4	6,5	7,9	7,9	6,3	6,8	5,9	6,3	6,3	7,4	7,0	7,6	5,7	4,7	6,4	5,9	4,4	4,3	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :																					
a) à un an au plus .....	...	0,1	...	...	0,1	...	0,2	0,2	0,1	0,1	0,4	0,1	...	0,1	0,2	0,2	0,5	0,7	1,0	p 1,0	p 1,1
b) à plus d'un an :																					
— obligations accessibles à tout placeur .....	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2	p13,2	p13,6
— autres .....	0,7	0,7	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,9	1,2	1,4	1,4	1,4	p 1,4	p 1,4
D. Autres .....	28,1	31,1	29,7	32,5	31,2	31,4	31,7	31,0	34,3	32,1	36,2	36,2	40,9	40,9	43,3	41,9	45,3	46,0	49,0	p51,7	p60,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

## c) - Banques de dépôts — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 1	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67
<i>A. Engagements envers l'étranger :</i>																					
1. Envers le F.M.I. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :																					
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,3	67,1	78,3	73,2	84,1
b) en francs belges <sup>2 3</sup> .....	11,2	12,4	12,3	13,5	16,1	17,6	16,9	16,7	17,5	15,9	18,1	21,1	21,0	20,3	20,6	20,7	22,3	22,8	24,3	25,0	26,3
4. Ajustement statistique .....	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	28,3	32,5	34,6	42,2	45,2	50,0	51,3	57,2	59,2	59,0	64,0	76,0	72,1	73,4	75,9	83,3	84,6	89,9	102,6	98,2	110,4
<i>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</i>																					
1. Pièces et billets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :																					
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	1,3	0,3	0,2	0,2	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,5	...	0,4	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	0,3	...	...	...	...	...	...	...	0,4	...	...	...	...	...	0,1	...	...	...
c) envers les banques de dépôts .....	3,4	3,3	4,3	4,1	3,7	5,9	4,6	5,3	4,5	5,1	5,0	6,8	6,0	6,1	5,1	5,7	5,1	5,5	6,2	5,6	6,9
<i>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</i>																					
1. Monnaie fiduciaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Monnaie scripturale :																					
a) détenue par les entreprises et particuliers	67,5	69,3	72,9	76,0	75,8	73,6	78,5	77,3	79,8	79,0	86,3	86,4	90,4	90,1	95,1	94,6	98,2	94,8	103,6	99,8	107,3
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Liquidités quasi monétaires :																					
a) détenues par les entreprises et particuliers :																					
— dépôts en francs belges à plus d'un mois	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8
— dépôts en devises	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5
b) détenues par le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Emprunts obligataires .....	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6
5. Autres :																					
a) envers le Fonds des Rentes .....	0,7	...	0,2	0,2	0,2	...	...	...	...	...	...	...	...	0,6	...	...	...	...	...	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,3	0,2	0,1	0,3	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,4	0,1	0,1	0,2	0,4	0,1	0,2	...	0,3	0,3
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	43,5	44,2	46,0	48,0	45,5	45,5	46,3	46,2	50,5	48,9	53,0	52,9	56,5	58,9	61,2	60,9	64,5	66,4	69,4	67,6	72,6
TOTAL DU PASSIF ...	212,4	218,1	227,6	242,0	242,0	249,5	256,8	266,0	272,2	273,5	290,1	309,3	312,7	319,2	330,7	343,5	350,0	360,6	388,5	387,5	416,5

1 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII. Créances et dettes dans l'économie belge et XIII. Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLIII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 3a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 3b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

d) - Ensemble des organismes monétaires — Actif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 5	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>																						
1. Or .....	67,1	68,3	68,6	68,6	68,6	68,4	68,6	68,8	69,6	69,7	72,5	74,2	78,1 <sup>6</sup>	77,7	77,9	77,8	77,8	76,3	76,2	76,2	76,0	
2. F.M.I. — Participation .....	6,7	6,7	6,7	6,5	6,5	7,0	7,1	8,2	8,2	8,2	8,7	9,0	10,0	12,2	12,2	12,9	14,0	15,2	15,2	15,2	15,2	
— Prêts <sup>1</sup> .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,5	1,5	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	
3. Obligations .....	1,2	1,2	1,2	1,2	0,5	0,6	0,7	0,7	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,8	1,5	2,0	1,9	1,9	2,0 <sup>p</sup>	2,0 <sup>p</sup>	2,5	
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	3,1	4,8	4,2	5,3	6,4	6,6	7,0	5,7	7,6	8,0	9,2	7,6	10,6	7,4	12,0	11,6	11,9	12,1	13,3	12,3	14,4	
5. Créances sur l'U.E.P. <sup>2</sup> .....	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
6. Autres :																						
a) en monnaies étrangères <sup>3</sup> .....	30,6	32,3	37,1	43,4	43,6	45,0	44,9	49,4	49,1	50,4	56,0	65,6	57,1	57,9	58,6	63,5	63,0	63,3	74,0	69,8	84,0	
b) en francs belges <sup>3</sup> .....	2,3	2,2	3,3	4,9	6,0	6,4	6,0	6,6	7,1	6,8	7,0	7,7	7,8	7,7	8,4	8,8	8,7	9,3	9,8	12,0	10,7	
7. Ajustement statistique .....	+ 0,6	+ 0,1	+ 0,7	- 0,1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des créances sur l'étranger ...	111,9	115,9	122,0	130,0	131,8	134,1	134,4	139,5	142,4	143,8	155,7	166,4	167,8	167,1	174,0	180,0	180,7	181,5	193,9 <sup>p</sup>	190,9 <sup>p</sup>	204,7 <sup>p</sup>	(6)
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>																						
1. Pièces et billets .....	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	
2. Autres :																						
a) sur la Banque Nationale de Belgique :																						
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	0,1	1,6	2,2	0,1	0,1	0,1	2,3	1,4	0,1	0,1	0,7	2,1	0,1	0,2	1,4	1,7	0,1	0,1	1,3	2,1	0,1	
b) sur les organismes publics .....	0,9	2,6	0,9	0,6	0,6	0,4	3,1	2,3	1,1	1,1	6,6	2,3	1,0	1,3	5,9	3,2	0,7	1,3	6,2	2,4	1,0	
c) sur les banques de dépôts .....	3,4	4,9	4,5	4,7	3,9	7,4	5,0	5,3	4,5	5,1	5,2	7,2	6,1	6,1	5,1	6,2	5,1	6,0	6,2	5,6	6,9	
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>																						
1. Sur l'Etat :																						
a) à un an au plus .....	85,7	57,1	67,9	73,2	72,6	71,5	74,9	77,6	80,3	79,4	82,4	80,0	83,9	86,5	84,9	83,9	88,3	82,5	92,1 <sup>p</sup>	88,6 <sup>p</sup>	94,4	(7)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	31,3	33,5	35,1	34,5	37,5	37,4	37,8	38,0	39,3	38,2	38,7	41,0	43,4	42,5	46,2	46,4	47,5	49,5	47,1 <sup>p</sup>	47,2 <sup>p</sup>	48,0	(7)
— autres .....	37,8	58,5	56,8	56,8	56,9	56,8	57,9	58,4	58,3	58,3	58,6	57,8	58,2	60,0	60,8	61,1	61,6	63,5	64,7 <sup>p</sup>	64,6 <sup>p</sup>	65,4	(7)
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :																						
a) à un an au plus .....	3,2	4,5	3,3	3,4	3,4	3,4	4,3	3,1	3,7	3,5	4,8	5,5	5,7	5,0	6,5	6,2	7,3	8,3	9,6	5,4	7,3	(8)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	2,3	2,1	1,6	1,9	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,4 <sup>p</sup>	1,8 <sup>p</sup>	2,0	(8)
— autres .....	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,8	0,8	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0 <sup>p</sup>	1,4 <sup>p</sup>	1,9	(8)
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :																						
a) acceptations bancaires .....	5,3	5,8	3,8	5,0	3,9	3,8	4,6	3,0	3,6	4,6	6,1	6,9	6,4	9,7	8,7	8,1	9,1	8,8	11,7	8,0	6,3	(9)
b) effets commerciaux .....	29,6	31,4	35,4	36,1	35,8	36,4	41,8	41,9	43,7	42,9	44,5	43,3	45,5	44,4	49,0	48,3	50,4	51,6	59,9	59,0	60,8	(9)
c) avances .....	31,9	35,7	35,2	37,6	37,3	39,8	42,4	43,5	44,8	46,9	47,8	48,3	50,4	52,7	54,8	57,5	59,6	64,8	63,3	69,4	73,4	(9)
d) obligations :																						
— accessibles à tout placeur .....	2,9	2,7	2,7	2,9	2,2	2,2	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,1	2,0	1,8	1,8	1,6	1,8	1,8 <sup>p</sup>	2,1 <sup>p</sup>	2,5	(14)
— autres .....	0,9	1,2	1,2	1,2	1,2	1,1	1,2	1,3	2,0	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,4	2,4	2,6	2,7	2,3 <sup>p</sup>	3,1 <sup>p</sup>	3,3	(14)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus <sup>4</sup>	8,6	7,0	7,5	7,9	7,9	6,9	7,4	7,0	8,8	7,8	7,8	7,0	7,6	5,7	4,7	7,2	8,8	5,1	4,6	—	—	(11)
5. Sur les paraétatiques de crédit :																						
a) à un an au plus .....	...	0,7	0,3	...	0,1	0,2	1,0	0,2	0,1	1,9	0,4	2,1	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	1,5	1,0 <sup>p</sup>	1,0 <sup>p</sup>	2,5	(12)
b) à plus d'un an :																						
— obligations accessibles à tout placeur	8,5	8,9	9,3	9,9	9,9	10,1	10,3	10,1	9,9	9,7	9,8	10,8	10,9	10,9	11,4	11,3	11,7	12,4	13,2 <sup>p</sup>	13,2 <sup>p</sup>	13,6	(12)
— autres .....	0,8	0,8	0,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,9	1,0	1,3	1,5	1,5	1,5 <sup>p</sup>	1,5 <sup>p</sup>	1,5	(12)
D. Autres .....	55,4	55,7	62,9	71,1	69,1	68,9	71,1	70,0	75,1	74,2	78,8	77,4	84,5	81,0	82,4	81,2	82,4	85,0	92,3 <sup>p</sup>	92,2 <sup>p</sup>	117,8	(14)
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>424,3</b>	<b>434,6</b>	<b>457,4</b>	<b>481,3</b>	<b>479,1</b>	<b>485,8</b>	<b>506,8</b>	<b>510,4</b>	<b>525,1</b>	<b>528,6</b>	<b>559,2</b>	<b>570,3</b>	<b>584,6</b>	<b>584,8</b>	<b>607,4</b>	<b>614,4</b>	<b>625,8</b>	<b>633,8</b>	<b>678,9</b>	<b>663,4</b>	<b>717,4</b>	

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (loi du 4-1-1968, Convention du 1-2-1968).

<sup>2</sup> Créances bilatérales sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.

<sup>3</sup> Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 6a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 6b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

<sup>4</sup> Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique « D. Autres ».

<sup>5</sup> Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

<sup>6</sup> Y compris 1 milliard d'or en compte auprès d'un correspondant étranger.

XIII-1  
Colonne du tableau  
« Bilans intégrés des organis-  
mes monétaires » dans lequel  
le la rubrique est comprise

d) - Ensemble des organismes monétaires — Passif — Chiffres trimestriels

(milliards de francs)

	30-9-62	31-12-62	31-3-63	30-6-63 est	30-6-63 7	30-9-63	31-12-63	31-3-64	30-6-64	30-9-64	31-12-64	31-3-65	30-6-65	30-9-65	31-12-65	31-3-66	30-6-66	30-9-66	31-12-66	31-3-67	30-6-67	
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>																						
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																						
a) en monnaies étrangères <sup>2</sup> .....	17,2	20,4	21,7	28,1	29,1	32,4	34,4	40,5	41,7	43,1	45,9	54,9	51,1	53,1	55,3	62,6	62,9	67,7	78,3	73,2	84,5	
b) en francs belges <sup>1 2</sup> .....	13,7	15,1	15,7	16,7	19,3	20,9	20,6	20,4	21,1	19,4	21,6	24,3	24,2	23,5	23,6	23,5	24,3	24,0	26,2	26,6	27,0	
4. Ajustement statistique .....	-0,1	-0,3	+0,6	+0,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	31,0	35,4	38,2	45,6	48,6	53,5	55,2	61,1	63,0	62,7	67,7	79,4	75,5	76,8	79,1	86,3	87,4	91,9	104,7	100,0	111,7	
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>																						
1. Pièces et billets <sup>3</sup> .....	2,7	2,9	2,9	2,8	2,8	3,0	3,1	3,5	3,2	3,2	3,4	3,7	3,8	3,8	3,9	4,1	4,2	3,7	3,8	3,9	4,0	
2. Autres :																						
a) envers la Banque Nationale de Belgique	...	1,3	0,4	0,3	0,3	1,5	0,3	...	...	...	0,2	...	...	...	...	0,7	...	1,0	...	...	...	
b) envers les organismes publics .....	...	0,3	...	0,3	...	...	0,1	0,1	0,1	...	0,6	0,5	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	0,4	0,1	0,3	
c) envers les banques de dépôts :																						
— réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,2	1,2	1,3	1,4	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres .....	4,4	7,5	7,2	4,8	4,3	6,4	10,0	8,9	5,6	6,3	11,7	11,1	7,0	7,5	12,3	10,4	5,8	6,3	13,3	10,0	7,7	
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>																						
1. Monnaie fiduciaire <sup>4</sup> .....	136,7	141,7	143,8	149,7	149,7	150,1	153,7	151,4	157,1	158,4	163,7	161,4	168,9	169,1	173,4	169,9	177,7	176,8	178,7	173,4	182,9	(1)
2. Monnaie scripturale :																						
a) détenue par les entreprises et particuliers <sup>5</sup> .....	99,0	102,2	106,4	110,8	108,6	105,5	112,0	110,6	116,1	113,8	122,9	122,4	128,4	126,5	133,4	132,2	139,7	133,6	146,0	139,1	149,3	(1)
b) détenue par les pouvoirs publics .....	11,0	10,6	12,5	12,7	12,7	11,2	12,1	11,3	12,4	11,7	10,8	9,2	12,2	10,8	11,8	12,4	12,0	12,0	14,9	14,0	15,4	(1)
3. Liquidités quasi monétaires :																						
a) détenues par les entreprises et particuliers :																						
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	31,9	28,6	28,6	27,9	27,9	26,6	25,8	26,4	25,6	29,9	29,5	32,7	32,4	34,2	35,4	38,3	36,3	40,5	40,5	45,6	45,1	(2)
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	18,4	19,9	22,1	23,4	23,4	26,4	29,2	31,9	32,7	34,2	35,6	37,8	38,8	40,6	42,0	44,1	44,8	46,0	48,5	52,0	53,8	(2)
— dépôts en devises .....	8,0	7,4	7,4	8,2	8,2	8,4	9,1	10,1	8,1	5,0	5,1	4,5	5,1	3,9	4,4	4,2	4,9	5,1	5,7	6,0	7,5	(3)
b) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) détenues par le Trésor .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
4. Emprunts obligataires .....	10,4	11,1	11,1	11,2	11,2	11,3	11,4	11,2	11,2	11,3	11,4	11,4	11,3	11,3	11,4	11,5	11,5	11,7	12,0	12,4	12,6	(13)
5. Autres :																						
a) envers le Fonds des Rentes <sup>6</sup> .....	2,7	0,1	0,2	0,3	0,3	...	...	...	...	...	...	0,3	0,5	1,5	0,1	...	...	...	...	...	...	(11)
b) envers les paraétatiques de crédit .....	0,3	0,3	0,1	0,4	0,7	0,3	0,3	0,4	0,6	1,1	...	0,7	0,1	0,4	0,2	0,6	0,2	0,2	...	0,3	0,3	(12)
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(7)
D. Autres .....	67,8	65,3	76,5	82,9	80,4	81,6	84,5	83,5	89,4	89,8	95,4	93,9	99,1	98,3	99,9	99,7	101,2	104,9	110,4	106,6	126,8	(14)
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>424,3</b>	<b>434,6</b>	<b>457,4</b>	<b>481,3</b>	<b>479,1</b>	<b>485,8</b>	<b>506,8</b>	<b>510,4</b>	<b>525,1</b>	<b>528,6</b>	<b>559,2</b>	<b>570,3</b>	<b>584,6</b>	<b>584,8</b>	<b>607,4</b>	<b>614,4</b>	<b>625,8</b>	<b>633,8</b>	<b>678,9</b>	<b>663,4</b>	<b>717,4</b>	

Colonne du tableau XIII-1  
« Bilans intégrés des organismes monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise (6)

1 Pour la Banque Nationale, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et l'U.E.P.; pour les autres organismes monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L. depuis qu'ils ont pu être extraits des engagements envers le secteur intérieur non monétaire, c'est-à-dire depuis juin 1958.

2 Pour les dates antérieures au 30 juin 1963, les montants repris sous la rubrique « 8a) en monnaies étrangères » se rapportent uniquement aux monnaies étrangères convertibles tandis que ceux repris sous la rubrique « 8b) en francs belges » se rapportent non seulement aux francs belges mais encore aux monnaies étrangères non convertibles. Ces dernières ne représentent que de faibles montants.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C5a ou « D. Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

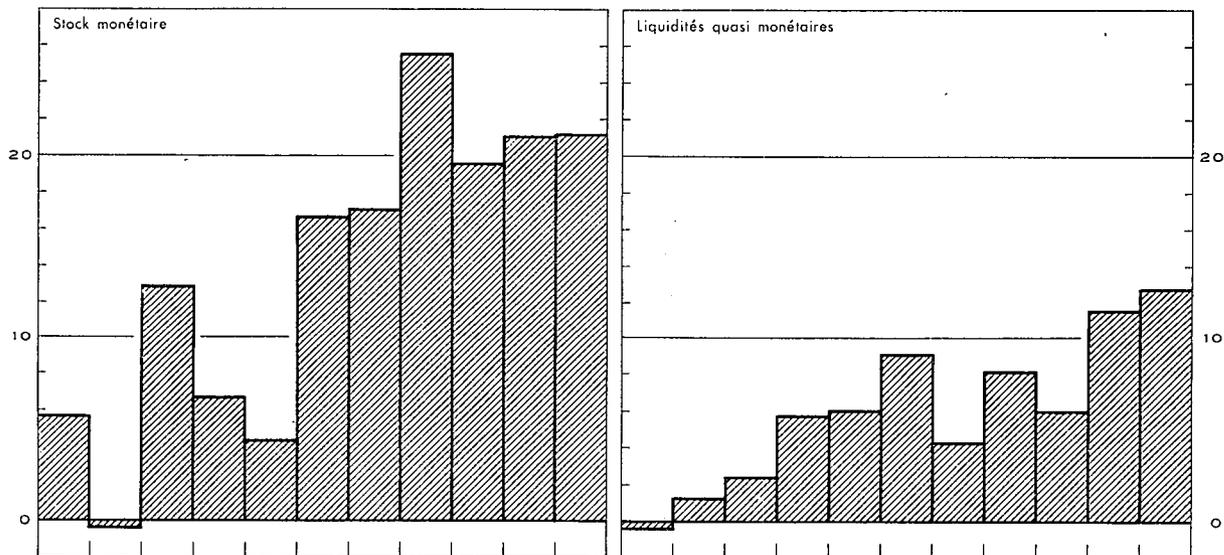
6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique « D. Autres ».

7 Pour la justification des écarts entre cette nouvelle et l'ancienne série (colonne précédente), le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. I, no 1, janvier 1967.

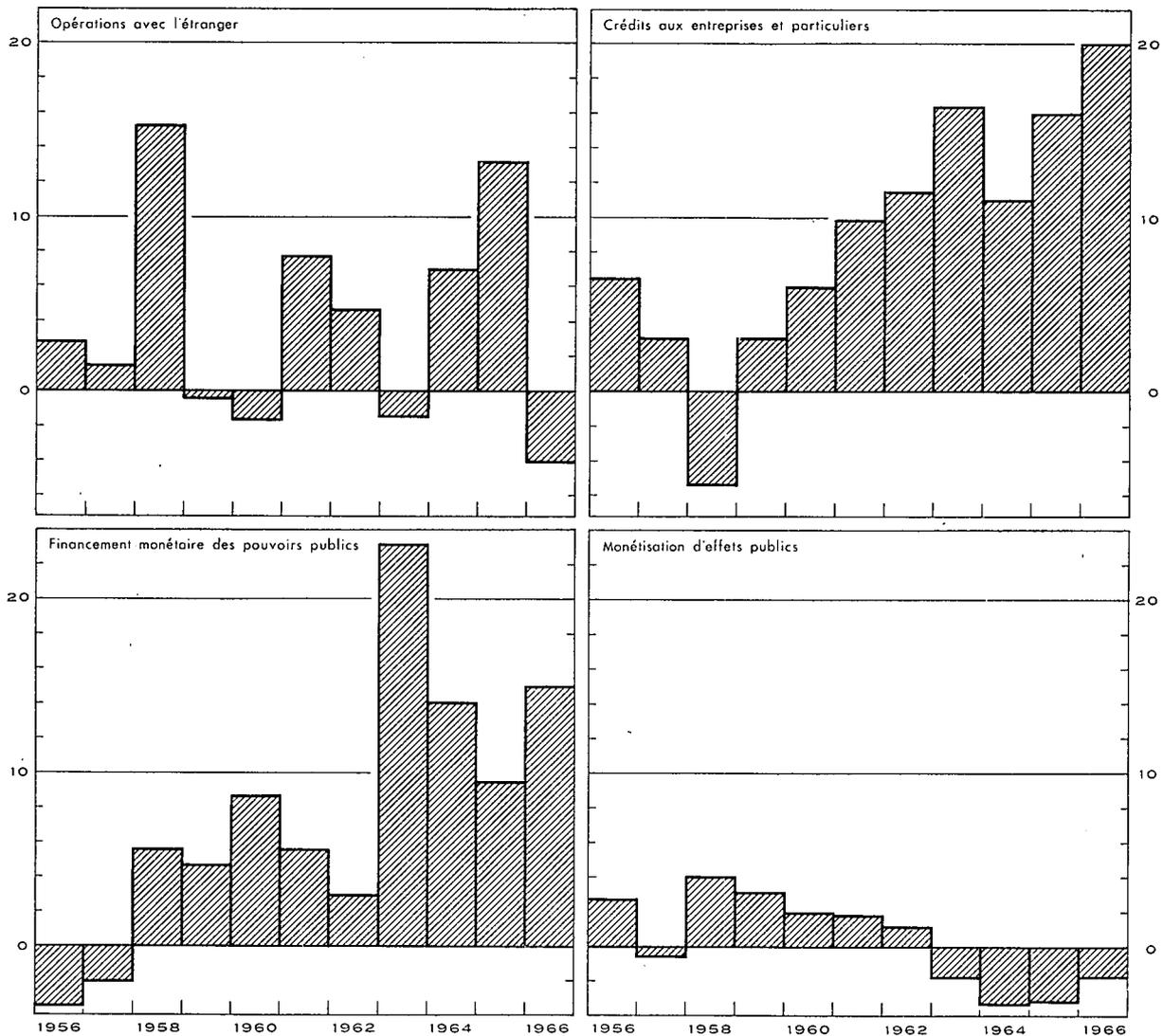
### XIII - 3. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITES QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

#### A. - VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITES



#### B. - ORIGINES DES VARIATIONS



### XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires (2)	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (3)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (4)	Crédits aux entreprises et particuliers <sup>1</sup> (5)	Refinancement en dehors des organismes monétaires (augmentation : -) <sup>2</sup>		Financement monétaire des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires (12)	Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Divers (14)
						de créances commerciales sur l'étranger (6)	de crédits aux entreprises et particuliers (7)	Etat (8)	Autres pouvoirs publics <sup>3</sup> (9)	achats sur le marché par les organismes monétaires (10)	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes (11)			
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 5,0	- 1,3	- 1,4	+ 1,8	+ 1,6	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	- 0,3	- 0,5	- 1,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 8,7	...	+ 8,7	+ 0,3	+ 3,9	+ 1,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 2,3	- 0,6	+ 2,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,6	+ 2,6	+ 4,2	+ 1,7	+ 0,8	- 1,7	+ 2,5	+ 2,7	+ 0,8	+ 0,4	- 0,1	- 0,2	- 0,6	- 2,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,9	- 2,5	+ 5,4	- 2,3	+ 8,1	+ 1,6	- 2,0	- 3,8	+ 1,7	- 0,7	+ 0,9	+ 0,6	- 0,7	+ 2,0
Total ...	+17,1	+ 4,3	+ 21,4	+ 4,7	+ 11,5	- 0,2	+ 0,1	+ 0,8	+ 2,2	+ 0,5	+ 0,7	+ 2,4	- 2,4	+ 1,1
1963 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 8,1	+ 2,2	+ 10,3	+ 3,3	+ 1,9	- 1,3	- 0,4	+ 11,6	- 1,3	- 0,2	+ 0,2	+ 0,5	- 0,1	- 3,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+10,6	+ 1,4	+ 12,0	- 0,1	+ 3,8	...	+ 0,4	+ 6,4	+ 0,1	- 0,4	+ 0,9	...	- 0,1	+ 1,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,1	+ 1,9	- 2,2	- 2,0	+ 2,9	+ 0,7	+ 0,1	- 1,8	+ 0,1	- 0,9	- 0,3	+ 0,7	- 0,1	- 1,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+11,0	+ 2,7	+ 13,7	- 2,6	+ 7,8	+ 0,5	+ 1,1	+ 7,3	+ 0,9	- 0,1	- 0,9	+ 0,2	- 0,1	- 0,4
Total ...	+25,6	+ 8,2	+ 33,8	- 1,4	+ 16,4	- 0,1	+ 1,2	+ 23,5	- 0,2	- 1,6	- 0,1	+ 1,4	- 0,4	- 4,9
1964 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 4,3	- 0,2	- 0,8	+ 3,8	- 1,4	- 4,2	+ 3,7	- 0,1	- 0,2	- 0,9	- 0,2	+ 0,3	- 0,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,2	- 2,0	+ 10,2	- 0,6	+ 3,0	+ 1,1	+ 0,8	+ 5,6	+ 0,6	- 0,3	+ 0,5	- 0,5	- 0,1	+ 0,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 1,7	+ 2,7	+ 1,0	+ 2,1	+ 1,1	+ 0,9	+ 1,0	- 0,7	- 0,1	- 1,0	- 0,7	- 0,7	- 0,1	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+13,6	+ 1,1	+ 14,7	+ 6,3	+ 3,1	- 0,6	+ 0,8	+ 3,8	+ 1,3	- 0,7	+ 0,1	+ 1,6	- 0,1	- 0,9
Total ...	+19,6	+ 6,1	+ 25,7	+ 7,0	+ 11,0	...	- 1,6	+ 12,4	+ 1,7	- 2,2	- 1,0	+ 0,2	...	- 1,8
1965 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,5	+ 4,8	+ 0,3	+ 4,7	+ 0,3	- 2,3	...	- 3,9	+ 1,0	+ 0,5	...	- 0,1	...	+ 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+16,5	+ 1,2	+ 17,7	+ 3,9	+ 4,6	+ 1,9	- 0,7	+ 5,1	+ 1,2	- 0,4	- 0,4	+ 0,6	+ 0,1	+ 1,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 3,1	+ 2,5	- 0,6	+ 0,9	+ 3,1	- 2,2	+ 1,4	+ 2,2	- 1,2	- 0,9	- 1,4	- 0,1	...	- 2,4
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+12,2	+ 3,1	+ 15,3	+ 3,7	+ 8,0	+ 1,4	- 2,4	+ 1,5	+ 3,6	- 0,3	- 0,2	+ 0,9	- 0,1	- 0,8
Total ...	+21,1	+11,6	+ 32,7	+13,2	+ 16,0	- 1,2	- 1,7	+ 4,9	+ 4,6	- 1,1	- 2,0	+ 1,3	...	- 1,3
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 4,0	+ 4,8	+ 0,8	- 0,3	+ 2,3	+ 0,3	- 0,8	+ 2,1	- 0,4	- 1,0	- 0,3	- 0,1	- 0,1	- 0,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+14,8	- 0,6	+ 14,2	...	+ 4,0	+ 0,6	+ 1,0	+ 7,5	+ 1,2	- 0,5	...	+ 0,7	...	- 0,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 6,9	+ 5,5	- 1,4	- 2,8	+ 4,7	+ 0,6	+ 1,5	- 7,9	+ 0,9	+ 0,5	+ 0,4	+ 1,7	- 0,2	- 0,8
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+17,3	+ 3,1	+ 20,4	- 0,9	+ 9,0	- 0,4	+ 0,7	+ 10,1	+ 1,5	- 0,1	- 0,7	+ 0,1	- 0,3	+ 1,4
Total ...	+21,2	+12,8	+ 34,0	- 4,0	+ 20,0	+ 1,1	+ 2,4	+ 11,8	+ 3,2	- 1,1	- 0,6	+ 2,4	- 0,6	- 0,6
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	-13,0	+ 9,0	- 4,0	p+ 5,1	+ 4,8	- 0,4	- 3,3	p- 3,1	p- 3,8	p- 0,7	- 1,7	p- 0,3	- 0,4	p- 0,2
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+21,1	+ 2,7	+ 23,8	p+ 4,8	+ 6,5	- 0,9	- 2,4	p+ 8,7	p+ 4,3	p- 0,6	+ 0,8	p+ 0,5	- 0,3	p+ 2,4

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

— Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

<sup>1</sup> Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes monétaires. — <sup>2</sup> Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires et refinancés par eux auprès d'organismes non monétaires moins crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes monétaires. — <sup>3</sup> Y compris les fonds de pension.

### XIII - 4. — STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire <sup>2</sup>	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers <sup>1</sup>			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. <sup>2</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>2</sup>	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements para-étatiques <sup>2</sup>				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1955 Juin .....	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre .....	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin .....	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre .....	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin .....	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre .....	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin .....	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre .....	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 <sup>3</sup>	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin .....	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre .....	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin .....	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre .....	5,8	124,1	126,8	7,3 <sup>5</sup>	0,7	26,9	58,7 <sup>4</sup>	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin .....	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7 <sup>4</sup>	90,4	98,9	226,8	56,4
Décembre .....	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Juin .....	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Décembre .....	6,2	138,5	141,7	10,6	0,5	30,4	71,3	102,2	112,8	254,5	55,7
1963 Juin (est) <sup>6</sup> .....	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	78,2	110,8	123,6	273,2	54,8
<i>Nouvelle série<sup>6</sup></i>											
1963 Juin .....	6,2	146,2	149,6	12,8	0,4	32,2	76,0	108,6	121,4	271,0	55,2
Décembre .....	6,3	150,5	153,7	12,1	0,5	32,9	78,6	112,0	124,1	277,8	55,3
1964 Juin .....	6,4	153,9	157,1	12,4	0,3	35,8	80,0	116,1	128,5	285,6	55,0
Décembre .....	6,8	160,3	163,7	10,8	0,6	35,9	86,4	122,9	133,7	297,4	55,0
1965 Juin .....	6,9	165,8	168,9	12,2	0,4	37,5	90,5	128,4	140,6	309,5	54,6
Décembre .....	7,0	170,3	173,4	11,8	0,4	37,6	95,4	133,4	145,2	318,6	54,4
1966 Juin .....	7,1	174,8	177,7	12,0	0,2	41,0	98,4	139,6	151,6	329,3	54,0
Juillet .....	7,1	176,9	179,8	12,0	0,3	41,2	96,3	137,8	149,8	329,6	54,6
Août .....	7,2	173,8	177,1	11,2	0,3	38,9	96,8	136,0	147,2	324,3	54,6
Septembre .....	7,2	173,3	176,8	12,0	0,3	38,4	94,9	133,6	145,6	322,4	54,8
Octobre .....	7,2	172,9	176,0	11,5	0,4	40,7	95,4	136,5	148,0	324,0	54,3
Novembre .....	7,2	170,6	173,8	15,1	0,3	38,7	99,5	138,5	153,6	327,4	53,1
Décembre .....	7,2	175,3	178,7	14,9	0,5	41,5	104,1	146,1	161,0	339,7	52,6
1967 Janvier .....	7,2	169,6	172,8	13,3	0,3	41,7	96,9	138,9	152,2	325,0	53,2
Février .....	7,2	169,0	172,2	12,5	0,3	39,8	95,7	135,8	148,3	320,5	53,7
Mars .....	7,2	170,0	173,3	14,1	0,3	38,6	100,2	139,1	153,2	326,5	53,1
Avril .....	7,2	172,4	175,8	15,3	0,3	42,7	99,8	142,8	158,1	333,9	52,6
Mai .....	7,2	173,9	177,0	14,0	0,4	40,5	103,3	144,2	158,2	335,2	52,8
Juin .....	7,2	179,7	182,9	15,4	0,3	41,1	107,9	149,3	164,7	347,6	52,6
Juillet .....	7,3	178,7	181,7	11,7	0,3	43,1	102,7	146,1	157,8	339,5	53,5
Août .....	7,3	175,2	178,2	13,2	0,3	41,2	104,6	146,1	159,3	337,5	52,8

<sup>1</sup> Y compris des organismes paraétatiques administratifs.

<sup>2</sup> Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

<sup>3</sup> Depuis août 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire.

<sup>4</sup> En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts à un mois au plus des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,4 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en octobre 1961. Il s'ensuit que le mouvement des chiffres de la colonne (7) du présent tableau durant la période de juillet 1960-octobre 1961 est influencé par des facteurs purement comptables.

<sup>5</sup> Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il serait sans doute situé entre les 8 et 9 milliards.

<sup>6</sup> Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires de la partie statistique » inséré dans le Bulletin d'Information et de Documentation (B.N.B.) : XLIIe année, vol. I, no 1, janvier 1967.

### XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution							Evolution		
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Refinancement en dehors des organismes monétaires de créances commerciales sur l'étranger (augmentation : -)	Opérations avec l'étranger <sup>3</sup> (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (12)] et celles des organismes monétaires [col. (6)] <sup>4</sup>	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. <sup>5</sup>	
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat	Autres <sup>2</sup>					(6) - (7) - (8) - (9)
				(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)					(6)
1956 Année	57,8	- 3,8	54,0	+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	- 0,1	+ 2,9	+ 1,1	+ 0,4	
1957 Année	58,4	- 2,3	56,1	+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	- 0,2	+ 1,5	+ 0,3	+ 2,1	
1958 Année	75,5	- 3,4	72,1	+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	- 0,4	+15,3	- 0,4	+15,9	
1959 Année	72,3 <sup>67</sup>	- 1,6	70,7 <sup>67</sup>	+ 6,1 <sup>67</sup>	+ 2,0	+ 4,1 <sup>67</sup>	+ 3,1	- 0,8 <sup>7</sup>	+ 0,2	- 0,4	...	- 4,1	
1960 Année	80,6	- 5,8 <sup>8</sup>	74,8 <sup>8</sup>	+ 8,3	- 4,2 <sup>8</sup>	+ 4,1 <sup>8</sup>	+ 3,5	+ 1,7	+ 0,5	- 1,6	+ 2,1	+ 6,2	
1961 Année	92,7	-14,9 <sup>8</sup>	77,8 <sup>8</sup>	+12,2	-10,4 <sup>8</sup>	+ 1,8 <sup>8</sup>	- 5,0	+ 0,1	- 1,1	+ 7,8	- 1,2	+ 0,6	
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,7	+ 0,3	- 1,4	+ 5,0	...	+ 6,6	
2 <sup>e</sup> trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,7	...	+ 1,3	+ 0,3	- 0,4	- 2,5	
3 <sup>e</sup> trimestre	88,6	- 7,7	80,9	- 1,0	- 0,7	- 1,7	- 1,8	+ 0,1	- 1,7	+ 1,7	+ 0,9	- 0,8	
4 <sup>e</sup> trimestre	91,0	-10,5	80,5	+ 2,4	- 2,5	- 0,1	+ 0,6	...	+ 1,6	- 2,3	+ 0,8	+ 0,7	
				- 1,7	+ 4,4	+ 2,7	- 2,2	+ 0,4	- 0,2	+ 4,7	+ 1,3	+ 4,0	
1963 1 <sup>er</sup> trimestre	95,4	-11,6	83,8	+ 4,4	- 0,7	+ 3,7	+ 1,7	...	- 1,3	+ 3,3	- 1,3	+ 2,4	
2 <sup>e</sup> trim. (est.)	98,6	-14,2	84,4	+ 3,2	- 2,0	+ 1,2	+ 1,3	...	...	- 0,1	+ 0,3	+ 1,5	
Nouvelle série <sup>9</sup>													
2 <sup>e</sup> trimestre	98,6	-15,4	83,2										
3 <sup>e</sup> trimestre	99,6	-18,9	80,7	+ 1,0	- 3,2	- 2,2	- 0,9	...	+ 0,7	- 2,0	...	- 2,2	
4 <sup>e</sup> trimestre	102,2	-23,0	79,2	+ 2,6	- 4,4	- 1,8	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,5	- 2,6	...	- 1,8	
				+11,2	-10,3	+ 0,9	+ 2,3	+ 0,1	- 0,1	- 1,4	- 1,0	- 0,1	
1964 1 <sup>er</sup> trimestre	101,8	-23,5	78,3	- 0,4	- 0,5	- 0,9	+ 0,3	+ 1,0	- 1,4	- 0,8	+ 0,8	- 0,1	
2 <sup>e</sup> trimestre	103,2	-23,8	79,4	+ 1,4	- 0,3	+ 1,1	+ 0,6	...	+ 1,1	- 0,6	- 0,1	+ 1,0	
3 <sup>e</sup> trimestre	105,2	-24,2	81,0	+ 2,0	- 0,4	+ 1,6	- 1,5	+ 0,1	+ 0,9	+ 2,1	+ 0,3	+ 1,9	
4 <sup>e</sup> trimestre	114,8	-26,8	88,0	+ 9,6	- 2,6	+ 7,0	+ 1,3	...	- 0,6	+ 6,3	+ 0,9	+ 7,9	
				+12,6	- 3,8	+ 8,8	+ 0,7	+ 1,1	...	+ 7,0	+ 1,9	+10,7	
1965 1 <sup>er</sup> trimestre	113,3	-26,3	87,0	- 1,5	+ 0,5	- 1,0	- 3,5	+ 0,1	- 2,3	+ 4,7	+ 0,3	- 0,7	
2 <sup>e</sup> trimestre	120,4	-28,0	92,4	+ 7,1	- 1,7	+ 5,4	- 1,2	+ 0,8	+ 1,9	+ 3,9	+ 0,3	+ 5,7	
3 <sup>e</sup> trimestre	120,0	-29,6	90,4	- 0,4	- 1,6	- 2,0	- 0,1	- 0,6	- 2,2	+ 0,9	- 0,6	- 2,6	
4 <sup>e</sup> trimestre	122,8	-28,0	94,8	+ 2,8	+ 1,6	+ 4,4	- 0,7	...	+ 1,4	+ 3,7	+ 0,5	+ 4,9	
				+ 8,0	- 1,2	+ 6,8	- 5,5	+ 0,3	- 1,2	+13,2	+ 0,5	+ 7,3	
1966 1 <sup>er</sup> trimestre	119,7	-26,0	93,7	- 3,1	+ 2,0	- 1,1	- 1,1	...	+ 0,3	- 0,3	+ 0,4	- 0,7	
2 <sup>e</sup> trimestre	123,0	-29,6	93,4	+ 3,3	- 3,7	- 0,4	- 1,0	...	+ 0,6	...	+ 0,2	- 0,2	
3 <sup>e</sup> trimestre	121,8	-32,3	89,5	- 1,2	- 2,6	- 3,8	- 1,6	...	+ 0,6	- 2,8	+ 0,6	- 3,2	
4 <sup>e</sup> trimestre	124,5	-35,3	89,2	+ 2,7	- 3,0	- 0,3	+ 1,0	...	- 0,4	- 0,9	- 0,9	- 1,2	
				+ 1,7	- 7,3	- 5,6	- 2,7	...	+ 1,1	- 4,0	+ 0,3	- 5,3	
1967 1 <sup>er</sup> trimestre	124,0	p-33,1	p90,9	- 0,5	p+ 2,4	p+ 1,9	p- 2,4	p- 0,4	- 0,4	p+ 5,1	p+ 1,1	p+ 3,0	
2 <sup>e</sup> trimestre	129,3	p-36,3	p93,0	+ 5,3	p- 3,2	p+ 2,1	p- 1,8	p...	- 0,9	p+ 4,8	p- 1,7	p+ 0,4	

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 7 ci-dessous).

3 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 3.

4 Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires de l'U.E.B.L. résultant a) des variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique, b) jusqu'au 31 décembre 1960, des variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises et c) des variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2<sup>e</sup> trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (12), mais non dans la colonne (6)].

— moins, depuis le 3<sup>e</sup> trimestre de 1963, variations des avoirs nets des résidents luxembourgeois [ces variations sont comprises dans la colonne (6), mais non dans la colonne (12)].

5 Voir tableaux IX - 1, 2 et 3, rubriques 6.21 et 6.22.

6 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 10 juin 1959 à comptabiliser dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

7 A la suite de la Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiement. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,6 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influence sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (10). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

8 Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux ou financiers » ; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassemblée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4<sup>e</sup> trimestre de 1960, au 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre de 1961. Ces diminution et augmentations comptables ont été diminuées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

9 Pour la justification des écarts entre la nouvelle et l'ancienne série, le lecteur voudra bien se reporter à la section 2 de l'article « Chapitre XII, Créances et dettes dans l'économie belge et XIII, Organismes monétaires » de la partie statistique inséré dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XLII<sup>e</sup> année, vol. 1, no 1, janvier 1967.

**XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Destination économique apparente**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques					Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux 1	de la construction et de transactions immobilières 2	de ventes et prêts à tempérament 3	d'importations 4	Crédits dont la destination économique apparente n'a pu être identifiée 5			Crédits de caisse 4	Autres 9		
1962 Décembre .....	4,2	5,1	9,1	9,1	52,1	79,6	10,9	4,3	1,5	16,7	96,3
1963 Juin <sup>5</sup> .....	6,1	5,9	9,8	8,7	55,1	85,6	12,9	5,4	1,4	19,7	105,3
Septembre .....	7,0	6,1	10,3	8,6	56,7	88,7	12,3	5,5	1,9	19,7	108,4
Décembre .....	7,7	6,3	10,5	9,1	61,7	95,3	12,0	4,5	2,2	18,7	114,0
1964 Mars .....	8,6	6,5	11,1	9,7	63,6	99,5	13,0	4,3	1,8	19,1	118,6
Juin .....	9,6	6,8	12,1	9,9	64,5	102,9	13,8	4,3	1,5	19,6	122,5
Septembre .....	10,3	6,9	12,2	9,1	65,9	104,4	13,3	4,7	1,6	19,6	124,0
Décembre .....	11,6	6,9	12,0	9,9	66,4	106,8	14,2	5,3	1,7	21,2	128,0
1965 Mars .....	11,6	6,6	12,1	9,6	66,8	106,7	15,3	6,4	1,5	23,2	129,9
Juin .....	12,0	7,2	12,7	10,1	69,7	111,7	16,3	6,9	1,6	24,8	136,5
Septembre .....	12,2	7,4	12,8	11,3	71,3	115,0	15,5	7,0	1,9	24,4	139,4
Décembre .....	13,7	8,2	12,8	12,2	75,8	122,7	18,0	7,2	3,1	28,3	151,0
1966 Mars .....	13,8	8,0	13,0	12,0	78,3	125,1	17,9	8,1	2,7	28,7	153,8
Juin .....	15,0	8,6	13,4	12,4	80,0	129,4	17,9	7,7	2,5	28,1	157,5
Septembre .....	16,5	8,9	13,7	11,4	83,8	134,3	18,2	7,6	2,5	28,3	162,6
Décembre <sup>5</sup> .....	18,2	9,2	14,1	13,2	87,9	142,6	19,6	6,7	2,5	28,8	171,4
1967 Mars .....	20,0	9,2	14,1	11,9	92,3	147,5	19,6	7,4	2,2	29,2	176,7
Juin .....	22,1	10,4	15,0	11,6	95,3	154,4	21,8	7,4	3,5	32,7	187,1

<sup>1</sup> Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961 et 14 juillet 1966 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 5 ans ou plus, à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>2</sup> Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.

<sup>3</sup> Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.

<sup>4</sup> Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».

<sup>5</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

**Forme et localisation**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts 1			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques 2
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>												
1962 Décembre	9,2	34,7	35,7	79,6	7,2	7,9	15,1	2,0	26,8	35,7	64,5	—
1963 Juin <sup>3</sup>	9,1	39,3	37,2	85,6	5,2	6,6	11,8	3,9	32,7	37,2	73,8	—
Septembre	9,1	39,9	39,7	88,7	5,7	5,6	11,3	3,4	34,3	39,7	77,4	—
Décembre	9,3	43,6	42,4	95,3	6,7	6,1	12,8	2,6	37,5	42,4	82,5	—
1964 Mars	9,9	46,1	43,5	99,5	6,9	7,9	14,8	3,0	38,2	43,5	84,7	—
Juin	10,3	47,8	44,8	102,9	7,5	7,8	15,3	2,8	40,0	44,8	87,6	—
Septembre	9,5	48,0	46,9	104,4	5,5	8,4	13,9	4,0	39,6	46,9	90,5	—
Décembre	10,3	48,7	47,8	106,8	4,7	7,4	12,1	5,6	41,3	47,8	94,7	—
1965 Mars	9,9	48,5	48,3	106,7	3,0	8,2	11,2	6,9	40,3	48,3	95,5	—
Juin	10,6	50,7	50,4	111,7	4,8	7,6	12,4	5,8	43,1	50,4	99,3	—
Septembre	11,7	50,6	52,7	115,0	2,1	8,6	10,7	9,6	42,0	52,7	104,3	—
Décembre	12,6	55,3	54,8	122,7	7,0	9,8	16,8	5,6	45,5	54,8	105,9	—
1966 Mars	12,3	55,3	57,5	125,1	4,7	9,9	14,6	7,6	45,4	57,5	110,5	—
Juin	12,6	57,3	59,5	129,4	5,2	10,1	15,3	7,4	47,2	59,5	114,1	—
Septembre	11,7	57,9	64,7	134,3	4,7	9,5	14,2	7,0	48,4	64,7	120,1	—
Décembre <sup>3</sup>	13,8	65,5	63,3	142,6	6,4	10,3	16,7	7,4	55,2	63,3	125,9	0,2
1967 Mars	12,3	65,7	69,5	147,5	5,1	9,4	14,5	7,2	56,3	69,5	133,0	0,1
Juin	12,0	69,1	73,3	154,4	6,0	11,0	17,0	6,0	58,1	73,3	137,4	0,1
<b>B. Crédits à l'étranger</b>												
1962 Décembre	8,7	3,7	4,3	16,7	6,9	1,9	8,8	1,8	1,8	4,3	7,9	—
1963 Juin <sup>3</sup>	9,9	4,4	5,4	19,7	6,7	1,8	8,5	3,2	2,6	5,4	11,2	—
Septembre	9,4	4,8	5,5	19,7	6,7	1,8	8,5	2,7	3,0	5,5	11,2	—
Décembre	9,5	4,7	4,5	18,7	6,8	1,6	8,4	2,7	3,1	4,5	10,3	—
1964 Mars	9,6	5,2	4,3	19,1	7,1	1,7	8,8	2,5	3,5	4,3	10,3	—
Juin	10,4	4,9	4,3	19,6	7,4	1,8	9,2	3,0	3,1	4,3	10,4	—
Septembre	9,9	5,0	4,7	19,6	6,3	1,6	7,9	3,6	3,4	4,7	11,7	—
Décembre	11,0	6,2	4,0	21,2	6,2	2,4	8,6	4,8	3,8	4,0	12,6	—
1965 Mars	11,8	6,3	5,1	23,2	6,2	2,3	8,5	5,6	4,0	5,1	14,7	—
Juin	12,6	6,4	5,8	24,8	8,3	2,6	10,9	4,3	3,8	5,8	13,9	—
Septembre	11,8	6,8	5,8	24,4	7,5	2,6	10,1	4,3	4,2	5,8	14,3	—
Décembre	14,4	7,3	6,6	28,3	9,2	2,9	12,1	5,2	4,4	6,6	16,2	0,1
1966 Mars	14,1	6,9	7,7	28,7	7,8	2,5	10,3	6,3	4,4	7,7	18,4	0,1
Juin	13,8	6,9	7,4	28,1	9,2	2,7	11,9	4,6	4,2	7,4	16,2	0,1
Septembre	13,6	7,2	7,5	28,3	7,6	2,4	10,0	6,0	4,8	7,5	18,3	0,1
Décembre <sup>3</sup>	15,0	7,6	6,2	28,8	9,4	2,6	12,0	5,6	5,0	6,2	16,8	...
1967 Mars	14,3	8,5	6,4	29,2	8,9	2,7	11,6	5,4	5,8	6,4	17,6	0,1
Juin	16,4	9,6	6,7	32,7	8,9	3,5	12,4	7,5	6,1	6,7	20,3	0,1
<b>C. Total</b>												
1962 Décembre	17,9	38,4	40,0	96,3	14,1	9,8	23,9	3,8	28,6	40,0	72,4	—
1963 Juin <sup>3</sup>	19,0	43,7	42,6	105,3	11,9	8,4	20,3	7,1	35,3	42,6	85,0	—
Septembre	18,5	44,7	45,2	108,4	12,4	7,4	19,8	6,1	37,3	45,2	88,6	—
Décembre	18,8	48,3	46,9	114,0	13,5	7,7	21,2	5,3	40,6	46,9	92,8	—
1964 Mars	19,5	51,3	47,8	118,6	14,0	9,6	23,6	5,5	41,7	47,8	95,0	—
Juin	20,7	52,7	49,1	122,5	14,9	9,6	24,5	5,8	43,1	49,1	98,0	—
Septembre	19,4	53,0	51,6	124,0	11,8	10,0	21,8	7,6	43,0	51,6	102,2	—
Décembre	21,3	54,9	51,8	128,0	10,9	9,8	20,7	10,4	45,1	51,8	107,3	—
1965 Mars	21,7	54,8	53,4	129,9	9,2	10,5	19,7	12,5	44,3	53,4	110,2	—
Juin	23,2	57,1	56,2	136,5	13,1	10,2	23,3	10,1	46,9	56,2	113,2	—
Septembre	23,5	57,4	58,5	139,4	9,6	11,2	20,8	13,9	46,2	58,5	118,6	—
Décembre	27,0	62,6	61,4	151,0	16,2	12,7	28,9	10,8	49,9	61,4	122,1	0,1
1966 Mars	26,4	62,2	65,2	153,8	12,5	12,4	24,9	13,9	49,8	65,2	128,9	0,1
Juin	26,4	64,2	66,9	157,5	14,4	12,8	27,2	12,0	51,4	66,9	130,3	0,1
Septembre	25,3	65,1	72,2	162,6	12,3	11,9	24,2	13,0	53,2	72,2	138,4	0,1
Décembre <sup>3</sup>	28,8	73,1	69,5	171,4	15,8	12,9	28,7	13,0	60,2	69,5	142,7	0,2
1967 Mars	26,6	74,2	75,9	176,7	14,0	12,1	26,1	12,6	62,1	75,9	150,6	0,2
Juin	28,4	78,7	80,0	187,1	14,9	14,5	29,4	13,5	64,2	80,0	157,7	0,2

1 Ces crédits sont localisés essentiellement à la Banque Nationale de Belgique, à l'Institut de Réescampte et de Garantie, auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

2 Il s'agit d'effets commerciaux.

3 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER,  
LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la Banque Nationale (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général			
	Effets commer- ciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Accep- tations bancaires (4)	Effets commer- ciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Accep- tations bancaires (7)	Effets commer- ciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) à (9) = (3) + (6)
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>										
1962 Décembre	1,5	...	1,5	2,7	2,1	4,8	2,7	3,6	...	6,3
1963 Juin <sup>1</sup>	1,2	...	1,2	...	1,3	1,3	...	2,5	...	2,5
Septembre	1,0	...	1,0	0,5	0,5	1,0	0,5	1,5	...	2,0
Décembre	2,2	...	2,2	1,7	1,3	3,0	1,7	3,5	...	5,2
1964 Mars	1,8	...	1,8	...	1,2	1,2	...	3,0	...	3,0
Juin	1,4	...	1,4	0,9	1,9	2,8	0,9	3,3	...	4,2
Septembre	1,0	...	1,0	0,6	1,8	2,4	0,6	2,8	...	3,4
Décembre	1,7	...	1,7	0,1	0,9	1,0	0,1	2,6	...	2,7
1965 Mars	2,1	...	2,1	...	0,3	0,3	...	2,4	...	2,4
Juin	1,7	...	1,7	0,2	0,4	0,6	0,2	2,1	...	2,3
Septembre	1,5	...	1,5	...	0,6	0,6	...	2,1	...	2,1
Décembre	1,8	...	1,8	2,7	1,1	3,8	2,7	2,9	...	5,6
1966 Mars	1,7	...	1,7	0,2	0,8	1,0	0,2	2,5	...	2,7
Juin	1,4	...	1,4	1,7	1,4	3,1	1,7	2,8	...	4,5
Septembre	1,2	...	1,2	1,7	1,9	3,6	1,7	3,1	...	4,8
Décembre	1,9	...	1,9	4,0	2,0	6,0	4,0	3,9	...	7,9
1967 Mars	1,8	...	1,8	0,8	0,5	1,3	0,8	2,3	...	3,1
Juin	1,4	...	1,4	0,2	1,1	1,3	0,2	2,5	...	2,7
<b>B. Crédits à l'étranger</b>										
1962 Décembre	...	...	...	3,7	0,1	3,8	3,7	0,1	...	3,8
1963 Juin <sup>1</sup>	...	...	...	3,0	0,1	3,1	3,0	0,1	...	3,1
Septembre	...	...	...	3,7	0,1	3,8	3,7	0,1	...	3,8
Décembre	...	...	...	4,0	0,1	4,1	4,0	0,1	...	4,1
1964 Mars	...	...	...	3,0	...	3,0	3,0	...	...	3,0
Juin	...	...	...	4,5	0,2	4,7	4,5	0,2	...	4,7
Septembre	...	...	...	4,3	...	4,3	4,3	...	...	4,3
Décembre	...	...	...	4,1	0,2	4,3	4,1	0,2	...	4,3
1965 Mars	...	...	...	1,8	...	1,8	1,8	...	...	1,8
Juin	...	...	...	6,0	0,2	6,2	6,0	0,2	...	6,2
Septembre	...	...	...	2,8	...	2,8	2,8	...	...	2,8
Décembre	...	...	...	6,5	0,2	6,7	6,5	0,2	...	6,7
1966 Mars	...	...	...	4,7	0,2	4,9	4,7	0,2	...	4,9
Juin	...	...	...	6,8	0,6	7,4	6,8	0,6	...	7,4
Septembre	...	...	...	5,8	0,4	6,2	5,8	0,4	...	6,2
Décembre <sup>1</sup>	...	...	...	7,2	0,4	7,6	7,2	0,4	...	7,6
1967 Mars	...	...	...	6,6	0,3	6,9	6,6	0,3	...	6,9
Juin	...	...	...	6,1	0,7	6,8	6,1	0,7	...	6,8
<b>C. Total</b>										
1962 Décembre	1,5	...	1,5	6,4	2,2	8,6	6,4	3,7	...	10,1
1963 Juin <sup>1</sup>	1,2	...	1,2	3,0	1,4	4,4	3,0	2,6	...	5,6
Septembre	1,0	...	1,0	4,2	0,6	4,8	4,2	1,6	...	5,8
Décembre	2,2	...	2,2	5,7	1,4	7,1	5,7	3,6	...	9,3
1964 Mars	1,8	...	1,8	3,0	1,2	4,2	3,0	3,0	...	6,0
Juin	1,4	...	1,4	5,4	2,1	7,5	5,4	3,5	...	8,9
Septembre	1,0	...	1,0	4,9	1,8	6,7	4,9	2,8	...	7,7
Décembre	1,7	...	1,7	4,2	1,1	5,3	4,2	2,8	...	7,0
1965 Mars	2,1	...	2,1	1,8	0,3	2,1	1,8	2,4	...	4,2
Juin	1,7	...	1,7	6,2	0,6	6,8	6,2	2,3	...	8,5
Septembre	1,5	...	1,5	2,8	0,6	3,4	2,8	2,1	...	4,9
Décembre	1,8	...	1,8	9,2	1,3	10,5	9,2	3,1	...	12,3
1966 Mars	1,7	...	1,7	4,9	1,0	5,9	4,9	2,7	...	7,6
Juin	1,4	...	1,4	8,5	2,0	10,5	8,5	3,4	...	11,9
Septembre	1,2	...	1,2	7,5	2,3	9,8	7,5	3,5	...	11,0
Décembre <sup>1</sup>	1,9	...	1,9	11,2	2,4	13,6	11,2	4,3	...	15,5
1967 Mars	1,8	...	1,8	7,4	0,8	8,2	7,4	2,6	...	10,0
Juin	1,4	...	1,4	6,3	1,8	8,1	6,3	3,2	...	9,5

<sup>1</sup> Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

**XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION  
ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES MONETAIRES  
AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER**

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes monétaires 1				Crédits logés en dehors des organismes monétaires			Crédits logés dans les organismes monétaires 2				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes monétaires 3 (12)
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (8) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)	
<b>A. Crédits aux entreprises et particuliers</b>												
1962 Décembre ....	9,2	36,2	35,7	81,1	4,5	5,5	10,0	4,7	30,7	35,7	71,1	—
1963 Juin 4 .....	9,1	40,5	37,2	86,8	5,1	4,8	9,9	4,0	35,7	37,2	76,9	—
Septembre ...	9,1	40,9	39,7	89,7	5,2	4,6	9,8	3,9	36,3	39,7	79,9	—
Décembre ....	9,3	45,8	42,4	97,5	4,7	4,0	8,7	4,6	41,8	42,4	88,8	—
1964 Mars .....	9,9	47,9	43,5	101,3	6,8	6,1	12,9	3,1	41,8	43,5	88,4	—
Juin .....	10,3	49,2	44,8	104,3	6,6	5,5	12,1	3,7	43,7	44,8	92,2	—
Septembre ...	9,5	49,0	46,9	105,4	4,9	6,2	11,1	4,6	42,8	46,9	94,3	—
Décembre ....	10,3	50,4	47,8	108,5	4,3	6,0	10,3	6,0	44,4	47,8	98,2	—
1965 Mars .....	9,9	50,6	48,3	108,8	3,0	7,3	10,3	6,9	43,3	48,3	98,5	—
Juin .....	10,6	52,4	50,4	113,4	4,2	6,8	11,0	6,4	45,6	50,4	102,4	—
Septembre ...	11,7	52,1	52,7	116,5	2,0	7,6	9,6	9,7	44,5	52,7	106,9	—
Décembre ....	12,6	57,1	54,8	124,5	3,9	8,1	12,0	8,7	49,0	54,8	112,5	—
1966 Mars .....	12,3	57,0	57,5	126,8	4,2	8,6	12,8	8,1	48,4	57,5	114,0	—
Juin .....	12,6	58,7	59,5	130,8	3,5	8,3	11,8	9,1	50,4	59,5	119,0	—
Septembre ...	11,7	59,1	64,7	135,5	2,9	7,4	10,3	8,8	51,7	64,7	125,2	—
Décembre 4 ..	13,8	67,4	63,3	144,5	2,2	7,6	9,8	11,6	59,8	63,3	134,7	0,2
1967 Mars .....	12,3	67,5	69,5	149,3	4,3	8,7	13,0	8,0	58,8	69,5	136,3	0,1
Juin .....	12,0	70,5	73,3	155,8	5,7	9,7	15,4	6,3	60,8	73,3	140,4	0,1

**B. Crédits à l'étranger**

1962 Décembre ....	8,7	3,7	4,3	16,7	3,0	1,7	4,7	5,7	2,0	4,3	12,0	—
1963 Juin 4 .....	9,9	4,4	5,4	19,7	3,6	1,7	5,3	6,3	2,7	5,4	14,4	—
Septembre ...	9,4	4,8	5,5	19,7	2,9	1,7	4,6	6,5	3,1	5,5	15,1	—
Décembre ....	9,5	4,7	4,5	18,7	2,6	1,5	4,1	6,9	3,2	4,5	14,6	—
1964 Mars .....	9,6	5,2	4,3	19,1	3,9	1,7	5,6	5,7	3,5	4,3	13,5	—
Juin .....	10,4	4,9	4,3	19,6	2,9	1,6	4,5	7,5	3,3	4,3	15,1	—
Septembre ...	9,9	5,0	4,7	19,6	1,9	1,6	3,5	8,0	3,4	4,7	16,1	—
Décembre ....	11,0	6,2	4,0	21,2	2,0	2,2	4,2	9,0	4,0	4,0	17,0	—
1965 Mars .....	11,8	6,3	5,1	23,2	4,3	2,2	6,5	7,5	4,1	5,1	16,7	—
Juin .....	12,6	6,4	5,8	24,8	2,2	2,3	4,5	10,4	4,1	5,8	20,3	—
Septembre ...	11,8	6,8	5,8	24,4	4,3	2,5	6,8	7,5	4,3	5,8	17,6	—
Décembre ....	14,4	7,3	6,6	28,3	2,6	2,7	5,3	11,8	4,6	6,6	23,0	0,1
1966 Mars .....	14,1	6,9	7,7	28,7	2,8	2,3	5,1	11,3	4,6	7,7	23,6	0,1
Juin .....	13,8	6,9	7,4	28,1	2,4	2,1	4,5	11,4	4,8	7,4	23,6	0,1
Septembre ...	13,6	7,2	7,5	28,3	1,8	2,0	3,8	11,8	5,2	7,5	24,5	0,1
Décembre 4 ..	15,0	7,6	6,2	28,8	2,1	2,2	4,3	12,9	5,4	6,2	24,5	...
1967 Mars .....	14,3	8,5	6,4	29,2	2,3	2,4	4,7	12,0	6,1	6,4	24,5	0,1
Juin .....	16,4	9,6	6,7	32,7	2,8	2,8	5,6	13,6	6,8	6,7	27,1	0,1

**C. Total**

1962 Décembre ....	17,9	39,9	40,0	97,8	7,5	7,2	14,7	10,4	32,7	40,0	83,1	—
1963 Juin 4 .....	19,0	44,9	42,6	106,5	8,7	6,5	15,2	10,3	38,4	42,6	91,3	—
Septembre ...	18,5	45,7	45,2	109,4	8,1	6,3	14,4	10,4	39,4	45,2	95,0	—
Décembre ....	18,8	50,5	46,9	116,2	7,3	5,5	12,8	11,5	45,0	46,9	103,4	—
1964 Mars .....	19,5	53,1	47,8	120,4	10,7	7,8	18,5	8,8	45,3	47,8	101,9	—
Juin .....	20,7	54,1	49,1	123,9	9,5	7,1	16,6	11,2	47,0	49,1	107,3	—
Septembre ...	19,4	54,0	51,6	125,0	6,8	7,8	14,6	12,6	46,2	51,6	110,4	—
Décembre ....	21,3	56,6	51,8	129,7	6,3	8,2	14,5	15,0	48,4	51,8	115,2	—
1965 Mars .....	21,7	56,9	53,4	132,0	7,3	9,5	16,8	14,4	47,4	53,4	115,2	—
Juin .....	23,2	58,8	56,2	138,2	6,4	9,1	15,5	16,8	49,7	56,2	122,7	—
Septembre ...	23,5	58,9	58,5	140,9	6,3	10,1	16,4	17,2	48,8	58,5	124,5	—
Décembre ....	27,0	64,4	61,4	152,8	6,5	10,8	17,3	20,5	53,6	61,4	135,5	0,1
1966 Mars .....	26,4	63,9	65,2	155,5	7,0	10,9	17,9	19,4	53,0	65,2	137,6	0,1
Juin .....	26,4	65,6	66,9	158,9	5,9	10,4	16,3	20,5	55,2	66,9	142,6	0,1
Septembre ...	25,3	66,3	72,2	163,8	4,7	9,4	14,1	20,6	56,9	72,2	149,7	0,1
Décembre 4 ..	28,8	75,0	69,5	173,3	4,3	9,8	14,1	24,5	65,2	69,5	159,2	0,2
1967 Mars .....	26,6	76,0	75,9	178,5	6,6	11,1	17,7	20,0	64,9	75,9	160,8	0,2
Juin .....	28,4	80,1	80,0	188,5	8,5	12,5	21,0	19,9	67,6	80,0	167,5	0,2

1 Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts [colonne (4) du tableau XIII-7] et par la Banque Nationale de Belgique [colonne (8) du tableau XIII-8].

2 Crédit logés dans les banques de dépôts, à la Banque Nationale de Belgique, au Crédit Communal de Belgique et à l'Institut de Réescoute et de Garantie (crédits que cet organisme finance par un recours aux organismes monétaires).

3 Il s'agit d'effets commerciaux.

4 Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger .....	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir .....	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. ....	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P. ....	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays .....	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique .....	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement .....	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (A.R. 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (Art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor .....	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics .....	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public .....	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...								
Compte A .....	1	2	2	2	—	1	1	2
Compte B .....	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts) .....	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir .....	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier .....	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.353
Comptes courants et divers :								
Trésor public { compte ordinaire ...	30	24	27	29	11	11	19	8
{ comptes Accord de Coopération Economique .....	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
{ taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics .....	310	405	364	269	277	320	524	313
Banques en Belgique .....	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin. Particuliers .....	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Valeurs à payer .....	393	253	261	280	348	321	340	174
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :	831	447	465	362	390	450	654	474
a) pays membres de l'U.E.P. ....	644	1.471	352	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays .....	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (A.R. des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public .....	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I. ....	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer .....	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire .....	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision .....	228	234	243	243	245	247	248	254
c) comptes d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir .....	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813

N. P Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE** (depuis 1959)

(milliards de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 31 décembre	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	56.693	58.525	62.424	68.248	68.566	72.555	77.913	76.233
Monnaies étrangères .....	4.407	12.605	20.432	12.848	21.532	26.996	21.864	21.405
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	2.935	10.924	9.260	9.682	11.477
Avoir à l'étranger, en francs belges .....	—	—	—	—	1.500	1.500	1.500	1.500
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) U.E.P. ....	5.536	3.509	413	251	118	62	7	—
b) A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	—
c) F.M.I. — Participation .....	4.388	4.388	7.989	6.738	7.064	8.716	12.230	15.189
— Prêts .....	—	—	—	—	—	1.500	3.375	3.375
d) autres accords .....	—	—	—	—	—	—	6	—
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	12.341	21.093	26.397	21.376	21.311
Effets de commerce .....	7.560	6.773	5.086	10.083	9.290	7.001	12.295	15.503
Avances sur nantissement .....	102	51	74	3.022	1.655	625	34	338
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- ventions des 14-9-1948, 15-4-1952 et 1-2-1963 .....	8.215	6.040	6.515	5.140	9.275	9.825	9.025	9.575
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	645	617	490	326	247	397	455	302
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	1	2	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.703	2.793	2.953	3.197
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.508	1.519	1.539	1.593	1.657	1.712	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers .....	515	698	544	1.778	1.186	1.215	1.509	1.640
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
<b>Compte d'ordre :</b>								
Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	118.325	124.091	129.078	138.481	150.508	160.286	170.269	175.311
Comptes courants :								
{ compte ordinaire ...	7	24	1	5	3	5	18	12
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjunct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	494	185	25	27	17	12	14	13
{ compte spécial liqui-								
{ dation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	—
Banques à l'étranger : comptes ordin.	252	308	445	387	309	329	394	390
Comptes courants divers .....	3.161	2.606	8.338	3.474	3.298	1.651	2.337	2.281
Accords internationaux :								
(Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	344	249	200	185	126	161	262	128
b) autres accords .....	224	263	365	413	333	383	217	325
Total des engagements à vue ...	122.808	127.726	138.452	142.972	154.594	162.827	173.511	178.460
Banques belges, réserve monétaire .....	—	—	—	—	—	1.253	—	—
Monnaies étrangères et or à livrer .....	1.436	18.644	25.376	15.271	32.000	35.707	31.151	32.800
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.168	1.278	1.430	1.593	1.804	2.035
Divers .....	767	938	1.007	1.016	1.453	1.849	2.187	2.366
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.273	2.364	2.520	2.764	2.930
	128.531	150.916	168.594	163.210	192.241	206.149	211.817	218.991
<b>Compte d'ordre :</b>								
Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15)	1.512	2.114	2.170	1.911	1.500	1.450	1.362	1.350

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

(millions de francs)

Rubriques	1966 6 juin	1967 5 juin	1966 5 juillet	1967 10 juillet	1966 8 août	1967 7 août	1966 5 septembre	1967 4 septembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	77.772	76.074	77.761	75.953	76.464	75.813	76.431	75.776
Monnaies étrangères .....	19.909	27.774	20.619	30.716	24.329	33.427	24.068	34.435
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	9.440	15.463	9.459	15.295	8.915	14.720	9.384	14.750
Avoirs à l'étranger, en francs belges .....	1.500	—	1.500	—	1.500	—	1.500	—
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	...	...	...	...	...	...	...	...
b) F.M.I. :								
— Participations .....	13.991	15.273	14.041	15.176	15.139	15.195	15.189	15.146
— Prêts <sup>1</sup> .....	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875	3.375	1.875
c) autres accords .....	91	17	56	...	11	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	19.516	26.906	20.102	29.794	23.397	32.611	23.188	33.613
Effets de commerce .....	10.910	9.245	12.689	11.321	9.883	8.099	9.200	5.840
Avances sur nantissement .....	218	1.939	3.232	2.357	655	2.503	2.906	2.517
Effets publics (Art. 20 des statuts. Con- vention du 14-9-1948) .....	9.950	9.225	9.950	9.800	9.975	8.800	8.175	7.525
Monnaies divisionnaires et d'appoint .....	452	286	402	227	385	272	406	286
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	1	2	1	1	1	1	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959) .....	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (Art. 18 et 21 des statuts)	3.196	3.367	3.197	3.367	3.197	3.367	3.197	3.367
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.788	1.909	1.788	1.909	1.788	1.909	1.788	1.909
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel .....	1.896	2.143	1.894	2.142	1.907	2.151	1.904	2.144
Divers .....	1.692	1.850	2.259	2.419	2.027	1.823	2.240	2.012
<b>Compte d'ordre :</b>	209.697	227.348	216.325	236.352	216.948	236.566	216.952	235.197
<b>Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education na- tionale (Pacte scolaire, loi du 29-5-1959, article 15) .....</b>	532	670	298	427	229	298	671	856
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	171.640	175.475	176.953	181.518	175.267	177.872	174.685	176.017
<b>Comptes courants :</b>								
Trésor public { compte ordinaire ...	12	20	19	1	15	13	19	23
{ taxe exceptionnelle								
{ de conjonct. (Loi								
{ du 12-3-1957) ...	13	12	13	12	13	13	13	13
Banques à l'étranger : comptes ordin.	381	347	456	359	319	317	329	341
Comptes courants divers .....	779	1.027	839	881	647	2.427	737	1.612
<b>Accords internationaux :</b> (Lois des 28-7-1948 et 19-6-1959)								
a) A.M.E. ....	72	95	448	98	105	82	91	125
b) autres accords .....	209	79	213	100	216	67	285	148
<b>Total des engagements à vue ...</b>	173.106	177.055	178.941	182.969	176.582	180.791	176.159	178.279
Banques belges, réserve monétaire .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies étrangères et or à livrer .....	29.011	42.458	29.594	45.217	32.346	47.477	32.600	48.524
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.896	2.143	1.894	2.142	1.907	2.151	1.904	2.144
Divers .....	2.487	2.325	2.699	2.657	2.916	2.780	3.092	2.883
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967	2.797	2.967
<b>Compte d'ordre :</b>	209.697	227.348	216.325	236.352	216.948	236.566	216.952	235.197
<b>Ministre de l'Education nationale : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29-5- 1959, article 15) .....</b>	532	670	298	427	229	298	671	856

<sup>1</sup> Bons spéciaux du Trésor belge (Loi du 4-1-1963. Convention du 1-2-1963).

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

### XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes  (fin de période)	Avoir global 1  (moyennes journalières) 3	Avoirs des particuliers 2  (moyennes mensuelles ou mois)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pour- centages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
1959 .....	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960 .....	855	37,1	27,0	42,5	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961 .....	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,1	111,2	314,2	92
1962 .....	907	43,4	31,7	49,7	118,4	49,4	118,4	335,9	92
1963 .....	933	47,9	34,8	54,8	130,5	54,6	130,5	370,4	92
1964 .....	956	50,5	36,8	62,8	147,4	62,2	147,4	419,8	93
1965 .....	981	54,1	38,8	72,4	163,7	72,2	163,7	472,0	93
1966 .....	988	58,4	40,7	81,6	182,3	81,1	182,3	527,3	93
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	981	56,0	39,5	77,7	173,2	74,8	173,2	498,9	93
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	984	57,3	40,4	75,1	174,5	76,7	174,5	500,8	93
2 <sup>e</sup> trimestre .....	985	57,8	40,9	81,4	181,8	80,6	181,8	525,5	93
3 <sup>e</sup> trimestre .....	990	59,5	40,9	83,5	185,8	84,6	185,8	539,5	93
4 <sup>e</sup> trimestre .....	994	58,9	40,8	86,2	187,3	82,4	187,3	543,3	93
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	995	60,3	41,0	86,1	193,6	89,0	193,6	562,1	94
2 <sup>e</sup> trimestre .....	995	59,1	41,2	89,6	193,4	89,3	193,4	565,6	93
1966 Juin .....	986	59,4	41,8	84,8	187,7	83,2	187,7	543,4	93
Juillet .....	988	63,7	40,7	95,3	207,8	97,1	207,8	607,9	93
Août .....	990	56,6	40,1	79,1	181,6	81,6	181,6	523,9	93
Septembre .....	993	56,2	40,0	76,0	167,9	75,0	167,9	486,7	93
Octobre .....	994	57,9	40,4	84,7	188,3	83,3	188,3	544,5	93
Novembre .....	994	58,2	40,2	79,4	179,8	80,5	179,8	519,6	94
Décembre .....	995	60,6	41,8	94,6	193,8	83,5	193,8	565,8	93
1967 Janvier .....	995	63,5	41,3	93,4	209,1	101,1	209,1	612,7	94
Février .....	995	59,4	41,1	80,0	186,3	83,7	186,3	536,3	94
Mars .....	995	58,1	40,5	84,8	185,3	82,1	185,3	537,4	94
Avril .....	995	58,2	40,7	87,2	193,3	86,0	193,3	559,8	93
Mai .....	994	59,5	41,6	90,1	193,5	92,8	193,5	569,9	93
Juin .....	995	59,5	41,3	91,4	193,3	89,2	193,3	567,2	93
Juillet .....	996	r 68,0	41,9	102,8	217,1	103,1	217,1	640,1	93
Août .....	998	58,7	41,0	83,4	185,4	86,1	185,4	540,2	93

1 Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

2 Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque fin juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement Monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cf. tableau 3 du chapitre XVI du présent bulletin).

3 Moyennes des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

### XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(millions de francs)

**Actif**

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 31 juillet	1967 31 juillet	1966 31 août	1967 31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Avoirs de réserve monétaire, dépôt spécial à la B.N.B.	—	1.252	—	—	—	—	—	—
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	7.851	9.683	10.493	10.491	5.338	5.752	4.783	5.379
Prêts au jour le jour .....	2.095	1.650	3.253	4.743	3.934	4.235	3.449	5.604
Banquiers .....	16.665	22.926	29.786	41.276	30.330	37.528	32.905	38.279
Maison-mère, succursales et filiales .....	6.286	6.379	3.203	9.235	6.776	8.759	5.249	9.230
Autres valeurs à recevoir à court terme .....	8.787	9.559	10.746	15.465	15.107	16.672	17.374	18.714
Portefeuille-effets .....	72.460	84.885	91.587	106.751	96.124	114.991	101.667	120.363
a) Effets publics .....	29.415	32.375	34.175	39.162	37.007	46.592	40.579	50.029
b) Effets commerciaux <sup>2</sup> .....	43.045	52.510	57.412	67.589	59.117	68.399	61.088	70.334
Reports et avances sur titres .....	1.230	1.149	1.348	1.245	1.265	1.310	1.212	1.295
Débiteurs par acceptations .....	18.784	21.292	26.938	28.785	26.186	27.291	24.752	26.722
Débiteurs divers .....	45.661	50.802	60.186	68.329	69.014	81.595	70.163	80.692
Portefeuille-titres .....	72.105	74.789	86.447	94.289	89.847	101.716	91.807	103.265
a) Valeurs de la réserve légale .....	541	605	705	789	796	831	796	831
b) Fonds publics belges .....	67.875	69.307	80.181	87.264	82.841	94.014	84.812	95.189
c) Fonds publics étrangers .....	556	601	1.354	1.896	1.745	2.237	1.737	2.643
d) Actions de banques .....	1.545	1.868	1.912	1.904	2.066	2.000	2.066	2.000
e) Autres titres .....	1.588	2.403	2.295	2.436	2.399	2.634	2.396	2.602
Divers .....	2.576	3.040	3.184	4.021	3.239	4.274	3.206	5.048
Capital non versé .....	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total disponible et réalisable ...</i>	<b>254.500</b>	<b>287.406</b>	<b>327.171</b>	<b>384.630</b>	<b>347.160</b>	<b>404.123</b>	<b>356.567</b>	<b>414.591</b>
C. Immobilisé :								
Frais de constitution et de premier établissement ...	18	43	68	56	45	71	51	71
Immeubles .....	1.434	2.134	2.714	3.021	2.952	3.074	2.964	3.087
Participations dans les filiales immobilières .....	255	73	260	258	256	262	261	262
Créances sur les filiales immobilières .....	336	60	89	115	78	129	78	129
Matériel et mobilier .....	289	341	375	457	430	485	428	495
<i>Total de l'immobilisé ...</i>	<b>2.332</b>	<b>2.651</b>	<b>3.506</b>	<b>3.907</b>	<b>3.761</b>	<b>4.021</b>	<b>3.782</b>	<b>4.044</b>
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>256.832</b>	<b>290.057</b>	<b>330.677</b>	<b>388.537</b>	<b>350.921</b>	<b>408.144</b>	<b>360.349</b>	<b>418.635</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**2 Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions paraétatiques**  
(millions de francs)

1963 31 décembre .....	8.678	1965 31 décembre .....	14.404	1966 31 juillet .....	16.062	1967 31 juillet .....	19.959
1964 31 décembre .....	10.978	1966 31 décembre .....	17.328	1966 31 août .....	15.004	1967 31 août .....	18.594

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

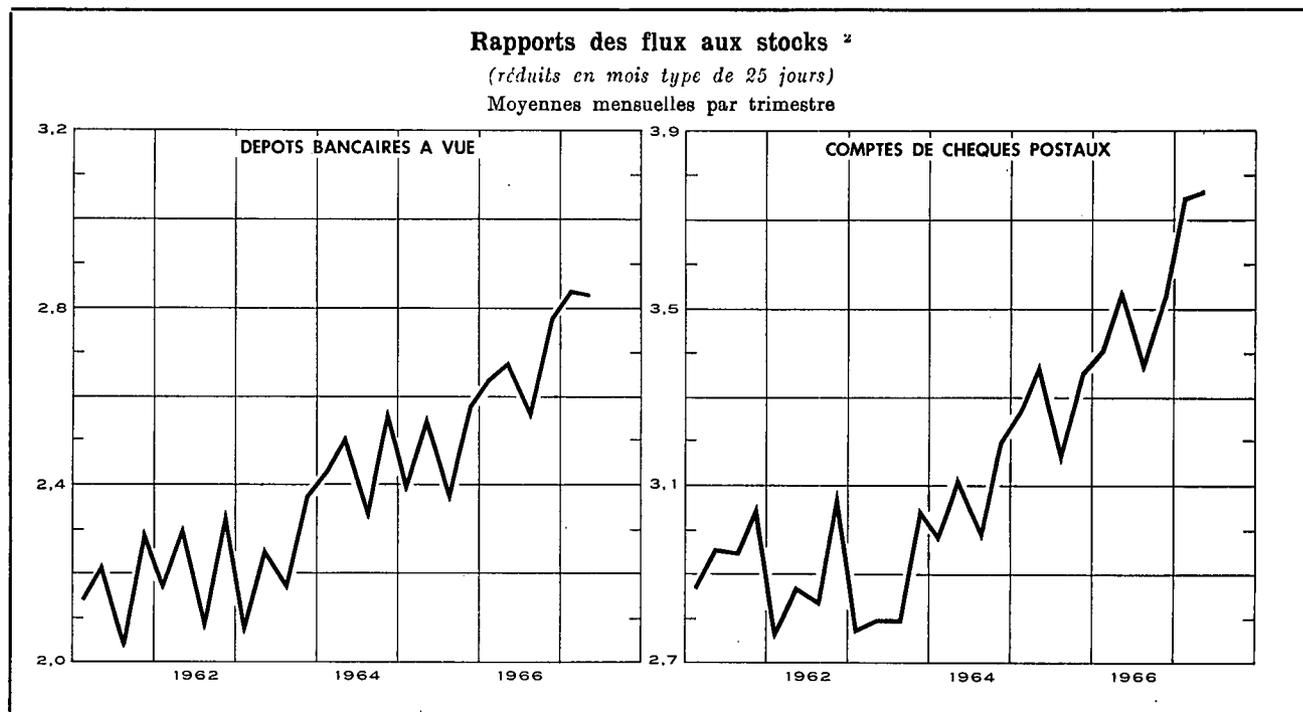
(millions de francs)

Passif

Rubriques	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 31 juillet	1967 31 juillet	1966 31 août	1967 31 août
A. Opérations d'épargne (art. 15, A.R. 42) .....	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers couverts par des sûretés réelles .....	804	698	589	835	457	434	789	469
a) Créanciers garantis par des privilèges .....	—	—	431	494	305	264	253	250
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles .....	—	—	158	341	152	170	536	219
Emprunts au jour le jour .....	1.406	2.420	3.433	3.365	4.622	6.064	4.331	6.778
a) Garantis par des sûretés réelles .....	1.232	1.214	815	666	1.673	1.587	1.234	1.465
b) Non garantis par des sûretés réelles .....	174	1.206	2.618	2.699	2.949	4.477	3.097	5.313
Banquiers .....	38.661	51.301	57.426	79.174	63.015	83.459	66.285	87.266
Maison-mère, succursales et filiales .....	7.884	7.065	6.062	10.297	6.785	8.966	7.605	8.313
Acceptations .....	18.784	21.292	26.937	28.786	26.186	27.292	24.751	26.723
Autres valeurs à payer à court terme .....	4.901	5.287	6.578	8.012	7.893	9.610	12.036	11.464
Créditeurs pour effets à l'encaissement .....	1.216	1.254	1.413	1.107	1.497	1.439	1.456	1.368
<b>Dépôts et comptes courants .....</b>	<b>150.290</b>	<b>164.568</b>	<b>189.447</b>	<b>213.093</b>	<b>197.892</b>	<b>224.014</b>	<b>200.843</b>	<b>228.698</b>
a) A vue .....	81.543	86.118	92.774	98.921	92.237	100.023	92.063	100.549
b) A un mois au plus .....	5.159	9.034	11.847	15.035	13.874	14.231	13.929	14.935
c) A plus d'un mois .....	30.007	29.915	33.437	46.034	42.176	47.109	44.293	49.569
d) A plus d'un an .....	1.138	731	1.106	1.364	1.159	4.284	1.401	3.903
e) A plus de deux ans .....	3.049	3.020	3.031	3.016	2.924	3.345	2.923	3.361
f) Carnets de dépôts .....	27.355	33.743	40.179	46.800	43.604	53.235	44.269	54.564
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	2.039	2.007	2.023	1.923	1.918	1.787	1.965	1.817
Obligations et bons de caisse .....	11.433	11.380	11.371	11.978	11.530	12.683	11.691	12.898
Montants à libérer sur titres et participations .....	672	991	977	955	956	959	955	940
Divers .....	6.809	7.752	8.030	10.350	9.981	11.290	9.122	11.752
<i>Total de l'exigible ...</i>	<b>242.860</b>	<b>274.008</b>	<b>312.263</b>	<b>367.952</b>	<b>330.814</b>	<b>386.210</b>	<b>339.864</b>	<b>396.669</b>
C. Non exigible :								
Capital .....	8.221	9.814	11.245	12.461	12.060	13.184	12.337	13.209
Fonds indisponibles par prime d'émission .....	838	1.245	1.949	2.298	2.207	2.298	2.307	2.298
Réserve légale (art. 13, A.R. 185) .....	541	607	705	789	796	832	796	832
Réserve disponible .....	4.179	4.197	4.306	4.803	4.814	5.402	4.815	5.404
Provisions .....	193	186	209	234	230	218	230	223
<i>Total du non exigible ...</i>	<b>13.972</b>	<b>16.049</b>	<b>18.414</b>	<b>20.585</b>	<b>20.107</b>	<b>21.934</b>	<b>20.485</b>	<b>21.966</b>
<b>Total du passif ...</b>	<b>256.832</b>	<b>290.057</b>	<b>330.677</b>	<b>388.537</b>	<b>350.921</b>	<b>408.144</b>	<b>360.349</b>	<b>418.635</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

**XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>	Total	brut	réduit en mois type de 25 jours	
				dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>
(milliards de francs)						
1959 .....	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960 .....	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961 .....	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1962 .....	119,0	99,3	218,3	2,25	2,23	2,89
1963 .....	132,5	107,1	239,6	2,25	2,23	2,85
1964 .....	154,7	121,0	275,7	2,50	2,46	3,08
1965 .....	167,8	135,8	303,6	2,51	2,48	3,30
1966 .....	191,3	149,3	340,6	2,70	2,67	3,47
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .....	178,9	140,6	319,5	2,61	2,58	3,36
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	182,1	144,0	326,1	2,67	2,64	3,41
2 <sup>e</sup> trimestre .....	193,6	153,8	347,4	2,68	2,68	3,54
3 <sup>e</sup> trimestre .....	186,3	146,0	332,3	2,64	2,57	3,38
4 <sup>e</sup> trimestre .....	203,1	153,6	356,7	2,82	2,78	3,53
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	206,4	164,5	370,9	2,84	2,84	3,75
2 <sup>e</sup> trimestre .....	217,8	168,4	386,2	2,82	2,83	3,77
1966 Juillet .....	193,1	156,4	349,5	2,66	2,66	3,59
Août .....	182,8	148,5	331,3	2,62	2,52	3,45
Septembre .....	183,0	133,2	316,2	2,63	2,53	3,11
Octobre .....	189,1	150,1	339,2	2,76	2,65	3,48
Novembre .....	201,9	155,4	357,3	2,65	2,76	3,68
Décembre .....	218,2	155,3	373,5	3,06	2,94	3,44
1967 Janvier .....	211,0	175,4	386,4	2,88	2,88	3,90
Février .....	200,0	165,1	365,1	2,70	2,81	3,81
Mars .....	208,1	153,0	361,1	2,94	2,82	3,55
Avril .....	206,3	166,1	372,4	2,77	2,77	3,72
Mai .....	226,2	177,7	403,9	2,83	2,95	3,95
Juin .....	220,9	161,3	382,2	2,87	2,76	3,64
Juillet .....	208,0	169,7	377,7	2,65	2,65	3,82
Août .....	189,5	153,8	343,3	2,50	2,40	3,60

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptes extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N. B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1950-1960, Tome I. — Bulletin d'Information et de Documentation : XL<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 1, janvier 1965, p. 21; XLII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 1, janvier 1967, p. 19; vol. II, n<sup>o</sup> 3, septembre 1967, p. 241. — Rapport annuel de la Commission bancaire.*

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées <sup>1</sup>	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse <sup>2</sup>
valeur nominale										
1957	4.077	1.242	—	—	—	486	2.457	585	1.237	200
1958	3.307	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959	4.572	623	2.700	1	—	4.608	72	—	...	...
1960	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961	6.892	1.086	...	3.201	3.069	10.996	...	—	...	...
1962	7.759	2.226	...	...	50	6.440	...	—	589	...
1963	8.383	2.711	...	...	...	6.549	877	—	600	...
1964	6.827	4.099	...	...	...	7.357	...	—	389	...
1965	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...
1965 Janvier	6.667	2.262	800	...	1.108	7.513	...	—	...	...
Février	6.985	1.891	...	1.325	458	7.405	...	—	...	...
Mars	6.844	2.909	250	272	...	7.044	...	—	...	...
Avril	7.010	1.945	1.925	834	1.180	9.594	...	—	...	...
Mai	7.055	2.133	2.200	620	100	8.874	...	—	...	...
Juin	6.923	1.594	2.250	...	467	7.997	...	—	...	...
Juillet	6.418	1.524	...	592	1.800	7.097	...	—	...	...
Août	6.285	1.312	250	1.316	1.000	6.925	...	—	...	...
Septembre	6.516	1.181	700	705	1.250	7.035	...	—	...	...
Octobre	6.406	1.219	...	...	2.239	6.646	...	—	...	...
Novembre	6.376	1.255	1.100	11	1.150	6.626	...	—	...	...
Décembre	6.299	2.728	...	50	...	5.884	...	—	...	...
1966 Janvier	6.081	2.209	...	425	2.000	7.318	...	—	...	...
Février	6.976	2.271	1.050	...	666	7.307	...	—	370	...
Mars	6.945	3.621	1.950	...	...	8.272	190	—	844	...
Avril	6.969	2.970	...	...	1.588	8.186	...	—	...	...
Mai	7.508	3.092	...	...	135	7.479	...	—	...	...
Juin	7.289	2.306	4.850	...	...	7.618	591	—	2.945	...
Juillet	6.927	2.925	1.150	...	...	5.343	1.332	—	1.031	...
Août	6.826	2.822	3.425	...	...	6.034	673	—	2.989	...
Septembre	7.148	2.894	100	...	...	5.378	724	—	691	...
Octobre	6.911	2.218	800	...	...	5.293	711	—	569	...
Novembre	6.698	2.324	2.400	...	...	5.409	2.272	—	400	...
Décembre	6.426	3.269	...	...	...	4.524	1.563	—	320	...

<sup>1</sup> Y compris les opérations à réméré.

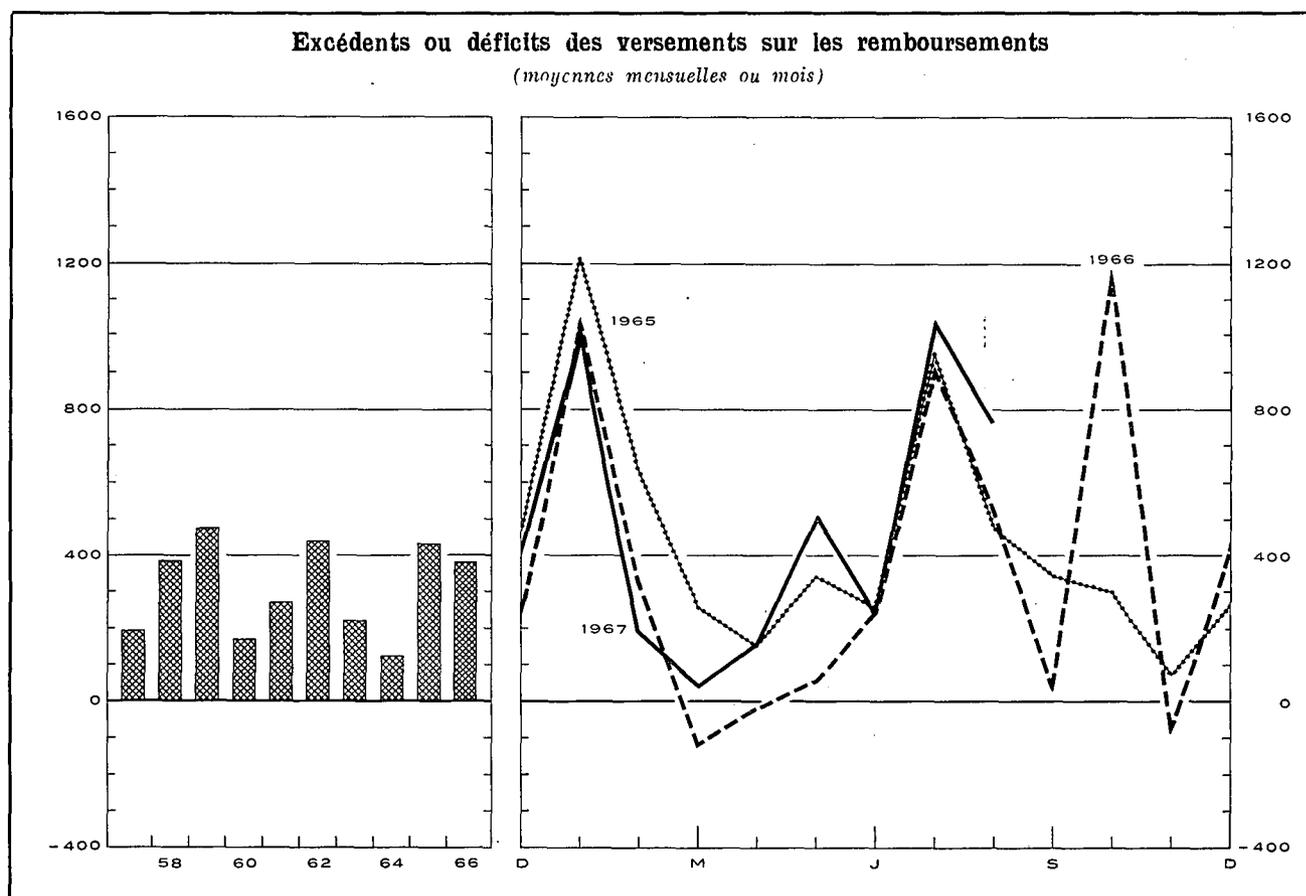
<sup>2</sup> Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements		Remboursements		Excédents ou déficits		Soldes des dépôts à fin de période	
	(1)		(2)		(3) = (1) - (2)		(4)	
1956 .....	14.518		12.295		2.223		56.132 <sup>1</sup>	
1957 .....	16.783		14.455		2.328		60.144 <sup>1</sup>	
1958 .....	18.912		14.316		4.596		66.700 <sup>1</sup>	
1959 .....	21.939		16.232		5.707		74.442 <sup>1</sup>	
1960 .....	21.840		19.786		2.054		78.887 <sup>1</sup>	
1961 .....	22.799		19.585		3.214		84.633 <sup>1</sup>	
1962 .....	25.995		20.717		5.278		92.654 <sup>1</sup>	
1963 .....	26.388		23.788		2.600		97.980 <sup>1</sup>	
1964 .....	28.229		26.757		1.472		102.395 <sup>1</sup>	
1965 .....	32.450		27.211		5.239		112.192 <sup>1</sup>	
1966 .....	37.449		32.818		4.632		120.322 <sup>1</sup>	
	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier .....	3.270	4.236	2.225	3.229	1.045	1.007	113.239	121.329
Février .....	2.724	3.319	2.398	3.085	326	234	113.565	121.563
Mars .....	2.834	p 3.489	2.945	p 3.437	-111	p 51	113.454	p121.614
Avril .....	2.808	p 3.444	2.825	p 3.281	- 17	p 162	113.437	p121.776
Mai .....	2.845	p 3.552	2.791	p 3.045	53	p 507	113.491	p122.284
Juin .....	3.163	p 3.730	2.907	p 3.486	256	p 244	113.747	p122.528
Juillet .....	3.531	p 3.969	2.616	p 2.930	915	p 1.039	114.662	p123.566
Août .....	2.987	p 3.517	2.453	p 2.747	534	p 770	115.196	p124.336
Septembre .....	2.958		2.908		51		115.246	
Octobre .....	4.103		2.904		1.199		116.446	
Novembre .....	2.573		2.631		- 58		116.387	
Décembre .....	3.654		3.216		438		120.322	

<sup>1</sup> Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne**

(milliards de francs)

Source : *Rapports de la C.G.E.R.*

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Disponible <sup>1</sup> .....	0,2	0,3	0,3	0,3	1,9	0,8
Placements provisoires <sup>2</sup> :						
Effets sur la Belgique .....	10,8	12,4	15,1	18,0	21,7	24,8
Avances à l'industrie .....	5,2	7,3	8,6	9,5	11,1	12,5
Crédit agricole .....	—	—	—	0,1	...	0,1
Crédit d'exportation .....	0,4	0,5	0,7	0,7	0,9	1,0
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	2,4	2,5	3,0	2,7	3,7	3,9
Certificats de Trésorerie .....	2,0	4,3	6,2	5,4	4,1	4,8
Prêts au jour le jour .....	0,8	0,7	0,9	0,9	...	0,5
Moins : valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant <sup>3</sup> .....	—	—	—	—	— 1,3	— 0,6
Total des placements provisoires <sup>2</sup> ...	21,6	27,7	34,5	37,3	40,2	47,0
Placements définitifs <sup>2</sup> .....						
Rentes belges directes .....	20,0	20,2	23,4	23,4	21,9	21,4
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	17,8	16,6	14,8	17,5	18,6	20,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo .....	0,3	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,7	1,7	1,6	1,5	1,5	1,9
Obligations de sociétés belges .....	1,0	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations complémentaires aux prisonniers politiques, et avances à l'Œuvre nationale des invalides de la guerre .....	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7
Prêts hypothécaires .....	3,8	4,3	4,8	5,3	5,9	6,5
Crédit agricole .....	3,6	3,6	3,8	4,0	4,4	4,7
Avances à la Société nationale du logement, aux sociétés agréées et aux communes en vue de la construction d'habitations sociales .....	22,2	22,7	24,0	25,0	24,6	25,8
Total des placements définitifs <sup>2</sup> ...	71,0	71,0	74,1	78,3	78,5	82,6
Intérêts courus et non échus sur placements .....	1,8	2,0	2,6	3,1	<sup>3</sup>	<sup>3</sup>
Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille .....	—	—	—	—	6,2	5,9
<b>PASSIF</b>						
<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets <sup>4</sup> :						
Particuliers .....	78,7	84,5	92,5	97,8	102,2	112,0
Dotations des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres .....	3,7	3,7	4,9	5,1	5,1	5,5
Dépôts pour timbres-retraite .....	0,2	0,1	...	...	...	...
Total des dépôts sur livrets <sup>4</sup> ...	82,8	88,5	97,6	103,1	107,5	117,7
Dépôts en comptes courants <sup>4</sup> .....	3,0	3,4	4,1	4,7	6,8	5,6
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses, fonds de réserve et provisions .....	7,9	8,7	9,4	10,6	11,6	11,5

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend principalement les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des Chèques Postaux.

<sup>2</sup> Depuis 1964, la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel le total des placements provisoires ainsi que la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant. Comme d'autre part, il n'existe pas de valeurs comptables budgétaires publiées pour la ventilation des placements provisoires, les différentes rubriques formant cette ventilation sont reprises à une valeur non budgétaire; un poste global d'ajustement intitulé « moins valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant » permet de retrouver le total des placements provisoires comptabilisés en valeur comptable budgétaire.

<sup>3</sup> A partir de 1964 les « intérêts courus et non échus sur placements » sont englobés dans la rubrique « Débiteurs concernant les valeurs du Portefeuille » qui comprend également les valeurs venues à échéance qui sont encaissées, consolidées ou renouvelées au cours de l'exercice suivant.

<sup>4</sup> Compréhension les intérêts capitalisés et, en 1965, la répartition d'une partie du fonds de réserve de la C.G.E.R.

### XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

#### 5c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	7,3	7,1	6,4	7,2	7,4	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	11,6	12,5	13,9	13,3	14,5	15,6
Valeurs garanties par le Congo .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	1,1	1,0	1,0	0,9	1,1	1,1
Obligations de sociétés belges .....	1,1	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7
Prêts hypothécaires .....	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Avances aux caisses publiques de prêts .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	21,5	22,0	22,5	22,5	24,0	25,0
<b>PASSIF</b>						
Fonds des rentes <sup>2</sup> .....	13,1 <sup>2</sup>	13,4	13,6	13,7	13,9	13,9
Réserves mathématiques <sup>3</sup> .....	8,8	9,4	10,1	10,8	11,8	12,8
Total ...	21,9	22,8	23,7	24,5	25,7	26,7

<sup>1</sup> Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Le Fonds des Rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des Rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».

<sup>3</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de services des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

### XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

#### 5d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurance sur la Vie <sup>2</sup>

(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>ACTIF</b>						
Placements définitifs <sup>1</sup> :						
Rentes belges directes .....	3,0	2,9	2,8	3,1	2,9	2,7
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	2,0	2,6	3,4	3,8	4,7	5,2
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,6	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	...	...	...
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées et à la Société nationale du logement .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3
Total ...	6,0	6,5	7,1	7,7	8,4	8,7
<b>PASSIF</b>						
Réserves mathématiques et provisions <sup>2</sup> .....	4,6 <sup>2</sup>	4,9	5,3	5,7	6,1	6,5
Fonds de réserve et de participation .....	1,5	1,8	2,0	2,2	2,6	2,4
Total ...	6,1	6,7	7,3	7,9	8,7	8,9

<sup>1</sup> Depuis 1964 la C.G.E.R. publie dans son compte rendu annuel la ventilation et le total des placements définitifs à leur valeur comptable budgétaire, c'est-à-dire en éliminant les valeurs venues à échéance mais dont l'encaissement, la consolidation ou le renouvellement s'effectue au cours de l'exercice suivant.

<sup>2</sup> Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan des Caisses de Retraite concernant l'exécution de la « Loi générale ».

## XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES

### Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et bons de caisse	Total des dépôts, obligations et bons de caisse	Créances sur les entreprises et particuliers				Créances sur le secteur public						Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1958	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962	27,4	7,4	6,3	41,1	2,3	23,9	0,7	26,9	8,7	0,3	0,1	0,5	0,5	7,4	17,5	44,4
1963	31,4	9,9	6,1	47,4	3,6	26,4	0,5	30,5	10,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	20,6	51,1
1964 <sup>1</sup>	35,1	11,6	10,3	57,0	4,7	35,0	0,4	40,1	11,4	0,5	...	0,5	0,5	8,7	21,6	61,7
1965 1 <sup>er</sup> trimest.	36,6	12,1	10,5	59,2	5,2	36,0	0,5	41,7	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,3	23,1	64,8
2 <sup>e</sup> trimest.	37,3	12,6	10,6	60,5	5,5	37,8	0,3	43,6	12,3	0,5	...	0,5	0,5	9,5	23,3	66,9
3 <sup>e</sup> trimest.	38,8	12,9	10,9	62,6	5,8	39,3	0,6	45,7	12,3	0,6	...	0,5	0,5	9,7	23,6	69,3
4 <sup>e</sup> trimest.	40,7	13,8	11,1	65,6	5,4	40,8	0,6	46,8	12,6	0,6	...	0,5	0,5	9,8	24,0	70,8
1966 1 <sup>er</sup> trimest.	41,9	14,5	11,3	67,7	5,9	42,7	0,5	49,1	13,3	0,8	...	0,5	0,5	9,9	25,0	74,1
2 <sup>e</sup> trimest.	43,1	15,2	11,4	69,7	6,6	44,1	0,6	51,3	13,4	0,7	...	0,5	0,6	10,0	25,2	76,5
3 <sup>e</sup> trimest.	44,4	15,7	12,0	72,1	6,9	45,8	0,6	53,3	13,9	0,7	...	0,5	0,5	10,4	26,0	79,3
4 <sup>e</sup> trimest.	46,3	16,7	12,5	75,5	6,5	47,3	0,8	54,6	13,6	0,9	...	0,5	0,6	11,1	26,7	81,3
1967 1 <sup>er</sup> trimest.	47,6	17,7	13,1	78,4	6,9	48,7	0,8	56,4	14,1	1,2	...	0,5	0,5	12,2	28,5	84,9
2 <sup>e</sup> trimest.	48,8	18,6	13,7	81,1	8,0	50,7	0,7	59,4	14,0	1,1	...	0,5	0,5	12,5	28,6	88,0

<sup>1</sup> De 1963 à 1964, les postes « Obligations et bons de caisse » et « Débiteurs hypothécaires » sont gonflés respectivement de 3,7 milliards et de 4 milliards, du fait de la prise en considération dans la statistique de sociétés nouvellement agréées entre ces dates.

## XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

### Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
<b>ACTIF</b>						
Portefeuille-effets :						
Crédits d'investissement à long et à moyen terme :						
1 <sup>o</sup> garantis par l'Etat	10,5	10,9	11,7	12,0	12,6	16,5
2 <sup>o</sup> garantis par banques et organismes financiers	6,7	7,2	8,0	9,9	11,1	13,6
3 <sup>o</sup> dont le risque est à charge de l'Institution	13,1	15,7	19,6	24,1	25,5	31,4
Crédit de restauration (dommages de guerre et inondations)	1,7	1,6	1,5	1,3	1,2	1,2
Crédits de warrantages (charbonnages) garantis par l'Etat	—	—	—	—	0,3	0,5
Crédits commerciaux	1,3	1,0	1,5	1,4	1,0	0,9
Crédits d'exportations payables à moyen et à long terme	1,1	1,3	1,3	1,5	1,5	1,5
Crédits gérés pour compte de l'Etat <sup>1</sup>	2,7	2,8	2,7	2,9	3,1	3,3
<b>PASSIF</b>						
Obligations	35,9	37,5	39,4	40,9	45,6	49,7
Bons de caisse	6,9	7,3	8,4	8,8	9,3	9,0
Dépôts et emprunts divers (notamment en monnaies étrangères)	1,5	1,1	1,0	3,4	5,9	8,0
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall	1,7	1,7	1,4	1,4	1,3	1,3
Fonds de l'Armement et des Constructions Maritimes	1,2	1,2	1,3	1,6	1,7	2,0

<sup>1</sup> Il s'agit de crédits financés principalement par le Fonds d'Aide Marshall et le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes, et subsidiairement par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et le Fonds d'Aide aux ex-Colons belges rentrés d'Afrique.

## XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : Crédit Communal de Belgique.

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique  (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes  (14)
	Solde disponible au début de la période  (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période  (1) + (5) - (8) = (9)	(10)	(12)      (13)					
		Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces  (4)	Total  (2) + (3) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts  (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires  (7)	Total  (6) + (7) = (8)			créditeurs			débiteurs		
	Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs  (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat  (3)													
1957	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.504	1.519	21.917	
1962	3.453	6.526	1.365	1.320	9.211	363	8.421	8.784	3.880	52.178	7.337	1.350	2.288	24.877	
1963	3.880	7.481	1.517	1.351	10.349	241	9.572	9.813	4.416	58.516	6.827	1.589	3.214	26.304	
1964	4.416	8.768	2.138	1.397	12.303	269	12.100	12.369	4.350	66.677	4.992	1.752	2.725	31.794	
1965	4.350	6.859	1.943	1.568	10.370	345	10.488	10.833	3.887	72.551	4.373	1.647	4.271	35.471	
1966	3.887	8.025	1.925	1.692	11.642	304	10.798	11.102	4.427	78.755	5.433	1.814	4.907	42.639	
1965															
Juillet	4.169	484	301	103	888	31	1.060	1.091	3.966	69.594	4.861	1.234	5.890	4.458	
Août	3.966	579	147	96	822	20	847	867	3.921	70.349	4.773	1.742	4.743	1.971	
Septembre	3.921	555	153	92	800	15	921	936	3.785	71.106	4.796	1.818	4.255	2.518	
Octobre	3.785	612	213	138	963	36	1.009	1.045	3.703	71.230	4.633	1.590	4.302	3.308	
Novembre	3.703	495	171	93	759	19	787	806	3.656	71.901	4.530	1.623	4.624	2.491	
Décembre	3.656	851	160	223	1.234	31	972	1.003	3.887	72.551	4.373	1.835	4.293	2.975	
1966															
Janvier	3.887	525	135	94	754	19	839	858	3.783	72.381	4.735	1.247	5.281	5.451	
Février	3.783	558	247	197	1.002	30	803	833	3.952	73.135	4.720	1.433	4.688	2.572	
Mars	3.952	722	167	119	1.008	28	1.000	1.028	3.932	73.732	4.705	1.504	5.044	4.216	
Avril	3.932	696	159	167	1.002	40	674	714	4.240	73.789	4.752	1.372	5.649	3.236	
Mai	4.240	628	90	136	854	24	854	878	4.216	74.496	4.699	2.099	3.776	2.594	
Juin	4.216	753	103	142	998	23	946	969	4.245	75.339	4.604	1.937	4.432	2.600	
Juillet	4.245	521	287	100	903	11	779	790	4.363	75.620	4.529	1.403	6.417	5.132	
Août	4.363	558	130	116	804	11	873	884	4.283	76.345	4.989	1.940	4.863	2.566	
Septembre	4.283	667	204	123	994	34	1.003	1.037	4.240	77.195	5.251	1.958	4.764	2.376	
Octobre	4.240	929	173	163	1.265	40	958	998	4.507	77.463	4.820	1.775	5.297	5.400	
Novembre	4.507	574	160	184	918	11	841	852	4.573	78.192	5.026	2.608	4.092	3.291	
Décembre	4.573	894	70	151	1.115	33	1.228	1.261	4.427	78.755	5.433	2.497	4.576	3.205	
1967															
Janvier	4.427	502	192	99	793	22	856	878	4.342	78.516	5.945	2.259	5.665	7.250	
Février	4.342	719	218	172	1.109	21	904	925	4.526	79.457	6.791	2.715	3.741	3.824	
Mars	4.526	802	199	324	1.325	31	1.256	1.287	4.564	80.258	7.695	2.598	3.904	3.912	
Avril	4.564	787	175	141	1.008	22	684	706	4.861	80.410	7.872	2.005	4.736	3.603	
Mai	4.861	919	101	126	1.146	37	939	976	5.031	81.403	7.886	2.607	3.902	3.560	
Juin	5.031	956	171	192	1.319	30	1.259	1.289	5.061	82.498	7.719	2.565	4.126	3.315	
Juillet	5.061	885	214	127	1.226	14	1.149	1.163	5.124	82.874	8.168	1.814	5.710	6.126	

### XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires Economiques, Service des Assurances.

	1961	1962	1963	1964	1965	1961	1962	1963	1964	1965
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
<b>ACTIF</b>										
Immeubles .....	2,6	3,1	3,5	3,7	4,2	1,4	1,6	1,7	2,0	2,4
Prêts hypothécaires .....	10,5	11,4	12,1	14,2	15,4	2,7	3,2	3,6	4,2	4,4
Prêts sur police .....	1,2	1,3	1,4	1,5	1,6	0,5	0,5	0,5	0,6	0,6
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges .....	5,3	5,7	5,9	6,2	6,6	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Valeurs étrangères .....	1,9	1,5	1,9	1,9	2,0	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4
Valeurs congolaises .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para- stataux de crédit .....	4,2	4,6	5,0	5,1	6,0	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1
Titres des autres organismes parastataux .....	1,4	1,6	1,6	1,9	1,9	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9
Titres des provinces et com- munes .....	1,7	1,8	1,9	1,8	1,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,4
Obligations de sociétés belges	7,4	8,1	9,0	9,2	10,8	0,6	0,6	0,6	0,6	0,7
Actions de sociétés belges ...	2,2	2,3	2,9	3,0	3,2	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Total des valeurs mobilières ...	24,2	25,7	28,3	29,2	32,1	7,2	7,7	7,9	8,0	8,2

### PASSIF

Cautionnements déposés .....	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques <sup>1</sup> .....	38,7	41,7	45,3	49,1	54,1	11,6	12,6	13,6	14,7	15,4

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

### XIV - 10. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs 1
1958 .....	1,77
1959 .....	2,13
1960 .....	2,50
1961 .....	2,78
1962 .....	3,03
1963 .....	3,33
1964 .....	3,93
1965 .....	3,89
1966 .....	4,51
1965 4 <sup>e</sup> trimestre .	4,02
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,22
2 <sup>e</sup> trimestre .	4,57
3 <sup>e</sup> trimestre .	4,69
4 <sup>e</sup> trimestre .	4,56
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .	4,98
2 <sup>e</sup> trimestre .	5,12

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ½ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux; c) Ministère des Finances : inscriptions hypothécaires — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Economie belge en 1966. — Rapport annuel de la S.N.C.I., de l'O.C.P.E. et du Crédit Communal de Belgique.*

## XV. — PRINCIPALES MODALITES D'EPARGNE DES PARTICULIERS ET DES ENTREPRISES DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965
<b>I. Particuliers :</b>											
A. <i>Thésaurisation</i> <sup>1</sup> :	p.m.										
B. <i>Epargne-dépôts</i> <sup>2</sup> :											
Caisse d'épargne .....	5,3	6,3	5,6	9,3	10,2	6,7	9,3	14,0	12,1	9,9	17,7
Banques .....	2,2	0,7	1,1	3,8	4,8	4,0	10,4	5,5	8,7	6,7	15,1
Institutions paraétatiques de crédit .....	0,5	0,6	0,2	1,4	0,9	0,7	1,3	1,4	1,9	2,9	4,0
Mutualités .....	—	—	—	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Total ...	8,0	6,2	6,5	14,6	16,0	11,6	21,2	21,1	22,9	19,8	37,0
Doubles emplois <sup>3</sup> ...	- 0,8	- 0,2	- 0,3	- 2,5	- 0,9	- 2,3	- 5,9	- 1,7	- 0,7	- 0,4	- 8,8
Total net ...	7,2	6,0	6,2	12,1	15,1	9,3	15,3	19,4	22,2	19,4	28,2
C. <i>Epargne-réserves</i> <sup>2 4</sup> :											
Organismes de pensions .....	1,2	1,4	1,3	1,5	1,2	1,4	0,7	1,0	0,9	1,3	1,4
Organismes d'assurance-accidents du travail ..	1,0	1,1	1,0	1,0	0,8	0,5	1,1	0,9	1,1	1,4	1,4
Caisses de Vacances annuelles .....	0,2	0,1	0,5	0,4	1,4	0,2	0,3	—	0,2	1,0	0,6
Organismes d'assurances-vie .....	3,5	3,5	3,5	3,9	5,4	5,5	4,9	4,6	4,5	7,1	6,1
Organismes d'assurances de la responsabilité civile, capitalisation, épargne immobilière et assurances diverses .....	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	1,1	1,6	1,7	0,7
Total ...	6,6	6,8	7,0	6,7	9,5	8,4	7,8	7,6	8,3	12,5	10,2
D. <i>Epargne hypothécaire et immobilière</i> :											
Remboursement par particuliers sur emprunts hypothécaires .....	6,1	6,7	7,3	7,1	8,5	9,2	10,0	12,1	12,4	12,6	15,1
Constructions d'habitations (Investissement net des particuliers) .....	1,7	0,9	1,8	1,5	2,8	3,7	4,4	5,4	4,5	11,2	18,4
Total ...	7,8	7,6	9,1	8,6	11,3	12,9	14,4	17,5	16,9	23,8	33,5
E. <i>Emissions de capitaux</i> :											
Nouveaux placements du public .....	11,2	10,7	14,5	18,4	18,0	18,5	13,4	15,8	9,0	20,5	19,8
F. <i>Mutations de créances et de dettes diverses   des particuliers</i> .....	- 0,7	- 0,7	- 1,0	+ 0,3	- 0,5	- 1,5	- 0,9	- 0,8	- 1,9	- 1,8	- 1,9
Epargne nette totale ...	32,1	30,4	35,8	46,1	53,4	47,6	50,0	59,5	54,5	74,4	89,8
Amortissements sur habitations ...	6,2	6,5	7,1	7,6	7,6	7,8	8,1	8,8	9,6	10,6	11,8
Epargne brute totale ...	38,3	36,9	42,9	53,7	61,0	55,4	58,1	68,3	64,1	85,0	101,6
<b>II. Entreprises :</b>											
A. <i>Entreprises privées</i> :											
Epargne nette .....	13,5	13,4	8,2	3,8	9,6	10,1	11,0	9,2	15,8	16,1	15,0
Amortissements .....	25,1	26,9	28,7	29,7	31,1	34,3	35,7	38,7	41,7	47,1	46,4
Epargne brute ...	38,6	40,3	36,9	33,5	40,7	44,4	46,7	47,9	57,5	63,2	61,4
B. <i>Entreprises publiques autonomes</i> :											
Epargne nette .....	1,5	1,5	0,8	1,0	1,3	1,7	1,5	1,3	1,7	1,7	0,4
Amortissements .....	2,6	2,7	2,7	2,3	2,0	2,2	2,2	2,7	3,1	3,3	3,7
Epargne brute ...	4,1	4,2	3,5	3,3	3,3	3,9	3,7	4,0	4,8	5,0	4,1
Total général particuliers et entreprises ...											
Epargne nette ...	47,1	45,3	44,8	50,9	64,3	59,4	62,5	70,0	72,0	92,2	105,2
Epargne brute ...	81,0	81,4	83,3	90,5	105,0	103,7	108,5	120,2	126,4	153,2	167,1

<sup>1</sup> Les montants ne sont pas mentionnés car, au stade actuel des recherches, le montant absolu de l'avoir liquide des particuliers seuls n'a pu être établi avec suffisamment d'exactitude.

<sup>2</sup> Accroissement de l'année.

<sup>3</sup> Accroissement ou diminution de l'avoir de diverses institutions et entreprises dont les réserves propres ou exigibles sont recensées comme une épargne dans une des autres rubriques du tableau, des pouvoirs publics et en provenance de l'étranger.

<sup>4</sup> A l'exclusion des accroissements de réserves du secteur de la Sécurité sociale considérés comme une épargne des pouvoirs publics.

## XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

### 1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres accessibles à tout placeur <sup>2</sup>					Titres non accessibles à tout placeur			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) <sup>1</sup>
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet <sup>4</sup>	Emissions nettes totales	Emissions brutes <sup>5</sup>	Amortissements	Emissions nettes	
		Emissions brutes	Amortissements <sup>3</sup>	Emissions nettes (3) = (1) - (2)						
(1)	(2)	(1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)		
1. Etat (dette directe uniquement) ...	1961 <sup>6</sup>	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0
	1962	26,0	12,5	13,5	—	13,5	6,2	1,8	4,4	17,9
	1963	18,6	13,5	5,1	—	5,1	0,7	2,9	- 2,2	2,9
	1964	30,1	22,2	7,9	—	7,9	2,0	2,0	...	7,9
	1965	29,8	13,3	16,5	—	16,5	3,0	2,3	0,7	17,2
	1966	31,3	19,4	11,9	—	11,9	1,2	0,2	1,0	12,9
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale .....	1961	3,6	1,5	2,1	—	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2
	1962	3,4	1,5	1,9	—	1,9	3,9	0,7	3,2	5,1
	1963	3,0	1,4	1,6	—	1,6	3,4	1,0	2,4	4,0
	1964	5,4	1,1	4,3	—	4,3	7,0 <sup>7</sup>	3,5 <sup>7</sup>	3,5	7,8
	1965	5,5	4,8	0,7	—	0,7	5,1	2,5	2,6	3,3
	1966	0,4	2,1	- 1,7	—	- 1,7	5,1	3,1	2,0	0,3
3. Organismes paraétatiques de crédit	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8
	1962	...	2,7	- 2,7	6,9	4,2	2,9	1,1	1,8	6,0
	1963	0,4	0,1	0,3	4,1	4,4	2,8	1,2	1,6	6,0
	1964	...	0,3	- 0,3	1,3	1,0	3,3	1,3	2,0	3,0
	1965	2,5	0,1	2,4	4,7	7,1	3,7	1,5	2,2	9,3
	1966	1,1	0,4	0,7	4,0	4,7	4,9	1,9	3,0	7,7
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal .....	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9
	1962	2,8	2,3	0,5	5,9	6,4	...	...	...	6,4
	1963	2,9	2,5	0,4	2,6	3,0	...	...	...	3,0
	1964	1,5	0,8	0,7	4,4	5,1	...	...	...	5,1
	1965	6,4	1,6	4,8	4,1	8,9	0,1	...	0,1	9,0
	1966	9,1	3,1	6,0	5,8	11,8	0,3	0,2	0,1	11,9
5. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7
	1962	4,0	3,3	0,7	0,3	1,0	0,5	0,4	0,1	1,1
	1963	2,7	1,0	1,7	—	1,7	0,2	0,4	- 0,2	1,5
	1964	1,4	1,9	- 0,5	—	- 0,5	0,9	0,5	0,4	- 0,1
	1965	2,0	2,7	- 0,7	—	- 0,7	1,4	0,5	0,9	0,2
	1966	4,5	3,3	1,2	—	1,2	1,8	0,7	1,1	2,3
<b>Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge .....</b>	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6
	1962	36,2	22,3	13,9	13,1	27,0	13,5	4,0	9,5	36,5
	1963	27,6	18,5	9,1	6,7	15,8	7,1	5,5	1,6	17,4
	1964	38,4	26,3	12,1	5,7	17,8	13,2	7,3	5,9	23,7
	1965	46,2	22,5	23,7	8,8	32,5	13,3	6,8	6,5	39,0
	1966	46,4	28,3	18,1	9,8	27,9	13,3	6,1	7,2	35,1

<sup>1</sup> Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

Jusqu'en 1965, les émissions au robinet de bons de caisse à court terme (un an au plus) des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique sont comprises dans les montants des émissions nettes au robinet, faute d'avoir pu être isolées. A partir de 1966, les chiffres de la colonne (4) ne comprennent plus que les émissions nettes à long et moyen terme (à plus d'un an); le montant des émissions nettes à un an au plus de l'année 1966 (« organismes paraétatiques » néant, « Pouvoirs subordonnés, Intercommunale E3 et Crédit Communal de Belgique » 0,6 milliard) ne figure donc plus dans le présent tableau.

Pour mémoire : Mouvement net de la dette à court terme en FB de l'Etat : en 1961 : 2,7; en 1962 : 2,3; en 1963 : 8,8; en 1964 : 2,5; en 1965 : 7,4; en 1966 : 4,5.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors-bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

<sup>5</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

<sup>6</sup> En 1961, la dernière tranche de titres de l'E.A.M. a été libérée. Cette opération a entraîné le passage de 1,4 milliard de la rubrique des titres non accessibles à tout placeur à celle des titres accessibles à tout placeur.

<sup>7</sup> Les chiffres relatifs au Fonds de Dotation des Pensions de la Guerre comprennent en émissions brutes 2.844 millions de consolidation (intérêts et amortissements non remboursés à leur échéance) et 1.561 millions en remboursements ayant trait aux années 1961 à 1963.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC \*

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission 2	
Mois	Jour							
1965	Janvier	18	Etat belge 1965-1970-1976	6,25 — 6,50 <sup>3</sup>	99,50	5 ans 6 m. ou 11 ans 6 m.	9.815	6,48
	Février	15	S.N.C.B. 1965-1971-1977	6,25 — 6,50 <sup>4</sup>	99,50	6 ou 12 ans	2.000	6,50
	Mars	8	S.N.C.I. 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,75	6 ou 13 ans	2.500	6,45
	Avril	1	Ville de Liège 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Avril	1	Ville de Gand 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,00	6 ou 13 ans	700	6,54
	Mai	3	Etat belge 1965-1971-1978	6,25 — 6,50 <sup>5</sup>	99,75	6 ou 13 ans	10.000	6,40
	Juin	14	Intercom.-Autor. E3 1965-73-81	6,40 — 6,60 <sup>6</sup>	99,00	8 ou 16 ans	2.500	6,66
	Août	30	Ville d'Anvers 1965-1973-1981	6,40 — 6,60 <sup>6</sup>	99,00	8 ou 16 ans	1.500	6,60
	Octobre	1	Etat belge 1965-1971-1980	6,25 — 6,50 <sup>7</sup>	99,75	6 ou 15 ans	10.000	6,39
	Novembre	22	Fonds des Routes 1965-72-80	6,25 — 6,50 <sup>8</sup>	99,75	6 ans 6 m. ou 14 ans 6 m.	5.000	6,38
	Décembre	13	Crédit Communal, à lots	3,00	100,00	20 ans	1.500	6,40
							46.215	
1966	Février	9	Etat belge 1966-1971-1976 1 <sup>o</sup> s.	6,25 — 6,50 <sup>9</sup>	99,25	5 ou 10 ans	10.000	6,55
	Mars	10	Ville de Gand 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 <sup>10</sup>	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Mars	10	Ville de Liège 1966-1973-1981	6,50 — 6,70 <sup>10</sup>	99,00	7 ou 15 ans	1.000	6,72
	Avril	4	Crédit Communal 1966-74-81	6,50 — 6,70 <sup>11</sup>	99,25	8 ou 15 ans	2.000	6,66
	Mai	9	Etat belge 1966-1971-1976, 2 <sup>o</sup> s.	6,25 — 6,50 <sup>9</sup>	99,00	5 ou 10 ans	9.200	6,59
	Juin	22	R.T.T. 1966-1972-1978	6,50 — 6,75 <sup>12</sup>	99,00	6 ou 12 ans	2.500	6,79
	Septembre	12	Etat belge 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	100,00	6 ou 12 ans	12.110	6,85
	Octobre	10	Ville d'Anvers 1966-1976	7,00	99,00	10 ans	2.000	7,17
	Novembre	7	Intercom.-Autor. E3 1966-1978	7,00	99,00	12 ans	3.500	7,14
	Décembre	8	S.N.C.B. 1966-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	99,00	6 ou 12 ans	2.000	7,01
	Décembre	28	C.N.C.P. 1966-1973-1978	7,00	99,50	7 ou 12 ans	500	7,12 <sup>14</sup>
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1977	6,75	97,65	10 ans	500	7,09 <sup>14</sup>
	Décembre	30	S.N.C.I. 1967-1987	7,00	96,65	20 ans	500	7,32 <sup>14</sup>
							46.810	
1967	Janvier	9	Ville de Bruxelles 1967-1977	7,00	99,00	10 ans	2.500	7,17
	Janvier	30	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>15</sup>	100,00	5 a. 7 ½ m. ou 11 a. 7 ½ m.	5.800	6,92 <sup>14</sup>
	Janvier	30	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	7.710	7,08
	Février	20	S.N.C.I. 1967-1977-1987	7,00	99,50	10 ou 20 ans	2.000	7,14 <sup>14</sup>
	Mars	22	R.T.T. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	99,50	6 ou 12 ans	4.000	6,97 <sup>14</sup>
	Avril	17	Fonds des Routes 1967-1982	7,00	99,50	15 ans	6.000	7,08
	Mai	10	S.N.C.B. 1967-1973-1982	6,75 — 7,00 <sup>16</sup>	99,50	6 ou 15 ans	3.500	6,92
	Juin	15	Etat belge 1967-1972-1978	6,75 — 7,00 <sup>17</sup>	100,00	5 ans 3 m. ou 11 ans 3 m.	8.990	6,91 <sup>14</sup>
	Juin	15	Etat belge 1967-1982	7,00	99,50	14 ans 7 ½ mois	5.300	7,08
	Août	28	Ville de Liège 1967-1972-1977	6,75 — 7,00 <sup>18</sup>	99,00	5 ou 10 ans	800	7,10 <sup>14</sup>
	Septembre	18	C.N.C.P. 1967-1973-1979	6,75 — 7,00 <sup>13</sup>	99,50	6 ou 12 ans	500	6,97 <sup>14</sup>
	Octobre	2	Etat belge 1967-1974-1982	6,75 — 7,00 <sup>19</sup>	100,00	6 ans 4 m. ou 14 ans 4 m.	10.000	6,82

1 Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne 1 du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce qu'ils ne comprennent pas les obligations émises par la C.A.D.G. et la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique.

2 Ce rendement est calculé sur la base des taux d'intérêt nominaux de l'emprunt.

3 Intérêts : 6,25 % pendant 5 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 6 ans.

4 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 6 dernières années.

5 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 7 dernières années.

6 Intérêts : 6,40 % pendant les 8 premières années, 6,60 % pendant les 8 dernières années.

7 Intérêts : 6,25 % pendant les 6 premières années, 6,50 % pendant les 9 dernières années.

8 Intérêts : 6,25 % pendant 6 ans 6 mois, ensuite 6,50 % pendant 8 ans.

9 Intérêts : 6,25 % pendant les 5 premières années, 6,50 % pendant les 5 dernières années.

10 Intérêts : 6,50 % pendant les 7 premières années, 6,70 % pendant les 8 dernières années.

11 Intérêts : 6,50 % pendant les 8 premières années, 6,70 % pendant les 7 dernières années.

12 Intérêts : 6,50 % pendant les 6 premières années, 6,75 % pendant les 6 dernières années.

13 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 6 dernières années.

14 Taux de rendement pour le porteur qui garde son obligation jusqu'à la fin de l'emprunt.

15 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 7 ½ mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

16 Intérêts : 6,75 % pendant les 6 premières années, 7 % pendant les 9 dernières années.

17 Intérêts : 6,75 % pendant 5 ans 3 mois, ensuite 7 % pendant 6 ans.

18 Intérêts : 6,75 % pendant les 5 premières années, 7 % pendant les 5 dernières années.

19 Intérêts : 6,75 % pendant 6 ans 4 mois, ensuite 7 % pendant 8 ans.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montants émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement moyen à l'émission	
Mois	Jour							
1965	Janvier	29	Sabena	5,5-125	100,0	7 ans 6 mois	U.S. \$ 8	5,17
	Mai	20	R.T.T.	5,25-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 20	6,00
1966	Janvier	6	Sabena	5,75	100,0	8 ans	U.S. \$ 7,2	5,83
	Janvier	31	Sabena	5,375-5,50	100,0	5 ans	U.S. \$ 7,7	5,50

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau comme indiquant, de façon aussi approchée que possible l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêtes, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

\* Emprunts de l'Etat, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale des Distributions d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues), qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*.

**XVI - 3. — DETTES DE L'ETAT**

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dette directe								Total de la dette directe <sup>2</sup>	Dette indirecte	Dette totale (à l'excl. de la dette reprise du Congo) <sup>2</sup>	Dette reprise du Congo <sup>3</sup>	Dette totale (y compris la dette reprise du Congo) <sup>2</sup>
	intérieure				extérieure								
	Consolidée y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des particuliers en C.C.P.	totale	consolidée <sup>2</sup>	à moyen et court terme	totale <sup>2</sup>					
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3		
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2		
1955	157,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6		
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8		
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6		
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6		
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6		
1960	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1		
1961	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0		
1962	251,6	20,9	50,0	36,1	358,6	19,5	17,6	37,1	395,7	27,5	423,2		
1963	261,6	13,7	55,1	39,8	370,2	18,4	28,1	46,5	416,7	29,3	446,0		
1964	276,9	6,3	51,2	46,2	380,6	17,2	31,0	48,2	428,8	33,3	462,1		
1965 Juillet	288,2	5,1	61,4	41,5	396,2	16,3	29,3	45,6	441,8	30,8	472,6	4,9	477,5
Août	287,8	6,0	64,8	39,1	397,7	16,2	29,3	45,5	443,2	30,8	474,0	4,9	478,9
Septembre	287,3	6,3	66,9	39,4	399,9	16,0	29,3	45,3	445,2	30,7	475,9	4,8	480,7
Octobre	296,3	6,5	60,1	41,3	404,2	15,9	29,3	45,2	449,4	29,1	478,5	4,8	483,3
Novembre	294,5	6,5	63,1	42,0	406,1	15,8	29,5	45,3	451,4	30,4	481,8	4,4	486,2
Décembre	293,6	6,8	58,6	46,3	405,3	15,6	29,8	45,4	450,7	33,9	484,6	4,4	489,0
1966 Janvier	289,9	6,8	63,3	43,9	403,9	15,6	29,5	45,1	449,0	33,4	482,4	4,4	486,8
Février	298,3	6,8	63,0	41,3	409,4	15,5	29,4	44,9	454,3	33,3	487,6	4,3	491,9
Mars	297,7	6,8	62,8	41,9	409,2	15,3	30,6	45,9	455,1	33,0	488,1	4,2	492,3
Avril	296,8	7,0	64,3	43,7	411,8	15,2	31,4	46,6	458,4	32,9	491,3	4,2	495,5
Mai	305,5	7,0	60,1	43,8	416,4	15,2	30,9	46,1	462,5	32,8	495,3	4,2	499,5
Juin	302,6	7,0	63,3	43,8	416,7	15,0	31,2	46,2	462,9	32,7	495,6	4,2	499,8
Juillet	301,4	7,0	61,9	43,7	414,0	14,8	31,2	46,0	460,0	32,6	492,6	4,1	496,7
Août	300,6	7,4	68,1	41,1	417,2	14,6	31,8	46,4	463,6	32,5	496,1	4,0	500,1
Septembre	311,9	7,7	59,0	40,7	419,3	14,6	32,4	47,0	466,3	32,4	498,7	4,0	502,7
Octobre	308,3	7,7	62,7	43,6	422,3	14,5	35,3	49,8	472,1	32,2	504,3	4,0	508,3
Novembre	306,4	7,7	67,7	41,9	423,7	14,4	35,5	49,9	473,6	32,2	505,8	3,9	509,7
Décembre	305,6	7,8	59,9	49,4	422,7	14,3	35,5	49,8	472,5	31,0	503,5	3,9	507,4
1967 Janvier	304,0	7,8	68,1	44,6	424,5	14,3	35,4	49,7	474,2	30,9	505,1	3,9	509,0
Février	311,2	7,8	70,4	42,5	431,9	14,2	34,1	48,3	480,2	30,8	511,0	3,8	514,8
Mars	310,2	7,8	73,3	42,7	434,0	14,0	33,9	47,9	481,9	30,8	512,7	3,7	516,4
Avril	308,6	8,0	74,3	44,9	435,8	13,8	33,9	47,7	483,5	32,3	515,8	3,7	519,5
Mai	305,7	8,2	75,0	43,0	431,9	13,8	35,8	49,6	481,5	36,6	518,1	3,7	521,8
Juin	308,3	8,2	69,3	43,0	428,8	13,6	40,9	54,5	483,3	36,0	519,3	3,7	523,0
Juillet	311,8	8,2	58,6	44,8	423,4	13,5	42,0	55,5	478,9	35,3	514,2	3,7	517,9
Août	311,0	8,4	65,0	42,4	426,8	13,3	42,2	55,5	482,3	35,2	517,5	3,6	521,1

<sup>1</sup> E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.

<sup>2</sup> Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

<sup>3</sup> Voir : *Moniteur belge* - 27-5-1965 - Convention du 6 février 1965.

XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

a) Par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Débiteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
Etat 2	216,2	231,8	238,8	250,8	268,0	42,5	66,6 <sup>3</sup>	64,4 <sup>3</sup>	64,2 <sup>3</sup>	64,8 <sup>3</sup>	258,7	298,4 <sup>3</sup>	303,2 <sup>3</sup>	315,0 <sup>3</sup>	332,8 <sup>3</sup>
Organismes publics de crédit non monétaires	96,1	106,1	113,2	120,0	132,3	20,2	21,9	23,1	25,0	26,9	116,3	128,0	136,3	145,0	159,2
Paraétatiques d'exploitation	25,4	26,5	28,3	28,3	27,6	6,0	6,5	6,2	6,5	7,9	31,4	33,0	34,5	34,8	35,5
Sécurité sociale	—	—	—	—	—	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0	7,1	9,8	11,7	13,2	15,0
Secteur public non compris ailleurs	26,3	26,8	27,2	26,5	30,3	10,1	10,6	11,1	13,1	14,1	36,4	37,4	38,3	39,6	44,4
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9
Pour mémoire : Titres congolais et Titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion 4	10,1	10,1	10,1	10,1	11,4	0,8	0,8	0,8	0,8	—	10,9	10,9	10,9	10,9	11,4

b) Par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	Accessibles à tout placeur 1					Non accessibles à tout placeur					Total				
	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p	1961	1962	1963	1964	1965 p
<b>A. Secteurs non financiers :</b>															
Entreprises et particuliers, Etranger	201,9	211,1	213,2	228,9	245,1	4,5	6,8	6,5	6,1	7,1	206,4	217,9	219,7	235,0	252,2
Paraétatiques d'exploitation	2,7	3,2	3,5	3,4	3,5	0,5	0,4	0,5	0,2	0,2	3,2	3,6	4,0	3,6	3,7
Secteur public non compris ailleurs 5	1,6	1,7	1,9	1,9	2,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	1,7	1,8	2,0	2,0	2,2
Sécurité sociale	2,3	1,7	1,5	2,6	5,0	1,0	0,8	1,2	1,5	1,3	3,3	2,5	2,7	4,1	6,3
<b>B. Intermédiaires financiers :</b>															
Organismes monétaires 6	40,5	49,3	51,7	52,3	61,5	37,6	59,5 <sup>3</sup>	58,6 <sup>3</sup>	59,3 <sup>3</sup>	60,8 <sup>3</sup>	78,1	108,8 <sup>3</sup>	110,3 <sup>3</sup>	111,6 <sup>3</sup>	122,3 <sup>3</sup>
Fonds des Rentes	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4	—	—	—	—	—	6,0	6,9	7,5	5,9	5,4
Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	41,7	45,1	49,1	47,1	50,0	14,2	14,8	16,6	19,8	20,9	55,9	59,9	65,7	66,9	70,9
Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension	59,1	62,4	69,1	73,6	75,6	28,0	30,7	31,7	34,4	37,6	87,1	93,1	100,8	108,0	113,2
Organismes publics de crédit non monétaires ...	8,2	9,8	10,0	9,9	10,0	...	2,3	1,3	0,6	0,7	8,2	12,1	11,3	10,5	10,7
Total ...	364,0	391,2	407,5	425,6	458,2	85,9	115,4	116,5	122,0	128,7	449,9	506,6	524,0	547,6	586,9

1 Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

2 Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

3 Y compris l'emprunt spécial de conversion de 1962 soit 19,8 milliards en 1962, 18,8 milliards en 1963, 1964 et 1965.

4 Années 1961 à 1964 : emprunts qui ont été ultérieurement déclarés admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris l'emprunt « Fifteen Year 5 ¼ % External Loan of 1958 » ; année 1965 : titres admis ou admissibles à l'emprunt du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, y compris les bonifications effectivement accordées au 31-12-1965.

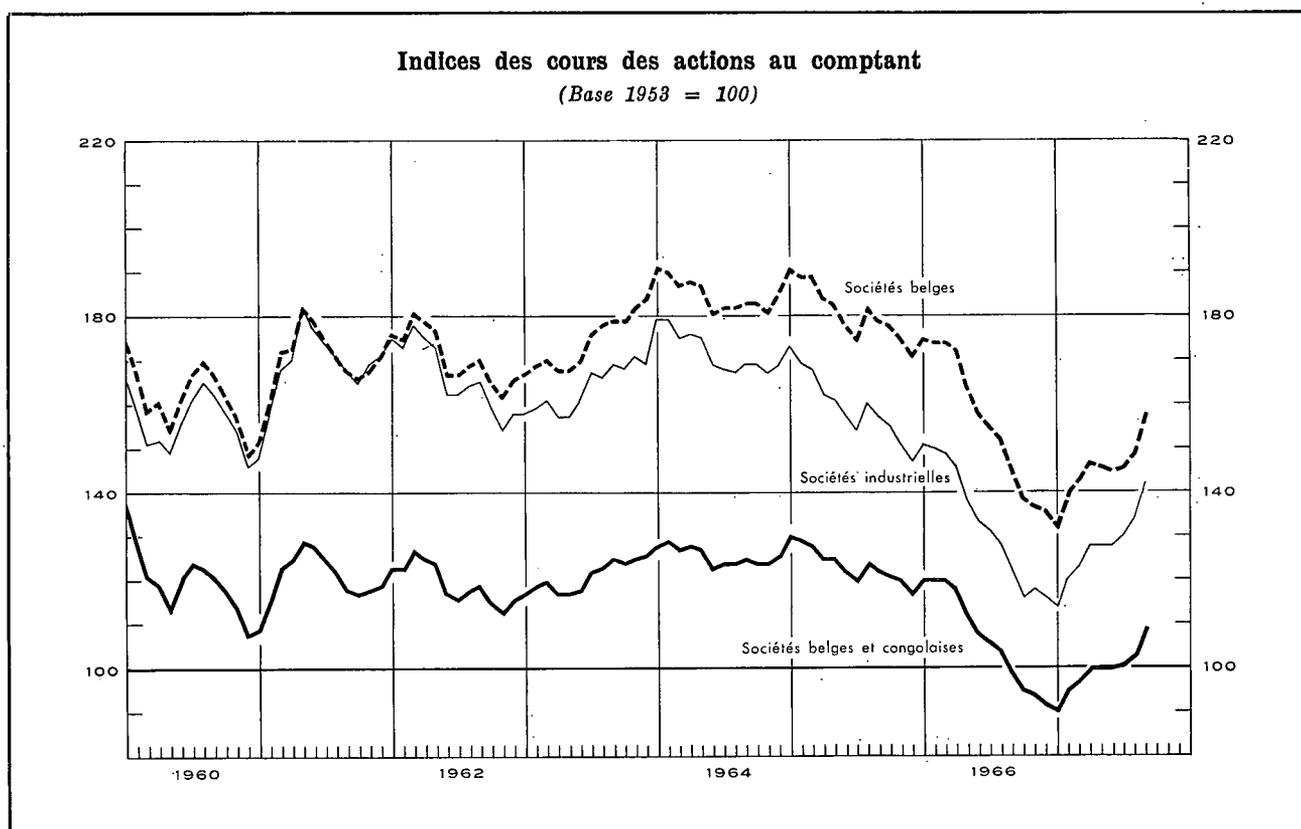
5 A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

6 A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVIe année, vol. I, no 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXVe année, vol. II, no 2, août 1960 : « Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ». XXXVIIIe année, vol. I, no 4, avril 1963 : « L'inventaire et le classement des fonds publics ». — *Statistiques Economiques belges 1950-1960*.

## XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

### 1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités		Indice global du cours des actions							Taux de rendement <sup>3 5</sup>					
	moyennes par séances (millions de francs) 1 5		Au comptant				A terme	Valeurs belges							
			Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges		Ensemble		Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles	en %				
				Ensemble	Sociétés industrielles										
(Base 1953 = 100) 2 4															
1957 Moyenne mensuelle ...	106		155	158	156	133					4,4	4,9			
1958 Moyenne mensuelle ...	70		135	145	137	117					4,6	5,3			
1959 Moyenne mensuelle ...	105		137	166	156	129					3,4	3,4			
1960 Moyenne mensuelle ...	93		121	162	156	116					3,4	3,2			
1961 Moyenne mensuelle ...	103		120	169	168	115					3,5	3,4			
1962 Moyenne mensuelle ...	82		119	171	166	113					3,5	3,4			
1963 Moyenne mensuelle ...	88		121	174	164	116					3,4	3,3			
1964 Moyenne mensuelle ...	91		126	185	172	115					3,2	3,0			
1965 Moyenne mensuelle ...	83		123	181	159	114					3,4	3,5			
1966 Moyenne mensuelle ...	71		107	156	132	102					4,1	4,2			
		1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967	1966	1967
Janvier .....	98	53	120	91	175	133	151	114	113	89	3,6	4,7	3,7	4,8	
Février .....	90	68	120	95	174	140	150	120	115	93	3,6	4,4	3,8	4,5	
Mars .....	78	66	120	97	174	143	149	123	115	95	3,7	4,4	4,0	4,3	
Avril .....	89	79	118	100	172	147	146	128	112	98	3,6	4,3	3,8	4,1	
Mai .....	88	84	112	100	164	146	138	128	108	100	3,9	4,4	4,0	4,1	
Juin .....	76	79	108	100	158	145	133	128	104	102	4,0	4,3	4,1	4,0	
Juillet .....	57	65	106	101	155	146	131	130	103	104	4,1	4,3	4,2	4,0	
Août .....	53	75	104	103	152	149	128	134	99	108	4,4	4,1	4,5	3,8	
Septembre .....	58		99	109	145	158	122	142	94	113	4,6	3,9	4,7	3,6	
Octobre .....	55		95		139		116		90		4,5		4,6		
Novembre .....	53		94		137		118		90		4,6		4,6		
Décembre .....	50		92		136		116		89		4,7		4,8		

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles : ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique : Pour les chiffres annuels : moyenne des indices aux 10 et 25 de chaque mois; pour les chiffres mensuels : indices au 10 de chaque mois uniquement.

3 Source : Kredietbank : Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Anvers.

5 Bourse de Bruxelles.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

**Banques <sup>4</sup>**

1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	37,6	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	492	57	8.293	363
1962	54	5.353	4.390	1.318	0,4	549	70	10.700	447
1963	51	6.349	4.402	1.552	0,1	676	60	11.096	514
1964	53	6.750	5.234	1.532	0,3	788	63	11.066	505
1965	55	9.077	4.813	1.789	1,1	902	73	11.055	521
1966	54	9.361	5.893	1.848	3,4	1.022	n.d.	n.d.	518

**Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>**

1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.075	3.611	190	2.138	140	11.200	531
1962	1.543	33.477	18.567	4.815	539	3.180	164	12.883	602
1963	1.557	34.172	19.038	3.580	230	2.282	135	13.309	665
1964	1.712	35.908	20.419	3.781	245	2.359	141	15.752	735
1965	1.778	37.537	21.571	3.901	342	2.414	142	17.384	1.015
1966	1.817	38.913	22.973	4.389	350	2.529	n.d.	n.d.	881

**Industrie des fabrications métalliques**

1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	1.937	114
1962	1.300	16.480	12.038	3.400	443	1.795	133	1.918	117
1963	1.310	17.850	13.235	3.406	367	2.063	144	1.881	118
1964	1.264	18.630	13.597	3.691	627	1.129	144	1.826	109
1965	1.379	20.030	15.778	4.547	913	1.612	150	1.847	111
1966	1.395	21.454	17.246	4.769	923	1.282	n.d.	n.d.	102

**Métallurgie du fer**

1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	4.763	294
1962	100	15.985	15.576	2.023	523	940	54	5.427	286
1963	95	16.168	15.004	1.335	78	546	36	5.764	321
1964	100	17.909	16.112	1.058	705	345	26	6.328	348
1965	100	19.373	17.690	1.027	411	668	47	6.931	398
1966	96	21.253	18.157	550	151	253	n.d.	n.d.	427

**Industrie textile**

1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	386	25
1962	988	11.265	9.864	1.121	339	405	83	340	24
1963	975	11.117	10.123	1.114	447	319	67	357	21
1964	912	11.231	10.351	1.256	370	376	70	327	20
1965	981	12.012	11.136	1.097	408	305	74	340	21
1966	986	12.827	11.095	1.333	781	377	n.d.	n.d.	21

Notes : voir fin du tableau XVII - 2.

**XVII . 2. — RENDEMENT DES SOCIETES PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**Industrie alimentaire**

1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	805	55
1962	722	9.969	6.374	1.470	110	667	67	760	52
1963	725	10.340	7.186	1.556	161	622	59	872	49
1964	685	10.983	7.540	1.356	162	617	55	938	59
1965	723	11.589	8.697	1.618	150	632	59	940	64
1966	725	12.131	9.461	1.719	163	742	n.d.	n.d.	62

**Industrie chimique**

1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	1.110	75
1962	544	15.930	7.064	1.888	209	1.065	87	964	66
1963	553	16.331	8.440	2.038	265	1.132	84	881	55
1964	542	17.022	8.522	2.374	358	1.222	76	789	51
1965	601	18.733	9.302	2.889	402	1.228	86	669	52
1966	609	20.241	9.729	2.815	414	1.498	n.d.	n.d.	42

**Electricité**

1958	44	17.016	2.722	1.637	1	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	...	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	...	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	3	1.608	86	5.703	326
1962	36	20.056	3.320	2.053	...	1.690	82	7.188	340
1963	32	20.412	3.630	2.163	...	1.657	85	8.602	443
1964	29	23.281	3.849	2.200	...	1.813	87	8.896	545
1965	28	23.710	4.169	2.304	1	1.972	91	12.295	550
1966	24	23.460	4.327	2.280	5	1.865	n.d.	n.d.	784

**Industrie du charbon**

1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	471	30
1962	41	7.679	2.065	146	710	106	13	398	27
1963	39	7.661	1.574	209	244	184	21	253	23
1964	36	7.043	1.020	423	356	268	29	339	13
1965	35	7.979	1.580	185	656	145	16	308	21
1966	29	6.019	1.917	196	521	81	n.d.	n.d.	20

**Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6 7</sup>**

1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.521	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	39.625	2.096
1962	14.142	185.420	114.895	26.823	3.906	14.090	1.343	45.434	2.259
1963	14.234	193.465	121.935	25.205	3.202	13.006	1.256	49.441	2.510
1964	14.498	205.933	126.884	26.664	4.241	12.437	1.278	51.951	2.740
1965	14.706	220.447	136.028	29.522	4.703	13.510	1.362	58.878	3.197
1966	14.942	230.753	145.648	30.459	5.070	13.459	n.d.	n.d.	3.298

Notes : voir fin du tableau XVII - 2., page suivante.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

**B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.628	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	1.096	56
1962	302	38.822	19.383	5.865	644	3.048	172	834	35
1963	313	40.710	27.336	2.863	664	1.196	98	523	30
1964	316	41.009	28.955	2.975	850	1.358	105	711	35
1965	302	41.282	30.474	3.537	600	1.632	117	1.097	32
1966	300	41.444	32.681	3.488	921	2.112	n.d.	n.d.	65

**C. — Total général des sociétés par actions <sup>6</sup>**

1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.123	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	40.721	2.152
1962	14.444	224.242	134.278	32.688	4.550	17.138	1.515	46.268	2.294
1963	14.547	234.175	149.271	28.068	3.866	14.202	1.354	49.964	2.540
1964	14.814	246.942	155.840	29.639	5.091	13.795	1.383	52.662	2.775
1965	15.008	261.729	166.502	33.059	5.303	15.142	1.479	59.975	3.229
1966	15.242	272.199	178.331	33.943	5.990	15.571	n.d.	n.d.	3.363

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique; ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vie au 31/12 de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup>**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>**

1965 Janvier	132	2,9	1,2	0,3	...	0,2	0,2
2 premiers mois	291	3,8	2,6	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois	1.543	22,4	13,0	3,7	0,3	1,8	0,6
4 premiers mois	3.909	54,7	29,5	7,7	1,0	3,7	0,9
5 premiers mois	7.270	130,4	74,4	16,7	2,6	8,2	1,2
6 premiers mois	9.208	156,4	91,7	20,8	3,0	10,0	1,5
7 premiers mois	9.806	161,9	97,8	21,6	3,1	10,4	1,7
8 premiers mois	10.042	163,1	98,9	21,8	3,1	10,4	1,9
9 premiers mois	10.382	165,7	100,7	22,3	3,3	10,5	2,0
10 premiers mois	10.857	175,6	109,0	23,1	3,7	10,8	2,3
11 premiers mois	11.214	184,2	114,6	24,4	4,0	11,5	2,6
12 mois	11.608	197,3	123,0	25,8	4,1	12,4	2,9
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup>	14.710	221,1	136,2	29,5	4,7	13,6	2,9
1966 Janvier	122	2,3	1,4	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois	280	3,3	3,2	1,1	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois	1.683	24,9	16,1	4,6	0,4	1,8	0,7
4 premiers mois	4.134	58,5	40,6	8,8	1,4	3,6	1,0
5 premiers mois	7.705	137,8	81,9	17,4	3,1	7,8	1,3
6 premiers mois	9.729	164,1	101,1	22,2	3,8	9,7	1,5
7 premiers mois	10.297	170,7	107,4	23,1	4,0	10,2	1,9
8 premiers mois	10.498	171,9	108,2	23,3	4,0	10,2	2,0
9 premiers mois	10.851	173,9	109,8	23,7	4,1	10,3	2,3
10 premiers mois	11.347	185,8	120,3	24,5	4,3	10,6	2,5
11 premiers mois	11.712	197,1	126,6	25,9	4,4	11,4	2,9
12 mois	12.076	215,2	136,0	28,0	4,5	12,3	3,3
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup>	14.942	230,8	145,6	30,5	5,1	13,5	3,3

Notes : voir page suivante.

## XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup> (suite)

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

### B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1965 Janvier .....	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois .....	5	0,8	0,6	...	...	...	...
3 premiers mois .....	21	1,4	0,8	...	...	...	...
4 premiers mois .....	40	2,0	0,9	0,1	...	...	...
5 premiers mois .....	98	13,8	10,9	1,7	...	1,0	...
6 premiers mois .....	200	32,2	23,2	2,8	0,3	1,2	...
7 premiers mois .....	222	33,5	24,7	3,0	0,4	1,3	...
8 premiers mois .....	225	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
9 premiers mois .....	230	33,7	24,9	3,0	0,4	1,3	...
10 premiers mois .....	247	35,5	27,7	3,2	0,4	1,4	...
11 premiers mois .....	262	37,3	28,5	3,3	0,5	1,4	...
12 mois .....	281	39,1	29,8	3,3	0,6	1,5	...
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	300	41,1	30,4	3,4	0,6	1,5	...
1966 Janvier .....	1	...	0,2	...	...	...	...
2 premiers mois .....	3	0,1	0,2	...	...	...	...
3 premiers mois .....	19	0,6	0,3	...	...	...	...
4 premiers mois .....	43	2,7	0,7	0,1	0,1	0,1	...
5 premiers mois .....	99	8,5	9,6	0,7	0,2	0,4	0,1
6 premiers mois .....	199	25,9	24,5	2,1	0,8	1,1	0,1
7 premiers mois .....	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
8 premiers mois .....	229	28,2	27,0	2,2	0,9	1,1	0,1
9 premiers mois .....	235	28,3	27,1	2,2	0,9	1,1	0,1
10 premiers mois .....	249	29,6	27,7	2,2	0,9	1,2	0,1
11 premiers mois .....	267	32,7	29,3	2,4	0,9	1,3	0,1
12 mois .....	282	34,4	30,4	2,5	0,9	1,4	0,1
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	300	41,4	32,7	3,5	0,9	2,1	0,1

### C. — Total général <sup>4</sup>

1965 Janvier .....	133	2,9	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois .....	296	4,6	3,2	1,0	0,1	0,5	0,4
3 premiers mois .....	1.564	23,8	13,8	3,7	0,3	1,8	0,7
4 premiers mois .....	3.949	56,7	30,4	7,8	1,0	3,8	0,9
5 premiers mois .....	7.368	144,2	85,4	18,4	2,6	9,2	1,2
6 premiers mois .....	9.408	188,6	114,9	23,6	3,3	11,2	1,5
7 premiers mois .....	10.028	195,4	122,5	24,6	3,5	11,6	1,7
8 premiers mois .....	10.267	196,8	123,8	24,8	3,5	11,7	1,9
9 premiers mois .....	10.612	199,4	125,6	25,3	3,7	11,8	2,1
10 premiers mois .....	11.104	211,1	136,6	26,3	4,1	12,2	2,3
11 premiers mois .....	11.476	221,5	143,0	27,7	4,5	13,0	2,6
12 mois .....	11.889	236,4	152,8	29,1	4,7	13,9	3,0
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	15.010	262,2	166,7	32,9	5,3	15,1	3,0
1966 Janvier .....	123	2,3	1,6	0,3	0,1	0,1	0,3
2 premiers mois .....	283	3,3	3,4	1,2	0,1	0,2	0,5
3 premiers mois .....	1.702	25,5	16,4	4,7	0,4	1,8	0,8
4 premiers mois .....	4.177	61,2	41,3	8,9	1,5	3,7	1,0
5 premiers mois .....	7.804	146,3	91,5	18,1	3,3	8,3	1,4
6 premiers mois .....	9.928	190,0	125,6	24,3	4,6	10,8	1,6
7 premiers mois .....	10.526	198,9	134,4	25,3	4,9	11,3	2,0
8 premiers mois .....	10.727	200,1	135,2	25,5	4,9	11,3	2,1
9 premiers mois .....	11.086	202,2	136,9	25,9	5,0	11,4	2,4
10 premiers mois .....	11.596	215,4	148,0	26,7	5,2	11,8	2,6
11 premiers mois .....	11.979	229,8	155,9	28,3	5,3	12,7	3,0
12 mois .....	12.358	249,6	166,4	30,5	5,4	14,2	3,4
12 mois (avec supplément) <sup>6</sup> .....	15.242	272,2	178,3	34,0	6,0	15,6	3,4

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>5</sup> A partir de 1961 sont reprises graduellement dans les statistiques les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

<sup>6</sup> Les renseignements concernant un certain nombre de sociétés parviennent à l'I.N.S. après la publication du chiffre mensuel correspondant. Ce supplément cumulé avec le total des 12 mois est repris séparément pour chaque année.

**XVII - 4. -- EMISSIONS DES SOCIETES <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

**Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1957	27.682	5.573	3.120	1.448	1.672	833	2.505	8.078	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.506	1.638	1.288	2.926	7.834	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.530	1.666	814	2.480	6.240	11.317
1960	16.065	6.266	1.367	1.682	— 315	1.009	694	6.960	11.241
1961	19.013	6.014	1.667	1.520	147	844	991	7.005	12.660
1962	19.173	8.249	3.375	1.860	1.515	1.762	3.277	11.526	14.614
1963	14.956	6.541	4.640	1.648	2.992	418	3.410	9.951	12.018
1964	21.556	11.568	3.848	2.108	1.740	1.024	2.764	14.332	14.200
1965	22.797	10.993	p 6.019	p 2.019	p 4.000	p 1.327	p 5.327	p 16.320	p 17.743

**Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>3</sup>**

1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.510
1961	209	82	...	85	— 85	— 24	— 109	— 27	— 64
1962	398	204	4	32	— 28	...	— 28	176	167
1963	232	41	...	257	— 257	— 6	— 263	— 222	— 223
1964	1.660	10	1	59	— 58	...	— 58	— 48	— 49
1965	540	14	p 500	p 40	p 460	p — 5	p 455	p 469	p 463

**Total général**

1957	34.676	7.332	3.844	1.619	2.225	833	3.058	10.390	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.630	1.964	1.339	3.303	9.373	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.617	1.794	793	2.587	6.960	11.923
1960	22.508	7.951	1.447	1.859	— 412	988	576	8.527	12.751
1961	19.222	6.096	1.667	1.605	62	820	882	6.978	12.596
1962	19.571	8.453	3.379	1.892	1.487	1.762	3.249	11.702	14.782
1963	15.188	6.582	4.640	1.905	2.735	412	3.147	9.729	11.795
1964	23.216	11.578	3.849	2.167	1.682	1.024	2.706	14.284	14.151
1965	23.337	11.007	p 6.519	p 2.059	p 4.460	p 1.322	p 5.782	p 16.789	p 18.206

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 3).

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

<sup>3</sup> Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

— Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

**XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES <sup>1</sup>**

Chiffres mensuels <sup>2</sup>

(millions de francs)

Sources : Chiffres définitifs : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>).  
Chiffres provisoires : Commission bancaire + B.N.B.

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues brutes	Total
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1964 6 premiers mois ...	9.145	3.964	1.677	5.641	1.546	9	...	9
9 premiers mois ...	13.567	5.805	1.912	7.717	1.546	9	...	9
12 mois .....	21.556	9.766	3.848	13.614	1.660	9	1	10
1965 3 premiers mois ...	5.603	2.030	1.850	3.880	8	8	...	8
6 premiers mois ...	12.819	3.481	2.985	6.466	495	8	500	508
9 premiers mois ...	15.856	4.835	3.621	8.456	495	8	500	508
12 mois .....	22.797	7.226	p 6.019	p13.245	540	8	p 500	p 508
1966 3 premiers mois ...	7.406	3.603	365	3.968	...	...	450	450
6 premiers mois ...	16.775	5.312	979	6.291	1	...	450	450
9 premiers mois ...	18.823	6.239	1.505	7.744	655	10	450	460
12 mois .....	29.934	9.714	p 2.645	p12.359	659	10	p 700	p 710
1965 Octobre .....	667	317	1.513	1.830	...	...	...	...
Novembre .....	3.821	1.051	157	1.208	15	...	...	...
Décembre .....	2.454	1.024	475	1.499	30	...	...	...
1966 Janvier .....	749	450	27	477	...	...	450	450
Février .....	945	906	19	925	...	...	...	...
Mars .....	5.712	2.247	319	2.566	...	...	...	...
Avril .....	882	332	132	464	1	...	...	...
Mai .....	1.062	439	371	810	...	...	...	...
Juin .....	7.425	938	111	1.049	...	...	...	...
Juillet .....	616	203	31	234	654	10	...	10
Août .....	621	529	8	537	...	...	...	...
Septembre .....	811	195	487	682	...	...	...	...
Octobre .....	1.174	359	18	377	...	...	250	250
Novembre .....	6.951	2.246	1.004	3.250	4	...	...	...
Décembre .....	2.986	870	118	988	...	...	...	...
1967 Janvier ..... p	847	319	9	328	...	...	...	...
Février ..... p	835	355	1	356	...	...	...	...
Mars ..... p	1.294	385	217	602	...	...	...	...
Avril ..... p	1.220	487	1.255	1.742	...	...	...	...
Mai ..... p	1.031	357	47	404	...	...	...	...
Juin ..... p	10.714	359	11	370	...	...	...	...
Juillet ..... p	2.219	582	...	582	...	...	...	...
Août ..... p	634	103	...	103	...	...	...	...

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les obligations des banques belges.

N. B. — 3, 6 et 9 premiers mois = addition des chiffres mensuels. Le chiffre des 12 mois comprend des données supplémentaires qui ne peuvent être ventilées mensuellement [pour les colonnes (1), (3), (5) et (7) voir le tableau XVII-4].

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

### 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME \*

(millions de francs)

Moyennes journalières 1	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)	Retraits de capitaux (9)
	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	Autres organismes 3	Banques de dépôts 2	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 4		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)		(9)
1957 .....	2.288	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958 .....	2.078	...	1.821	15	968	2.496	420	3.899	577
1959 .....	2.191	159	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960 .....	2.415	1.107	1.664	1.025	10	3.104	1.047	5.186	37
1961 .....	2.487	1.811	1.671	1.817	1	3.162	989	5.969	23
1962 .....	1.518	943	1.703	1.517	1	1.375	1.271	4.164	307
1963 .....	1.585	202	1.842	1.600	122	1.126	781	3.629	49
1964 .....	1.879	6	2.743	1.310	480	1.690	1.148	4.628	11
1965 .....	1.767	722	2.546	1.417	5	2.356	1.257	5.035	83
1966 .....	1.905	264	2.658	1.222	805	1.696	1.104	4.827	...
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.982	572	2.336	1.187	252	2.647	804	4.890	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.726	435	2.144	1.220	445	1.580	1.060	4.305	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.761	35	2.941	1.298	851	1.211	1.377	4.737	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.151	20	3.202	1.182	1.654	1.364	1.173	5.373	...
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.944	233	4.021	1.633	426	3.380	759	6.198	...
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.015	601	3.245	1.694	613	2.614	940	5.861	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.080	1.861	2.851	1.812	95	3.708	1.177	6.792	...
1966 Mars .....	1.830	232	1.829	1.124	371	1.563	833	3.891	...
Avril .....	1.420	886	1.877	1.314	30	1.820	1.019	4.183	...
Mai .....	1.560	420	2.150	1.360	339	1.528	903	4.130	...
Juin .....	2.203	...	2.403	980	968	1.395	1.263	4.606	...
Juillet .....	1.251	104	2.992	1.671	347	896	1.433	4.347	...
Août .....	2.238	...	2.901	1.186	1.456	1.595	902	5.139	...
Septembre .....	1.794	...	2.929	1.029	747	1.140	1.807	4.723	...
Octobre .....	1.819	3	2.598	1.039	1.207	920	1.254	4.420	...
Novembre .....	2.015	58	2.870	1.412	1.215	1.252	1.064	4.943	...
Décembre .....	2.616	...	4.126	1.102	2.527	1.916	1.197	6.742	...
1967 Janvier .....	2.195	107	4.219	1.285	623	3.830	783	6.521	...
Février .....	2.290	3	4.093	1.871	576	3.225	714	6.386	...
Mars .....	1.381	566	3.759	1.765	94	3.071	776	5.706	...
Avril .....	1.700	628	4.022	1.796	337	3.117	1.100	6.350	...
Mai .....	1.745	991	3.018	2.150	92	2.651	861	5.754	...
Juin .....	2.608	171	2.702	1.120	1.429	2.072	860	5.481	...
Juillet .....	1.779	874	2.641	1.784	282	1.706	1.522	5.294	...
Août .....	2.514	2.167	2.808	1.727	...	4.573	1.189	7.489	...
Septembre .....	1.941	2.564	3.113	1.930	...	4.881	807	7.618	...

\* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Depuis cette même date, la plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti ». Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce Protocole.

Les capitaux qui sont occasionnellement empruntés par certains organismes et reprêtés par eux le même jour, sont recensés comme des prêts des prêteurs initiaux et des emprunts des emprunteurs ultimes. En vue d'éviter un double emploi, il est fait abstraction des emprunts et des prêts des organismes qui ont agi comme intermédiaires.

1 Jusqu'au 31 décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B. et depuis août 1960, divers prêteurs « hors Protocole ».

4 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX  
ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS  
ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES <sup>1</sup>**

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois <sup>2</sup>	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'Institut de Récompte et de Garantie <sup>3</sup> (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la Banque Nationale de Belgique <sup>4</sup> (4)	
1963 .....	39,3	0,7	14,8	4,7	59,5
1964 .....	47,4	1,2	15,6	5,3	69,5
1965 .....	56,6	1,9	14,9	4,0	77,4
1966 .....	62,6	0,8	15,6	8,8	87,8
1963 1 <sup>er</sup> trimestre .....	34,6	0,6	15,1	4,4	54,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	38,0	0,5	15,7	3,6	57,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	40,7	0,6	14,3	6,0	61,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	43,8	1,0	14,0	4,9	63,7
1964 1 <sup>er</sup> trimestre .....	45,0	1,1	16,2	4,2	66,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	46,7	1,3	17,5	4,5	70,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	46,5	1,4	14,6	8,1	70,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	51,4	1,0	14,1	4,5	71,0
1965 1 <sup>er</sup> trimestre .....	55,0	1,5	15,2	2,2	73,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	55,1	1,7	15,8	3,4	76,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	56,2	2,8	13,9	4,8	77,7
4 <sup>e</sup> trimestre .....	59,9	1,8	14,8	5,7	82,2
1966 1 <sup>er</sup> trimestre .....	59,5	1,4	17,0	7,0	84,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	61,2	0,7	16,4	8,8	87,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	62,3	0,4	14,8	10,1	87,6
4 <sup>e</sup> trimestre .....	67,5	0,6	14,3	9,2	91,6
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	70,0	1,5	16,9	8,1	96,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	74,3	0,6	17,8	7,6	100,3

<sup>1</sup> Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptation en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation) et à l'étranger.

<sup>2</sup> Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires.

<sup>3</sup> Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au récompte de la Banque Nationale.

<sup>4</sup> Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la Banque Nationale.

**XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**

Mouvement du débit

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1959 .....	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960 .....	39	3	208	289	158	292	366	243	57	535	423
1961 .....	39	3	235	409	167	412	402	261	62	673	464
1962 .....	39	3	158	475	196	478	354	285	68	763	422
1963 .....	39	2	129	510	226	521	355	302	73	823	428
1964 .....	39	2	148	605	269	607	417	358	82	965	499
1965 .....	39	2	169	736	307	738	476	423	99	1.161	575
1966 .....	39	2	160	1.146	322	1.148	482	507	117	1.655	599
1966 2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	145	1.138	317	1.140	462	495	115	1.635	577
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	153	1.107	323	1.109	476	501	117	1.610	593
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	162	1.255	341	1.257	503	578	124	1.835	627
1967 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	172	1.261	411	1.264	583	614	127	1.878	710
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	2	174	1.352	404	1.354	578	596	121	1.950	699
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	239	1.304	380	1.307	619	621	127	1.928	746
1966 Avril .....	39	2	142	1.078	303	1.080	445	458	106	1.538	551
Mai .....	39	2	134	1.112	340	1.114	474	488	115	1.602	589
Juin .....	39	2	159	1.225	308	1.227	467	539	124	1.766	591
Juillet .....	39	2	136	1.090	354	1.092	490	468	113	1.560	603
Août .....	39	2	172	1.099	316	1.101	488	507	124	1.608	612
Septembre .....	39	2	152	1.133	299	1.135	451	529	115	1.664	566
Octobre .....	39	2	143	1.201	326	1.203	469	547	119	1.750	588
Novembre .....	39	2	151	1.187	336	1.189	487	558	118	1.747	605
Décembre .....	39	3	192	1.378	360	1.381	552	628	134	2.009	686
1967 Janvier .....	39	3	195	1.288	423	1.291	618	617	131	1.908	749
Février .....	39	2	162	1.184	391	1.186	553	577	123	1.763	676
Mars .....	39	3	159	1.311	420	1.314	579	648	128	1.962	707
Avril .....	39	2	171	1.264	405	1.266	576	617	115	1.883	691
Mai .....	39	2	168	1.356	422	1.358	590	487	115	1.845	705
Juin .....	39	2	184	1.435	383	1.437	567	684	134	2.121	701
Juillet .....	39	3	164	1.270	420	1.273	584	612	130	1.885	714
Août .....	39	3	230	1.299	381	1.302	661	622	131	1.924	792
Septembre .....	39	3	272	1.343	338	1.346	610	628	122	1.974	732

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, jusqu'au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 ou 10 jours. Depuis le 17 novembre 1960, il n'y a plus eu d'argent à 5 ou 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

**Références bibliographiques :** *Statistiques Economiques belges 1941-1950 et 1950-1960* (B.N.B.) — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique » — XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge » — XLII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 3, septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ».

# XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Date des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *				
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B. représentatives		Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %	Certificats de trésorerie et certificats du Fonds des Rentes émis à maximum 130 jours	Certificats de trésorerie émis à plus de 130 jours et à maximum 366 jours	autres effets publics 1
		d'importations	d'exportations		domiciliées en banque	non domiciliées en banque					
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	4,25	5,—	5,50
22 mars .....	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	4,—	4,50	5,25
9 août .....	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	3,75	4,25	5,—
6 décembre ..	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	3,50	4,—	5,—
1963 18 juillet .....	4,—	4,—	3,25	4,50	5,—	5,50	5,50	—	4,—	4,50	5,50
31 octobre ...	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,50	5,25	6,25
1964 4 février ....	4,25	4,25	3,75	5,—	5,75	6,25	6,25	—	4,75	5,50	6,50
3 juillet .....	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,—	5,50	6,50
18 décembre ..	4,75	4,75	4,25	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,25	5,75	6,50
1966 2 juin .....	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	5,75	6,25	7,—
27 octobre ...	5,25	5,25	4,75	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	7,—
1967 2 février ....	5,—	5,—	4,50	5,75	6,25	6,75	6,75	—	6,—	6,25	6,75
23 mars .....	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	6,—	6,25	6,50
20 avril .....	4,75	4,75	4,25	5,50	6,—	6,50	6,50	—	5,75	6,—	6,50
11 mai .....	4,50	4,50	4,—	5,25	5,75	6,25	6,25	—	5,50	5,75	6,25
14 septembre .	4,25	4,25	3,75	5,—	5,50	6,—	6,—	—	5,25	5,50	6,—

1 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

\* Quotité de l'avance au 30 septembre 1967

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 366 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 1) ..... max. 80 %

## XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1960 .....	2,82
1961 .....	2,56
1962 .....	2,14
1963 .....	2,31
1964 .....	3,35
1965 .....	3,17
1966 .....	3,88
1966 Octobre .....	4,40
Novembre .....	4,40
Décembre .....	3,92
1967 Janvier .....	3,37
Février .....	3,53
Mars .....	3,45
Avril .....	3,71
Mai .....	3,59
Juin .....	3,52
Juillet .....	3,69
Août .....	2,88
Septembre .....	2,85

## XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 2			Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 3		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 7		
	1 mois	2 mois	3 mois	a	b		6 mois	9 mois	12 mois
1963 .....	3,50	3,80	4,10	4,35	3,65	1962 4 janv.	4,283	4,364	*
1964 .....	4,25	4,50	4,75	5,25	4,89	1963 3 janv.	3,360	3,416	3,450
1965 .....	4,10	4,40	4,75	5,15	5,04	1964 14 janv.	4,750	4,800	4,750
1966 .....	5,35	5,60	5,85	6,15	5,48	1965 12 janv.	5,40	5,55	5,65
1966 Oct. ...	5,10	5,40	5,70	5,90	5,85	1966 11 janv.	5,30	5,45	5,00
Nov. ...	5,15	5,50	5,75	6,00	5,99	1966 8 nov.	6,00	6,00	6,05
Déc. ...	5,35	5,60	5,85	6,15	6,12	13 déc.	6,05	6,10	6,25
1967 Janv. ...	5,25	5,50	5,75	6,05	6,12	1967 10 janv.	6,20	6,25	6,35
Fév. ...	5,20	5,45	5,70	6,00	6,00	14 fév.	6,10	6,05	6,15
Mars ...	5,00	5,25	5,50	5,75	5,84	14 mars	6,10	6,15	6,15
Avril ...	4,80	5,05	5,30	5,60	5,67	11 avril	5,95	*	6,00
Mai ...	4,70	4,95	5,20	5,50	5,55	9 mai	5,85	5,85	5,85
Juin ...	4,95	5,20	5,45	5,75	5,65	13 juin	5,90	5,85	5,90
Juillet ...	5,00	5,25	5,50	5,80	5,79	11 juil.	5,95	6,00	6,05
Août ...	4,75	5,00	5,25	5,60	5,73	8 août	5,90	5,95	*
Sept. ...	4,50	4,75	5,00	5,40	5,43	12 sept.	5,70	5,70	5,70
						10 oct.	5,60	5,60	5,60

1 Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers moyens. (La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du « Protocole dressé en vue de la participation au marché du call money garanti », mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce Protocole.)

Jusqu'à fin décembre 1964, les moyennes sont calculées sur la base du nombre de jours ouvrables de la période. A partir de 1965, les moyennes sont établies sur la base du nombre total de jours de la période; cette dernière méthode de calcul correspond à celle que l'I.L.G. adopte dans la présentation de ses données.

2 Cf. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

3 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques et accessoirement, depuis mai 1965, par des institutions du secteur public et des caisses d'épargne privées. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.e. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, *Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8030). Par l'A.R. du 20-12-1962, les certificats A ont été convertis en un « Emprunt Spécial de Conversion de 1962 » remboursable en 20 ans et divisé en trois tranches, (10.000, 5.000 et 4.826 millions) portant intérêt au taux de 3,50 % l'an à partir du 1-1-1963, 31-12-1966 et 31-12-1971 respectivement. Avant ces dates le taux reste fixé à 1 15/16 % l'an. L'encours des certificats de trésorerie B ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de Trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

4 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

5 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires de l'année ou du mois.

6 Taux unique, valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

7 Jusqu'à la fin de 1963, taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés. A partir de janvier 1964, taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus par le Trésor).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES  
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 1 Comptes de dépôt à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers) 3	
	vue	15 jours de préavis 2	Terme 2			jusqu'à 250.000 F	au-delà de 250.000 F
			1 mois	3 mois	6 mois		
1958 .....	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,00	2,00
1959 .....	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,00	2,00
1960 .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,00	2,00
1961 .....	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,00	2,00
1962 .....	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,00	2,00
1963 .....	0,50	1,20	2,10	3,00	3,50	3,00	2,00
1964 .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1965 .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
1966 Juin .....	0,50	1,30	3,00	3,50	4,00	3,00	2,00
Juillet .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Août .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Septembre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Octobre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Novembre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Décembre .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
1967 Janvier .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Février .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mars .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Avril .....	0,50	1,50	3,20	3,80	4,30	3,00	2,00
Mai .....	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juin .....	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Juillet .....	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Août .....	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00
Septembre .....	0,50	1,50	3,00	3,60	4,10	3,00	2,00

1 Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales appliquent en général un tarif supérieur. — 2 De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — 3 Non compris une prime de fidélité accordée pour la première fois en 1958 pour toute somme restée en dépôt pendant l'année civile entière ou, à partir de 1965, entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. Le taux de cette prime a évolué comme suit : pour les sommes jusqu'à 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,30 p.c. de 1958 à 1963 (sauf en 1959 où l'octroi de la prime a été suspendu), 0,40 p.c. en 1964 et 0,50 p.c. à partir du 1er janvier 1965; pour les sommes au-delà de 250.000 F (350.000 F à partir du 1er janvier 1965 et 500.000 F à partir du 1er janvier 1967), 0,20 p.c. de 1960 à 1963 (pas de prime en 1958 et 1959), 0,30 p.c. en 1964 et 0,40 p.c. à partir du 1er janvier 1965.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Emprunts émis avant le 1 <sup>er</sup> décembre 1962						Emprunts émis après le 1 <sup>er</sup> décembre 1962		
	Dette unifiée (rendement eu égard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée) <sup>2</sup>	Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré <sup>2</sup>
		Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes		Etat	Paraétatiques et villes	
	4 % 1 <sup>re</sup> s.	3,50 à 5,25 %	3 à 5,50 %	4 à 5,50 %	3 à 5,50 %	5 à 7 %	3 à 7 %		
1958 .....	4,93	—	5,53 <sup>1</sup>	6,47	6,51	6,41	—	—	—
1959 .....	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85	—	—	—
1960 .....	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11	—	—	—
1961 .....	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89	—	—	—
1962 .....	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64	—	—	—
1963 .....	4,05	4,54	4,50	4,96	5,02	4,94	—	—	—
1964 .....	4,04	5,04	4,92	5,32	5,21	5,23	5,98	5,95	5,98
1965 .....	4,06	5,38	5,38	5,62	5,60	5,53	6,43	6,55	6,47
1966 .....	4,06	5,35	5,46	5,66	5,64	5,54	6,45	6,54	6,49
1966 Septembre .....	4,07	5,85	5,81	5,84	5,76	5,83	6,73	6,76	6,76
Octobre .....	4,07	5,99	5,96	5,94	5,81	5,94	6,76	6,80	6,81
Novembre .....	4,07	5,90	5,96	5,96	5,82	5,92	6,67	6,80	6,74
Décembre .....	4,07	5,91	5,89	5,90	5,84	5,90	6,73	6,81	6,78
1967 Janvier .....	4,07	5,83	5,82	5,85	5,84	5,84	6,76	6,81	6,80
Février .....	4,09	5,98	5,79	5,88	5,84	5,89	6,74	6,80	6,79
Mars .....	4,08	5,94	5,79	5,88	5,88	5,89	6,76	6,83	6,81
Avril .....	4,06	5,73	5,76	5,86	5,83	5,81	6,76	6,84	6,81
Mai .....	4,06	5,85	5,84	5,86	5,84	5,84	6,77	6,83	6,82
Juin .....	4,06	5,76	5,85	5,89	5,85	5,82	6,77	6,81	6,81
Juillet .....	4,06	5,80	5,86	5,92	5,84	5,85	6,77	6,81	6,82
Août .....	4,06	5,45	5,63	5,74	5,77	5,63	6,64	6,73	6,70
Septembre .....	4,06	5,55	5,59	5,77	5,75	5,65	6,64	6,72	6,70
Octobre .....	4,06	5,74	5,57	5,77	5,71	5,71	6,66	6,76	6,72

\* Sauf indication contraire, le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

<sup>1</sup> Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — <sup>2</sup> Y compris les emprunts de Sociétés de 5 à 20 ans.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1956.

**Références bibliographiques :** *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 »; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) »; XXXII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire »; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique »; XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, nos 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1<sup>er</sup> janvier 1962 et le marché monétaire belge ».

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE \*

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande- Bretagne		Italie		Pays-Bas		Canada		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1957		4,00		3,—		5,—		7,—		4,—		5,—		2		2,50
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75			20	6,—			24	4,50				
Mars .....			7	2,25							25	4,—				
Avril .....			18	1,75												
Mai .....							22	5,50								
Juin .....	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août .....							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars .....			6	3,—												
Avril .....					23	4,—										
Mai .....			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—								
Juin .....	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août .....			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—					8	5,—								
Décembre ..																
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai .....	5	3,—														
Juillet .....							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars .....							8	5,50								
Mars .....							22	5,—								
Avril .....							26	4,50			25	4,—		26	6,—	
Juin .....													10	5,50		
Septembre .													12	5,—		
Octobre ...													13	4,—		
Novembre .																
1963 Janvier ...							3	4,—			8	3,50		6	3,50	
Mai .....														11	4,—	
Juillet ....			17	3,50												
Août .....																
Novembre .					14	4,—										
1964 Janvier ...											6	4,—				
Février ...							27	5,—			4	4,50				
Juin .....																
Juillet ....															3	2,50
Novembre .			24	4,—			23	7,—					23	4,25		
1965 Janvier ...	22	3,50														
Avril .....					9	3,50										
Juin .....							3	6,—								
Août .....	13	4,—														
Décembre ..			6	4,50										6	4,75	
1966 Mars .....														14	5,25	
Mai .....	27	5,—									2	5,—				
Juillet ....							14	7,—							6	3,50
1967 Janvier ...	6	4,50					26	6,50						30	5,—	
Février ...	17	4,—														
Mars .....							16	6,—			15	4,50		7	4,50	
Avril .....	14	3,50	7	4,—												
Mai .....	12	3,—					4	5,50								
Juillet ....															10	3,—
Septembre .													28	5,—		

\* Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

1 Federal Reserve Bank of New York.

2 Entre le 1-11-1956 et le 26-6-1962, le taux de la Banque du Canada était ajusté une fois par semaine en fonction de l'évolution du taux moyen des bons du Trésor.

**XX - 2. — BANQUE DE FRANCE**

(millions de francs français)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 4 août	1967 10 août	1966 8 septembre	1967 7 septembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Disponibilités à vue à l'étranger .....	17.448	20.665	22.415	23.824	25.001	24.150	24.901	24.209
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	2.627	3.370	4.716	5.200	4.909	4.835	5.181	4.818
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-</i> <i>tional</i> .....	2.263	3.096	4.405	4.926	4.628	4.568	4.889	4.556
<i>Autres opérations</i> .....	364	274	311	274	281	267	292	262
Annuités de Prêt de la B.I.R.D. et de l'E.I.B. ....	630	589	1.471	1.471	1.471	1.380	1.471	1.380
Monnaies divisionnaires .....	28	24	22	30	31	26	26	21
Comptes courants postaux .....	911	920	1.135	1.221	1.017	1.184	879	844
Prêts à l'Etat <sup>2</sup> .....	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450	5.450
Avances à l'Etat <sup>3</sup> .....	3.316	3.546	1.682	3.427	4.143	4.003	4.143	4.003
Portefeuille d'escompte .....	20.007	18.606	19.053	16.010	15.750	18.496	16.592	21.031
Effets représentatifs de crédits à court terme :								
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	7.030	6.173	6.925	7.038	7.037	8.052	7.011	7.567
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Effets garantis par l'Office des</i> <i>céréales</i> <sup>4</sup> .....	575	669	612	141	16	130	46	345
<i>Obligations cautionnées</i> .....	—	...	...	1.332	2.568	2.669	2.841	2.684
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme :								
<i>Prêts spéciaux à la construction</i> .....	12.402	6.819	6.188	4.050	2.401	2.020	4.886	5.015
<i>Autres crédits à moyen terme</i> .....		4.945	5.328	3.449	3.728	5.625	1.808	5.420
Effets négociables achetés en France <sup>5</sup> ...	3.220	4.546	6.183	8.840	6.912	10.901	4.599	5.930
Avances à 30 jours sur effets publics .....	72	32	5	12	20	377	24	368
Avances sur titres .....	71	88	91	99	94	97	98	89
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement .....	1.656	1.689	1.465	1.368	947	847	634	675
Divers .....	1.468	1.497	1.142	1.373	1.349	1.477	1.374	1.568
<b>Total ...</b>	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>72.647</b>	<b>71.416</b>	<b>77.545</b>	<b>69.694</b>	<b>74.708</b>
<b>PASSIF</b>								
Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	55.781	59.544	64.170	67.627	67.429	69.685	65.710	68.873
Comptes créditeurs .....	3.479	3.668	3.272	3.066	2.177	6.021	2.040	3.900
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	...	...	...	1	...	1
<i>Comptes des banques, institutions et</i> <i>personnes étrangères</i> .....	238	426	169	226	147	197	158	193
<i>Comptes courants des banques et</i> <i>institutions financières françaises</i> .	1.789	1.807	1.721	1.345	768	4.552	734	2.399
<i>Autres comptes courants et de</i> <i>dépôts de fonds; dispositions et</i> <i>autres engagements à vue</i> .....	1.451	1.435	1.382	1.495	1.262	1.271	1.148	1.307
Capital de la Banque .....	250	250	250	250	250	250	250	250
Divers .....	1.716	1.882	1.460	1.704	1.560	1.589	1.694	1.685
<b>Total ...</b>	<b>61.226</b>	<b>65.344</b>	<b>69.152</b>	<b>72.647</b>	<b>71.416</b>	<b>77.545</b>	<b>69.694</b>	<b>74.708</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

<sup>3</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>4</sup> Loi du 15 août 1986, décret du 29 juillet 1989 et loi du 19 mai 1941.

<sup>5</sup> Décret du 17 juin 1938.

**XX . 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1964 28 February	1965 28 February	1966 28 February	1967 28 February	1966 10 August	1967 9 August	1966 7 September	1967 6 September
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	------------------	---------------------	---------------------

**ISSUE DEPARTMENT**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	2.438	2.638	2.788	2.888	3.038	3.038	2.988	3.038
Other Securities .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue .....	2.450	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.000	3.050
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.000	3.050

Notes Issued :								
In Circulation .....	2.430	2.604	2.784	2.869	2.977	3.034	2.926	3.000
In Banking Department .....	20	46	16	31	73	66	74	50
Total ...	2.450	2.650	2.800	2.900	3.050	3.100	3.000	3.050

**BANKING DEPARTMENT**

Government Securities .....	298	293	380	458	363	427	445	439
Other Securities :								
Discounts and Advances .....	32	72	70	93	81	90	43	91
Securities .....	25	26	28	27	26	28	27	27
Notes .....	20	46	16	31	73	66	74	50
Coin .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	376	378	495	610	544	612	590	608

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	4	4	4	4	4
Public Deposits .....	10	11	13	12	12	10	11	11
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)								
Special Deposits .....	—	—	97	201	162	207	197	207
Other Deposits :								
Bankers .....	276	262	272	268	243	265	253	260
Other Accounts .....	71	86	94	110	108	111	110	111
Total ...	376	378	495	610	544	612	590	608

**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1963 31 December	1964 31 December	1965 31 December	1966 31 December	1966 10 August	1967 9 August	1966 7 September	1967 6 September
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	13.819	13.505	11.702	10.836	11.050	10.700	10.984	10.658
Redemption fund for F.R. notes .....	1.418	1.570	1.734	1.838	1.815	1.849	1.798	1.855
Total gold certificate reserves ...	15.237	15.075	13.436	12.674	12.865	12.549	12.782	12.513
Cash .....	182	146	129	298	281	326	299	336
Discounts and advances .....	63	186	137	173	526	261	681	139
Acceptances :								
Bought outright .....	70	59	75	69	48	82	48	62
Held under repurchase agreement .....	92	35	112	124	...	48	...	...
Federal agency obligations :								
Held under repurchase agreement .....	—	—	—	34	—	...	—	29
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	4.142	6.044	9.100	11.803	10.289	14.176	11.174	13.927
Certificates .....	7.066	...	...	4.351	15	4.353	4.366	...
Notes .....	17.729	25.188	24.828	21.302	25.326	21.737	21.013	26.125
Bonds .....	4.645	5.274	6.550	6.199	6.476	6.538	6.438	6.555
Total bought outright ...	33.582	36.506	40.478	43.655	42.106	46.804	42.991	46.607
Held under repurchase agreement .....	11	538	290	627	342	...	...	425
Total U.S. Government securities ...	33.593	37.044	40.768	44.282	42.448	46.804	42.991	47.032
Total loans and securities .....	33.818	37.324	41.092	44.682	43.022	47.195	43.720	47.262
Cash items in process of collection .....	6.435	7.190	6.915	7.879	7.053	6.763	6.343	6.593
Bank premises .....	104	102	103	107	104	110	104	110
Other assets .....	400	552	977	1.418	1.151	1.301	1.160	1.390
Total assets ...	<b>56.176</b>	<b>60.389</b>	<b>62.652</b>	<b>67.058</b>	<b>64.476</b>	<b>68.244</b>	<b>64.408</b>	<b>68.204</b>

**LIABILITIES**

Federal Reserve notes .....	32.381	34.659	37.074	39.339	37.922	39.833	38.105	40.031
Deposits :								
Member bank reserves .....	17.049	18.086	18.447	19.794	18.488	19.741	18.552	20.783
U.S. Treasurer - general account .....	880	820	668	416	990	917	1.027	111
Foreign .....	171	229	150	174	124	116	142	164
Other .....	291	321	355	588	410	467	397	457
Total deposits ...	18.391	19.456	19.620	20.972	20.012	21.241	20.118	21.515
Deferred availability cash items .....	3.835	4.584	4.667	5.369	5.023	5.538	4.642	5.025
Other liabilities and accrued dividends ...	82	642	189	238	208	253	235	267
Total liabilities ...	<b>54.689</b>	<b>59.341</b>	<b>61.550</b>	<b>65.918</b>	<b>63.165</b>	<b>66.865</b>	<b>63.100</b>	<b>66.838</b>

**CAPITAL ACCOUNTS**

Capital paid in .....	497	524	551	570	564	587	565	588
Surplus .....	990	524	551	570	551	570	551	570
Other capital accounts .....	...	...	...	...	196	222	192	208
Total liabilities and capital accounts ...	<b>56.176</b>	<b>60.389</b>	<b>62.652</b>	<b>67.058</b>	<b>64.476</b>	<b>68.244</b>	<b>64.408</b>	<b>68.204</b>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	92	122	144	191	269	296	276	243
Ratio of gold certificate reserves to F.R. note liability .....	46,3 %	42,7 %	35,4 %	31,7 %	33,2 %	31,1 %	32,8 %	30,8 % <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

<sup>2</sup> « F.R. note liability » includes \$ 614 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK**

(miljoenen guldens)

	1963 31 december	1964 31 december	1965 31 december	1966 31 december	1966 8 augustus	1967 7 augustus	1966 5 september	1967 4 september
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	5.770	6.080	6.327	6.234	6.232	6.236	6.233	6.237
Vorderingen en geldswaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	1.081	1.435	1.096	1.119	1.114	1.361	1.047	1.289
Buitenlandse betaalmiddelen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens .....	15	31	44	53	45	83	47	90
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto .....	...	...	7	78	163	164	94	84
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	729	346	704	1.139	1.142	981	1.142	971
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) .....	25	16	157	234	285	293	192	260
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten .....	16	14	30	22	23	18	25	23
Belegging van kapitaal en reserves .....	178	173	164	162	182	191	182	191
Gebouwen en inventaris .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Diverse rekeningen .....	11	17	15	20	21	17	23	19
Totaal ...	<b>7.825</b>	<b>8.112</b>	<b>8.544</b>	<b>9.061</b>	<b>9.207</b>	<b>9.344</b>	<b>8.985</b>	<b>9.164</b>

**PASSIVA**

Bankbiljetten in omloop .....	6.225	6.927	7.682	8.245	7.899	8.273	7.948	8.313
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	1.261	853	525	437	936	683	-683	475
's Rijks schatkist .....	1.095	665	394	326	686	609	633	423
Banken in Nederland .....	122	138	91	76	230	20	30	19
Andere ingezetenen .....	44	50	40	35	20	54	20	33
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	76	79	64	56	74	69	57	56
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	70	73	57	50	65	39	49	42
Andere niet-ingezetenen .....	6	6	7	6	9	30	8	14
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	16	14	13	13	12	17	15	15
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	168	165	163	171	163	171	162	171
Diverse rekeningen .....	59	54	77	119	103	111	100	114
Totaal ...	<b>7.825</b>	<b>8.112</b>	<b>8.544</b>	<b>9.061</b>	<b>9.207</b>	<b>9.344</b>	<b>8.985</b>	<b>9.164</b>

N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte muntbiljetten .....

62	65	71	72	71	43	70	41
----	----	----	----	----	----	----	----

**XX - 6. — BANCA D'ITALIA**

(miliardi di lire)

	1963 dicembre	1964 dicembre	1965 dicembre	1966 dicembre	1966 giugno	1967 giugno	1966 luglio	1967 luglio
Oro in cassa .....	1.000	1.000	1.502	1.509	1.480	1.507	1.476	1.504
Cassa <sup>1</sup> .....	25	22	24	35	31	42	20	36
Portafoglio <sup>2</sup> .....	942	764	720	939	781	873	760	876
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	337	285	311	664	441	716	377	685
Prorogati pagamenti .....	42	51	93	95	128	181	...	...
Ufficio italiano dei cambi .....	1.770	2.069	1.982	2.129	2.006	2.191	2.135	2.271
Disponibilita in divisa all'estero .....	65	64	...	...	...	...	...	...
Titoli emessi o garantiti dallo Stato <sup>4</sup> ...	168	519	405	619	380	467	317	472
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi .....	229	305	211	241	253	284	287	262
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	440	410	377	339	377	339	377	339
C/c servizio tesoreria .....	506	558	913	537	563	407	819	625
Servizi diversi per conto dello Stato .....	—	29	33	59	59	58	53	82
Spese .....	71	88	102	133	58	74	61	77
<b>Totale attivo ...</b>	<b>5.595</b>	<b>6.164</b>	<b>6.673</b>	<b>7.299</b>	<b>6.557</b>	<b>7.139</b>	<b>6.682</b>	<b>7.229</b>
Circolazione dei biglietti <sup>5</sup> .....	3.699	3.914	4.283	4.595	4.049	4.341	4.192	4.447
Vaglia, assegni e debiti a vista <sup>6</sup> .....	62	57	41	62	34	33	26	44
Conti correnti liberi .....	87	119	157	172	131	169	64	62
Conti correnti vincolati .....	1.305	1.459	1.738	1.933	1.862	2.092	1.915	2.174
Creditori diversi .....	352	517	340	391	412	417	412	410
C/c servizio tesoreria .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	10	...	...	...	...	...	...	...
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	5	6	7	8	7	8	7	8
Fondo di riserva straordinario .....	3	3	4	5	4	5	5	6
Rendite .....	72	89	103	133	58	74	61	78
Utile provvisorio del precedente esercizio ..	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>5.595</b>	<b>6.164</b>	<b>6.673</b>	<b>7.299</b>	<b>6.557</b>	<b>7.139</b>	<b>6.682</b>	<b>7.229</b>
Depositante di titoli e valori .....	4.273	4.918	4.991	6.338	5.487	6.320	5.212	6.325
<sup>1</sup> Comprese moneta di Stato .....	5	2	1	22	1	23	1	24
<sup>2</sup> Compreso finanziamento ammassi e acquisto grano :								
— aziende di credito .....	343	363	387	414	401	428	402	429
— istituti speciali .....	274	279	293	314	302	323	296	320
<sup>3</sup> Comprese anticipazioni a :								
— aziende di credito .....	334	282	308	661	439	714	375	624
— privati .....	2	2	1	1	1	1	1	1
<sup>4</sup> Compresi BOT .....	—	242	107	108	150	46	117	17
<sup>5</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	2	2	2	1	1	2	1	n.b.
<sup>6</sup> Compresi vaglia e assegni .....	29	21	22	27	20	20	18	19

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Millionen DM)

	1963 31 Dezember	1964 31 Dezember	1965 31 Dezember	1966 31 Dezember	1966 5 August	1967 7 August	1966 7 September	1967 7 September
<b>AKTIVA</b>								
Gold .....	15.138	16.731	17.371	16.905	16.915	16.870	16.910	16.872
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	12.894	10.770	8.111	9.775	8.407	9.281	8.542	9.639
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	417	563	892	1.084	1.011	1.696	971	1.713
Sonstige Geldanlagen im Ausland und Forderungen an das Ausland .....	—	—	—	—	—	500	—	500
Kredite an internationale Einrichtungen und Konsolidierungskredite .....	2.122	2.684	3.344	3.256	3.255	2.448	3.255	2.448
<i>darunter : a) aus der Abwicklung der   E.Z.U. ....</i>	751	615	509	420	420	331	420	332
<i>b) an Weltbank .....</i>	1.342	1.343	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446	1.446
<i>c) an I.W.F. ....</i>	—	720	1.390	1.390	1.390	670	1.390	670
Deutsche Scheidemünzen .....	81	116	130	166	141	221	154	227
Postcheckguthaben .....	376	377	409	425	207	191	218	216
Inlandswechsel .....	1.647	2.413	4.650	5.031	6.873	4.249	6.470	4.017
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	125	307	345	711	29	164	80	273
Lombardforderungen .....	208	646	696	938	153	130	122	49
Kassenkredite .....	1.749	1.212	1.408	1.164	1.528	44	1.474	19
Wertpapiere .....	1.222	1.176	1.151	1.095	1.148	1.091	1.148	1.129
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	3.990	6.081	7.617	7.804	7.552	7.122	7.902	6.786
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationalen Einrichtungen .....	2.294	3.016	3.001	3.741	3.572	3.767	3.586	3.775
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Währungsparität ...	3.595	2.953	2.285	2.462	2.199	2.051	2.199	2.051
Sonstige Aktiva .....	406	463	433	357	292	378	314	402
	<b>46.264</b>	<b>49.508</b>	<b>51.843</b>	<b>54.914</b>	<b>53.282</b>	<b>50.203</b>	<b>53.345</b>	<b>50.116</b>
<b>PASSIVA</b>								
Banknotenumlauf .....	25.426	27.692	29.455	30.770	30.217	29.883	29.211	29.516
Einlagen von .....	18.006	18.610	18.671	19.784	19.266	16.069	20.212	16.220
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post-   scheck- und Postsparkassenämter) ...</i>	13.607	15.143	16.241	17.386	17.288	13.710	18.185	13.497
<i>Öffentlichen Einlegern .....</i>	4.126	3.215	2.165	2.109	1.724	2.125	1.779	2.467
<i>Andere inländischen Einlegern .....</i>	273	252	265	289	254	234	248	256
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	270	308	452	552	356	371	368	377
<i>Einlagen ausländischer Einleger .....</i>	234	257	418	494	332	342	345	344
<i>Sonstige .....</i>	36	51	34	58	24	29	23	33
Rückstellungen .....	1.076	1.260	1.475	1.690	1.690	1.925	1.690	1.925
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	701	776	861	963	963	1.080	963	1.080
Sonstige Passiva .....	495	572	639	863	500	585	611	708
	<b>46.264</b>	<b>49.508</b>	<b>51.843</b>	<b>54.914</b>	<b>53.282</b>	<b>50.203</b>	<b>53.345</b>	<b>50.116</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1963 31 décembre	1964 31 décembre	1965 31 décembre	1966 31 décembre	1966 5 août	1967 7 août	1966 7 septembre	1967 7 septembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	12.204	11.794	13.164	12.297	11.604	12.307	11.601	12.296
Devises .....	1.083	1.679	853	2.060	1.135	1.477	1.127	1.424
Avoirs avec garantie de change auprès de banques d'émission étrangères .....	—	431	429	519	519	174	519	174
Portefeuille effets sur la Suisse .....	142	163	139	158	97	95	97	91
<i>Effets de change</i> .....	107	138	130	141	97	95	97	91
<i>Bons du Trésor de la Confédération   suisse</i> .....	35	25	9	17	...	...	...	...
Avances sur nantissement .....	97	78	39	109	22	33	17	16
Bons du Trésor étrangers en FS .....	207	432	432	432	432	432	432	432
Titres .....	52	65	93	182	165	186	167	186
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	...	1	2	...	2	6	2	6
<i>autres</i> .....	52	64	91	182	163	180	165	180
Correspondants :	71	92	81	97	37	38	48	52
<i>en Suisse</i> .....	62	75	66	82	21	23	17	17
<i>à l'étranger</i> .....	9	17	15	15	16	15	31	35
Autres postes de l'actif .....	35	29	33	68	75	74	77	76
Total ...	<b>13.891</b>	<b>14.763</b>	<b>15.263</b>	<b>15.922</b>	<b>14.086</b>	<b>14.816</b>	<b>14.085</b>	<b>14.747</b>

<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	55	56	57	58	58	59	58	59
Billets en circulation .....	9.035	9.722	10.043	10.651	9.557	9.935	9.531	9.947
Engagements à vue .....	3.188	3.271	3.215	3.431	2.467	3.132	2.484	3.037
<i>Comptes de virements des banques, du   commerce et de l'industrie</i> .....	2.700	2.908	3.005	2.982	1.910	2.527	1.901	2.512
<i>Autres engagements à vue</i> .....	488	363	210	449	557	605	583	525
Comptes de virements de banques tempo- rairement liés .....	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035	690	1.035	690
Engagements à terme .....	357	433	602	389	625	600	625	600
Dépôts obligatoires selon l'arrêté fédéral du 13 mars 1964 .....	—	3	20	2	3	—	3	—
Autres postes du passif .....	221	243	291	356	341	400	349	414
Total ...	<b>13.891</b>	<b>14.763</b>	<b>15.263</b>	<b>15.922</b>	<b>14.086</b>	<b>14.816</b>	<b>14.085</b>	<b>14.747</b>

Références bibliographiques : *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bolletino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE <sup>1</sup>**

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

**Actif**

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 juillet 1966	31 juillet 1967	31 août 1966	31 août 1967
<b>I. Or en lingots et monnayé .....</b>	2.283	2.583	2.527	2.672	2.520	2.694
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue</b>	683	975	1.429	55	1.644	49
<b>III. Bons du Trésor réescomptables .....</b>	82	70	291	678	295	674
<b>IV. Effets div. remobilis. sur dem. ....</b>	125	75	125	76	125	75
<b>Y. Dépôts à terme et avances : .....</b>	2.935	4.108	2.253	4.100	2.330	4.908
a) à 3 mois au maximum .....	2.060	3.282	1.395	3.374	1.711	3.949
b) à 3 mois au maximum (or) .....	3	3	3	—	3	—
c) de 3 à 6 mois .....	603	509	550	522	385	863
d) de 6 à 9 mois .....	25	113	200	140	131	32
e) de 9 à 12 mois .....	118	123	42	64	37	64
f) à plus d'un an .....	126	78	63	—	63	—
<b>VI. Autres effets et titres : .....</b>	2.015	1.285	1.551	1.531	1.468	1.428
1. Or :						
a) à 3 mois au maximum .....	296	293	385	375	387	377
b) de 3 à 6 mois .....	3	10	16	16	13	13
c) de 6 à 9 mois .....	94	94	13	13	16	25
d) de 9 à 12 mois .....	22	23	9	19	7	7
e) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—
2. Monnaies :						
a) à 3 mois au maximum .....	1.309	639	847	870	834	727
b) de 3 à 6 mois .....	100	57	139	201	62	232
c) de 6 à 9 mois .....	75	61	54	12	60	13
d) de 9 à 12 mois .....	35	69	28	1	29	6
e) à plus d'un an .....	81	39	60	24	60	28
<b>VII. Actifs divers .....</b>	1	2	5	1	5	1
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne .....</b>	68	—	—	—	—	—
<i>Total actif ...</i>	<b>8.192</b>	<b>9.098</b>	<b>8.181</b>	<b>9.113</b>	<b>8.387</b>	<b>9.829</b>

**Exécution des Accords de La Haye de 1930 :**

**Fonds placés en Allemagne : <sup>2</sup>**

1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des postes (échus) .....
2. Effets de bons de Trésor du Gouvernement allemand (échus) .....

*Total ...*

221	—	—	—	—	—
76	—	—	—	—	—
<b>297</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>

<sup>1</sup> Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

<sup>2</sup> Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1958 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1<sup>er</sup> avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés y afférents à la date du 31 décembre 1952.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE <sup>1</sup>

## Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

## Passif

	31 décembre 1965	31 décembre 1966	31 juillet 1966	31 juillet 1967	31 août 1966	31 août 1967
<b>I. Capital :</b>						
Actions libérées de 25 % .....	125	125	125	125	125	125
<b>II. Réserves</b> .....	26	26	26	45	26	45
1. Fonds de Réserve Légale .....	13	13	13	12	13	12
2. Fonds de Réserve Générale .....	13	13	13	23	13	23
3. Fonds Spécial de Réserve de Dividendes ...	—	—	—	10	—	10
<b>III. Dépôts (or) :</b> .....	4.410	4.303	4.181	3.924	4.133	4.263
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an .....	—	34	34	—	34	—
b) de 9 à 12 mois .....	203	233	—	30	—	30
c) de 6 à 9 mois .....	69	—	107	90	117	90
d) de 3 à 6 mois .....	79	84	45	161	33	133
e) à 3 mois au maximum .....	1.656	1.163	929	1.452	1.227	2.088
f) à vue .....	1.836	2.254	2.584	1.704	2.239	1.434
2. Autres déposants :						
a) à plus d'un an .....	—	—	—	—	—	—
b) de 9 à 12 mois .....	17	100	—	—	—	—
c) de 6 à 9 mois .....	17	90	103	—	52	—
d) de 3 à 6 mois .....	69	86	155	55	155	28
e) à 3 mois au maximum .....	248	86	86	103	138	138
f) à vue .....	216	168	138	329	138	322
<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b> .....	2.943	4.056	3.278	4.125	3.531	4.513
1. Banques centrales :						
a) à plus d'un an .....	28	19	22	16	22	17
b) de 9 à 12 mois .....	11	52	10	—	18	10
c) de 6 à 9 mois .....	80	105	58	11	6	2
d) de 3 à 6 mois .....	503	325	389	449	240	326
e) à 3 mois au maximum .....	1.950	3.177	2.057	3.050	2.305	3.421
f) à vue .....	16	139	348	128	563	121
2. Autres déposants :						
a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois .....	15	—	—	8	—	32
d) à 3 mois au maximum .....	323	209	377	446	358	565
e) à vue .....	17	30	17	17	19	19
<b>V. Effets :</b>	385	284	290	605	288	588
a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
b) de 6 à 9 mois .....	11	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois .....	41	4	2	—	2	—
d) à 3 mois au maximum .....	333	280	288	605	286	588
<b>VI. Divers</b> .....	79	78	55	58	57	64
<b>VII. Comptes de profits et pertes</b> .....	10	10	10	—	10	—
<b>VIII. Provision</b> .....	214	216	216	231	216	231
<i>Total passif ...</i>	<b>8.192</b>	<b>9.098</b>	<b>8.181</b>	<b>9.113</b>	<b>8.387</b>	<b>9.829</b>

## Exécution des Accords de La Haye de 1930 :

<b>Dépôts à long terme :</b> .....	229	—	—	—	—	—
1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités <sup>2</sup> .....	153	—	—	—	—	—
2. Dépôt du Gouvernement allemand .....	76	—	—	—	—	—
<b>Fonds propres utilisés en exécution des Accords (voir ci-dessus)</b> .....	68	—	—	—	—	—
<i>Total ...</i>	<b>297</b>	—	—	—	—	—

<sup>1</sup> Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

<sup>2</sup> La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs or 149.920.380,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

**PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.**

<b>A.M.E.</b>		Accord Monétaire Européen.
<b>B.I.R.D.</b>		Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>		Bureau International du Travail.
	<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>		Banque des Règlements Internationaux.
	<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>		Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>		Communauté Economique Européenne.
	<b>C.G.E.R.</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
	<b>D.U.L.B.E.A.</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
	<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>		Food and Agricultural Organization.
	<b>FEBELTEX</b>	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
	<b>F.I.B.</b>	Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>		Fonds Monétaire International.
	<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
	<b>I.R.E.S.P.</b>	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
	<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
	<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques.
	<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	<b>O.N.E.M.</b>	Office National de l'Emploi.
	<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>		Organisation des Nations Unies.
	<b>R.T.B.</b>	Radiodiffusion-Télévision Belge.
	<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	<b>R.V.A.</b>	Régie des Voies Aériennes.
	<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
	<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	<b>S.N.C.Y.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux.
	<b>S.N.D.E.</b>	Société Nationale des Distributions d'Eau.
<b>U.E.B.L.</b>		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>		Union Européenne de Paiements.

**SIGNES CONVENTIONNELS.**

—	la donnée n'existe pas.
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

Numérotation  
des tableaux

Numérotation  
des tableaux

### I. — Population et comptes nationaux.

1. Population .....	I - 1
2. Répartition du produit national entre les facteurs de production .....	I - 2
3. Produit national brut calculé par l'analyse de la production aux prix du marché .....	I - 3
4. Affectation du produit national :	
a) Estimations à prix courants .....	I - 4a
b) Indices des estimations aux prix de 1953 .....	I - 4b

### II. — Emploi et chômage.

1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers) .....	II - 1
2. Chômage — Renseignements généraux .....	II - 2
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3

### III. — Agriculture et pêche.

1. Production agricole .....	III - 1
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2

### IV. — Industrie.

1. Indices généraux de la production industrielle .....	IV - 1
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	IV - 2
3. Energie .....	IV - 3
4. Métallurgie .....	IV - 4
5. Construction : données annuelles .....	IV - 5
6. Construction : données mensuelles .....	IV - 6
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 7

### V. — Services.

1. Transports :	
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena .....	V - 1a
b) Navigation maritime .....	V - 1b
c) Navigation intérieure .....	V - 1c
2. Tourisme .....	V - 2
3. Commerce intérieur :	
a) Indices des ventes .....	V - 3a
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b

### VI. — Revenus.

1. Rémunérations des ouvriers .....	VI - 1
2. Gains horaires bruts moyens dans l'industrie .....	VI - 2

### VII. — Prix et indices des prix.

1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1
2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2
3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3
4. Indices des prix de détail en Belgique .....	VII - 4

### VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.

1. Tableau général .....	VIII - 1
2. Exportations par groupes de produits .....	VIII - 2
3. Importations par groupes de produits .....	VIII - 3
4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a
b) Indices du volume .....	VIII - 4b
5. Orientation géographique .....	VIII - 5

### IX. — Balance de paiements de l'U.E.B.L.

1. Chiffres annuels .....	IX - 1
2. Soldes trimestriels .....	IX - 2
3. Recettes et dépenses trimestrielles et soldes mensuels cumulés .....	IX - 3

### X. — Marché des changes.

1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles .....	X - 1
2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E. ....	X - 2

### XI. — Finances Publiques.

1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires .....	XI - 1
2. Impasse de trésorerie et son financement .....	XI - 2
3. Besoins nets de financement de l'Etat et leur couverture .....	XI - 3
4. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 4
5. Détail des recettes fiscales .....	XI - 5
6. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 6

### XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.

1. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 .....	XII - 1a
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 .....	XII - 1b
2. Mouvement des créances et des dettes en 1964 .....	XII - 2
3. a) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1963 (totaux sectoriels) .....	XII - 3a
b) Encours des créances et des dettes au 31 décembre 1964 (totaux sectoriels) .....	XII - 3b
4. Mouvement des créances et des dettes en 1964 (totaux sectoriels) .....	XII - 4

### XIII. — Organismes monétaires.

1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	XIII - 1
2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des organismes publics monétaires et des banques de dépôts :	
a) Banque Nationale de Belgique (chiffres trimestriels et mensuels) .....	XIII - 2a
b) Organismes publics monétaires .....	XIII - 2b
c) Banque de dépôts .....	XIII - 2c
d) Ensemble des organismes monétaires .....	XIII - 2d
3. Origines des variations du stock monétaire .....	XIII - 3
4. Stock monétaire .....	XIII - 4
5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	XIII - 5
6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente .....	XIII - 6
— Forme et localisation .....	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger logés à la Banque Nationale de Belgique .....	XIII - 8

Numérotation  
des tableaux

Numérotation  
des tableaux

- 9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger ..... **XIII - 9**
- 10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951-1958) ..... **XIII - 10**  
Bilans de la B.N.B. (depuis 1959) ..... **XIII - 10**  
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique ..... **XIII - 10**
- 11. Comptes de chèques postaux ..... **XIII - 11**
- 12. Situations globales des banques ..... **XIII - 12**
- 13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P. .... **XIII - 13**

**XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.**

- 4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ... **XIV - 4**
- 5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :  
a) Mouvements des dépôts ..... **XIV - 5a**  
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne ..... **XIV - 5b**  
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite ..... **XIV - 5c**  
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la vie ..... **XIV - 5d**
- 6. Caisses d'épargne privées ..... **XIV - 6**
- 7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie ..... **XIV - 7**
- 8. Crédit Communal de Belgique ..... **XIV - 8**
- 9. Compagnies d'assurances sur la vie ..... **XIV - 9**
- 10. Inscriptions hypothécaires ..... **XIV - 10**

**XV. — Principales modalités d'épargne des particuliers et des entreprises à l'intérieur du pays** ..... **XV**

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

- 1. Emissions en francs belges à long et moyen terme . **XVI - 1**
- 2. Principales émissions à long et moyen terme du secteur public ..... **XVI - 2**
- 3. Dettes de l'État ..... **XVI - 3**
- 4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public ..... **XVI - 4**

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.**

- 1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières ..... **XVII - 1**
- 2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels **XVII - 2**
- 3. Rendement des sociétés par actions — chiffres mensuels cumulés ..... **XVII - 3**
- 4. Emissions des sociétés — chiffres annuels ..... **XVII - 4**
- 5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels ..... **XVII - 5**

**XVIII. — Marché monétaire.**

- 1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme ..... **XVIII - 1**
- 2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires **XVIII - 2**
- 3. Activité des chambres de compensation ..... **XVIII - 3**

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.**

- 1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique ..... **XIX - 1**
- 2. Taux de l'argent au jour le jour ..... **XIX - 2**
- 3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes ..... **XIX - 3**
- 4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite ... **XIX - 4**
- 5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles ..... **XIX - 5**

**XX. — Banques d'Emission étrangères.**

- 1. Taux d'escompte ..... **XX - 1**
- 2. Banque de France ..... **XX - 2**
- 3. Bank of England ..... **XX - 3**
- 4. Federal Reserve Banks ..... **XX - 4**
- 5. De Nederlandsche Bank ..... **XX - 5**
- 6. Banca d'Italia ..... **XX - 6**
- 7. Deutsche Bundesbank ..... **XX - 7**
- 8. Banque Nationale Suisse ..... **XX - 8**
- 9. Banque des Règlements internationaux ..... **XX - 9**

**Principales abréviations utilisées.**

**Liste des graphiques :**

- I - 4.** — P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses ..... **I - 4a et b**
- II - 3.** — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés ..... **II - 3**
- IV - 1.** — Résultats des enquêtes sur la conjoncture ..... **IV - 1**
- IV - 2.** — Indices de la production industrielle . **IV - 2**
- IV - 7.** — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. . **IV - 7**
- VI - 1.** — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure prestée ..... **VI - 1**
- VII - 3.** — Indices des prix de gros en Belgique **VII - 3**
- VII - 4.** — Indices des prix de détail en Belgique **VII - 4**
- VIII -** — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ... **VIII**
- XI - 6.** — Recettes fiscales sans distinction d'exercice ..... **XI - 6**
- XIII - 3.** — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires ..... **XIII - 3**
- XIII - 9.** — Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks ..... **XIII - 9**
- XIV - 5a.** — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts . **XIV - 5a**
- XVII - 1.** — Indices des cours des actions au comptant ..... **XVII - 1**

---

---

Prix de l'abonnement annuel	{	Belgique, 250 francs. Etranger, 300 francs.
Prix du numéro séparé	{	Belgique, 25 francs. Etranger, 30 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---



IMPRIMERIE  
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE  
L'INGÉNIEUR EN CHEF DE L'IMPRIMERIE  
CH. AUSSEMS  
17, SQUARE DES NATIONS, BRUXELLES 5